BIBLIOTECA

DI

GIURISPRUDENZA

ITALIANA.

MOTIVI, RAPPORTI, E DISCUSSIONI

CHE SI FECERO

AL CORPO LEGISLATIVO FRANCESE

PER LA FORMAZIONE

DEL CODICE NAPOLEONE.

TRADUZIONE ITALIANA

COL TESTO DEL CODICE IN ORIGINALE FRANCESE.

VOLUME QUINTO.

MILANO,
Dalla Stamperria di FRANCESCO SONZOGNO di GIO. BATT.
Stampatore e Librajo, *Corsia de' Servi N.* 596.
1806.

CODE CIVIL
DES FRANÇAIS.

LIVRE III.

Loi du 29 Germinal an XI.

Des différentes manières dont on acquiert la Propriété.

ARTICLE 711.

La propriété des biens s'acquiert et se transmet par succession, par donation entre-vifs ou testamentaire, ou par l'effet des obligations (1).

712. *La propriété s'acquiert aussi par accession ou incorporation, et par prescription.*

713. *Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à la nation.*

714. *Il est des choses qui n'appartiennent à personne, et dont l'usage est commun à tous* (2).

Des lois de police règlent la manière d'en jouir.

715. *La faculté de chasser ou de pêcher est également réglée par des lois particulières.*

716. *La propriété d'un trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds : si le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui, il appartient pour moitié à celui qui l'a découvert, et pour l'autre moitié au propriétaire du fonds* (3).

Le trésor est toute chose cachée ou enfouie; sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété, et qui est découverte par le pur effet du hasard.

717. *Les droits sur les effets jetés à la mer, sur les objets que la mer rejette, de quelque nature qu'il puissent être, sur les plantes et herbages qui croissent sur les rivages de la mer, sont aussi réglés par des lois particulières.*

Il en est de même des choses perdues dont le maître ne se représente pas.

TITRE PREMIER.

DES SUCCESSIONS.

CHAPITRE PREMIER.

De l'ouverture des successions et de la saisine des héritiers.

ARTICLE 718.

Les successions s'ouvrent par la mort naturelle et par la mort civile.

719. *La succession est ouverte par la mort civile, du moment où cette mort est encourue, conformément aux dispositions de la section 2 du chapitre II du titre* de la Jouissance et de la Privation des Droits civils (4).

720. *Si plusieurs personnes respectivement appelées à la succession l'une de l'autre périssent dans un même événement, sans qu'on puisse reconnaître laquelle est décédée la première, la présomption de survie est déterminée par les circonstances du fait, et, à leur défaut, par la force de l'âge ou du sexe* (5).

721. *Si ceux qui ont péri ensemble avaient moins*

de quinze ans, le plus âgé sera présumé avoir survécu.

S'ils étaient tous au-dessus de soixante ans, le moins âgé sera présumé avoir survécu.

Si les uns avaient moins de quinze ans, et les autres plus de soixante, les premiers seront présumés avoir survécu.

722. *Si ceux qui ont péri ensemble avaient quinze ans accomplis et moins de soixante, le mâle est toujours présumé avoir survécu lorsqu'il y a égalité d'âge, ou si la différence qui existe n'excède pas une année.*

S'ils étaient du même sexe, la présomption de survie qui donne ouverture à la succession dans l'ordre de la nature doit être admise : ainsi le plus jeune est présumé avoir survécu au plus âgé.

723. *La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes : à leur défaut, les biens passent aux enfans naturels ; ensuite à l'époux survivant ; et, s'il n'y en a pas, à la république* (6).

724. *Les héritiers légitimes sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession : les enfans naturels, l'époux survivant et la république, doivent se faire envoyer en pos-*

session par justice, dans les formes qui seront déterminées (7).

CHAPITRE II.

Des qualités requises pour succéder.

ART. 725.

Pour succéder, il faut nécessairement exister à l'instant de l'ouverture de la succession.

Ainsi, sont incapables de succéder,

1.° *Celui qui n'est pas encore conçu;*

2.° *L'enfant qui n'est pas né viable;*

3.° *Celui qui est mort civilement* (8).

726. *Un étranger n'est admis à succéder aux biens que son parent, étranger ou Français, possède dans le territoire de la république, que dans les cas et de la manière dont un Français succède à son parent possédant des biens dans le pays de cet étranger, conformément aux dispositions de l'article* 11, *au titre* de la Jouissance et de la Privation des Droits civils (9).

727. *Sont indignes de succéder, et comme tels exclus des successions,*

1.° *Celui qui serait condamné paur avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt;*

2.° *Celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse ;*

3.° *L'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'a pas dénoncé à la justice* (10).

728. *Le défaut de dénonciation ne peut être opposé aux ascendans et descendans du meurtrier, ni à ses alliés au même degré, ni à son époux ou à son épouse, ni à ses frères ou sœurs, ni à ses oncles et tantes, ni à ses neveux et nièces.*

729. *L'héritier exclu de la succession pour cause d'indignité, est tenu de rendre tous les fruits et les revenus dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession* (11).

730. *Les enfans de l'indigne, venant à la succession de leur chef, et sans le secours de la représentation, ne sont pas exclus pour la faute de leur père ; mais celui-ci ne peut, en aucun cas, réclamer sur les biens de cette succession l'usufruit que la loi accorde aux pères et mères sur les biens de leurs enfans* (12).

CHAPITRE III.

Des divers ordres de successions.

SECTION PREMIÈRE.

Dispositions générales.

ART. 731.

Les successions sont déférées aux enfans et descendans du défunt, à ses ascendans et à ses parens collatéraux, dans l'ordre et suivant les règles ci-après déterminés.

732. *La loi ne considère ni la nature ni l'origine des biens pour en régler la succession* (13).

733. *Toute succession échue à des ascendans ou à des collatéraux se divise en deux parts égales; l'une, pour les parens de la ligne paternelle; l'autre, pour les parens de la ligne maternelle.*

Les parens utérins ou consanguins ne sont pas exclus par les germains; mais ils ne prennent part que dans leur ligne, sauf ce qui sera dit ci-après à l'article 752. Les germains prennent part dans les deux lignes.

Il ne se fait aucune dévolution d'une ligne à l'autre, que lorsqu'il ne se trouve aucun ascendant ni collatéral de l'une des deux lignes (14).

734. *Cette première division opérée entre les lignes paternelle et maternelle, il ne se fait plus de division entre les diverses branches; mais la moitié dévolue à chaque ligne appartient à l'héritier ou aux héritiers les plus proches en degrés, sauf le cas de la représentation, ainsi qu'il sera dit ci-après.*

735. *La proximité de parenté s'établit par le nombre des générations; chaque génération s'appelle un* degré.

736. *La suite des degrés forme la ligne: on appelle* ligne directe, *la suite des degrés entre personnes qui descendent l'une de l'autre;* ligne collatérale, *la suite des degrés entre personnes qui ne descendent pas les unes des autres, mais qui descendent d'un auteur commun.*

On distingue la ligne directe, en ligne directe descendante et ligne directe ascendante.

La première est celle qui lie le chef avec ceux qui descendent de lui; la deuxième est celle qui lie une personne avec ceux dont il descend.

737. *En ligne directe, on compte autant de degrés qu'il y a de générations entre les personnes: ainsi le fils est, à l'égard du père, au premier degré; le petit-fils, au second; et réciproquement du père et de l'aïeul à l'égard des fils et petits-fils;*

738. *En ligne collatérale, les degrés se comptent par les générations, depuis l'un des parens jusques et non compris l'auteur commun, et depuis celui-ci jusqu'à l'autre parent.*

Ainsi, deux frères sont au deuxième degré; l'oncle et le neveu sont au troisième degré; les cousins germains au quatrième: ainsi de suite (15).

SECTION II.

De la représentation.

ART. 739.

La représentation est une fiction de la loi, dont l'effet est de faire entrer les représentans dans la place, dans le degré et dans les droits du représenté (16).

740. *La représentation a lieu à l'infini dans la ligne directe descendante.*

Elle est admise dans tous les cas, soit que les enfans du défunt concourent avec les descendans d'un enfant prédécédé, soit que, tous les enfans du défunt étant morts avant lui, les descendans desdits enfans se trouvent entre eux en degrés égaux ou inégaux (17).

741. *La représentation n'a pas lieu en faveur des ascendans; le plus proche, dans chacune des deux lignes, exclut toujours le plus éloigné* (18).

742. *En ligne collatérale, la représentation est admise en faveur des enfans et descendans des frères ou sœurs du défunt, soit qu'ils viennent à sa succession concurremment avec des oncles ou tantes, soit que tous les frères et sœurs du défunt étant prédécédés la succession se trouve dévolue à leurs descendans en degrés égaux ou inégaux* (19).

743. *Dans tous les cas où la représentation est admise, le partage s'opère par souche : si une même souche a produit plusieurs branches, la subdivision se fait aussi par souche dans chaque branche, et les membres de la même branche partagent entre eux par tête.*

744. *On ne représente pas les personnes vivantes, mais seulement celles qui sont mortes naturellement ou civilement.*

On peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé (20).

SECTION III.

Des successions déférées aux descendans.

ART. 745.

Les enfans ou leurs descendans succèdent à leurs père et mère, aïeuls, aïeules, ou autres ascendans, sans distinction de sexe ni de pri-

mogéniture, et encore qu'ils soient issus de différens mariages.

Ils succèdent par égales portions et par tête, quand ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef : ils succèdent par souche, lorsqu'ils viennent tous, ou en partie, par représentation (21).

SECTION IV.

Des successions déférées aux ascendans.

ART. 746.

Si le défunt n'a laissé ni postérité, ni frères, ni sœurs, ni descendans d'eux, la succession se divise par moitié entre les ascendans de la ligne paternelle et les ascendans de la ligne maternelle.

L'ascendant qui se trouve au degré le plus proche recueille la moitié affectée à sa ligne, à l'exclusion de tous autres.

Les ascendans au même degré succèdent par tête (22).

747. *Les ascendans succèdent, à l'exclusion de tous autres, aux choses par eux données à leurs enfans ou descendans décédés sans postérité, lorsque les objets donnés se retrouvent en nature dans la succession.*

Si les objets ont été aliénés, les ascendans recueillent le prix qui peut en être dû. Ils suc-

cèdent aussi à l'action en reprise que pouvait avoir le donataire (23).

748. *Lorsque les père et mère d'une personne morte sans postérité lui ont survécu, si elle a laissé des frères, sœurs, ou des descendans d'eux, la succession se divise en deux portions égales, dont moitié seulement est déférée au père et à la mère, qui la partagent entre eux également.*

L'autre moitié appartient aux frères, sœurs, ou descendans d'eux, ainsi qu'il sera expliqué dans la section des successions collatérales (24).

749. *Dans le cas où la personne morte sans postérité laisse des frères, sœurs, ou des descendans d'eux, si le père ou la mère est prédécédé, la portion qui lui aurait été dévolue conformément au précédent article, se réunit à la moitié déférée aux frères, sœurs, ou à leurs représentans, ainsi qu'il sera ci-après expliqué* (25).

SECTION V.

Des successions collatérales.

ART. 750.

En cas de prédécès des père et mère d'une personne morte sans postérité, ses frères, sœurs,

ou leurs descendans, sont appelés à la succession, à l'exclusion des ascendans et des autres collatéraux.

Ils succèdent, ou de leur chef, ou par représentation, ainsi qu'il a été réglé dans la section 2 du présent chapitre (26).

751. *Si les père et mère de la personne morte sans postérité lui ont survécu, ses frères, sœurs, ou leurs représentans, ne sont appelés qu'à la moitié de la succession. Si le père, ou la mère seulement, a survécu, ils sont appelés à recueillir les trois quarts.*

752. *Le partage de la moitié ou des trois quarts dévolus aux frères ou sœurs, aux termes de l'article précédent, s'opère entre eux par égales portions, s'ils sont tous du même lit: s'ils sont de lits différens, la division se fait par moitié entre les deux lignes paternelle et maternelle du défunt; les germains prennent part dans les deux lignes, et les utérins et consanguins, chacun dans leur ligne seulement: s'il n'y a de frères ou sœurs que d'un côté, ils succèdent à la totalité, à l'exclusion de tous autres parens de l'autre ligne* (27).

753. *A défaut de frères ou sœurs, ou de descendans d'eux, et à défaut d'ascendans dans*

l'une ou l'autre ligne, la succession est déférée pour moitié aux ascendans survivans, et pour l'autre moitié aux parens les plus proches de l'autre ligne.

S'il y a concours de parens collatéraux au même degré, ils partagent par tête (28).

754. *Dans le cas de l'article précédent, le père ou la mère survivant a l'usufruit du tiers des biens auxquels il ne succède pas en propriété.*

755. *Les parens au-delà du douzième degré ne succèdent pas.*

A défaut de parens au degré successible dans une ligne, les parens de l'autre ligne succèdent pour le tout (29).

CHAPITRE IV.

Des successions irrégulières.

SECTION PREMIÈRE.

Des droits des enfans naturels sur les biens de leurs père ou mère, et de la succession aux enfans naturels décédés sans postérité.

ART. 756.

Les enfans naturels ne sont point héritiers : la loi ne leur accorde de droit sur les biens de leur

père ou mère décédés, que lorsqu'ils ont été légalement reconnus. Elle ne leur accorde aucun droit sur les biens des parens de leur père ou mère (30).

757. *Le droit de l'enfant naturel sur les biens de ses père ou mère décédés est réglé ainsi qu'il suit :*

Si le père ou la mère a laissé des descendans légitimes, ce droit est d'un tiers de la portion héréditaire que l'enfant naturel aurait eue s'il eût été légitime : il est de la moitié, lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendans, mais bien des ascendans, ou des frères ou sœurs : il est des trois quarts, lorsque les père ou mère ne laissent ni descendans ni ascendans, ni frères ni sœurs.

758. *L'enfant naturel a droit à la totalité des biens, lorsque ses père ou mère ne laissent pas de parens au degré successible.*

759. *En cas de prédécès de l'enfant naturel, ses enfans ou descendans peuvent réclamer les droits fixés par les articles précédens.*

760. *L'enfant naturel ou ses descendans sont tenus d'imputer sur ce qu'ils ont droit de prétendre, tout ce qu'ils ont reçu du père ou de la mère dont la succession est ouverte, et qui serait sujet*

à rapport, d'après les règles établies à la section 2 du chapitre VI du présent titre.

761. *Toute réclamation leur est interdite lorsqu'ils ont reçu, du vivant de leur père ou de leur mère, la moitié de ce qui leur est attribué par les articles précédens, avec déclaration expresse, de la part de leur père ou mère, que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qu'ils lui ont assignée.*

Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié.

762. *Les dispositions des articles 757 et 758 ne sont pas applicables aux enfans adultérins ou incestueux.*

La loi ne leur accorde que des alimens.

763. *Ces alimens sont réglés, eu égard aux facultés du père ou de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes.*

764. *Lorsque le père ou la mère de l'enfant adultérin ou incestueux lui auront fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un d'eux lui aura assuré des alimens de son vivant, l'enfant ne pourra élever aucune réclamation contre leurs successions.*

765. *La succession de l'enfant naturel décédé sans postérité, est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu; ou par moitié à tous les deux, s'il a été reconnu par l'un et par l'autre.*

766. *En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel, les biens qu'il en avait reçus passent aux frères ou sœurs légitimes, s'ils se retrouvent en nature dans la succession : les actions en reprise, s'il en existe, ou le prix de ces biens aliénés, s'il est encore dû, retournent également aux frères et sœurs légitimes. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels, ou à leurs descendans.*

SECTION II.

Des droits du conjoint survivant et de la république.

ART. 767.

Lorsque le défunt ne laisse ni parens au degré successible, ni enfans naturels, les biens de sa succession appartiennent au conjoint non divorcé qui lui survit (31).

768. *A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à la république.*

769. *Le conjoint survivant et l'administration des domaines qui prétendent droit à la succession,*

sont tenus de faire apposer les scellés, et de faire faire inventaire dans les formes prescrites pour l'acceptation des successions sous bénéfice d'inventaire.

770. *Ils doivent demander l'envoi en possession au tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession est ouverte. Le tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le commissaire du gouvernement.*

771. *L'époux survivant est encore tenu de faire emploi du mobilier, ou de donner caution suffisante pour en assurer la restitution, au cas où il se présenterait des héritiers du défunt, dans l'intervalle de trois ans : après ce délai, la caution est déchargée.*

772. *L'époux survivant ou l'administration des domaines qui n'auraient pas rempli les formalités qui leur sont respectivement prescrites, pourront être condamnés aux dommages et intérêts envers les héritiers, s'il s'en représente.*

773. *Les dispositions des articles 769, 770, 771 et 772, sont communes aux enfans naturels appelés à défaut de parens.*

CHAPITRE V.

De l'acceptation et de la répudiation des successions.

SECTION PREMIÈRE.

De l'acceptation.

ART. 774.

Une succession peut être acceptée purement et simplement, ou sous bénéfice d'inventaire.

775. *Nul n'est tenu d'accepter une succession qui lui est échue* (32).

776. *Les femmes mariées ne peuvent pas valablement accepter une succession sans l'autorisation de leur mari ou de justice, conformément aux dispositions du chapitre VI du titre* du Mariage.

Les successions échues aux mineurs et aux interdits ne pourront être valablement acceptées que conformément aux dispositions du titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation (33).

777. *L'effet de l'acceptation remonte au jour de l'ouverture de la succession* (34).

778. *L'acceptation peut être expresse ou tacite: elle est expresse, quand on prend le titre ou la qualité d'héritier dans un acte authentique ou*

privé ; elle est tacite, quand l'héritier fait un acte qui suppose nécessairement son intention d'accepter, et qu'il n'aurait droit de faire qu'en sa qualité d'héritier (35).

779. *Les actes purement conservatoires, de surveillance et d'administration provisoire, ne sont pas des actes d'adition d'hérédité, si l'on n'y a pas pris le titre ou la qualité d'héritier.*

780. *La donation, vente ou transport que fait de ses droits successifs un des cohéritiers, soit à un étranger, soit à tous ses cohéritiers, soit à quelques-uns d'eux, emporte de sa part acceptation de la succession.*

Il en est de même, 1.° de la renonciation, même gratuite, que fait un des héritiers au profit d'un ou de plusieurs de ses cohéritiers ;

2.° *De la renonciation qu'il fait même au profit de tous ses cohéritiers indistinctement, lorsqu'il reçoit le prix de sa renonciation.*

781. *Lorsque celui à qui une succession est échue est décédé sans l'avoir répudiée, ou sans l'avoir acceptée expressément ou tacitement, ses héritiers peuvent l'accepter ou la répudier de son chef.*

782. *Si ces héritiers ne sont pas d'accord pour*

accepter ou pour répudier la succession, elle doit être acceptée sous bénéfice d'inventaire.

783. *Le majeur ne peut attaquer l'acceptation expresse ou tacite qu'il a faite d'une succession que dans le cas où cette acceptation aurait été la suite d'un dol pratiqué envers lui : il ne peut jamais réclamer sous prétexte de lésion, excepté seulement dans le cas où la succession se trouverait absorbée ou diminuée de plus de moitié par la découverte d'un testament inconnu au moment de l'acceptation* (36).

SECTION II.

De la renonciation aux successions.

ART. 784.

La renonciation à une succession ne se présume pas : elle ne peut plus être faite qu'au greffe du tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel la succession s'est ouverte, sur un registre particulier tenu à cet effet (37).

785. *L'héritier qui renonce, est censé n'avoir jamais été héritier.*

786. *La part du renonçant accroît à ses cohéritiers : s'il est seul, elle est dévolue au degré subséquent.*

787. *On ne vient jamais par représentation d'un*

héritier qui a renoncé : si le renonçant est seul héritier de son degré, ou si tous ses cohéritiers renoncent, les enfans viennent de leur chef et succèdent par tête.

788. *Les créanciers de celui qui renonce au préjudice de leurs droits, peuvent se faire autoriser en justice à accepter la succession du chef de leur débiteur, en son lieu et place.*

Dans ce cas, la renonciation n'est annullée qu'en faveur des créanciers, et jusqu'à concurrence seulement de leurs créances : elle ne l'est pas au profit de l'héritier qui a renoncé.

789. *La faculté d'accepter ou de répudier une succession se prescrit par un laps de tems requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers* (38).

790. *Tant que la prescription du droit d'accepter n'est pas acquise contre les héritiers qui ont renoncé, ils ont la faculté d'accepter encore la succession, si elle n'a pas été déjà acceptée par d'autres héritiers ; sans préjudice néanmoins des droits qui peuvent être acquis à des tiers sur la succession, soit par prescription, soit par actes valablement faits avec le curateur à la succession vacante.*

791. *On ne peut, même par contrat de mariage, renoncer à la succession d'un homme vivant, ni aliéner les droits éventuels qu'on peut avoir à cette succession* (39).

792. *Les héritiers qui auraient diverti ou recelé des effets d'une succession, sont déchus de la faculté d'y renoncer : ils demeurent héritiers purs et simples, nonobstant leur renonciation, sans pouvoir prétendre aucune part dans les objets divertis ou recelés* (40).

SECTION III.

Du bénéfice d'inventaire, de ses effets, et des obligations de l'héritier bénéficiaire.

ART. 793.

La déclaration d'un héritier qu'il entend ne prendre cette qualité que sous bénéfice d'inventaire, doit être faite au greffe du tribunal civil de première instance dans l'arrondissement duquel la succession s'est ouverte : elle doit être inscrite sur le registre destiné à recevoir les actes de renonciation.

794. *Cette déclaration n'a d'effet qu'autant qu'elle est précédée ou suivie d'un inventaire fidèle et exact des biens de la succession, dans les formes réglées*

par les lois sur la procédure, et dans les délais qui seront ci-après déterminés (41).

795. *L'héritier a trois mois pour faire inventaire, à compter du jour de l'ouverture de la succession.*

Il a de plus, pour délibérer sur son acceptation ou sur sa renonciation, un délai de quarante jours qui commencent à courir du jour de l'expiration des trois mois donnés pour l'inventaire, ou du jour de la clôture de l'inventaire, s'il a été terminé avant les trois mois (42).

796. *Si cependant il existe dans la succession des objets susceptibles de dépérir ou dispendieux à conserver, l'héritier peut, en sa qualité d'habile à succéder, et sans qu'on puisse en induire de sa part une acceptation, se faire autoriser par justice à procéder à la vente de ces effets.*

Cette vente doit être faite par officier public, après les affiches et publications réglées par les lois sur la procédure.

797. *Pendant la durée des délais pour faire inventaire et pour délibérer, l'héritier ne peut être contraint à prendre qualité, et il ne peut être obtenu contre lui de condamnation : s'il renonce lorsque les délais sont expirés ou avant, les frais*

par lui faits légitimement jusqu'à cette époque, sont à la charge de la succession.

798. *Après l'expiration des délais ci-dessus, l'héritier, en cas de poursuite dirigée contre lui, peut demander un nouveau délai, que le tribunal saisi de la contestation accorde ou refuse, suivant les circonstances* (43).

799. *Les frais de poursuite, dans le cas de l'article précédent, sont à la charge de la succession, si l'héritier justifie ou qu'il n'avait pas eu connaissance du décès, ou que les délais ont été insuffisans, soit à raison de la situation des biens, soit à raison des contestations survenues: s'il n'en justifie pas, les frais restent à sa charge personnelle.*

800. *L'héritier conserve néanmoins après l'expiration des délais accordés par l'article* 795, *même de ceux donnés par le juge conformément à l'article* 798, *la faculté de faire encore inventaire, et de se porter héritier bénéficiaire, s'il n'a pas d'ailleurs acte d'héritier, ou s'il n'existe pas contre lui de jugement passé en force de chose jugée, qui le condamne en qualité d'héritier pur et simple* (44).

801. *L'héritier qui s'est rendu coupable de recelé, ou qui a omis sciemment et de mauvaise foi de*

comprendre dans l'inventaire des effets de la succession, est déchu du bénéfice d'inventaire (45).

802. *L'effet du bénéfice d'inventaire est de donner à l'héritier l'avantage,*

1.° *De n'être tenu du paiement des dettes de la succession que jusqu'à concurrence de la valeur des biens qu'il a recueillis, même de pouvoir se décharger du paiement des dettes, en abandonnant tous les biens de la succession aux créanciers et aux légataires;*

2.° *De ne pas confondre ses biens personnels avec ceux de la succession, et de conserver contre elle le droit de réclamer le paiement de ses créances* (46).

803. *L'héritier bénéficiaire est chargé d'administrer les biens de la succession, et doit rendre compte de son administration aux créanciers et aux légataires.*

Il ne peut être contraint sur ses biens personnels qu'après avoir été mis en demeure de présenter son compte, et faute d'avoir satisfait à cette obligation.

Après l'apurement du compte, il ne peut être contraint sur ses biens personnels que jusqu'à concurrence seulement des sommes dont il se trouve reliquataire (47).

804. *Il n'est tenu que des fautes graves dans l'administration dont il est chargé* (48).

805. *Il ne peut vendre les meubles de la succession que par le ministère d'un officier public, aux enchères, et après les affiches et publications accoutumées.*

S'il les représente en nature, il n'est tenu que de la dépréciation de la détérioration causée par sa négligence.

806. *Il ne peut vendre les immeubles que dans les formes prescrites par les lois sur la procédure: il est tenu d'en déléguer le prix aux créanciers hypothécaires qui se sont fait connaître.*

807. *Il est tenu, si les créanciers ou autres personnes intéressées l'exigent, de donner caution bonne et solvable de la valeur du mobilier compris dans l'inventaire, et de la portion du prix des immeubles non déléguée aux créanciers hypothécaires.*

Faute par lui de fournir cette caution, les meubles sont vendus, et leur prix est déposé, ainsi que la portion non déléguée du prix des immeubles pour être employés à l'acquit des charges de la succession (49).

808. *S'il y a des créanciers opposans, l'héritier*

bénéficiaire ne peut payer que dans l'ordre et de la manière réglés par le juge.

S'il n'y a pas de créanciers opposans, il paie les créanciers et les légataires à mesure qu'ils se présentent.

809. *Les créanciers non opposans qui ne se présentent qu'après l'apurement du compte et le paiement du reliquat, n'ont de recours à exercer que contre les légataires.*

Dans l'un et l'autre cas, le recours se prescrit par le laps de trois ans, à compter du jour de l'apurement du compte et du paiement du reliquat.

810. *Les frais de scellés, s'il en a été apposé, d'inventaire et de compte, sont à la charge de la succession.*

SECTION IV.

Des successions vacantes.

ART. 811.

Lorsqu'après l'expiration des délais pour faire inventaire et pour délibérer, il ne se présente personne qui réclame une succession, qu'il n'y a pas d'héritier connu, ou que les héritiers connus y ont renoncé, cette succession est réputée vacante.

812. *Le tribunal de première instance dans l'ar-*

rondissement duquel elle est ouverte, nomme un curateur sur la demande des personnes intéressées, ou sur la réquisition du commissaire du gouvernement.

813. *Le curateur à une succession vacante est tenu, avant tout, d'en faire constater l'état par un inventaire: il en exerce et poursuit les droits; il répond aux demandes formées contre elle; il administre, sous la charge de faire verser le numéraire qui se trouve dans la succession, ainsi que les deniers provenant du prix des meubles ou immeubles vendus, dans la caisse du receveur de la régie nationale, pour la conservation des droits, et à la charge de rendre compte à qui il appartiendra.*

814. *Les dispositions de la section 3 du présent chapitre, sur les formes de l'inventaire, sur le mode d'administration et sur les comptes à rendre de la part de l'héritier bénéficiaire, sont au surplus communes aux curateurs à successions vacantes.*

CHAPITRE VI.

Du partage et des rapports.

SECTION PREMIÈRE.

De l'action en partage et de la forme.

ART. 815.

Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision ; et le partage peut être toujours provoqué, nonobstant prohibitions et conventions contraires.

On peut cependant convenir de suspendre le partage pendant un tems limité : cette convention ne peut être obligatoire au-delà de cinq ans ; mais elle peut être renouvelée.

816. *Le partage peut être demandé, même quand l'un des cohéritiers aurait joui séparément de partie des biens de la succession, s'il n'y a eu un acte de partage, ou possession suffisante pour acquérir la prescription.*

817. *L'action en partage, à l'égard des cohéritiers mineurs ou interdits, peut être exercée par leurs tuteurs, spécialement autorisés par un conseil de famille.*

A l'égard des cohéritiers absens, l'action appartient aux parens envoyés en possession.

818. *Le mari peut, sans le concours de sa femme, provoquer le partage des objets meubles ou immeubles à elle échus qui tombent dans la communauté: à l'égard des objets qui ne tombent pas en communauté, le mari ne peut en provoquer le partage sans le concours de sa femme; il peut seulement, s'il a le droit de jouir de ces biens, demander un partage provisionnel.*

Les cohéritiers de la femme ne peuvent provoquer le partage définitif qu'en mettant en cause le mari et la femme.

819. *Si tous les héritiers sont présens et majeurs, l'apposition de scellés sur les effets de la succession n'est pas nécessaire, et le partage peut être fait dans la forme et par tel acte que les parties intéressés jugent convenable.*

Si tous les héritiers ne sont pas présens, s'il y a parmi eux des mineurs ou des interdits, le scellé doit être apposé dans le plus bref délai, soit à la requête des héritiers, soit à la diligence du gouvernement près le tribunal de première instance, soit d'office par le juge-de-paix dans l'arrendissement duquel la succession est ouverte (52).

820. *Les créanciers peuvent aussi requérir l'ap-*

position des scellés, en vertu d'un titre exécutoire ou d'une permission du juge.

821. *Lorsque le scellé a été apposé, tous créanciers peuvent y former opposition, encore qu'ils n'aient ni titre exécutoire ni permission du juge.*

Les formalités pour la levée des scellés et la confection de l'inventaire, sont réglées par les lois sur la procédure.

822. *L'action en partage, et les contestations qui s'élèvent dans le cours des opérations, sont soumises au tribunal du lieu de l'ouverture de la succession.*

C'est devant ce tribunal qu'il est procédé aux licitations, et que doivent être portées les demandes relatives à la garantie des lots entre copartageans, et celles en rescision du partage.

823. *Si l'un des cohéritiers refuse de consentir au partage, ou s'il s'élève des contestations, soit sur le mode d'y procéder, soit sur la manière de le terminer, ce tribunal prononce comme en matière sommaire, ou commet, s'il y a lieu, pour les opérations du partage, un des juges, sur le rapport duquel il décide les contestations.*

824. *L'estimation des immeubles est faite par*

experts choisis par les parties intéressées, ou, à leur refus, nommés d'office.

Le procès-verbal des experts doit présenter les bases de l'estimation: il doit indiquer si l'objet estimé peut être commodément partagé; de quelle manière; fixer enfin, en cas de division, chacune des parts qu'on peut en former, et leur valeur (53).

825. *L'estimation des meubles, s'il n'y a pas eu de prisée faite dans un inventaire régulier, doit être faite par gens à ce connaissant, à juste prix et sans crue* (54).

826. *Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession; néanmoins, s'il y a des créanciers saisissans ou opposans, ou si la majorité des cohéritiers juge la vente nécessaire pour l'acquit des dettes et charges de la succession, les meubles sont vendus publiquement en la forme ordinaire.*

817. *Si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, il doit être procédé à la vente par licitation devant le tribunal.*

Cependant les parties, si elles sont toutes majeures, peuvent consentir que la licitation soit faite devant un notaire, sur le choix duquel elles s'accordent (55).

828. *Après que les meubles et immeubles ont été estimés et vendus, s'il y lieu, le juge commissaire renvoie les parties devant un notaire dont elles conviennent, ou nommé d'office si les parties ne s'accordent pas sur le choix.*

On procède devant cet officier aux comptes que les copartageans peuvent se devoir, à la formation de la masse générale, à la composition des lots, et aux fournissemens à faire à chacun des copartageans.

829. *Chaque cohéritier fait rapport à la masse, suivant les règles qui seront ci-après établies, des dons qui lui ont été faits, et des sommes dont il est débiteur* (56).

830. *Si le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers à qui il est dû, prélèvent une portion égale sur la masse de la succession.*

Les prélèvemens se font, autant que possible, en objets de même nature, qualité et bonté que les objets non rapportés en nature (57).

831. *Après ces prélèvemens, il est procédé, sur ce qui reste dans la masse, à la composition d'autant de lots égaux qu'il y a d'héritiers copartageans, ou de souches copartageantes.*

832. *Dans la formation et composition des lots,*

on doit éviter, autant que possible, de morceler les héritages et de diviser les exploitations; et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur.

833. *L'inégalité des lots en nature se compense par un retour, soit en rente, soit en argent* (58).

834. *Les lots sont faits par l'un des cohéritiers, s'ils peuvent convenir entre eux sur le choix, et si celui qu'ils avaient choisi accepte la commission: dans le cas contraire, les lots sont faits par un expert que le juge commissaire désigne.*

Ils sont ensuite tirés au sort (59).

835. *Avant de procéder au tirage des lots, chaque copartageant est admis à proposer ses réclamations contre leur formation* (60).

836. *Les règles établies pour la division des masses à partager, sont également observées dans la subdivision à faire entre les souches copartageantes.*

837. *Si, dans les opérations renvoyées devant un notaire, il s'élève des contestations, le notaire dressera procès-verbal des difficultés et des dires respectifs des parties, les renverra devant le com-*

missaire nommé pour le partage ; et au surplus, il sera procédé suivant les formes prescrites par les lois sur la procédure.

838. *Si tous les cohéritiers ne sont pas présens, ou s'il y a parmi eux des interdits ou des mineurs, même émancipés, le partage doit être fait en justice, conformément aux règles prescrites par les articles* 819 *et suivans, jusques et compris l'article précédent. S'il y a plusieurs mineurs qui aient des intérêts opposés dans le partage, il doit leur être donné à chacun un tuteur spécial et particulier* (61).

839. *S'il y a lieu à licitation, dans le cas du précédent article, elle ne peut être faite qu'en justice, avec les formalités prescrites pour l'aliénation des biens des mineurs. Les étrangers y sont toujours admis.*

840. *Les partages faits conformément aux règles ci-dessus prescrites, soit par les tuteurs, avec l'autorisation d'un conseil de famille, soit par les mineurs émancipés, assistés de leurs curateurs, soit au nom des absens ou non présens, sont définitifs, ils ne sont que provisionnels, si les règles prescrites n'ont pas été observées.*

841. *Toute personne, même parente du défunt,*

qui n'est pas son successible, et à laquelle un cohéritier aurait cédé son droit à la succession, peut être écartée du partage, soit par tous les cohéritiers, soit par un seul, en lui remboursant le prix de la cession (62).

842. *Après le partage, remise doit être faite à chacun des copartageans, des titres particuliers aux objets qui lui seront échus.*

Les titres d'une propriété divisée restent à celui qui a la plus grande part, à la charge d'en aider ceux de ses copartageans qui y auront intérêt, quand il en sera requis.

Les titres communs à toute l'hérédité sont remis à celui que tous les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider les copartageans, à toute réquisition. S'il y a difficulté sur ce choix, il est réglé par le juge (63).

SECTION II.

Des rapports.

ARTICLE 843.

Tout héritier, même bénéficiaire, venant à une succession, doit rapporter à ses cohéritiers tout ce qu'il a reçu du défunt, par donation entre-vifs, directement ou indirectement : il ne peut

retenir les dons ni réclamer les legs à lui faits par le défunt, à moins que les dons et legs ne lui aient été faits expressément par préciput et hors part, ou avec dispense du rapport (64).

844. *Dans le cas même où les dons et legs auraient été faits par préciput ou avec dispense du rapport, l'héritier venant à partage ne peut les retenir que jusqu'à concurrence de la quotité disponible: l'excédant est sujet à rapport.*

845. *L'héritier qui renonce à la succession peut cependant retenir le don entre-vifs, ou réclamer le legs à lui fait, jusqu'à concurrence de la portion disponible* (65).

846. *Le donataire qui n'était pas héritier présomptif lors de la donation, mais qui se trouve successible au jour de l'ouverture de la succession, doit egalement le rapport, à moins que le donateur ne l'en ait dispensé.*

847. *Les dons et legs faits au fils de celui qui se trouve successible à l'époque de l'ouverture de la succession, sont toujours réputés faits avec dispense du rapport.*

Le père venant à la succession du donateur, n'est pas tenu de les rapporter (66).

848. *Pareillement, le fils venant de son chef à*

la succession du donateur, n'est pas tenu de rapporter le don fait à son père, même quand il aurait accepté la succession de celui-ci : mais si le fils ne vient que par représentation, il doit rapporter ce qui avait été donné à son père, même dans le cas où il aurait répudié sa succession.

849. *Les dons et legs faits au conjoint d'un époux successible, sont réputés faits avec dispense du rapport.*

Si les dons et legs sont faits conjointement à deux époux, dont l'un seulement est successible, celui-ci en rapporte la moitié ; si les dons sont faits à l'époux successible, il les rapporte en entier (67).

850. *Le rapport ne se fait qu'à la succession du donateur.*

851. *Le rapport est dû de ce qui a été employé pour l'établissement d'un des cohéritiers, ou pour le paiement de ses dettes* (68).

852. *Les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces et présens d'usage, ne doivent pas être rapportés.*

853. *Il en est de même des profits que l'héritier a pu retirer de conventions passées avec le défunt,*

si ces conventions ne présentaient aucun avantage indirect lorsqu'elles ont été faites.

854. *Pareillement, il n'est pas dû de rapport pour les associations faites sans fraude entre le défunt et l'un de ses héritiers, lorsque les conditions en ont été réglées par un acte authentique.*

855. *L'immeuble qui a péri par cas fortuit et sans la faute du donataire, n'est pas sujet à rapport.*

856. *Les fruits et les intérêts des choses sujettes à rapport, ne sont dûs qu'à compter du jour de de l'ouverture de la succession.*

857. *Le rapport n'est dû que par le cohéritier à son cohéritier; il n'est pas dû aux légataires ni aux créanciers de la succession.*

858. *Le rapport se fait en nature ou en moins prenant* (69).

859. *Il peut être exigé en nature, à l'égard des immeubles, toutes les fois que l'immeuble donné n'a pas été aliéné par le donataire, et qu'il n'y a pas, dans la succession, d'immeubles de même nature, valeur et bonté, dont on puisse former des lots à peu-près égaux pour les autres cohéritiers.*

860. *Le rapport n'a lieu qu'en moins prenant,*

quand le donataire a aliéné l'immeuble avant l'ouverture de la succession ; il est dû la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture.

861. *Dans tous les cas, il doit être tenu compte au donataire, des impenses qui ont amélioré la chose, eu égard à ce dont sa valeur se trouve augmentée au temps du partage.*

862. *Il doit être pareillement tenu compte au donataire, des impenses nécessaires qu'il a faites pour la conservation de la chose, encore qu'elles n'aient point amélioré le fonds.*

863. *Le donataire, de son côté, doit tenir compte des dégradations et détériorations qui ont diminué la valeur de l'immeuble par son fait, ou par sa faute et négligence.*

864. *Dans le cas où l'immeuble a été aliéné par le donataire, les améliorations ou dégradations faites par l'acquéreur doivent être imputées conformément aux trois articles précédens.*

865. *Lorsque le rapport se fait en nature, les biens se réunissent à la masse de la succession, francs et quittes de toutes charges créées par le donataire ; mais les créanciers ayant hypothèque peuvent intervenir au partage, pour s'opposer à ce que le rapport se fasse en fraude de leurs droits.*

866. *Lorsque le don d'un immeuble, fait à un successible avec dispense du rapport, excède la portion disponible, le rapport de l'excédant se fait en nature, si le retranchement de cet excédant peut s'opérer commodément.*

Dans le cas contraire, si l'excédant est de plus de moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire doit rapporter l'immeuble en totalité, sauf à prélever sur la masse la valeur de la portion disponible : si cette portion excède la moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire peut retenir l'immeuble en totalité, sauf à moins prendre et à récompenser ses cohéritiers en argent ou autrement.

867. *Le cohéritier qui fait le rapport en nature d'un immeuble, peut en retenir la possession jusqu'au remboursement effectif des sommes qui lui sont dues pour impenses ou améliorations.*

868. *Le rapport du mobilier ne se fait qu'en moins prenant.*

Il se fait sur le pied de la valeur du mobilier lors de la donation d'après l'état estimatif annexé à l'acte ; et, à défaut de cet état, d'après une estimation par experts, à juste prix et sans crue.

869. *Le rapport de l'argent donné se fait en moins prenant dans le numéraire de la succession.*

En cas d'insuffisance, le donataire peut se dispenser de rapporter du numéraire, en abandonnant, jusqu'à due cuncurrence, du mobilier, et, à défaut de mobilier, des immeubles de la succession.

SECTION III.

Du paiement des dettes.

ART. 870.

Les cohéritiers contribuent entr'eux au paiement des dettes et charges de la succession, chacun dans la proportion de ce qu'il y prend (70).

871. *Le légataire à titre universel contribue avec les héritiers, au prorata de son émolument; mais le légataire particulier n'est pas tenu des dettes et charges, sauf toutefois l'action hypothécaire sur l'immeuble légué* (71).

872. *Lorsque des immeubles d'une succession sont grevés de rentes par hypothèque spéciale, chacun des cohéritiers peut exiger que les rentes soient rembour ées et les immeubles rendus libres avant qu il soit procédé à la formation des lots: si les cohéritiers partagent la succession dans l'état*

où elle se trouve, l'immeuble grevé doit être estimé au même taux que les autres immeubles ; il est fait déduction du capital de la rente sur le prix total ; l'héritier dans le lot duquel tombe cet immeuble, demeure seul chargé du service de la rente, et il doit en garantir ses cohéritiers.

873. *Les héritiers sont tenus des dettes et charges de la succession, personnellement pour leur part portion virile, et hypothécairement pour le tout ; sauf leur recours, soit contre leurs cohéritiers, soit contre les légataires universels, à raison de la part pour laquelle ils doivent y contribuer* (72).

874. *Le légataire particulier qui a acquitté la dette dont l'immeuble légué était grevé, demeure subrogé aux droits du créancier contre les héritiers et successeurs à titre universel.*

875. *Le cohéritier ou successeur à titre universel, qui, par l'effet de l'hypothèque, a payé au-delà de sa part de la dette commune, n'a de recours contre les autres cohéritiers ou successeurs à titre universel, que pour la part que chacun d'eux doit personnellement en supporter, même dans le cas où le cohéritier qui a payé la dette se serait fait subroger aux droits des créanciers ; sans préjudice néanmoins des droits d'un cohéritier qui,*

par l'effet du bénéfice d'inventaire, aurait conservé la faculté de réclamer le paiement de sa créance personnelle, comme tout aut créancier.

876. *En cas d'insolvabilité d'un des cohéritiers ou successeurs à titre universel, sa part dans la dette hypothécaire est répartie sur tous les autres, au marc le franc.*

877. *Les titres exécutoires contre le défunt, sont pareillement exécutoires contre l'héritier personnellement; et néanmoins les créanciers ne pourront en poursuivre l'exécution que huit jours après la signification de ces titres à la personne ou au domicile de l'héritier.*

878. *Ils peuvent demander, dans tous les cas, et contre tout créancier, la séparation du patrimoine du défunt d'avec le patrimoine de l'héritier.*

879. *Ce droit ne peut cependant plus être exercé, lorsqu'il y a novation dans la créance contre le défunt, par l'acceptation de l'héritier pour débiteur* (74).

880. *Il se prescrit, relativement aux meubles, par le laps de trois ans.*

A l'égard des immeubles, l'action peut être exercée tant qu'il existent dans la main de l'héritier (75).

881. *Les créanciers de l'héritier ne sont point admis à demander la séparation des patrimoines contre les créanciers de la succession.*

882. *Les créanciers d'un copartageant, pour éviter que le partage ne soit fait en fraude de leurs droits, peuvent s'opposer à ce qu'il y soit procédé hors de leur présence : ils ont le droit d'y intervenir à leurs frais ; mais ils ne peuvent attaquer un partage consommé, à moins toutefois qu'il n'y ait été procédé sans eux, et au préjudice d'une opposition qu'ils auraient formée.*

SECTION IV.

Des effets du partage et de la garantie des lots.

ART. 883.

Chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les effets compris dans son lot, ou à lui échus sur licitation, et n'avoir jamais eu la propriété des autres effets de la succession (76).

884. *Les cohéritiers demeurent respectivement garants les uns envers les autres des troubles et évictions seulement qui procèdent d'une cause antérieure au partage.*

La garantie n'a pas lieu si l'espèce d'éviction soufferte a été exceptée par une clause particulière et expresse de l'acte de partage ; elle cesse, si c'est par sa faute que le cohéritier souffre l'éviction.

885. *Chacun des cohéritiers est personnellement obligé, en proportion de sa part héréditaire, d'indemniser son cohéritier de la perte que lui a causée l'éviction.*

Si l'un des cohéritiers se trouve insolvable, la portion dont il est tenu doit être également répartie entre le garanti et tous les cohéritiers solvables.

886. *La garantie de la solvabilité du débiteur d'une rente ne peut être exercée que dans les cinq ans qui suivent le partage. Il n'y a pas lieu à garantie à raison de l'insolvabilité du débiteur, quand elle n'est survenue que depuis le partage consommé* (77).

SECTION V.

De la rescision en matière du partage.

ART. 887.

Les partages peuvent être rescindés pour cause de violence ou de dol.

Il peut aussi y avoir lieu à rescision, lorsqu'un des cohéritiers établit à son préjudice une lésion

de plus du quart. La simple omission d'un objet de la succession ne donne pas ouverture à l'action en rescision, mais seulement à un supplément à l'acte de partage.

888. *L'action en rescision est admise contre tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, encore qu'il fût qualifié de vente, d'échange et de transaction, ou de toute manière.*

Mais après le partage, ou l'acte qui en tient lieu, l'action en rescision n'est plus admissible contre la transaction faite sur les difficultés réelles que présentait le premier acte, même quand il n'y aurait pas eu à ce sujet de procès commencé.

889. *L'action n'est pas admise contre une vente de droits successifs faite sans fraude à l'un des cohéritiers, à ses risques et périls, par ses autres cohéritiers, ou par l'un d'eux.*

890. *Pour juger s'il y a eu lésion, on estime les objets, suivant leur valeur à l'époque du partage.*

891. *Le défendeur à la demande en rescision peut en arrêter le cours et empêcher un nouveau partage, en offrant et en fournissant au demandeur le supplément de sa portion héréditaire, soit en numéraire, soit en nature.*

892. *Le cohéritier qui a aliéné son lot en tout ou partie, n'est plus recevable à intenter l'action en rescision pour dol ou violence, si l'aliénation qu'il a faite est postérieure à la découverte du dol ou à la cessation de la violence.*

MOTIVI

Della legge relativa alle successioni, esposti dal Consigliere di Stato TREILHARD.

Seduta delli 19 germile anno II.

LEGISLATORI,

IL Governo vi presenta pel mezzo vostro il progetto di legge sulle successioni, vale a dire il testamento presunto di ogni persona che morisse senz'avere validamente espressa una differente volontà.

La società si perpetua mediante i matrimonj: la sua organizzazione sarebbe imperfetta se non vi fosse anche un mezzo di trasmettere le proprietà della generazione presente alla futura.

Ognuno morendo lascia un posto vacante: noi abbiamo beni da amministrare, diritti

da esercitare, cariche da sostenere: l'erede rappresenta la nostra persona stessa nella società: vi gode de'nostri beni, vi adempie i nostri obblighi.

Tale rimpiazzo non può farsi che in due maniere, o colla forza della legge che ci dà un successore, o colla volontà dell'uomo stesso che nomina la persona che deve rimpiazzarlo.

Tutte le legislazioni sopra questa materia sono necessariamente formate dalla diversa combinazione di queste due specie di trasmissioni.

Sarebbe stata crudeltà ed ingiustizia il proibire atti confidenziali e benefici, e dirò anche giusti verso coloro dai quali avessimo ricevute costanti testimonianze d' affezione per tutto il corso della nostra vita. Bisognava ancora supplire alla dimenticanza, alla negligenza dell' uomo che fosse dalla morte colpito prima di aver disposto delle sue proprietà; la trasmissione dunque dei diritti e delle facoltà dee farsi o per legge, o per umana volontà; e noi distinguiamo gli eredi legittimi (quelli chiamati dalla legge) dagli eredi istituiti (quelli chiamati da atti di ultima volontà).

Vi sarà presentato un progetto sulla facoltà di disporre: oggi si tratta delle successioni legittime, di quelle cioè che sono conferite dalla forza della legge quando questa supplisce al silenzio dell'uomo.

Già concepite, cittadini legislatori, quanto importi l'investirsi di tutte le affezioni naturali e legittime quando s'istituisce un ordine di successioni: si dispone per tutti quelli che muojono senz'avere disposto; la legge presume che la loro volontà sia stata quella appunto ch'essa medesima manifesta. Essa dee dunque pronunciare come, avrebbe pronunciato il defunto stesso all'ultimo istante della sua vita, se avesse potuto o se avesse voluto spiegarsi.

Con questo spirito dev' essere meditata una buona legge su tale materia. Consulti ognuno il proprio suo cuore, e vi troverà scritto a caratteri indelebili il vero ordine di succedere.

Il benefizio della vita che i figli ripetono dal loro padre è un titolo sacro per essi al possesso de' di lui beni. Ecco i primi eredi.

Non è nell' ordine della natura, che un padre chiuda gli occhi di suo figlio; ma

quando turbato fosse l'ordine della natura; qual legislatore potrebbe togliere a uno sgraziato padre la succession de' suoi figli?

In fine, se non vi sono parenti in linea diretta, i collaterali più prossimi sono per legge presunti i primi nell'ordine delle affezioni; senza dubbio questa proposizione non ha la stessa forza di quella che chiama rispettivamente i padri e i figli. La natura aveva in qualche modo stabilita fra loro una comunione di beni e la successione di essi non è per così dire, che un godimento continuato; non accade lo stesso fra i collaterali: ma nel silenzio dell' uomo la legge non ha potuto adottare riguardo a loro, altra regola che la prossimità.

Ecco in generale l'ordine delle successioni secondo il voto della natura. Guai a coloro che avessero bisogno di ragionamento e di discussioni per riconoscere una verità tutta di sentimento.

Ma questo principio generale può andar soggetto nella sua applicazione a grandi difficoltà le quali, fu necessario di prevedere e risolvere.

Queste possono nascere sull'epoca precisa

dell' aprimento di una successione, sulle qualità e sui diritti di quelli che si presentano come eredi, sulle obbligazioni alle quali sono tenuti, sulla natura de' beni, e sulla loro divisione.

Io ridurrò tutte le quistioni a tre punti fondamentali: diritti di eredi legittimi, diritti dei chiamati in mancanza di eredi, accettazione e riparto delle successioni.

Spiegherò i principj a' quali si riferiscono le numerose disposizioni del dettaglio. Forse non potrò dare sopra ciascuna base tutto lo sviluppo di cui essa sarebbe suscettibile; ma procurerò in questa vasta materia di afferrare i motivi principali. La vostra saviezza supplirà facilmente al resto.

La prima quistione che può presentarsi in una successione è quella di sapere a qual' epoca essa sia aperta: si comprende quanto è importante questa quistione; imperocchè gli eredi possono essere differenti secondo che o più presto, o più tardi rimane aperta la successione.

Sembra facile la risposta. Una successione si apre al punto della morte; in quell'istante fisico, l'erede vien reputato rimpiazzare il de-

funto; ch' è quanto i nostri statuti avevano così energicamente espresso con quelle parole: *Le mort saisit le vif.* I beni, i diritti di un defunto non possono restare sospesi; egli vien rimpiazzato al momento in cui muore, ed ha per erede colui che in questo stesso momento si troverebbe chiamato dalla legge.

Non havvi alcuna differenza su questo punto fra la morte naturale e la civile; è sempre l'epoca della morte quella che mette in possesso l'erede.

Ma può accadere che più persone, le une delle quali debbono succedere alle altre, muojano in uno stesso evento, e senza che si possa conoscere precisamente quale di esse sia morta per ultima. Questa intanto è quella che ha ereditato dagli altri, e la cui successione si trova aumentata dai beni che appartenevano ai premorti.

Convenne ricorrere alle presunzioni in difetto di prove, e dare regole certe per determinare l'ordine in cui si debbe supporre che le morti sieno seguite.

Bisogna dapprima decidere dalle circostanze del fatto, s'è possibile la quistione della sopravvivenza. Ma se non si può rica-

vare alcun lume dalle circostanze del fatto, bisogna allora desumere dalla forza dell'età o del sesso non dirò le prove, ma le congetture le più verisimili.

Nell'età in cui le forze umane si accrescono, il più attempato si presumerà aver sopravvissuto, com'essendo il più forte; per la stessa ragione nell'età del decadimento la presunzione sarà pel più giovine; nell'età media si supporrà che il maschio abbia sopravvissuto, come il più capace di resistere; e se le persone sono del medesimo sesso, sarà ammessa la presunzione della sopravvivenza, che darà aprimento alla successione nell'ordine della natura.

Ecco, cittadini legislatori, le regole adottate dal progetto. Esse non sono nuove: erano state sanzionate dalla giurisprudenza, e non credo, che nella fatale oscurità che avvolge un avvenimento di tale natura si sia potuto stabilir regole su basi più sagge.

Nel momento in cui resta aperta la successione s'apre ancora il diritto dell'erede: il posto del defunto non può rimanere vacante nè incerta la sorte delle sue proprietà; da ciò risulta, che per esser atto a suc-

cedere ad una persona bisogna necessariamente esistere all'istante della sua morte; e per conseguenza nè il figlio non ancor concepito, nè il figlio che non è nato capace di vita possono essere credi: il niente non può occupare alcun posto.

Colui ch'è morto civilmente non è altrimenti capace di succedere; egli è un niente nella vita civile.

Ma colui che in fatti si trova parente nel grado che la legge chiama alla successione, crediterà egli sempre, ed in tutt'i casi? La idoneità ch'ei ripete dalla natura non potrà essere cancellata da qualche vizio inerente alla sua persona?

L'ordine di succedere stabilito dalla legge è fondato su d'una presunzione di affezione del defunto pe' suoi parenti più prossimi. Ora è della natura di ogni presunzione di cedere alla contraria verità quando è dimostrata, oppure a più gravi presunzioni.

Se l'erede della legge fosse stato condannato per avere ucciso o tentato di uccidere il defunto; se avesse portata contro di lui un'accusa capitale stata dichiarata calunniosa, se essendo maggiore ed in cognizione dell'

uccisione del defunto non l'avesse denunciata per far punir l'omicida, la legge che lo chiama alla successione potrebbe accordarsi colla volontà presunta del defunto, e questo parente colpevole o vile dovrebbe ereditare da quello che avesse assassinato o di cui avesse lasciato l'ombra invendicata?

No, certamente non può reclamare i diritti della natura, colui che ne ha abjurati tutt' i sentimenti: per altro la mancanza della denuncia dell'omicida può alcune volte non esser l' effetto di una colpevole indifferenza. Se l'uccisore fosse un padre, un figlio, uno sposo, non sarebbe il silenzio un primo dovere, e come la legge potrebbe in questo caso ordinare di romperlo?

Noi abbiamo dunque pensato che la mancanza di denunzia non potrebbe essere opposta a quelli, che uniti all'omicida coi vincoli della più stretta parentela, non potrebbero denunciarla senza offendere le regole della morale e della pubblica onestà.

Noi non abbiamo giudicato conveniente l' estender di più le cagioni d'indegnità; non bisogna sotto il pretesto specioso di adempiere la volontà presunta di un defunto au-

torizzare certe inquisizioni che potrebbero essere egualmente ingiuste che odiose. Per questo motivo noi non abbiamo creduto di dover ammettere alcune cagioni ammesse però dal diritto romano, come per esempio quelle che sarebbero fondate sopra abitudini criminali fra il defunto e l'erede, o sulla disposizione che si pretendesse essere stata fatta dall' erede d' un bene del defunto prima della sua morte, o sull'allegazione che l'erede avesse impedito al defunto di fare il suo testamento o di cangiarlo.

Queste cagioni non presentano, come quelle che abbiamo ammesse, punti fissi su i quali sarebbe dichiarata l'infamia; esse concernono fatti equivoci suscettibili d' interpretazione, la cui prova è molto difficile; per conseguenza l' ammissione ne sarebbe arbitraria.

Non v' ha dubbio che il nemico del defunto non possi essere il suo erede; ma debbono essere talmente precise le cagioni d' indegnità che non si possa fare sbaglio nella loro applicazione; altrimenti per vendicare un defunto si getterebbero in tutta la sua famiglia semi inesauribili di odio e di discordia.

Dopo avere determinato l'istante in cui le successioni sono aperte e dichiarate le qualità necessarie per esser abili a succedere, nuove e forse più serie difficoltà hanno dovuto occuparci. Era d'uopo distinguere in una successione le differenti specie di beni de' quali è composta, e l'erede il più prossimo, è egli così invincibilmente chiamato a succedere che in verun caso non debba soffrire il concorso di un erede più lontano? Si avrà riguardo nella trasmissione de' beni alla loro natura ed alla loro origine? Si ammetterà la rappresentazione in qualche caso? Qual sarà l'effetto del doppio legame?

Fra le disposizioni del diritto romano e quelle del diritto di costumanza eravi una prima differenza, che ne traeva seco molte altre.

A Roma un moribondo non lasciava che una successione; essa era conferita al grado il più prossimo.

Noi conosciamo al contrario nelle nostre costumanze tante successioni quante sono le nature de' beni. Un moribondo lasciava un erede de' mobili e stabili acquistati, un erede de' beni paterni, un erede de' beni materni.

La stessa persona poteva riunire alle volte tutte queste qualità; ma erano sovente divise sopra più teste, che potevano anche non essere unite fra loro con alcun vincolo di parentela.

Il desiderio di conservare i beni nelle famiglie, desiderio commendevole, quando è contenuto in giusti confini, aveva fatto ammetter nelle nostre costumanze la distinzione de' beni proprj, vale a dire de' beni stabili toccati per successione. Questo voto della conservazione de' beni non solamente si manifestava nelle leggi sulle successioni, ma influiva ancor nelle leggi che regolavano la libertà di disporre. Un moribondo non poteva trasmettere i suoi proprj, o non poteva trasmetterne che una tenue parte; la legge gli asseguava un erede, di cui non era meno in suo potere il disfarsi. Avevamo pure più severi statuti, che proibivano la disposizione anche tra vivi de' beni toccati per successione. Tale era infine la tendenza a conservare i proprj nelle famiglie, che la disposizione di questi beni per titoli onerosi non era interamente libera. Un parente poteva esercitare il gius di retratto per causa di

parentela sopra un compratore ; e questa facoltà, che non si prescriveva che dal lasso di un anno, lasciava per tutto questo tempo sulla persona del proprietario una incertezza non meno incomoda pel pubblico che pel particolare interesse.

Non è difficile il concepire che questa distinzione di più successioni in una sola ed il concorso dei differenti eredi secondo le diverse origini de' beni doveva quasi sempre trar seco numerosi contrasti.

Finalmente come potevasi sopportare che un ordine di cose, secondo il quale eredi lontanissimi ed anche sconosciuti al defunto escludevano prossimi parenti, a' quali aveva portata affezione nel corso della sua vita; come, diciamo noi, poteva supporsi che quest' ordine si trovasse d' accordo colla volontà presunta dell'uomo, la cui successione era aperta?

Noi non abbiamo creduto conveniente il conservar certe distinzioni che non traggono la loro sorgente dai principj del diritto naturale, e i di cui effetti ci sono sembrati molto più nocevoli che utili : noi non conosciamo che una sola successione, ed ogni

distinzione risultante dalla diversa origine de' beni resta abolita.

Ma adottando su questo articolo i principj del diritto romano, non abbiamo dovuto rigettare ciò che poteva esservi di buono negli usi dei paesi di costumanza; e senza condannare i cittadini a ricerche lunghe e ruinose sull' origine de' beni che compongono una successione abbiamo intanto provveduto all' interesse delle famiglie: qualunque successione conferita ad ascendenti o a collaterali sarà divisa in due parti eguali, l' una pel ramo paterno, l' altra pel ramo materno: non solo una specie di beni, ma la totalità della successione sarà in questa maniera divisa; essendosi unite due famiglie mediante il matrimonio rimarranno uniti anche nella disgrazia comune che avrà tolti i frutti di questa unione. Così si concilia il voto della natura che sembra chiamare i più vicini parenti coll' interesse delle famiglie, da cui il defunto traeva la sua origine.

Era ammessa nel nostro diritto un' altra distinzione, ch' è quella della natura de' beni. Si conoscevano beni nobili e plebei. Questa distinzione aveva introdotto nelle suc-

cessioni tante regole diverse quante erano le costumanze, e la nostra legislazione non presentava su questo punto che un' ammasso di ruine accumulate dal caso.

Il voto di tutti gli uomini illuminati chiamava da lungo tempo una riforma. Si voleva sopra tutto nelle leggi quella unità, che sembra essere della loro essenza, poichè esse sono l'immagine dell' ordine eterno.

Ma per adempir questo voto abbisognava uno di que' grandi avvenimenti che rovesciano gl' imperi e cangiano l' aspetto del mondo. Faceva di mestieri che un gran popolo tutto unito si unisce per fondar il regno dell' eguaglianza sull' anima delle distinzioni e dei privilegi.

Non ho bisogno di dirvi che il Codice non presenta alcun vestigio delle disposizioni nate dall' anarchia feudale. Voi non volete privilegi di terre, come non ne volete di persone.

È non è già, cittadini legislatori, che i servigi de' padri debbano esser perduti pe' figlj: lungi da noi queste massime funeste e anti-sociali, che soffocherebbero nell' uomo il principio più puro e più attivo di una lodevole emulazione. Ma la gloria degli avi non terrà

luogo d'energia, di talenti e di virtù, i figlj che non avranno ereditato che il nome resteranno oppressi da questo immenso peso, e la nascita non dispenserà dal merito. Ecco la ben'intesa eguaglianza, ecco la vera eguaglianza.

Presentandovi il quadro dell' ordine in cui le successioni son conferite, ho annunciato che la legge chiamava i parenti più prossimi. Questa regola generalmente sarebbe per altro alle volte ingiusta, se ricevesse sempre una rigorosa applicazione. Piccioli figliuoli, che avessero sgraziatamente perduto il loro padre, sarebbero ancora esposti alla disgrazia di essere esclusi da uno zio dalla successione del loro avolo?

I nipoti sarebbero esclusi dalla successione del loro zio perchè questo avrebbe sopravvissuto al loro padre? Quest' esclusioni l' accorderebbero colla volontà presunta del defunto, e la legge che le ammettesse non si crederebbe in contraddizione colle affezioni naturali? Non è al contrario più giusto di dare ai figlj con una favorevol finzione il diritto di rappresentare il loro padre, e di prendere come se ancor vivesse la sua parte nella successione?

A Roma la rappresentazione nella linea diretta discendente fu sempre ammessa. Giustiniano la estese alla linea collaterale in favor dei nipoti, che avendo perduto il loro padre si trovavano esclusi da uno zio dalla successione di un altro zio.

Le nostre costumanze presentavano su questa materia una diversità afflittiva.

Le une rigettavano il diritto di rappresentazione anche in linea diretta; le altre lo ammettevano in linea diretta solamente. A Parigi la rappresentazione in linea collaterale era ricevuta secondo le disposizioni del diritto romano. Alcune costumanze ammettevano la rappresentazione all'infinito nelle due linee, alcune altre non l'ammettevano che in favore di certe persone e di certi beni. Finalmente vi era ancora una classe di costumanze che si chiamavano mute, perchè non si spiegavano su questa materia.

Noi ci siamo riavvicinati alle disposizioni del diritto romano, che abbiamo però un poco estese.

Sarebbe empia e contro natura una legge ch'escludesse la rappresentazione in linea diretta discendente.

Il bisogno della rappresentazione non si fa forse sentire così vivamente in linea collaterare; la finzione però che dà ai nipoti il posto del loro padre è per lo meno favorevolissima. Là si limitavano le disposizioni del diritto romano. Noi abbiamo creduto che lo stesso favore fosse dovuto ai pronipoti, e che dovesse essere sempre ammessa la rappresentazione nella successione di un zio in favore dei discendenti de' suoi fratelli e sorelle: noi abbiamo trovato gli stessi motivi di convenienza e di affezione pei pronipoti che pei nipoti; ma la rappresentazione non può estendersi più oltre. Se si volesse ammettere nei cugini questa simulazione, non vi sarebbe stata ragione alcuna per trattenersi, e noi avremmo nel nostro Codice la rappresentazione all'infinito, inesauribil sorgente di liti.

Ho già detto che la rappresentazione era una finzione che dava ai figlj la parte che avrebbe avuta il loro padre se fosse ancor vivo. Eglino non potevano pretendere più di lui per quanti fossero; non dovevano dunque formar che una testa nella successione, altrimenti la finzione che li richiama sarebbe

molto pregiudicevole ai loro coeredi. Ma siccome la morte del loro padre non dee pregiudicarli, non bisogna neppure che abbia a giovar loro Per questa ragione le parti debbono farsi per diritto di rappresentazione quante volte abbia luogo la rappresentanza.

La regola di una parte eguale fra i due rami, paterno e materno, ci ha somministrato un mezzo semplice ma efficace di troncar il corso a tutte le contese che faceva nascere il privilegio del doppio vincolo sul vincolo semplice, vale a dire il privilegio di quelli che discendono dallo stesso padre e dalla stessa madre, che sopra coloro che non discendono che dall' uno de' due.

Giustiniano aveva primieramente introdotto nelle successioni particolari una distinzione in favore dei fratelli e sorelle congiunti dai due lati col defunto, sui fratelli e sorelle, che non gli eran congiunti che da un lato solo. Accordò ben presto la stessa preferenza ai nipoti ed alle nipoti che appartenevano al defunto da ambedue i lati.

Le nostre costumanze presentavano su questo punto la medesima diversità che quella

che v' era sul diritto di rappresentazione. Alcune rigettavano la prerogativa del doppio legame; altre l' ammettevano secondo la disposizione del diritto romano; là questa prerogativa era estesa alli zii, quì non era accordata che ai fratelli ed ai nipoti, altronde non era ricevuta che per una certa specie di beni: infine veniva ancora la classe delle costumanze mute, e gli autori e la giurisprudenza si trovavano divisi sulla regola che in essi doveva seguirsi.

Tutte queste variazioni vanno felicemente a sparire. I parenti uterini e consanguinei (che non sono legati, che da un lato) non saranno esclusi dai parenti germani (quelli che son legati da ambi i lati); ma non prenderanno parte nella loro linea; i germani la prenderanno nelle due linee. Così il parente dal lato del padre avrà la sua parte nella metà attaccata al ramo paterno; il parente dal lato della madre sarà a parte della metà toccata al ramo materno; il parente da ambi i lati sarà ammesso alle divisioni delle due parti.

Voi conoscete attualmente, cittadini legislatori, le basi fondamentali della prima par-

te del progetto: non ho bisogno d'entrare in altri dettaglj; gli articoli sulle successioni conferite ai discendenti, agli ascendenti, ai collaterari sono il fedele risultato di quanto avete già inteso.

Deggio solamente, prima di passare ad altri oggetti, accennarvi alcune disposizioni particolari che basterà esporre per provarvi la necessità, e la convenienza.

1. Gli ascendenti succederanno ad esclusione di tutti gli altri alle cose che avranno date ai loro figlj morti senza posterità.

2. Quando un figlio morrà senza posterità, se lascia fratelli e sorelle, la successione sarà divisa metà ai genitori, metà ai fratelli e sorelle; se i genitori son morti, i fratelli e le sorelle avranno i tre quarti.

Noi abbiamo ancora interrogato su questo punto le affezioni della natura. Non v'ha dubbio che i genitori debbono succedere a preferenza dei collaterali. Ma allorchè perdendo uno de' loro figlj, loro ne resta ancora degli altri, il riparto della successione fra i padri e i figlj non è nell'ordine della natura? Nel diritto romano gli ascendenti escludevano i fratelli uterini, o consanguinei;

questi concorrevano coi fratelli germani. Nella maggior parte delle nostre costumanze il padre e la madre, l'avolo ed avola succedevano ai mobili e stabili acquistati: non succedevano ai proprj ; in alcune provincie l'avolo ed avola non succedevano, ma solamente il padre e la madre. Noi abbiamo sostituito a queste diverse disposizioni una regola giusta, semplice e di una facile applicazione.

I genitori divideranno cogli altri loro figlj le successioni del figlio morto; ciascun di loro avrà la sua quarta parte e i figlj l'altra metà. Se l' uno de' genitori fosse morto, i figlj avranno i tre quarti che dividerebbono fra loro in parti eguali, se fossero del medesimo letto. Se fossero de' differenti letti vi sarebbe fra le due linee una divisione ; ciascun figlio prende la sua parte nella sua linea, e se non vi sono figlj che da una parte, questi raccolgono tutto.

Disposizioni così conformi al voto della natura non abbisognano di spiegazione.

Passo ad un altro articolo che non avrà più bisogno d' apologia.

Allorchè un defunto lascia un padre o

una madre, se altronde non lascia discendenti, nè fratelli, nè sorelle, nè nipoti, nè alcun discendente nell'altra linea noi abbiam conservato in questo caso al padre o madre superstite l'usufrutto del terzo dei beni devoluti ai collaterali, debole consolazione invero pel padre o madre, ma consolazione che potrà procurar loro qualche sollievo nell'età delle infermità e dei bisogni. Anche questa disposizione è fondata sulla volontà presunta del figlio che non avrebbe certamente voluto, per affrettare il godimento de' collaterali, lasciar nell' angoscia gli autori de'suoi giorni.

Infine abbiamo pensato che i parenti al di là del duodecimo grado non debbano succedere; le relazioni di famiglie sono spente in un sì grande allontanamento ed una lunga sperienza, ci ha provato, che successioni devolute a tali distanze erano sempre in preda ad una folla di dispute che concentravano per così dire tutta l'eredità in mano de' legulei. Ed era grande ventura, se l'ingorda cupidigia non sosteneva le sue pretensioni con false genealogie, tanto difficili a conoscersi quando bisogna rimontare a più secoli.

Ecco tutto ciò che aveva a dire su questa prima parte.

Passo alla seconda, quella delle successioni dette irregolari, perchè non sono più conferite nell' ordine di una legittima parentela.

Le antiche leggi chiamavano in mancanza di parenti lo sposo superstite; mancando questi, il fisco.

Noi abbiamo ammesse queste disposizioni; ma non vi sono ancora diritti più legittimi e che debbono precedere quelli del congiunto e dello stato? Voglio parlare dei diritti de' figlj naturali che sono stati riconosciuti.

Voi avete già sanzionata col vostro suffragio una legge che dee nel medesimo tempo preservar le famiglie da ogni ricerca odiosa per parte de' figlj, i cui padri non son conosciuti, e lasciar ai padri la facoltà di comprovare colla loro ricognizione lo stato de' figlj.

Se la natura riclama per questi una parte del patrimonio paterno, l' ordine sociale si oppone che lo ricevano nelle medesime proporzioni e per lo stesso titolo de' figlj legittimi.

Bisogna convenirne, non si è mai ritenuta una giusta misura verso i figlj naturali. Un barbaro pregiudizio gli avviliva anche prima del loro nascere, e mentre noi punivamo questi sventurati per colpa de' loro padri, i veri, i soli colpevoli, tranquilli, e soddisfatti non provavano inquietudine nel loro godimento, nè alterazione nella loro considerazione personale.

Questo rovesciamento di tutt' i principj non doveva sussistere, e se non siamo ancor giunti ad attaccare al vizio tutto l'avvilimento che merita, abbiamo almeno cancellata la macchia dalla fronte dell'innocente. Abbiamo anche dovuto mettere un termine ad una specie di reazione, che tendeva a coprire i figlj naturali di un favore che loro non era dovuto.

Non divideranno coi figlj legittimi il titolo d'erede. I loro diritti sono regolati con saviezza, più estesi quando il loro padre non lascia che collaterali, più ristretti quando lascia legittimi figlj, fratelli, o discendenti.

Finalmente in mancanza di parenti il figlio riconosciuto succederà. Vi prego di osservare che questo vantaggio non è accor-

dato che al figlio riconosciuto: ora non essendo permessa la ricognizione di figli adulterini o incestuosi, secondo le disposizioni della legge sulla *paternità* e sulla *filiazione*, essi non potran reclamare la parte de' figli naturali.

Siccome però la ricerca della maternità ammessa dalla stessa legge potrebbe condur seco la prova dei commercj adulterini o incestuosi, ha bisognato bene assicurare gli alimenti ai frutti sventurati di questi disordini ributtanti; ma non si è dovuto spinger più oltre l'indulgenza: sarebbe inutile giustificare davanti a voi questo articolo; e possa il nostro secolo esser abbastanza felice, a segno da non avere ad essere mai testimonio della sua applicazione.

Dopo avere fissati i diritti de' figli naturali sulla successione del loro padre, si è dovuto egualmente stabilire alcune regole sulla loro propria successione: sono esse in picciol numero. Il padre o madre che avranno riconosciuto un figlio naturale gli succederanno, se non ha lasciata posterità. Se il padre o madre sono morti prima, i beni solamente che i figli naturali ne avevano rice-

vuti passeranno ai fratelli, o sorelle legittime; gli altri beni saranno ereditati dai fratelli, o dalle sorelle naturali: e del resto la legge generale sulle successioni sarà eseguita.

In mancanza di figli naturali riconosciuti s'apre il diritto del conjuge superstite, ed in seguito quello dello stato.

Non farò che un' osservazione su questa parte. Le successioni irregolari non possonó aprirsi che nel caso in cui non si presentino eredi legittimi; ma questi hanno il diritto di reclamare, finchè la loro azione non è prescritta; ha bisognato dunque invigilare perchè venissero loro conservati i beni della successione se comparissero un giorno ed in un tempo utile. Si è dovuto per conseguenza far constare con esattezza la massa de' beni ed obbligare i pretendenti a fare un inventario; si è dovuto similmente obbligarlo ad impiegare il mobiliare, o a darne una cauzione che ne risponda.

Ma può accadere che non si presentino per raccogliere una successione nè parenti, nè figli naturali, nè sposi superstiti e neppur lo stato. La successione allora resta vacante. Peraltro è necessario, che chi ha dei

diritti da esercitare su questa successione trovi un legittimo contraddittore alle sue pretese, e la legge gliene dà uno nella persona del curatore della successione vacante. Il progetto spiega in una sezione particolare come sarà nominato questo curatore, la formalità che dev' adempire, gli obblighi, a' quali è tenuto, indica la cassa nella quale si debbono versare i fondi. Tutto è preveduto onde alcuna porzione d' attivo non sia sottratta, onde alcun diritto legittimo non sia eluso, onde il curatore, il quale non è che un agente della successione, non possa colla sua negligenza o colle sue infedeltà far torto ai creditori, o agli eredi che potessero presentarsi.

Eccomi all' ultima parte del progetto, alla maniera di accettare, o di ricusare una successione; al modo di fare la divisione, a' suoi effetti ed alla quitanza de' debiti.

La legge sarebbe imperfetta se non rinchiudesse tutto ciò che può aver rapporto ad una successione, se dopo avere incominciato dal fissar l' istante in cui resta aperta non percorresse tutto lo spazio che si trova fra questa prima epoca ed il momento

in cui tutte le difficoltà sono appianate e compite tutte le operazioni con una divisione definitiva ed irrevocabile, che fissando la parte di ciascun erede nei beni e nei carichi faccia sparir fra loro qualunque indivisione.

Le regole su questa parte sono rinchiuse negli ultimi due capitoli del progetto. Contengono esse un gran numero d'articoli che presentano lo sviluppamento di alcuni principj, de' quali non può esserne lunga nè difficile l'esposizione.

Due interessi opposti debbono sempre occupare il legislatore in materia di successioni, quello degli eredi e quello de' creditori.

L'erede raccoglie i beni, ma la legge non glieli trasmette che coll'obbligo di pagare i debiti.

I creditori possono esercitare i loro diritti contro l'erede; ma la legge gli accorda un termine sufficiente per conoscer lo stato della successione e per riflettere sul partito che dee prendere, di accettare o di ripudiare.

Non havvi in questa parte del progetto una sola disposizione che non tenda a conserva-

re un giusto equilibrio tra interessi, egualmente importanti, per non favorir mai l'uno in pregiudizio dell'altro.

Le precauzioni ordinate non permetteranno nè di schivare la qualità d'erede quando si abbi assunta, o espressamente con uno scritto autentico o privato, o tacitamente facendo atti che necessariamente oppongano l'intenzione d'accettare, nè d'investire di questa qualità colui che non avesse voluto prenderla, e che non l'avesse effettivamente presa in modo da non lasciare alcun dubbio sulla sua volontà.

Finchè un erede non ha espressamente nè tacitamente accettato conserva senza dubbio la facoltà di rinunziare, e siccome la sua accettazione lo rende erede dal momento in cui si apre la successione, l'effetto della sua rinuncia dee pur rimontare alla stessa epoca, e vien riputato non essere stato giammai erede.

Una rinuncia chiama altri eredi. Questo interessa del pari i creditori della successione: un atto di tale natura dev'essere necessariamente pubblicato: sarà registrato presso il tribunale del circondario in cui fu aperta la successione.

La clandestinità potrebbe dar adito a molte frodi: è certamente inutile dire, che non potrà esercitare la facoltà di rinunciare ad una successione, colui che ne avesse divertiti o trafugati alcuni effetti. Non è meno superfluo l'annunziar quì che un erede chiamato ad un'utile successione non può defraudare i suoi creditori con rinuncie, delle quali avesse forse percepito il prezzo: la buona fede dev'esser la base di tutti gli atti, ed i creditori hanno sempre il diritto di accettare in testa del loro debitore una successione che possono credere vantaggiosa.

Ma non dev' esservi un termine di mezzo fra l'accettazione pura e semplice, che assoggetta l'erede a tutti gli aggravj senza eccezioni, benchè sorpassino d'assai i benefizj e la rinuncia che li spoglia di tutto irrevocabilmente ancorchè per fatto l'attivo si trovi sorpassare di molto i debiti? Si lascerà necessariamente l'erede fra il timore di una ruina totale mediante una accettazione azzardata e la certezza di uno spogliamento assoluto in forza della sua rinuncia.

Questi inconvenienti non erano sfuggiti ai nostri giureconsulti: avevano dovuto far ri-

sentire anche più vivamente presso i Romani che calcolavano qual vergogna il morir senza eredi. Per assicurarsi dal pericolo delle accettazioni, si era ammesso dapprima il diritto di deliberare, ciocchè dava li mezzi onde conoscer lo stato di una successione: si accordava almeno un termine di cento giorni all' erede che lo domandava, e per questo tempo poteva acquistar cognizione di tutte le scritture e di tutti i titoli.

Questa precauzione per altro poteva anche trovarsi insufficiente, ed accadeva che una successione accettata come buona, era effettivamente cattiva, per gli aggravj scoperti in seguito, e che prima non si conoscevano.

Giustiniano credette di assicurare intieramente gli eredi, accordando loro la libertà d' accettare sotto benefizio d' inventario; l' effetto di quest' accettazione era d' impedir la confusione de' beni di una successione, coi beni personali dell' erede: dal che risultava, 1.º che questo non era tenuto pei debiti, se non a proporzione del beneficio; 2.º che conservava l' esercizio delle azioni principali che poteva avere contro il defunto.

Una istituzione sì saggia è stata ammessa nei paesi di costumanza. Per verità, siccome il diritto romano non vi aveva forza di legge, quegli che voleva godere del benefizio d'inventario era obbligato di ottenere lettere dal principe, che si rilasciavano senza difficoltà dalla grande cancelleria; era questo un affare di pura forma: sono molti anni che non se ne parla più.

Non abbiamo dovuto rigettare nel nostro progetto una facoltà utile all'erede, ed in niun modo pregiudizievole ai creditori.

L'erede avrà tre mesi per far l'inventario, ed in seguito per deliberare, un termine di quaranta giorni che potrà anch' essere prorogato dal giudice, se particolari circostanze gliene fanno conoscere la necessità. Durante un tal tempo l'erede non può essere obbligato a prenderne il carattere, e non possono esercitarsi procedure contro di lui.

Da un' altra parte è stato interamente provveduto all' interesse de' creditori.

1.° Coll' obbligo imposto all' erede di dichiarare al protocollo del tribunale ch' egli intende godere del benefizio d' inventario.

2.° Colla necessità di fare un esatto inven-

tario che facci constare il vero stato dell' eredità.

3.° Colle precauzioni prese onde impedire il detrimento o la sottrazione di mobili.

4.° Colla perdita di diritto pronunciata contro l'erede che non avesse dati in nota tutti gli effetti nell' inventario.

5.° Colle forme prescritte per la vendita de' mobili e degli stabili.

6.° Col rigoroso conto che l' erede dee rendere della sua amministrazione.

Ecco che in tal maniera gl' interessi opposti dell' erede e de' creditori sono stati scrupolosamente rispettati nel progetto, e non sembra, che questa parte sia suscettibile più di obbiezioni ben fondate.

Qui non mi resta che a parlarvi del riparto delle successioni; questo è l' oggetto dell' ultimo capitolo e presenta cinque sezioni: della divisione e sua forma; delle collazioni; del pagamento de' debiti; degli effetti della divisione, della garanzia delle parti, e della rescissione in materia di divisione.

Qui trattasi ancora di proteggere e di conservare l' interesse degli eredi e quello de' creditori: tutte le disposizioni di questo

capitolo siccome quelle dell' antecedente non sono che la conseguenza di alcuni principj, la cui verità si deve conoscere.

È in primo luogo un punto costante che nessuno può esser costretto di rimanere con altri in uno stato d' indivisione. Si può dunque domandar sempre una divisione, se è possibile; o la vendita ed offerta all' incanto se non può farsi la divisione. Possono però esservi alcune cagioni legittime di differire, e non è proibito di sospendere l'esercizio di quest' azione per un tempo limitato: una simile convenzione deve essere eseguita.

Quando la divisione si fa fra eredi tutti maggiori e presenti, sono in libertà di procedervi nella forma che trovano più convenevole; e se sorgono difficoltà nel tribunal locale, ove la successione si è aperta, debbono essere esposte.

Ma nel numero de' coeredi possono ritrovarsi de' minori, degl' interdetti, degl' assenti, ed ha abbisognato assegnar certe regole per mantenere nella loro integrità interessi che furono sempre collocati sotto una sorveglianza speciale della legge.

Il legislatore dee schivar due pericoli col-

la medesima diligenza, quello di non provvedere sufficientemente all' interesse del più debole, e quello di offendere gl' interessi de' maggiori tenendoli in una lunga incertezza sulla validità degli atti: il progetto ha prevenuto questi due inconvenienti.

L' apposizione de' sigilli, la necessità di un inventario, le stime de' periti, la formazione delle masse avanti un officiale a tal effetto incaricato, le vendite per mezzo della autorità e sotto gli occhi della giustizia, l' estrazione a sorte delle parti, tutto garantisce per quanto è possibile la conservazione rigorosa di tutti i diritti, e nelle operazioni preliminari della divisione e nella divisione stessa: si è per conseguenza dovuto stabilire per regola, che gli atti fatti dai tutori con tutte queste formalità, sotto l' autorizzazione di un consiglio di famiglia, o dai minori emancipati, assistiti dai loro curatori, saranno definitivi. Non potranno essere attaccati, che per cagioni comuni a tutte le parti, come il dolo, la violenza e la lesione di più del quarto.

Per fare una divisione bisogna necessariamente formare prima di tutto la massa dello

facoltà da dividersi: questa massa si compone e di beni attualmente esistenti nella successione, e di quelli che gli eredi possono aver ricevuto dal defunto finchè viveva.

Nel diritto romano i figlj succedendo al loro padre non erano tenuti di rimettere in conto le donazioni che ne avevano ricevute, se loro erano state fatte in antiparte e con dispensa dalla collazione.

Le nostre costumanze inclinavano con maggior forza a mantener l' eguaglianza fra gli eredi: alcune neppur permettevano di conservar, rinunciando, i vantaggi che s'erano avuti, ma nelle altre si era conosciuto che sarebbe stato ingiusto interdire la facoltà di dimostrare una affezione particolare ad uno de' suoi eredi presuntivi. Questo poteva ritenere l' oggetto avuto rinunciando alla successione del donatore. E siccome si distinguevano nella medesima tante differenti successioni quant' erano le nature de' beni, o le diverse costumanze sotto le quali questi beni erano collocati, la stessa persona prendeva la qualità di donatario o di legatario in certi beni o in certe costumanze, e la qualita di erede nelle altre.

Queste sottili distinzioni danno luogo a regole più semplici e più conformi alle nozioni comuni della giustizia. Una legge particolare rinchiuderà in limiti convenienti l'esercizio della facoltà di disporre in favore di un erede presuntivo: il donatore od il testatore saranno in libertà di dichiarare, che le loro liberalità sono fatte in antiparte, e la loro volontà avrà il suo effetto sino alla concorrenza di quanto avran potuto disporre. Se non hanno sciolto l'erede dall' obbligo della collazione, non potrà altrimenti sottrarvisi, così la volontà del defunto sarà sempre la regola che si dovrà seguire finchè non si troverà contraria alla disposizion della legge.

Molte difficoltà sorgevano prima sulle quistioni, se un figlio doveva collazionare ciò ch' era stato dato a suo padre, un padre ciò ch' era stato dato a suo figlio, uno sposo ciò ch' era stato dato all' altro sposo; ma la sorgente di tutti questi contrasti è facilmente tolta. Le donazioni che non saranno state fatte alla persona stessa dell' erede si reputeranno sempre fatte per antiparte, purchè il donatario non abbia espressa una differente volontà.

Tutte le difficoltà su questa materia si riferiranno sempre necessariamente a queste quistioni? Chi è che deve collazionare? A favor di chi ciò deve farsi? Cosa è ciò che devesi collazionare? Con che metodo in ciò devesi procedere?

Sono risolute nel progetto in una maniera da non lasciare alcun dubbio. La collazione spetta agli eredi. Debbono farla in favore de' coeredi, e non dei creditori, o dei legatarj. Si è obbligato a farla per intero, ma devonsi sottrarre le spese degl' alimenti, dell' educazione, istruzione, le spese ordinarie di corredo o di nozze, ed i doni di uso; tutte queste spese erano per parte del padre un debito e non una liberalità; mettendo alla luce i suoi figlj aveva contratto l'obbligo di mantenerli di allevarli e di equipaggiarli.

Finalmente la collazione devesi fare in natura, o meno trattenendo se è possibile. Ciascun erede deve avere la sua giusta parte nella massa da dividersi: può essere violata la giustizia o dando meno, o dando effetti di minor qualità e valore.

Se nella successione trovasi la possibilità di prelevamenti eguali ad oggetti dati, il

donatario sarà dispensato dal metterli in conto in natura. Nel caso contrario sarà necessaria la collazione.

Voi comprendete, legislatori, quanto tutte queste regole forse troppo minute a prima vista, sono però essenziali e necessarie; voi ancora vedete che sono fondate sopra principj di ragione e di giustizia. Non mi estenderò d'avvantaggio su quest' oggetto; me ne riporto all' impressione che la semplice lettura farà certamente sui vostri spiriti.

Il pagamento de' debiti è la prima e la più importante obbligazione degli eredi; i creditori, il cui interesse non può essere posto in dubbio, possono opporsi per la conservazione dei loro diritti in quanto che la divisione sia fatta fuori della loro presenza, ma non possono attaccare una divisione fatta *zenza frode* in loro assenza, purchè ad essa non si fosse proceduto in pregiudizio di una opposizione che avessero formata; sono ben padroni d'intervenire, ma non v'è obbligo di chiamarneli.

Il progetto regola la proporzione nella quale i coeredi e i legatarj universali con-

tribuiscono fra loro al pagamento dei debiti; del resto conserva i diritti de' creditori sopra tutti i beni della successione, e le regole proposte essendo d'altronde in tutto conformi a ciò che si è praticato sino ad ora, posso e deggio dispensarmi d'entrare ora in una lunga spiegazione.

Credo, o legislatori, d'avervi fatto conoscere lo spirito che ha diretta la preparazione della legge. La prima intenzione del governo ha dovuto essere di regolare l'ordine delle successioni secondo il voto della natura; la sua sollecitudine ha dovuto successivamente occuparsi degli eredi e de' crediteri, vere parti in ogni successione, per non offender gli interessi degli uni nè degli altri.

Noi abbiamo assegnate regole chiare e precise, ed abbiamo cercato di disporle in un ordine, che ne facilitasse lo studio e l'intelligenza.

Troppo lungo tempo la pubblica volontà fu in qualche maniera compressa sotto un ammasso di disposizioni vaghe, incoerenti ed anche contraddittorie. Ognuno potrà ormai con un poco d'applicazione acquistare almeno la cognizione generale delle leggi che

debbono regger la propria persona e le sue proprietà. Non abbisogna di più nel corso ordinario della vita.

Ma ricadrebbe in un errore stravagante e funesto se si potesse supporre che una cognizione delle leggi sufficiente per il comune degli uomini, dovesse egualmente bastare al magistrato tenuto ad applicarle, o al giureconsulto che esercita anch' egli una specie di magistratura, assai lusinghevole invero, poichè riposa su d'una confidenza tutta volontaria.

Non è che in forza di lunghe veglie, e di profonda meditazione sui principj dell'ordine naturale e d' un' eterna giustizia, ai quali debbono attenersi tutte le buone leggi, che si può apprendere a farne una giusta e sollecita applicazione in questa infinita varietà di specie che fanno nascere tutti i giorni mille circostanze imprevedute, o la malizia inesauribile de' litiganti.

Ad onta di alcune bizzarre disposizioni, che sono sfuggite ad utili e successive riforme, sarà ancor necessario studiare nelle nostre costumanze la storia della legislazione francese e di cercarvi le prime tracce delle

regole che abbiam dovuto ricavarle come più adattate al genio francese e ai nostri attuali costumi.

Ma soprattutto nelle leggi del popolo conquistatore e legislatore si attingeranno, per servirmi dell' espressioni di un autore moderno, que' principj luminosi e fecondi, quelle grandi massime che rinchiudono tutte le decisioni, o che le preparano: egli è colà che bisogna cercare per rendersele familiari e proprie quelle nozioni sicure e grandi che possono riguardarsi come altrettanti oracoli della giustizia.

Le compilazioni del diritto romano non sono esenti da alcuni difetti, nè da un disordine che dee renderne lo studio faticoso; ma qual coraggio non sarebbe sostenuto dalla prospettiva di questa ricca ed abbondante messe che si offre sul termine della carriera?

Le leggi romane, traendo da se medesime tutta la loro forza senz' altra autorità che quella della loro saviezza, hanno saputo comandare a tutti i popoli l'obbedienza ed il rispetto; un unanime consenso le ha onorate del titolo di ragione scritta, e dovranno esser sempre l' oggetto principale delle me-

ditazioni di un buon magistrato e di un vero giureconsulto.

Di tutti i privilegi, de' quali l'uomo si rende orgoglioso, non ne conosco che uno reale, ed è quello di potersi istruire e di ragionare: l'esercizio di questa facoltà è certamente utile in tutti gli stati; ma è di assoluto bisogno per quelli che spirano all' onore d'illuminare, o di giudicare i loro concittadini.

Perdonate, o legislatori, queste riflessioni, che non concernono forse direttamente l'oggetto che mi sono dovuto proporre. Spero però che non le giudicherete fuor di luogo in un secolo in cui sembra esaurirsi tutte le risorse dell'umano spirito, per dispensarsi dall'acquistar la scienza.

Non aggiungerò che una sola parola: il progetto che vi presentiamo lungamente meditato dal consiglio di stato ha anche acquistato un grado di perfezione, mediante le osservazioni de' commissarj del tribunato.

RAPPORTO

Fatto al Tribunato da CHABOT (*dell' Allier*) *in nome della Sezione di Legislazione sulla legge relativa alle* Successioni.

Seduta delli 26 germile an. 11.

TRIBUNI,

Oggi incominciamo la discussione del terzo libro del progetto del Codice civile, che ha per oggetto di stabilire le differenti maniere di acquistare e di trasmettere la proprietà.

Il primo libro ha regolato ciò ch' è relativo alle *persone*.

I due altri regoleranno ciò ch' è relativo *ai beni*.

La proprietà de' beni *s'* acquista e si trasmette per successione, per donazione tra vivi o testamentaria, e per l'effetto delle convenzioni.

S' acquista pure per accessione o incorporazione, e per prescrizione.

In questo momento non si tratta che della maniera di acquistare e trasmettere la proprietà per *successione*.

Prima dello stabilimento delle società civili la proprietà era piuttosto un fatto che un diritto.

La natura ha data la terra in comune a tutti gli uomini; essa non ne ha assegnato a ciascuno di loro tale o tal'altra porzione.

La proprietà particolare non poteva dunque avere altra origine che il diritto del primo occupante, o il diritto del più forte; essa non durava che in forza del possesso, e la forza ancora poteva distruggerla.

La società civile è la sola e vera sorgente della proprietà; essa garantisce a ciascun individuo ciò che possiede a giusto titolo, e questa stessa garanzia è il principal oggetto della società; essa è uno de' primi elementi della sua esistenza, della sua conservazione, e della sua prosperità.

Ma se l'uomo nello stato di natura non avesse il diritto di proprietà, alla sua morte non potrebbe trasmetterlo; non si può dare ciò che non si ha.

La trasmissione de' beni per successione

non è derivante adunque dal diritto naturale, ma dal civile.

In fatti l'ordine delle successioni è stato regolato da leggi positive, e questo importante oggetto ha trovato il suo luogo nel codice di tutti i popoli.

Esso richiama in oggi le vostre meditazioni, o tribuni. L'intiera Francia attende colla più viva sollecitudine, che questa parte della legislazione sì lungo tempo soffocata da un ammasso di sistemi, che variavano in ogni paese e che per lo più non presentavano che incoerenza ed oscurità, sia finalmente ricondotta all' unità sì desiderabile nelle leggi, e ridotta a regole semplici, chiare e precise, che sieno in armonìa coi diritti della natura, colle affezioni più legittime delle famiglie e cogli interessi della società.

Tali sono gli eccellenti caratteri della legge proposta dal governo. Non avrò senza dubbio che a far risorgere la giustizia e la saviezza delle sue disposizioni, presentandovi il risultato dell' esame che ne ha fatto la vostra sezione di legislazione.

La successione è la maniera con cui i beni, i diritti, i debiti e gli agravj delle persone che

muojono passano ad altre persone che le rimpiazzano.

Si distinguevano nel diritto scritto ed in quello di costumanza due specie di successioni, quelle ch'erano conferite dalla volontà dell'uomo e quelle che lo erano per la forza della legge, quando il defunto non aveva espressa la sua volontà.

Si chiamavano successioni *legittime* quelle che non erano regolate che dalla disposizion della legge, perchè facevano passare i beni di que' che morivano, senz'averne disposto, ai parenti chiamati dalla prossimità del sangue, che sono effettivamente i legittimi eredi che indica la natura.

Le successioni conferite dalla volontà dell'uomo avevano la loro sorgente in alcune istituzioni d'eredi fatte per testamento o per contratto di matrimonio.

I Romani avevano ammesse le istituzioni testamentarie con una disposizine della legge delle dodici tavole: *Uti quisque legassit suae rei ita jus esto*; ed ancora, perchè la libertà di queste istituzioni fosse intiera e non potesse esser tolta da alcun'altra convenzione, non avevano ammesse le istituzioni per

contratto di matrimonio: si provò d'introdurle sotto l'impero di Diocleziano e di Massimiano; ma nella terza legge del Codice *de pactis conventis super dote*, si rinviene la prova che furono rigettate.

Le istituzioni testamentarie si usavano in tutte le provincie della Francia regolate dal diritto romano: non erano state ammesse che in un ristrettissimo numero delle nostre costumanze.

Le istituzioni per contratto formarono al contrario il diritto comune de' paesi di costumanza, e si ricevevano ancora favorevolmente nei paesi di legge scritta.

Quest'ordine di cose sussistette sino al decreto delli 7 marzo 1793, che, abolendo la facoltà di disporre de' suoi beni o a cagion di morte, o tra vivi, o con donazioni per contratto in linea diretta non permise più di fare in questa linea alcuna istituzione d' eredi.

Poco tempo dopo, questa facoltà fu pure interdetta in linea collaterale dalla legge delli 5 brumale anno 2.

La famosa legge delli 17 nevoso anno medesimo adottò lo stesso sistema; autorizzò frattanto a disporre della decima parte della sostanza

in linea diretta e della sesta in linea collaterale, ma in favore soltanto de' non successibili.

Così, a contare dalla pubblicazione di queste leggi, le istituzioni testamentarie e per contratto non furono più permesse: non vi furono più ch' eredi legittimi e successioni *ab intestato*; e tale è anche al presente lo stato della nostra legislazione.

La legge delli 4 germile anno 8 non ha ristabilite le istituzioni d' eredi; non ha fatto che dare una maggior estensione alla facoltà di disporre.

Dovrete dunque esaminare, tribuni, nell' occuparvi di questa materia, se la facoltà di disporre non trovisi ancora rinchiusa in limiti troppo ristretti, se neppur debb' essere illimitata in linea collaterale, e se non convenga di ristabilire le istituzioni d' eredi che l' esperienza di più secoli avea consacrate.

Ma non è questo il luogo d' esaminare tali quistioni; appartengono esse al titolo *delle donazioni e dei testamenti*, che quanto prima vi sarà presentato.

Ho voluto stabilir solamente la distinzione tra le successioni *ab intestato* e quelle che

potran essere conferite dalla volontà dell'uomo, purchè non si confondano nella discussione, non essendo le loro regole sempre le stesse.

Il progetto di legge che oggi abbiamo a discutere tratta in seguito dell' aprimento delle successioni, del possesso degli eredi, delle qualità ricercate per succedere, della rappresentazione, delle successioni conferite ai discendenti, di quelle conferite agli ascendenti, di quelle conferite ai collaterali, dei diritti de' figlj naturali sui beni de' loro genitori, della successione ai figlj naturali morti senza posterità, dei diritti del congiunto superstite, dello stato, dell' accettazione e della rinunzia all' eredità, del benefizio d' inventario, delle successioni vacanti, dell' atto di divisione e della sua forma, delle collazioni, del pagamento de' debiti, degli effetti della divisione e della garanzia delle parti, finalmente della rescissione della divisione.

Non è mia intenzione, tribuni, di seguire minutamente questo progetto in tutte le sue parti; dee bastare d' esporre il sistema ed i principj, di paragonarli ai sistemi ed ai principj antichi per distinguerne la diffe-

renza ed i vantaggi, ed in seguito di assegnarne le regole generali che stabilisce.

Sarà inutile di fermarsi sopra una folla di disposizioni secondarie, le quali non sono che conseguenze e che non contengono che sviluppamenti.

Mi limiterò dunque ad alcuni punti fondamentali, e sopra ognun di essi alle disposizioni principali, che debbono regolare tutte le altre.

Esaminerò, 1. In qual' epoca sono aperti i diritti degli eredi e quali sono le qualità ricercate per succedere;

2. In qual ordine gli eredi legittimi sono chiamati alle successioni;

3. Come si fa fra loro la divisione de' beni;

4. Quali sono i diritti de' figlj naturali sui beni de' loro genitori, nel caso in cui vi sieno eredi;

5. Come si regoli la successione intorno ai figlj naturali morti senza posterità;

6. A chi passano le successioni *ab intestato* in mancanza d' eredi consanguinei.

Terminerò la discussione con una semplice analisi delle più importanti disposizioni sulla accettazione e la rinuncia delle

successioni, sulle collazioni, sui debiti e sulle divisioni.

In qual' epoca sono aperti i diritti degli eredi? Quali sono le qualità ricercate per succedere?

Primieramente importa assaissimo il comprovar bene l'epoca dell' apertura delle successioni per conoscere quali sono i veri eredi.

Le successioni si aprono mediante la morte naturale e mediante la morte civile.

Quando un uomo muore, il vacuo che lascia è subito occupato da coloro fra' suoi parenti che sono chiamati a succedergli. Nell' istante medesimo in cui la morte gli toglie i suoi diritti, la legge li conferisce a' suoi eredi; non vi è alcun vuoto; e da ciò nasce quella massima del diritto di costumanza: *al morto subentra il vivo*.

Anche la morte civile produce gli stessi effetti, perchè essa è nell' ordine civile ciò che la morte naturale è nell' ordine fisico.

Ma non sempre è conosciuta l' epoca della morte e non può sempre in una maniera certa verificarsi. Allora, essendovi concorso di eredi, si rende necessario supplire alle

prove con alcune presunzioni; ed il progetto di legge si è proposto di scegliere le più naturali e le più verosimili.

Così allora, quando più individui rispettivamente chiamati alla successione l'uno dell'altro periscono in un medesimo avvenimento senza poter riconoscere chi di loro sia morto pel primo, la presunzione di sopravvivenza deve essere determinata dalle circostanze di fatto.

Ma se le circostanze di fatto sono esse pure ignote o se non danno alcun indizio, non si può più stabilire la presunzione di sopravvivenza che sulla forza dell'età e del sesso.

Nell'età in cui l'individuo non ha ancora l'intero godimento delle forze fisiche il più attempato vien riputato essere sopravvissuto in un comune avvenimento, perchè era il meno debole e perchè ha potuto difendersi più a lungo contro il pericolo.

Per lo stesso motivo nell'età in cui le forze diminuiscono, il più giovine vien riputato essere sopravvissuto.

Nell'età della forza si suppone che il maschio sia sopravvissuto, se la differenza dell'età non

eccede un anno; ma fra persone del medesimo sesso la presunzione di sopppravvivenza non può più ritrovarsi se non che nell'ordine della natura, ed allora il più giovine è presunto aver sopravvissuto al più vecchio.

Quondo l'epoca dell'apertura delle successioni è conosciuta o fissata dalla legge, si tratta di ricercare quali sono in quest'epoca gli eredi legittimi e che qualità aver debbono per succedere.

La legge non può evidentemente riconoscere altri eredi legittimi che i parenti del defunto pei beni, de' quali non ha egli stesso disposto. Ripugnerebbe alla ragione che preferisse gli stranieri ai parenti.

Le famiglie sono le prime società che la natura abbia formate fra gli uomini: esse sono la sorgente e la base della grande società civile; è dunque dell'interesse dell'ordine sociale il rispettare i vincoli che uniscono i membri delle famiglie, di fortificarli, di estenderli; ed il più sicuro mezzo a questo riguardo è di stabilir fra i parenti la successibilità.

Qui d'altronde la legge non avendo altro ufficio d'adempiere fuori che quello di supplire alla volontà dell'uomo morto senza

esprimerla, deve regolare la trasmissione dei suói beni come presumibile che egli stesso ne avesse disposto; la medesima deve dargli per eredi coloro che sarebbero stati il soggetto della sua propria scelta, e si dee naturalmente supporre ch' egli avrebbe scelto i proprj parenti, quando non avesse manifestata una contraria volontà, perchè deve esser presunto aver avuta maggior affezione pe' suoi parenti che per gli stranieri.

Ma vi è un termine in cui si estingue la parentela ed a cui dee anche fermarsi la successibilità.

L' antica legge romana non accordava il diritto di succedere al di là del settimo grado di parentela: Legge 4, D. *de gradibus et affinibus*; ma Giustiniano estese il diritto sino al decimo grado inclusivamente.

In Francia in generale ritenevasi costantemente che non eravi restrizione in questa materia allorchè trattavasi d'escludere il fisco; e nelle costumanze anche di Normandia, che sembravan conformi all'antico diritto romano, si seguiva il computo canonico; il che facea il decimoquarto grado in diritto civile, ove contasi dalle due parti.

Il favore dovuto alla famiglia ed il titolo naturale che la chiama alla successione hanno motivata la disposizione del progetto di legge che portava sino a dodici gradi civili la facoltà di succedere.

Nondimeno questa facoltà vien sottomessa ad alcune regole particolari, e non se ne gode che quando si hanno le qualità ricercate dalla legge.

Così dapprima, secondo il titolo primo del Codice civile, l'individuo morto civilmente è incapace di succedere: è questa una conseguenza del principio che le successioni sono di diritto civile.

Risulta eziandio da un'altra disposizione dello stesso titolo che uno straniero non è ammesso a succedere ai beni che il suo parente straniero o Francese possede nel territorio dello stato, fuorchè nel caso e nella maniera con cui un Francese succede al suo parente possidente beni nel paese di questo straniero.

Ma havvi una regola generale in questa materia, che per succedere bisogna necessariamente esistere all'epoca dell'apertura della successione, e se ne deduce la conseguenza

che colui che non è ancor concepito e quel bambino che nacque senza vita, sono incapaci di succedere.

È un principio della legge scritta, non che di quella di costumanza che la capacità o l'incapacità dell'erede si regola nel tempo in cui è aperta la successione; bisogna dunque, per esser abile a succedere, esistere realmente in quest' epoca.

Non è però necessario che l'individuo sia nato per esser atto a succedere, basta che sia concepito, perchè il fanciullo esiste realmente dall' istante del concepimento, ed è riputato nato quando v'entri il suo interesse secondo la legge *Antiqui* 3, *ff. si pars hæred. petatur*, le leggi 7 e 26, *ff. de statu hom.*, e l'ultima legge, *ff. de ventre in posses. mitt.*

Questa presunzione di nascita, che equivale alla nascita stessa per conferire il diritto di eredità, cessa d'aver luogo se il bambino non nasce, o se non è capace di vivere.

Se il figlio sortendo dal seno di sua madre non è vivo, è riputato non aver vissuto per succedere; imperciocchè era la speranza della nascita che lo faceva riguardar come vivo

dall' istante del concepimento; e se rimane delusa questa speranza, la presunzione che facea riguardar come vivo non può più essere fondata sulla realtà.

Quando il figlio non è nato capace di vita, viene egualmente riputato non essere vissuto almeno per la successibilità: in questo caso è lo stesso che sia morto o che nasca per morire.

La legge 3 del Codice *de posthumis heredibus instituendis* vuole che il fanciullo nasca perfetto: *si vivus perfecte natus est*, vale a dire che sia giunto al termine in cui sia possibile ch' ei viva.

La legge seconda del medesimo titolo e la legge terza del digesto *de suis et legitimis hœredibus*, hanno anch' esse in proposito una formale disposizione.

Il progetto di legge non fissa alcuna regola sull' epoca dell' esser atto a vivere, e non potrebbe darne abbastanza sicure e precise: i segreti della natura a questo riguardo sono impenetrabili. Ha preferito di rimettere le diverse questioni che potrebbero insorgere su tale materia ai giudizj de' tribunali che si decideranno secondo i fatti e le circostanze particolari.

Ma si può essere capace a succedere ed esserne escluso come *indegno.*

Il progetto di legge non ammette che tre casi d'indegnità, e non esclude sotto questo rapporto che colui che fosse condannato per aver dato o tentato di dare la morte al morto, colui che avesse data contro il defunto un'accusa capitale giudicata calunniosa, e l'erede maggiore d'età che informato dell'omicidio non l'avesse denunciato alla giustizia.

Ciò non ostante in quest'ultimo caso il difetto di delazione non può essere opposto nè agli ascendenti e discendenti dell'omicida, nè al suo sposo o sposa, nè a' suoi fratelli o sorelle, zii o zie o nipoti.

Sono infinitamente saggie e morali queste disposizioni, e non hanno bisogno d'essere giustificate.

Ora si tratta di esaminare in qual ordine sono chiamati alle successioni *ab intestato* i parenti che hanno le qualità ricercate per succedere.

Con qual ordine gli eredi legittimi sono chiamati alle successioni?

I motivi che fanno ammettere per soli eredi i membri della famiglia sono anche quelli che debbono regolare fra i parenti del defunto l'ordine della successione. Dee naturalmente raccogliere l'eredità colui che si può presumere essere stato più amato dal defunto: e devesi presumere aver avuto quegli maggior affezione per colui al quale era più strettamente unito coi vincoli del sangue, di quello che per gli altri parenti più lontani di grado; dee dunque in generale esser chiamato alla successione il parente più prossimo, ed è conforme al voto della natura il regolar così l'ordine delle successioni su quello delle affezioni.

Certamente non è sempre veridica la presunzione che il defunto preferisca il suo parente più prossimo, soprattutto in linea collaterale; ma siccome è la più naturale, la più ragionevole, in una parola la più verosimile, la legge non doveva ammetterne altre se il defunto non ha parlato.

Questa règola generale però è soggetta ad un'eccezione anche nel senso della presunzione sulla quale è fondata; e siccome nell'ordine delle affezioni havvi una reale rappresentanza che fa rimpiazzare dai figli i padri che sono morti, e su di essi ripone tutta la tenerezza della famiglia, la legge ammette pure una rappresentanza che mette egualmente per la suscettibilità i figli nel posto de' loro padri e ravvicina in qualche sorta i gradi, conforme l'affezione del defunto gli aveva essa pure riavvicinati.

Questa rappresentanza ammessa dalla legge non è che una finzione, ma è una reale immagine della verità, e senza di essa la legge sarebbe quasi sempre in opposizione colle affezioni del defunto, e ne violerebbe quasi sempre le intenzioni.

L' avolo ama i suoi nipoti, com' egli amava i suoi figli; li considera come il figlio perduto che in questi gli viene rappresentato; i medesimi hanno nel di lui cuore lo stesso posto che vi occupava il loro padre, e perciò avranno gli stessi dritti alla sua successione. La legge adempie il suo più caro desiderio.

Il diritto di rappresentanza ha subìto nel diritto romano alcune variazioni.

La rappresentanza in linea diretta discendentale non fu sciolta da tutte le retrizioni, e la rappresentanza in linea collaterale non fu stabilita che dalla novella 118.

Secondo il capitolo primo di quella, tutti i figli debbono compartire della successione del loro ascendente, qualunque ne sia il grado, senza distinzione nè di sesso, nè de'suoi proprj figlj, nè degli emancipati; il riparto si fa fra di loro per capi se sono in primo grado, e per stipite se vengono a titolo di rappresentanza.

Dal capitolo secondo, gli ascendenti sono chiamati in mancanza di tutti i discendenti; ma senza rappresentanza; solamente quando si trovino più ascendenti nello stesso grado si forma fra loro una specie di rappresentanza o di aggiunta, in virtù di che gli ascendenti paterni prendono la metà della successione, benchè questo numero sia più piccolo da una parte che dall' altra.

Il capitolo terzo introduce la rappresentanza in linea collaterale, ma la limita ai figli de' fratelli senz' estenderla ai figli degli altri collaterali, che tutti vengono in spezialità secondo il loro numero e grado di prossimità,

rimanendo sempre esclusi dai più prossimi i più lontani.

Fu ammessa la rappresentanza nei paesi di costumanza, ma non vi fu ricevuta in una maniera uniforme, nè in ogni costumanza.

Ve ne sono alcune che l' hanno rigettata tanto in linea retta che in linea collaterale, come il Ponthieu, l'Artois ed il Boulonnais.

Altre l'hanno ammessa in linea diretta, e l'hanno rigettata in collaterale.

Molte l'hanno ammessa all'infinito nell'una e nell'altra linea.

Altre l' hanno estesa nella collaterale oltre i confini del diritto, senza mandarla all' infinito come nella linea retta.

Alcune, ammettendola all' infinito in linea diretta, le hanno data in linea collaterale maggior estensione per certe specie di beni che per altre.

Molte ancora non l' hanno ammessa che per certe persone o beni di una natura particolare.

Ma nel più gran numero è stata ricevuta ne' termini del diritto, vale a dire in linea retta sino all' infinito e sino ai figli de' fratelli del defunto in linea collaterale.

Per ricondurre su tutti i punti ad una legislazione uniforme, bisognava scegliere fra la legge scritta ed i diversi usi dei paesi di costumanza ciò ch' era più conforme alla natura ed alla presunzione della volontà del defunto.

Ora non v' è difficoltà in linea retta discendentale: l' affezione dell'uomo si estende a tutti i suoi discendenti; tutti gli sono egualmente cari. I superstiti rimpiazzano nel suo cuore quelli che son morti; tutti sono suoi figli; la rappresentanza non dee dunque aver limiti in linea retta discendentale.

Non è così in linea retta ascendentale.

Il figlio deve avere ed ha realmente maggior tenerezza per suo padre che per suo avolo, e quanto più i suoi ascendenti gli sono lontani, tanto meno prova per loro di quell' affezione viva e spontanea che la natura stessa lui ispira.

Gli ascendenti più prossimi debbono dunque escludere dalle successioni i più lontani, e non può esservi rappresentanza fra loro.

Sembra peraltro che la rappresentanza non possa aver luogo se non che rimontando e giammai discendendo.

V' è maggiore difficoltà in riguardo alla linea collaterale.

In questa linea la rappresentanza dev' esser limitata ai figli dei fratelli e delle sorelle del defunto, o dee piuttosto esser estesa a tutti i discendenti de' fratelli e delle sorelle, o dee finalmente essere illimitata come in linea retta ed estendersi a tutti i parenti collaterali?

Le nostre costumanze partecipavano di questi tre sistemi, e ciascun di essi ha i suoi partigiani ed i suoi difensori.

Ma per decidere chi sia quello che meriti la preferenza, non si tratta, restando fedeli al nostro principio, che di verificare qual sia il voto più conforme a quello della natura, all' ordine delle affezioni ed alla presunzione della volontà del defunto.

L' uomo che non ha figli, e che perde un fratello che amava, rivolge naturalmente la sua affezione su tutti i discendenti di questo fratello. I suoi nipoti, i suoi pronipoti sono sempre per lui ciò ch' era suo fratello, che successivamente lo rimpiazzano e che tutti nella stessa maniera lo rappresentano.

Havvi d'altronde una simpatia ammirabile fra la vecchiezza e l'infanzia. Si vede ogni giorno che i nipoti e pronipoti sono precisamente quelli pe' quali prendono più particolare attac-

camento gli avoli ed i zii; e questo interesse diventa ancora molto più vivo, allorchè questi figli sono orfani e che le loro innocenti carezze sembrano domandare a' loro avoli ed a' loro zii di tener loro luogo di genitori.

Imitando la natura, che ha stabilita una successione d'amore e di tenerezza fra i fratelli ed i lor discendenti, la legge dee dunque stabilire anche la successione de' beni fra loro.

Guardiamoci dal rompere troppo presto colle nostre istituzioni i vincoli che uniscono le famiglie; questa unione fa la felicità degli stati.

Ma la legge non dee neppure andar più oltre della stessa natura, e supporre affezioni eguali, quando realmente non vi sono.

Estendere la rappresentanza a tutti i parenti collaterali senza distinzione, farla rimontare sino alli zii e prozii ed ai loro figli e discendenti, far concorrere i cugini e i secondi cugini coi discendenti dei fratelli e delle sorelle è un supporre che il defunto avesse la stessa tenerezza per gli uni e per gli altri, e questa supposizione è contraria alla natura ed alla verità, od almeno alla presunzione più ragionevole. Il cuore

dell' uomo non mette per l' ordinario nella stessa linea i discendenti delli zii e de' prozii, ed i discendenti dei fratelli e delle sorelle; tutta la linea dei fratelli e delle sorelle gli appartiene evidentemente con vincoli più prossimi, e per conseguenza più cari; è ben certo che la tenerezza che scorre come una sorgente nelle linee eguali o discendenti con egual veemenza non risale alle linee ascendentali.

Limitare la rappresentanza in linea collaterale ai figli e discendenti de' fratelli e sorelle, egli è dunque aver seguita la natura nell' ordine delle sue affezioni, e di rado la s'inganna quando la si prende per guida.

Fa d' uopo ancora in questa materia come in tutte le altre consultar gl' interessi della società, ai quali gl' individuali interessi debbono esser sempre subordinati.

Ora se si ammettesse la rappresentanza all' infinito, vi sarebbe quasi sempre in ciascuna successione collaterale un gran numero di eredi; e l' agricoltura ed il commercio reclamano perchè i beni della successione non siano troppo divisi.

Chiamare ad una successione un gran nu-

mero di eredi è d'altronde non dare al più delle volte a ciascuno di loro che imbarazzi e liti.

Dopo aver fatto conoscere l'origine ed i motivi della rappresentanza, bisogna determinarne le regole e gli effetti.

Primieramente non si rappresentano le persone vive, ma quelle soltanto che sono morte naturalmente o civilmente.

Questa massima è stabilita da Dumoulin: *Rursus nota*, dic' egli, *quod representatio nunquam est de persona vivente, sed tantum de parente mortuo naturaliter aut civiliter.*

Tale era la disposizione della legge scritta.

È evidente che non si può entrare nel posto di quegli che è vivo e che riempie il suo grado.

Ma allorquando un individuo, chiamato a raccogliere una successione, vi ha rinunciato gratuitamente, non si può rappresentarlo, poichè non copre il suo grado?

Questa questione è stata lungo tempo agitata fra i giureconsulti.

Il progetto di legge la risolve in un modo consentaneo al principio della rappresentanza e conformemente alla giurisprudenza più praticata.

Gli articoli 786 e 787 dispongono che non si viene mai per rappresentanza d' un erede che ha rinunziato, che la sua parte si aumenta pe' suoi coeredi, e che nel puro caso ch' egli sia solo, la sua parte è devoluta al grado susseguente.

In fatti se vi sono altri eredi nello stesso grado del rinunciante, quelli che volessero prendere la sua parte non potrebbero reclamarla che prendendo il suo posto per rappresentarlo, ma non si può rappresentare un uomo vivo.

Se il rinunciante avesse per coeredi presuntivi, parenti più lontani di lui, ma ravvicinati al suo grado pel beneficio della rappresentanza, è anche certo che non potrebbe occuparsi il posto per concorrere co' suoi coeredi, se non che con rappresentarlo.

Ma se fosse il solo erede, allora i suoi parenti non avrebbero bisogno di rappresentarlo per essere ammessi alla successione alla quale avrebbe rinunciato; eglino la prenderebbero non già a titolo di rappresentanza, ma per se stessi, ed a titolo di devoluzione conformemente all'editto del pretore chiamato *successorium*.

Le stesse regole debbono evidentemente applicarsi nel caso in cui l' erede più prossimo fosse morto senza aver accettato o rinunciato. Non potrebbero i suoi parenti raccogliere la successione alla quale egli avesse diritto, se non che come suoi eredi *personali* e non come il rappresentante ; l'eredità che gli era scaduta si troverebbe nella sua propria successione, e non potrebbe esserne distratta da' parenti che volessero rappresentarlo in un momento in cui viveva.

Molti sarebbero gl' inconvenienti nel permettere che un uomo trasmettesse a' suoi figli una successione che fosse loro toccata senza aver preso egli stesso il titolo d' erede: così troverebbe il mezzo di deludere i suoi creditori, e spesso si vedrebbero in somiglianti materie de' fraudolenti fideicommessi.

Si può per altro rappresentar quegli alla cui successione si è rinunciato, ma dopo la sua morte soltanto. In questo caso egli ripete i suoi diritti non già dalla mano del rappresentato, ma dalla stessa legge; è vero che prende il posto del rappresentato, ma anzichè egli venga dalla di lui volontà, è la disposizione della legge che glielo accorda.

L'uomo non può trasmettere i suoi diritti se non a colui che gli succede; ma la rappresentanza non è una trasmissione, bensì una surrogazione fra i parenti stabilita dalla sola legge, e che non è in potere dell'uomo.

Havvi per altro un gran motivo d'equità nell'impossessarsi una successione alla quale si è chiamato dalla prossimità del sangue e dalla legge, senza esser obbligato d'accettare la successione onerosa di colui che mentre viveva era nel grado più prossimo. I figli, il di cui padre è stato dissipatore, trovano così nelle successioni de' loro avoli i mezzi di sussistenza. Chiamati dalla natura a queste successioni non debbono esserne nè privati per colpa del loro padre, ed i creditori del padre non possono lagnarsene, poichè essi non hanno mai avuto diritti sopra successioni che sono scadute solamente dopo la morte del loro debitore, e non avrebbero più vantaggi se le successioni fossero raccolte da altri forchè dai rappresentanti del debitore.

Ho provato, o tribuni, che le successioni *ab intestato* debbono essere deferite ai parenti più prossimi, o dal loro capo, o per rappresentanza.

Ma l'uomo ha parenti in due linee; è attinente a due famiglie, a quella di suo padre e a quella di sua madre; vien presunto avere una eguale affezione pe' suoi parenti dell'una e dell'altra parte, ed egli ha d'altronde beni che provengono dall'una e dall'altra linea.

I suoi parenti delle due linee debbono essere egualmente chiamati alla sua successione; ed affinchè l'una non sia totalmente esclusa dall'altra, il progetto di legge ammette, quando non vi sono figli o discendenti, il parente più prossimo dalla parte del padre ed il più prossimo da quella della madre.

È questo il voto della natura, d'accordo colla giustizia.

È d'altronde ristringere i vincoli di due famiglie, lo stabilire fra esse il diritto di reciproca successibilità.

Dopo questa divisione per tanto fra la linea paterna e materna non se ne debbono fare di più fra i diversi rami di ciascuna linea.

Il sistema di divisione e di suddivisione, che si era creduto di vedere nella legge delli

17 nevoso anno 3 avrebbe esteso troppo oltre il diritto di succedere, ed ogni successione sarebbe stata anche ripartita fra una folla d' eredi.

In ciascuna linea il parente in grado più prossimo, o in sua spezialità, o per rappresentanza, sarà il solo erede senza discendere sino ai diversi rami della linea per farne ancora la distinzione de' parenti paterni e materni nella medesima. Poco importa ch' ei sia dell' una e dell' altra parte o delle due insieme, purchè sia nella linea più prossima al defunto.

Ma gl' individui che sono egualmente parenti dal canto del padre e da quello della madre escluderanno essi coloro che non sono parenti che da un canto solo? La questione *del doppio vincolo* è quella che merita di esser esaminata.

Il privilegio del doppio egualmente consisisteva in quanto, che i parenti che erano insieme congiunti e per parte del padre e per parte della madre avessero il diritto di succedersi in tutto o in parte in alcuni gradi o anche all' infinito, ad esclusione de' parenti, congiunti da una sola parte.

Così i fratelli uterini o consanguinei erano esclusi dai fratelli germani ed anche dai nipoti, che lo erano da ambe le parti.

Questo privilegio non era cognito nell' antico diritto romano, e non poteva esservisi ammesso, poichè i parenti materni non vi succedevano, e che tutti i diritti di succession derivavano dalla parentela paterna e dalla prossimità del grado senza alcuna rappresentanza in linea collaterale.

Non se ne fece questione nè nel digesto, nè nel Codice, e non fu abolito che dalla novella 118.

Noi non esamineremo se fosse già cognito in Francia, o se non fosse introdotto colle leggi romane.

Ma non fu ricevuto nelle nostre costumanze che con modificazioni infinitamente variate sia in riguardo alle persone, sia in riguardo ai beni ai quali venne applicato.

Vi è un gran numero di costumanze che lo hanno espressamente rigettato, in particolare quelle di Parigi e di Bordeaux.

Altre non ne hanno fatta menzione, e quelle che lo hanno ricevuto si dividono in

9 classi, per ragione delle loro differenze sulle persone che esse ammettono al privilegio.

Esse differiscono inoltre assai fra di loro e colle leggi scritte in quanto ai beni.

Di maniera che eravi nelle diverse provincie la più grande variazione sulla prerogativa del doppio vincolo. Avrebbesi dovuto rifonderla in una uniforme legislazione se il sistema fosse stato buono in se stesso; ma è evidentemente contrario alla giustizia ed alla ragione.

Come infatti sarebbe giusto, come ragionevole che l'individuo che è parente da un canto non avesse almeno una porzione dei beni attribuiti alla linea per la quale s'attiene a colui, la cui successione è aperta, se non vi è in questa linea un altro parente in grado più prossimo?

Che l'individuo, il quale è parente da due parti prenda nelle due linee, è giusto; ma allorchè in una delle linee havvi un altro parente *eguale in grado*, evidentemente questo parente ha tanto diritto ai beni attribuiti a questa linea, quanto ne ha colui che è parente da ambe le parti: è dunque un' ingiustizia il dare tutto a quell' altro.

Così il fratello germano viene alla successione per linea paterna e materna, perchè s' attiene alle due linee. Prenderà tutto quello che è attribuito alla linea materna, se non ha che un fratello consanguineo che sia estraneo a questa linea, o prenderà piuttosto tutto ciò che è attribuito alla linea paterna, se non ha che un fratello uterino, egualmente estraneo per parte del padre: in ciò non v'è difficoltà. Ma perchè dunque avrebbe egli il diritto di prendere tutto nella linea in cui si trova un altro fratello? Sortito sì l'uno che l'altro da questa linea, eguali in grado, non è di tutta giustizia che dividano fra loro egualmente i beni che sono attribuiti a questa linea, alla quale appartengono per lo stesso titolo? I nostri avoli praticavano così; davano due parti ai fratelli germani ed una soltanto ai fratelli consanguinei nei mobili e negli acquisti del defunto; e questa regola era seguita non solo tra fratelli, ma ancora nei gradi ulteriori della linea collaterale, come lo attesta l'autore del *grand coutumier*.

Si dividevano perciò i beni in due linee, l'una per parte del padre, l'altra per quel-

la della madre; i fratelli germani prendevano una parte in ciascuna linea, ed i fratellastri non prendevano la loro parte che nella linea da cui derivavano.

Tale è pure anche la disposizione di molte costumanze, in particolare di quelle d'Anjou e di Maine, che conservono tante tracce del nostro antico diritto.

E tale è ancora la disposizione che il progetto di legge propone di consacrare irrevocabilmente, come la più giusta, la più ragionevole e la più conforme all'ordine della natura.

Ho fatto conoscere, tribuni, l'ordine secondo il quale debbono essere chiamati alle successioni gli eredi legittimi.

Mi restada esporre i principj a norma de' quali dee farsi fra loro la divisione de' beni.

Come succedono gli eredi legittimi?

Primieramente non havvi difficoltà, che quelli che sono eredi nello stesso grado debbano divider fra loro *per capi*, poichè hanno tutti eguali diritti; e questa regola deve pure applicarsi a tutti coloro che son chiamati per loro stessi, cioè in ispezialità, e senza il soccorso della rappresentanza.

Ma allorchè ha luogo la rappresentanza; tutti i rappresentanti non possono avere unitamente se non se i diritti che aveva il rappresentato. Non debbono dunque avere fra loro che la parte che colui avrebbe avuta, e per conseguenza essi non sono in parte cogli altri eredi che per stipite; ma successivamente dividono fra loro per capo la porzione del rappresentato, perchè ciascuno fra essi ha eguali diritti sulla medesima.

Eguaglianza nella ripartizione delle successioni ab intestato.

Qui si presenta, o tribuni, la question di sapere, se l'eguaglianza debba essere rigorosamente stabilita nella divisione delle successioni *ab intestato*, e se la legge sola possa e debba fissarla come meglio crede, indipendentemente dalla volontà dell' uomo ed anche contro sua volontà.

È della maggiore importanza una tale quistione e merita particolarmente di fissar la vostr' attenzione.

Non eravi cosa più commendevole dell'uguaglianza della divisione fra i figlj, secondo l'ultimo capitolo della novella 22 *de nuptiis* e la legge 77, §. *evictis de legat.* 2.

Questa eguaglianza fra i figlj è un diritto della stessa natura, e ad onta di questo, quante nostre costumanze l'aveano violato!

Esaminando la distinzione ch' esse stabilivano fra i maschj e le femine, fra i primi e i secondogeniti, si sarebbe indotti a credere che le medesime non riguardassero le femine come figlj legittimi e che dubitassero della legittimità de' secondogeniti.

La totalità delle successioni apparteneva ai maschj: la più piccola dote, un semplice cappello di rose formava la legittima delle donne.

Ma fra i maschj, i primogeniti portavano via quasi tutto, ed i secondogeniti erano presso a poco trattati come le donne.

Da ciò derivavano le dissensioni nelle famiglie, la discordia fra i figlj, e quelle ineguaglianze ributtanti che ricolmavano i primogeniti di richezze, riducendo i cadetti e le femine ad uno stato miserabile.

Questi figlj diseredati non avevano il più delle volte altra risorsa che quella di seppellirsi ne' chiostri, ove gemevano per tutta la loro vita vittime innocenti della barbarie delle leggi e della durezza de' loro parenti.

Ma conveniva sostenere il decoro delle famiglie, lo splendore di un gran nome, e siccome allora il lustro e l'onore risiedevano fra le ricchezze e la forza, e non nelle virtù e nei talenti, sacrificavasi senza pietà a vane chimere la felicità de' proprj figlj, e purchè un di loro potesse figurare nel mondo, vedevasi con una fredda indifferenza la deplorabile situazine di tutti gli altri.

Tale fu la cagione di quelle guerre eterne fra i primogeniti ed i cadetti, di quelle gelosie di continuo inasprite dalla disgrazia, di quegli odj profondi e inveterati, che avevano rotti tutti i vincoli delle famiglie, che hanno prodotti tanti delitti e che si sono sviluppati ai nostri tempi con tanta forza.

Presso i Romani il diritto di primogenitura e l'esclusione legale delle femine non eran conosciuti, *ff. emancip.* 9, *instit. de haeredit. quae ab intest. defer.*

Però la legge delle 12 Tavole aveva attribuito le successioni agli eredi proprj, tranne gli emancipati, ed ai parenti per parte de' maschj, esclusi quelli per parte delle donne.

Ma l'imperator Giustiniano soppresse siffatte distinzioni, colla novella 118 restituì a

tutti i figlj eguali diritti, richiamò tutti i parenti dal canto paterno e materno alla successione legittima secondo il grado di parentela di ciascun di loro, e questa novella, che forma l' ultimo stato dalla romana legislazione, era costantemente seguita nei paesi di legge scritta.

Fu il regime feudale che introdusse in Francia una legislazione contraria, e si sa ch' essa non è di un' epoca molto antica.

Sotto le due prime stirpi de' nostri re, il primogenito era a parte eguale co' suoi fratelli e sorelle ne' possessi feudali, com'anche negli altri beni; ciò vedesi comprovato in quella legge d' Odoardo il confessore: *Si quis intestatus obierit, liberi ejus succedunt in capita.*

Ma spinti i Capeti dalla rivoluzione sul trono, i proprietarj de' gran feudi s' erano uniti per iscuotere il giogo della reale autorità; e ben presto, sul loro esempio volendo tutti i signori acquistare nuove prerogative, fu stabilito il diritto di primogenitura ad oggetto di riunire in una stessa mano tutta la potenza del padre, mezzi abbastanza forti per sostenere le sue pretensioni.

Primieramente adunque si stabilì l'uso di dar tutti i possessi feudali al primogenito maschio. Questo antico diritto trovasi fra le sedute di Geoffroy, conte di Brettagna sin dall'anno 1186: *Majores natu integrum dominium obtineant, et junioribus pro posse suo provideant de necessariis, ut honoste viverent.*

Imitando i nobili, vollero anche i plebei notabilmente giovare ai primogeniti nella lusinga di far risorgere le loro famiglie, e fu stabilito il diritto di primogenitura pei beni di quelli che non eran nobili, com'era stabilito pei feudi.

Dalla stessa origine e da' motivi stessi ne venne l'esclusion delle femmine.

Ma siccome ciò che è ingiusto diviene sempre arbitrario, variarono all'infinito gli usi sul diritto di primogenitura e sull'esclusione delle donne.

Gli usi non ammettevano il diritto di primogenitura che in linea diretta; gli altri lo ammettevano in linea collaterale.

Gli uni non accordavano che un' antiparte, gli altri accordavano anche una vantaggiosa porzione; ve n'erano taluni inoltre che riconoscevano per solo erede il primo-

genito, non riserbando pei secondogeniti che una picciola porzione.

Gli uni concedevano un' antiparte alla donna se era fra i figli la primogenita; gli altri l'accordavano ai maschj quantunque cadetti.

Gl' uni distinguevano nel riparto delle successioni la qualità de' beni, e volevano che quelli posseduti dai nobili si dividessero in una maniera e que' de' plebei in un' altra; gli altri confondevano a questo riguardo i beni de' nobili e quelli de' plebei.

Gli uni distinguevano la qualità delle persone, e non accordavano che ai nobili il diritto di primogenitura; gli altri lo accordavano anche ai plebei, e nel numero di questi ritrovasi quello di Parigi che formava il diritto comune di tutto ciò che non aveva una disposizione contraria.

Quanto all' esclusione delle femmine, negli usi stessi eranvi anche un ammasso di variazioni e di contrarietà.

Secondo alcuni, per ottenere l' esclusione della donna bastava ch' essa fosse stata dotata o dal padre, o dalla madre, o dal suo avolo, o avola; secondo gli altri era suffi-

ciente che fosse stata dotata dal padre; altri esigevano inoltre che fosse dottata dal padre e dalla madre, o dal padre finchè la madre era viva.

Quì il padre nobile soltanto aveva il diritto di escludere la figlia: là, lo stesso diritto apparteneva al plebeo, alla madre, ed agli avoli.

Quel tal uso escludeva da ogni successione collaterale le figlie dotate; quel tal altro le ammetteva precisamente alle successioni collaterali.

Quasi comune ad ogni uso era l'esclusione, nel caso di dotazione.

In Normandia le donne non potevano domandare alcuna porzione dell'eredità de' loro genitori contro i loro fratelli, nè contro i loro figlj, ma solo in caso di matrimonio.

Secondo gli usi di *Anjou*, di *Touraine* e di *Maine* la donna dotata d'un cappello di rose non poteva domandare di più.

Sarebbe di fatti da sorprendersi di tali bizzarrie, di tali così ingiuste disuguaglianze, sì contrarie al voto della natura, se per altro non si sapesse su quali pregiudizj eran esse fondate.

L' orgoglio feudale aveva corrotte le sorgenti tutte della morale, aveva soffocato tutti i sentimenti della natura, e tale orgoglio comunicandosi ai plebei, i quali bene spesso non erano che i vili imitatori de' grandi, aveva spezzato in ogni classe del popolo i vincoli tutti delle famiglie.

Quì per altro conviene ben osservare che la volontà delle leggi era spesso in opposizione colla volontà dell' uomo. Il primogenito non era sempre *il più affezionato al padre*, nè quello che a suo riguardo *meglio adempisse* i doveri della pietà filiale; malgrado ciò, la legge ad onta della volontà del padre concedeva a questo primogenito vantaggj considerabili sopra gli altri figlj.

Molte fiate un padre avrebbe bramato ricompensare una sua figlia della tenerezza sempre verso di lui usata, delle cure che si prendeva della sua vecchiezza nel punto in cui dagli altri suoi figlj veniva abbandonato, ma vi si opponeva la legge e moriva coll' amara certezza che la sua diletta figlia quasi niente avrebbe percepito nella sua successione.

Spezialmente nelle successioni in linea di-

retta la legge altro scopo aver non dovrebbe che di supplire alla volontà dell' uomo; essa non avrebbe altro ad adempire che il regolamento della trasmissione de' beni del morto, come è presumibile che avrebbe ei stesso disposto, e la presunzione indicata dalla natura e dalla giustizia è tutta in favore d' una uguaglianza fra' figlj.

Perciò l' assemblea costituzionale riguardò come un suo primo dovere il far cessare tutti questi odiosi privilegj, che derivavano solo o dalla primogenitura, o dalla differenza de' sessi, o dalla feudalità de' beni, o dalla volontà della legge.

Fin dal 15 marzo 1790 la medesima pronunziò l'abolizione di tutte le disuguaglianze risultanti dalle leggi feudali, e li 15 aprile 1791 pronunziò l' abolizione di tutte quelle che risultavano fra ogni genere di persone e riguardo ad ogni sorta di beni, sia dalla differenza de' sessi, sia dalla primogenitura, o sia dall' esclusione di uso. In tal modo i discendenti da un padre medesimo, i parenti della stessa linea, eguali per natura, divennero per diritto eguali mediante la legge.

Tribuni, questa disposizione è riposta nel

progetto di legge che noi discutiamo; essa otterrà senza dubbio il vostro unanime consentimento.

Ma convien ben osservare che quì si tratta di eguaglianza nella sola successione *ab intestato*, vale a dire ne' beni de' quali il defunto non ha disposto altrimenti.

Al rigore di tale eguaglianza non intendiamo già che sia vincolata la volontà dell' uomo e ch' ei non possa disporre di porzione de'suoi beni a favore d' uno, o più de' suoi figlj, o d'altri eredi.

Ma ciò ch' egli può fare a questo riguardo, non dee permettersele la legge.

Può egli avere particolari ragioni d' affetto, di gratitudine o di beneficenza, onde prediliggere avvantaggiandolo uno de' suoi eredi; in somma dev' essere padrone di disporre ciò che gli appartiene; ma la legge non può avere nè gli stessi motivi, nè lo stesso diritto, e non avendo da dare, ma soltanto da trasmettere i beni, altra regola seguir non deve in tale trasmissione se non se la volontà dell' uomo, od il diritto della natura. Allorchè il morto non ha in nessun modo disposto de' suoi beni, viene reputa-

to ch' abbia egli voluto che fossero ripartati in parti eguali fra i suoi eredi ; allorchè non dispose che di porzione , viene reputato aver voluto lasciare il resto in eguale riparto : nell' uno , e nell' altro caso dev' essere dalla legge rispettata la sua volontà.

Fa d' uopo alla legge concedere solo il diritto di modificare le liberalità fatte dal defunto , allorchè esse eccedessero e fossero contrarie all'ordine sociale , che reclama per la conservazione delle famiglie , che in certi casi gli eredi non sieno del tutto spogliati.

Ma costantemente assoggettata o alla volontà dell' uomo, allorchè essa è ristretta in giusti limiti , ovvero ai diritti della natura ch' essa deve rispettare , non può la legge nè estendere le liberalità fatte dal defunto , nè tampoco farne ella stessa.

Deve in somma limitarsi a *trasmettere* ciò che l' uomo , o la natura *ha regolato*.

Ecco come bisogna intendere e conciliare l' eguaglianza nelle divisioni consacrate dalla legge sulle successioni , e l' ineguaglianze che dalla legge son permesse sulle successioni e sui testamenti.

Gli usi avevano stabilito un' altra specie

d'irregolarità legale mediante la distinzione che si faceva fra i beni acquistati ed i pròprj, e per il modo con cui quelli si distribuivano a varie classi di eredi, e spesso anche ai più lontani parenti.

Quest' oggetto, o tribuni, è degno d' ogni vostra attenzione.

I più celebri legislatori dell' antichità non facevano veruna distinzione nelle successioni da ciò che proveniva dal padre del defunto, a quello che derivava dalla sua madre. Essi del tutto formavano un solo patrimonio, che veniva conferito al più prossimo erede.

Così praticavano i Romani finchè furon liberi: *Quod videlicet unius duo patrimonia esse non viderentur*, così parla la legge, *jurisperitos* §. *cum oriundus*, *ff. de excusatione tut.*

Fu solamente sotto gl' imperatori che la legge 4 *de maternis bonis et materni generis* nel Codice Teodosiano stabilisce una legislazione contraria: essa diede ai parenti paterni, ad esclusione anche d'altri più prossimi per grado, i beni che il morto aveva raccolti in testa di suo padre e degli altri suoi parenti paterni, e reciprocamente per i beni materni.

È verosimile che questa legge contraria ai costumi ed alle abitudini de' Romani non fosse lungo tempo in uso: non se ne trova la più piccola traccia nel Codice Giustinianeo, e secondo le disposizioni di quello non si conosceva altra regola ne' nostri paesi di legge scritta fuorchè quella di attribuire la totalità de'beni del morto al più prossimo parente, senza distinguere la natura o l'origine de' beni.

Dividevasi all' opposto ne' paesi di costumanza qualunque successione collaterale in più patrimonj, e vi si distinguevano più specie di beni che si distribuivano a certi eredi di diverse classi.

Primieramente si distinguevano i beni mobili, gli acquistati ed i proprj.

Si dividevano in seguito i proprj, in proprj di fresca data, in proprj antichi, in proprj paterni e materni, in proprj di linea ed in proprj senza linea.

Ciascun uso aveva inoltre differenti principj per regolare la natura, la distinzione e la trasmissione di tali diverse specie di beni.

Quì per succedere a un proprio, biso-

gnava essere parente del defunto dal canto di colui che aveva portata l' eredità nelle famiglie, e bastava avere tale qualità per escludere i parenti delle altre parti, sebbene più prossimi.

Là, non si poteva succedere ad un proprio se non se in quanto aveva appartenuto ad un ascendente comune fra il defunto ed il suo erede; di modo che in mancanza di parenti derivanti dalla stessa stipite di quello al quale si trattava di succedere, il proprio perdeva la sua qualità ed apparteneva al più prossimo erede, e senza distinzioni di linea.

Altrove, per succedere al proprio non era sufficiente esser parente del morto dal lato di chi proveniva il proprio e nè tampoco di discendere dallo stesso stipite; bisognava esser disceso come il defunto dall' acquirente che aveva portata l' eredità nella famiglia.

Secondo altri usi, non si ricercava la prossimità del grado del rappresentante col defunto, ma si voleva soltanto che fosse prossima ed atta a succedere la persona rappresentata con quello che aveva portato l' eredità nella famiglia.

Appresso altri, finalmente, l'eredità propria che trovavasi nella successione di una persona morta senza figli, davasi a preferenza al suo erede più prossimo dal lato del parente, per la morte del quale tale eredità gli era devoluta, senza risalire più alto, nè cercare più oltre, donde questo istesso parente l'avesse ricevuta.

Ed in ciascheduna di tali usanze v'erano inoltre varie regole per l'applicazione degli stessi principj: eravi ogni giorno una diversa giurisprudenza, ed insorgevano nuove questioni che davano luogo a moltissime dispute.

Le regole particolari al privilegio del doppio vincolo, le diverse maniere di far contribuire ai debiti mobiliari od immobiliari seguendo la natura e l'origine de' beni, le distinzioni da farsi nell'applicazione de' rapporti, ed il gran numero di divisioni, e suddivisioni ch'era d'uopo fare per giugnere alla divisione fra le varie specie di eredi, accrescevano ancora in una maniera orribile gl'imbarazzi e le difficoltà, ed era cosa rara che una successione collaterale, ancorchè fosse

di poca importanza, non portasse una sorgente di liti.

A quest'ordine di successioni sì complicato, sì variato e sì difficile stabilendo ancora una moltitudine di ineguaglianze, come d'altronde essendo sì poco conformi al voto della natura, poichè chiamava soventi volte parenti lontani ad esclusione de' più prossimi, doveva sostituirsi un altro ordine che in primo luogo avesse il gran merito d'essere uniforme per tutto lo stato e che nel tempo stesso fosse semplice ne' suoi principj, facile nella sua esecuzione, esatto nell' eguagliare i diritti, e sopra tutto che aver dovesse per base l'ordine stesso delle affezioni dell'uomo.

Questi sono, o tribuni, i caratteri e gli avantaggi del nuovo sistema stabilito dalla proposta legge. Appunto come fra i Romani, come nella legge scritta, ogni successione non formerà che un solo patrimonio, e non vi si distingueranno più altre specie di beni per distribuirli secondo la loro natura alle varie linee, o rami di eredi; tutt'i beni resteranno in massa come lo erano nelle mani del morto che poteva di tutti disporre, e

tutti saranno trasmessi all' erede più prossimo di ciascheduna linea, sia in sua specialità, sia per rappresentazione.

Ogni linea approfitterà adunque de' proprj beni: ecco verificata l' intenzione generale dell' antica regola *paterna paternis.*

Questa regola ebbe per oggetto di modificare il principio che accordava al più prossimo parente per la totalità de' beni, senza niente concedere alla linea nella quale non era sortito il parente più prossimo.

Ma viene anch' essa opportunemente modificata, poichè spezzava di troppo le successioni dividendole fra li varj rami, od individui di ogni linea. Si limita il progetto di legge a dividerli in massa per metà fra le due linee.

In tal guisa han fine le lunghe ed ardue indagini per scuoprire e comprovare donde e da qual individuo provenivano i beni; han fine li litigj sulle loro qualità di proprj, o d' acquistati; han fine le difficoltà sulle varie specie de' proprj; han fine i contrasti sulli diritti, e qualità de' varj eredi; ecco facilitata la divisione e risparmiate le spese.

Questi son senza dubbio de' grandi avvantaggj; ed aggiugnendovi ancora tutti quelli che fecimo osservare nel corso della discussione, viene pienamente dimostrato che il nuovo sistema è nel tempo stesso più semplice e meglio combinato nell' ordine della natura e negl' interessi della società di tutti quelli che il diritto scritto e gli usi avevano introdotti nelle varie provincie della Francia.

Ora voi conoscete, o tribuni, le regole generali sulle successioni; e siccome quelle che sono particolari ad ogni linea non ne sono che conseguenze, o per meglio dire l' applicazione, basterà presentarvele in un metodico ordine, senza che occorri accompagnarvele da verun commentario.

Esse si riducono a *otto*.

1.° I figli, o i loro discendenti succedono ai loro genitori, ai loro avoli, od altri ascendenti, senza distinzione di sesso, nè di primogenitura, ed ancorchè fossero nati da diversi matrimonj.

Succedono per eguali porzioni e per specialità allorchè sono tutti al primo grado e chiamati dal lor capo; succedono per stipite quando vengon tutti o in parte per rappresentazione.

2.° Se il morto non ha lasciato nè posterità, nè fratelli, nè sorelle, nè discendenti da questi, la metà della sua successione è devoluta agli ascendenti della linea paterna e l'altra metà a quelli della linea materna.

Quegli che si attrova al grado il più prossimo, raccoglie la metà annessa alla sua linea, ad esclusione degli altri.

Gli ascendenti allo stesso grado nella stessa linea succedono in specialità.

Se non vi sono ascendenti che in una linea ad essi non appartiene che la metà della successione e l'altra spetta alli parenti i più prossimi dell' altra linea (1).

In quest' ultimo caso se l'ascendente è padre o madre, ha inoltre l'usufrutto del terzo di que' beni ai quali non succede in proprietà.

3.° In caso di premorienza de' genitori d'un

---

(1) Non ostante se il morto ha disposto di *tre quarti* de' suoi beni, *la totalità* dell' altro *quarto*, che resta nella successione *ab intestato*, appartiene agli ascendenti, allorchè non vi sien fratelli o sorelle o loro discendenti, e ciò conforme all' articolo 205 del Codice, tit. *des donations et testamens*.

individuo morto senza posterità, i suoi fratelli e sorelle, o i loro discendenti sono chiamati ad esclusione di ogni altro ascendente o collaterale.

4.° Se li genitori dell' individuo morto senza posterità gli hanno insieme sopravvissuto, e se inoltre vi sono de' fratelli e sorelle del morto, o loro discendenti, la eredità si divide in due eguali porzioni, delle quali una soltanto è devoluta al padre e madre, che fra loro giustamente dividonsela, l'altra appartiene, ai fratelli sorelle, o loro discendenti.

Se i genitori soli hanno sopravvissuto, i tre quarti appartengono ai fratelli e sorelle, o a' loro discendenti.

5.° La divisione di ciò ch' è devoluto ai fratelli e sorelle si eseguisce fra loro in parti eguali se sono tutti dello stesso letto.

Se sono di letto differente la divisione si fa metà fra le due linee paterne e materne del morto; i germani porzionano nelle due linee, e gl' uterini, e consanguinei, ciaschéduno soltanto nella propria lor linea.

Se non vi sono fratelli e sorelle che da un lato, succedono alla totalità, ad esclu-

sione d' ogni altro parente dell' altra linea. Essi escludono ogni parente che non è nel caso della rappresentazione.

6.° In tutt'i casi che si sono spiegati, gli ascendenti succedono *senza porzionare, ed ad esclusione di ogni altro*, a ciò ch' essi diedero alli loro figli, o discendenti morti senza posterità, allorchè gli oggetti dati si ritrovino in natura nella successione.

Se fossero alienati, gli ascendenti raccolgono il prezzo che possono esser calcolati; succedono del pari all' azione in ripresa che poteva avere il donatario.

7.° Se il morto non lasciò nè figli o discendenti, nè fratelli o sorelle loro discendenti, nè ascendenti nell'una o nell'altra linea, la di lui eredità va divisa in due eguali porzioni, l' una pei parenti della linea paterna, l'altra per quelli della materna.

La metà devoluta a ciascuna linea appartiene all' erede, o eredi i più vicini di grado, e non si fa mai divisione fra due rami della linea stessa.

8.° In mancanza di parenti successibili in una linea, quelli dell' altra succedono nel tutto.

Tutte queste regole particolari, o tribuni, sono in perfetta armonia coi principj che noi abbiamo stabiliti, tutte sono conformi al voto della natura, ed era impossibile il seguire in più esatta maniera l'ordine delle affezioni umane. Nel proprio cuore ciascuno di noi troverà la verità di tal mio sentimento.

Non mi dilaterò più oltre sulla discussione del progetto di legge relativo alle successioni legittime.

Ma il progetto stabilisce un'altra specie di successioni, ch'ei chiama irregolari, ed in questa classe annovera:

1.° Li diritti de' figli naturali sulle facoltà de' suoi genitori;

2.° La successione a' figli naturali morti senza posterità;

3.° La trasmissione de' beni di quell'individuo morto senza legittimi eredi.

Concisamente io tratterò questi tre oggetti.

Diritti de' figlj naturali sulle facoltà de' loro genitori, allorchè sianvi eredi.

L' antica legislazione era ingiusta e barbara, rispetto a' figli naturali; ella non accordava loro che i meri alimenti, ancorchè fossero riconosciuti, e la totalità delle facoltà de' suoi genitori, a loro pregiudizio, passava ai parenti collaterali anche i più lontani e qualche volta al fisco.

Le leggi del 4 giugno 1793 e 12 brumale anno 2 caddero in un eccesso contrario; accordavano a' naturali eguali diritti dei concessi a' figli legittimi.

Il progetto di legge ha trovata una via molto più giusta e più morale.

Non accorda ai figli naturali i diritti ed onori delle legittimità, non li colloca nella famiglia, non li chiama in veruna circostanza come eredi; ma loro stabilisce sulla successione de' genitori un diritto proporzionato all' ammontare delle facoltà, e la di cui quota è più ristretta nel caso che vi sieno figli legittimi, più estesa non v' essendo ascendenti o fratelli, o sorelle, e più considere-

vole allorchè i parenti successibili appartengono a de' gradi più lontani.

Nel primo caso il diritto del figlio naturale è d'un terzo della porzione ereditaria che avrebbe percepita essendo legittimo; nel secondo caso il diritto è della metà; nel terzo il diritto è di 3 quarti, ma non può mai arrivare alla totalità finchè vi sono legittimi eredi.

Tale misura combina perfettamente i diritti della natura con ciò ch' esigono li buoni costumi, il favore dovuto al matrimonio e li diritti delle famiglie.

In caso di premorienza del figlio naturale i suoi discendenti possono reclamare gl' istessi diritti, e ciò perchè lo rappresentano. Il figlio naturale, o i suoi discendenti sono obbligati diffalcare da ciò che hanno diritto di pretendere quanto avessero avuto dai genitori, di cui fu aperta la successione, e che dovrebbero conferirsi in massa secondo le regole stabilite nel progetto di legge.

Tale disposizione è una garanzia per i parenti legittimi, della quale i figli naturali goder non possono più di quanto lor accorda la legge.

Li genitori de'figli naturali potrebbono dismezzar loro ciò che la legge gli accorda.

Era ben giusto di concedere ai genitori questa facoltà, onde ritenere la lor prole fra i doveri della pietà filiale, ma d'altronde tal facoltà doveva avere i suoi limiti, acciò i genitori non avessero il potere di privare intieramente de' loro diritti i proprj legittimi figli.

Circa agli adulterini, od a que' nati d'incesto la legge non può che con spiacere occuparsi. Essi esistono; conviene perciò ch'essa gli accordi degli alimenti, ma non può concedergli verun diritto. Esistono per un delitto, ciò che impedisce di trattarli del pari ai figli nati da persone libere.

Successione a' figlj naturali morti senza discendenza.

Il succedere al figlio naturale morto senza discendenti, deve appartenere a quello fra i genitori che lo ha riconosciuto, ovvero ad ambedue se ambedue lo riconobbero.

Il figlio naturale senza prole non ha verun legittimo parente, e, secondo il diritto comune francese, i suoi beni sarebbro devoluti al fisco. Ma è ben preferibile che abbia egli per eredi i suoi genitori, che nel

riconoscerlo per figlio hanno soddisfatto a' doveri della natura, e meritano di godere i diritti della paternità.

È egualmente giusto che in caso di premorienza de' genitori del figlio naturale, semprechè ei non abbia discendenti, ritorni ai figli legittimi ciocchè egli ha ricevuto.

Ma il di più de' suoi beni non può egualmente spettare a' figli legittimi, poichè non vi può essere succession fra essi ed i naturali; eglino non appartengono alla stessa famiglia.

I beni che il figlio naturale non ha ricevuto dai suoi genitori, se egli non lascia posterità sono concessi ai suoi fratelli, o sorelle naturali, o a' loro discendenti, e se non ne avesse, appartengono allo stato; è ben evidente, che tale successione stabilita fra i fratelli, e sorelle naturali non è che un favore che la legge accorda, non potendo appartenere che a' parenti legittimi il diritto di succedere. Ma lo stato solo, che in simil caso avrebbe de' diritti, può rinunziarvi.

In mancanza di legittimi eredi, a chi appartiene la successione ab intestato?

Allorchè il morto non lascia parenti, o avendone non sieno successibili, attese le regole precedentemente stabilite, allora, ma solo allora tutte le facoltà del morto passan nelle mani de' suoi figlj naturali legalmente riconosciuti, ovvero a' loro discendenti. Di fatti sta nell' ordine della natura che essi sieno anteposti ad uno straniero.

Ma nemmeno in questo caso essi sono chiamati come eredi. Devono ai tribunali chiedere il libero possesso de' beni, ed in verun caso essi non possono reclamare i loro diritti sulle successioni de' parenti de' loro genitori, poichè, devo dirlo nuovamente, essi non formano parte della famiglia legittima. Non è che a danno di questa e perchè essa è estinta che le sole facoltà de' genitori lor son concesse quasi per caducità.

In mancanza di legittimi eredi ed in mancanza di figli naturali i beni del morto sono assegnati al conjuge superstite non divorziato, ciò del pari allo stabilito dal diritto romano al tit. *unde vir et uxor*.

In ogni paese di diritto scritto era osservata tal legge; varj nostri usi l'avevano formalmente adottata ; lo era del pari in tutti que' paesi che non avevano disposizioni contrarie.

È ben naturale il presumere che i conjugi dovevano essere preferiti per succedere l'uno all' altro.

Ma questa presunzione di preferenza non può aver luogo allorchè i conjugi son divorziati.

Il divorzio li rende stranieri l'uno all'altro, conicchè se mai non si fossero uniti, e quello che sopravvive non può aver diritto alla successione del premorto, come non lo può avere uno straniero qualunque.

Finalmente, allorchè non vi esistono ne' legittimi eredi, nè figli naturali o discendenti, nè conjugi vivente e non divorziato, allo stato appartengono i beni del defunto.

Questa regola era comune in ogni paese di diritto scritto, come nel paese di costumanza.

Scire debet gravitas tua intestatorum res qui sine legitimo decesserint fisci nostri rationibus vindicandos. L. I, C. de bon. vacant.

I beni che non appartengono a verun padrone passano a profitto del pubblico ed appartengono all' intera società.

Ma nè lo stato, nè il conjuge superstite possono impossessarsi de' beni del morto che n'era il proprietario.

Del pari a' figli naturali, devono chiedere a' tribunali l'investitura di possesso, e son obbligati a far apporre i sigilli ed a far fare l'inventario onde sien cauzionati i diritti de' figli legittimi che possono in seguito presentarsi, ed ai quali esser devono resi i beni.

Ho finito, o tribuni, l'esame della parte la più interessante del progetto di legge; l'altra relativa alle accettazioni, alle rinunzie, alle collazioni, ai debiti ed alle divisioni esige meno sviluppo.

Ella non dà a discutere come la precedente un sistema nuovo. Non contiene essa che regole già conosciute, ma con maggior discernimento scelte nel diritto scritto, fra gl'usi e fra la giurisprudenza: mi limiterò ad esaminarne le più importanti disposizioni.

Dell' accettazione, del ripudio e del benefizio d' inventario.

L'erede chiamato dalla legge non è obbligato accettare la successione che gli è devoluta.

Il diritto francese non ha mai conosciuto eredi necessarj.

Ma non devesi presumere la rinunzia: l' erede presuntivo dev' esser sempre riputato erede, allorchè non ne ha rinunziati i diritti; per rinunziarli, ed acciocchè la sua rinunzia sia costante e pubblica, il progetto di legge esige che sia fatta al protocollo del tribunale di prim' istanza del circondario ove fu aperta la successione.

Gli usi e la giurisprudenza furono discordi su tal rapporto. Secondo l'art. 43 delle sentenze di Normandia, l'uso di Poitou e di qualche altro luogo, il presuntivo erede, abbenchè non avesse rinunziato, non era calcolato erede, se non ne aveva fatta formale domanda.

Altri usi e specialmente quelli d' Auvergne e della Marche avevano disposizioni contrarie.

Tali distinzioni esistevano per la necessità di rinunzia fra la successione diretta e la collaterale, e la giurisprudenza egualmente era discorde ne' paesi ove tacevano gli usi.

Ma è da preferirsi di riguardare qual ere-

de, nel caso che non siavi ripudio, colui che è erede presuntivo.

La legge gli accorda un reale diritto; egli è in possesso della successione dal momento in cui fu aperta, ed ei non può essere privato del diritto; nè perdere il suo possesso se non vi ha espressamente rinunziato.

Chiamato dalla legge, appartiene a lui a spiegarsi. Fa d' uopo che i creditori dell' eredità riconoscano quello verso del quale devono diriggersi.

Frattanto se l' erede non ha accettato, non può esser ricercato in giudizio da' creditori subito dopo l' apertura della successione.

Contando da quel momento, vi sono tre mesi per fare l' inventario, ed inoltre quaranta giorni per deliberare sull' accettazione, o sul ripudio. Nel frattempo nè sarà costretto a prendere il carattere d' erede, nè potrassi contro lui ottenere veruna sentenza.

L' effetto dell' accettazione rimonta al giorno in cui fu aperta la successione.

Hœres, quandoque adeundo hœreditatem jam tunc a morte successisse defunto intelligitur L. 54, ff. de acq. vel omitt. haered.

L' accettazione non deriva soltanto dall' at-

to autentico o privato, col quale si avesse assunto il titolo ovvero la qualità d'erede; essa deriva anche d'ogni atto che non si aveva diritto di fare che come erede, e che si suppone, per conto dell'erede che lo fece, l'intenzione di accettare la successione.

In guisa tale una donazione, una vendità o trasposizione de' suoi successivi diritti, ed una rinunzia acquistata con qualche moneta sono atti d'addizione di eredità.

L'energia, *ancorchè gratuita*, a profitto d'uno o più eredi, e non già a beneficio di tutti, è egualmente atto d'erede, poichè quello che realmente rinunzia deve astenersi da tutto ciò che riguarda l'eredità, in conseguenza di ciò egli non può disporre della sua porzione ad avvantaggio di chicchessia, e se disposizioni simili fossero permesse, si venderebbero ogni giorno i suoi diritti col titolo di gratuite rinunzie.

Ma gli atti puramente di difesa, di sopraveglianza e di provvisoria amministrazione non sono gli atti degli eredi se non ne presero il titolo, o non ne assunsero il carattere.

Può essere accettata una eredità puramente e semplicemente, o col benefizio dell'inventario.

Allorchè viene accettata puramente e semplicemente, l'erede è obbligato indefinitivamente, anche co' suoi beni personali, di supplire ogni peso ed ogni debito dell'eredità; egli rappresenta del tutto il morto.

La conseguenza del benefizio dell'inventario è per dare un avvantaggio all'erede:

1.° Di non essere astretto al pagamento de' debiti della successione, se non se col confronto de' beni che ha percepito, egualmente potendo sollevarsi dal pagamento de'debiti, rilasciando i beni della successione a' creditori e legatarj.

2.° Di non confondere i suoi proprj beni con quelli della successione, e di conservare verso essa il diritto di reclamare il pagamento da' proprj suoi creditori.

L'erede col benefizio dell'inventario amministra i beni della successione coll'obbligo di rendere conto, e non può alienare i mobili che all'asta, e gli stabili nelle forme prescritte dal Codice di procedura civile.

L'erede che rinunzia è calcolato come se mai non fosse stato erede; ma s'ei anteriormente fece atto d'addizione di eredità, non sarebbe più valevole la sua rinunzia, e potrebbe essere contestata da' creditori.

L' erede che ha divertiti, o nascosti degli effetti d' una successione, ha perduto il diritto di rinunziarvi; egli resta puro e semplice erede, e non può pretendere veruna porzione degli effetti nascosti o divertiti; è giusta la pena della sua frode. Conveniva vegliare sugl' interessi de' creditori, nel caso in cui l' erede rinunziasse a pregiudizio del loro diritto.

Possono farsi autorizzare giudiziariamente ad accettare l' eredità in nome e voce del loro debitore; ma la rinunzia non è annullata, in tale circostanza, che a favore de' creditori, e soltanto fino alla concorrenza de' loro crediti; essa non è già a benefizio dell' erede che ha rinunziato.

La moglie non può validamente senza il consenso del marito o della giustizia, accettare un' eredità, e ciò a norma delle disposizioni del V. titolo del Codice civile.

Le successioni devolute a' minori ed agl' interdetti non possono esser volontariamente accettate che secondo delle disposizioni del titolo sulle tutele.

Il maggiore non può attaccare la successione espressa o tacita che avesse fatta

d'una successione, se non se nel caso in cui essa fosse stata la conseguenza d'un o sfrodo contro lui stesso. Egli non può giammai reclamare sotto pretesto di lesione, eccettuato il caso soltanto in cui la successione fosse assorbita o diminuita per più della metà, dietro lo scoprimento di un testamento sconosciuto al momento dell' accettazione.

Lo sfrodo, se in tal guisa fosse ammessa la lesione, sarebbe sempre incerto. L'erede ha il mezzo di non esporsi, accettando col benefizio dell' inventario.

La facoltà di accettare o ripudiare una eredità si prescrive dal tratto di tempo richiesto per la prescrizione la più lunga de' diritti sui beni immobili.

Sino a tanto che la facoltà di accettare non è prescritta contro l' erede che ha rinunziato, egli ancora può accettare l' eredità; ma non può prevalersi di tal facoltà, che nel sol caso in cui la eredità non fosse accettata da altri eredi, e senza pregiudizio delle ragioni acquistate dai terzi sui beni ereditarj.

Avevano gli usi immaginato un nuovo mezzo per escludere le femmine dalla successione;

ciò consisteva nel far loro rinunziare nel contratto di matrimonio a dell'eredità ancorchè non mature.

È chiaro che tali rinunzie, contrarie al principio generale che non permette di rinunziare la successione d'un uomo vivente, avevano eguale origine, e motivi dell'esclusione sancita dagli usi; non era che per conservare a' maschj e specialmente al primogenito una fortuna, onde conservare lo splendore ed il nome della famiglia.

Queste rinunzie di cui si obbligavano le femmine di sottoscrivere ne' loro contratti di matrimonio, senza le quali non si permetteva loro di maritarsi, avevano egual difetto d'ingiusto e di feudale che l'esclusioni d'uso; ferivano del pari la natura e l'eguaglianza, e bisognava del pari proscriverle. Il progetto di legge si spiega su ciò in una maniera molto chiara e positiva: *On ne peut même par contract de mariage, dit l'article* 81, *renoncer à la succession d'un homme vivant, ni aliener les droits éventuels qu'on peut avoir à cette succession.*

Delle collazioni.

Appartiene ai principj d' equità che ogni erede trasferisca a' suoi coeredi i beni ed i legati che ha ricevuti dal defunto, a meno che non ne fosse validamente dispensato.

La collazione era di diritto comune in Francia, e pochissimi, usi ne' avevano dispensato.

La prima legge, *D. de collatione*, principia con tali parole: *hic titulus manifestam habet aequitatem.*

Se non era conosciuta la collazione nell' antico diritto romano, essa non poteva aver luogo in verun caso, giacchè la legge delle XII tavole non chiamava a succedere al padre che i proprj figlj, cioè quelli ch' erano sotto la paterna podestà al momento di sua morte, e che tal potere gli toglieva ogni obbligo, ogni atto, e con ciò ogni donazione fra padre e figlj.

Ma allorquando il magistrato ebbe chiamati all' eredità i figli emancipati, siccome ogni acquisizione fatta da' suoi eredi formava parte dell' eredità del padre, e ch' al contrario i figli emancipati potevano ottenere da per se stessi, fu pure necessario di stabilire

fra loro un' eguaglianza, d' introdurre una specie di collazione, vale a dire d' obbligare gli emancipati a riportare in massa nell' eredità i beni che già avevano avuti.

Tale rapportazione, che non era in origine ch' una indennizzazione a favore degli eredi, s' estese in seguito ad altre circostanze e casi, secondo che succedevano delle riforme nella legislazione.

Da principio non fu adottata che ne' casi delle successioni *ab intestato*, o per lo meno conveniva che fosse espressamente stabilita dalle disposizioni testamentarie; ma Giustiniano comandò, colla nov. 18, cap. 6 che avrebbe luogo tanto fra gli eredi istituiti, come fra i legittimi, e che per dispensarneli vi voleva un' apposita proibizione del testatore.

È questo l' ultimo stato della romana legislazione su tal materia, e li paesi di diritto scritto intieramente a ciò si adattavano.

I nostri usi per altro variavano molto su ciò. Gli uni rigettavano assolutamente la collazione, gli altri non l' ammettevano che con varie modificazioni; ma non ve n' era veruna che contenesse una proibizione assoluta, ed alla quale non potesse derogarsi la volontà dell' uomo.

Andiamo a riconoscere in qual modo il progetto di legge ha regolato in uniforme maniera ciò chè era sì variato nel diritto scritto e negli usi.

Il diritto romano non sottoponeva alla legge della collazione che gli eredi in linea diretta discendente; egli ne esentava gli ascendenti ed i collaterali.

Varj usi obbligavano indistintamente alla collazione gli eredi d' ogni linea; ed il progetto di legge ha preferito questa generale disposizione, perchè di fatti essa è la più equa, perchè conforme al principio d' eguaglianza che è necessario stabilire in ogni successione, e perchè infine, rapporto ai collaterali ed agli ascendenti, come rispetto a' discendenti, la presunzione della volontà del morto è favorevole alla collazione, allorchè l' erede non v' ha formalmente rinunziato, abbenchè ne avesse il diritto.

Non v' esistevano usi ne' quali non si potesse dispensarsi dalla collazione alla successione, e quelli ne' quali era permessa la dispensa proibivano espressamente la collazione, o stabilivano la donazione dell' antiparte.

Secondo il diritto scritto la collazione

poteva essere del pari proibita, e bisognava che fosse egualmente dichiarata la proibizione.

Nisi expressim designaverit se velle non fieri collationem, così dice Giustiniano, *Nov.* 18, *cap. VI.*

Il progetto di legge autoriza il donatore, o testatore alla dispensa della collazione, ma soltanto fino alla concorrenza della quota ch' era disponibile dal lato del donatore o testatore. E di fatti, giacchè la legge accorda all' uomo il permesso di disporre in proprietà una certa porzione delle sue facoltà, ancor verso i suoi eredi, ne viene di conseguenza ch' egli possa dispensare dalla collazione di ciò che dona se ciò per altro non eccedi la porzione disponibile; altrimenti realmente non sarebbe in lui libera ed intera la disposizione.

Il progetto di legge dispensa egualmente e con formalità dalla collazione, que' donatarj che non sono atti ad esserlo al momento dell' apertura delle successioni, e tutti quelli che non si presentano per rappresentanza di donatarj alle successioni de' donatori.

Ma tale dispensa non può sempre aver

luogo che fino alla concorrenza della porzione disponibile.

Così quell'erede che rinunzia all'eredità può ritenere il dono fra' vivi, o pretendere il legato fino alla concorrenza della somma disponibile.

Nel diritto romano la rinunzia all'eredità dispensava del pari dalla collazione: era egualmente permesso alla donna che rinunziava di pretendere la sua dote.

Un gran numero di usi avevano eguale disposizione, ed altri d'altronde l'avevano contraria, o non dispensavano dalla collazione quell' erede che volesse rinunziarvi, che in certi casi.

Dal progetto di legge è ammessa l'intera dispensa; e ciò che la giustifica è che la collazione altro oggetto non avendo che di stabilire l'eguaglianza fra i coeredi, non può essa aver luogo che fra gli eredi, e non si deve temere che questi sieno fraudolenti avvantaggi, giacchè essendo dalla legge stabilita la porzione di ciò che si può disporre, il donatore o testatore avrebbe potuto lui stesso disporre, ancorchè dispensasse espressamente dalla collazione.

Per altra conseguenza derivante dall' origine stessa, il donatario che non era prepresuntivo erede al momento della donazione, *ma che trovasi sucessibile al giorno dell' apertura della successione*, deve accettare la collazione, a meno che il donatore non lo avesse dispensato.

Ma il figlio di colui, che si attrova successibile, non è assoggettato alla collazione, perchè non è lui stesso l' erede.

Sarà questo, se si vuole, in certe circostanze un indiretto avvantaggio per il padre; ma non conviene obbliare che la porzione disponibile è regolata, e che l' avo può donarla a suo figlio, come a suo nipote.

Egualmente il figlio, presentandosi *in sua specialità* alla successione del donatore, non è obbligato di conferire ciò che fu dato a suo padre, nemmeno nel caso in cui ne avesse accettata la successione; ma s' egli si presenta per *rappresentazione*, deve conferire ciò che fu dato a suo padre, anche nel caso in cui avesse ripudiata la sua eredità.

Il motivo di tale differenza egli è che nell' ultimo caso assumendo le veci del padre, deve compire que' doveri ai quali il

padre era astretto, poichè egli ne approfitta de' suoi diritti, e per conseguenza ei deve riportare ciò che era dovuto dal padre; all' incontro nel primo caso, figurando in ispecialità e non in rappresentanza, non può essere costretto come personale erede del donatore a conferire ciò che non gli fu dato, ed in tal caso quest' obbligo ch' era a carico di suo padre, non puossi applicarlo a lui stesso, abbenchè abbia accettata la successione, poichè non succede al donatore come erede del padre, e non devesi confondere nè le sue due qualità, nè le due successioni.

Per conseguenza ognor de' principj medesimi, il conjuge dello sposo successibile non è astretto alla collazione di ciò che ebbe personalmente; ma se le donazioni ed i legati si fecero unitamente ai due sposi, quello che è atto a succedere deve conferirne la metà, a meno che non ne fosse dispensato.

Così, in qualunque caso, la collazione non è dovuta che all' erede, o a' suoi eredi; non è dovuta ai legatarj, nè ai creditori della sua successione, giacchè mi convien dirlo un' altra volta, la collazione non ha

altro scopo che l'eguaglianza fra i coeredi, e non puossi per conseguenza disporre che a favor loro.

Non sono, nè devono esser soggette alla collazione le spese di alimenti, di mantenimento, d'educazione, quelle per farci imparare un'arte, le spese ordinarie di corredo, quelle di nozze, regali d'uso ec. ec., è bensì soggetto alla collazione ciò che fu speso per stabilire un coerede o per il pagamento de' suoi debiti.

Tale era la disposizione del diritto scritto, e di quasi tutte le costumanze; ella è giusta. Sarebbe ben severo che le spese di alimenti, quelle per l'educazione fossero soggette alla collazione. Bisogna anche concedere qualche cosa alla natura ed alla tenerezza, e sarebbe un violentarla insopportabilmente l' impedirle fino de' piccioli regali, che d'altronde sono sì utili per conservare i legami delle famiglie.

Ma le spese occorrenti per lo stabilimento, e ciò che vi vuole per pagare i debiti sono liberalità reali che in forza della loro importanza devono entrare nella regola generale.

Vi sono maggiori difficoltà rispetto alle società che fossero state contratte fra il morto ed uno de' suoi eredi, e generalmente di ogni convenzione fra quelli verso i quali l'erede può averne ritratto qualche profitto

Ma non si può astringerlo a non associarsi, nè a fare altre convenzioni, semprecchè non vi sia frode, o indiretto avvantaggio a benefizio dell' erede; ed ancorchè tali convenzioni abbano procurato ad ambedue de' profitti, questa non è sempre una prova che vi sia stato realmente un indiretto avvantaggio dalla parte del morto.

Tale è adunque la real' intenzione, ed il fatto che conviene considerare sotto il seguente rapporto.

Se il morto niente ha levato dal suo patrimonio per metterlo in quello del suo erede, se egli trattò con lui come avrebbe praticato verso uno straniero, ancorchè ne sieno risultati degli utili per l' erede quelli, non son soggetti a collazione.

Il morto ha bensì procurato al suo erede li mezzi onde guadagnare, ma lo fece senza niente perdere lui stesso, e non vi può essere

che la certezza d' un fraudolente utile, che possi in simil caso obbligare alla collazione.

Del pagamento de' debiti.

Gli eredi rappresentano quello al quale succedono; e siccome ogni suo diritto attivo loro appartiene, devono accollarsi del pari tutti i carichi e debiti, ai quali il morto sarebbe obbligato.

I creditori del morto hanno contro loro que' medesimi diritti che avevano verso di lui.

È giustissimo che ogni coerede contribuisca a quietanzare i debiti e carichi della eredità, in proporzione di ciò che loro appartiene; nulla meno non è solo per la porzione che gli spetta, egli è ancora obbligato ipotecariamente per il tutto, vale a dire, che i creditori ipotecarj possono esercire la totalità de' loro diritti sulla porzione de' beni che gli è devoluta, poichè l' ipoteca è indivisibile nè può essere distrutta, nè mutilata dal cangiamento di proprietà, o dalla divisione di beni, ma in tal caso l' erede può far ricorso o contro i coeredi, o contro gli altri successori a titolo universale in forza di cio che devono contribuirvi.

Egli non può frattanto esercire il suo ricorso contro gli altri coeredi, o successori a titolo universale, se non se per quella porzione che ciascun d' essi è personalmente obbligato, ancorchè siasi fatto surrogare ne' diritti de' creditori, giacchè tale surrogazione è un vantaggio che deve comunicare a tutti i suoi coeredi, e sarebbe in forza di false ragioni se si facesse pagare la totalità da uno de' suoi coeredi, che in tal caso ricaderebbe a suo tempo contro lui, in forza dell' ipoteca e della surrogazione.

Nel caso in cui uno de' coeredi, o successori a titolo universale non potesse pagare la sua porzione di debito ipotecario verrà ripartita sopra tutti gli altri con esatto ragguaglio.

Il legatario a titolo universale contribuisce cogli eredi a norma di ciò che riceve; ma il legatario particolare non è obbligato a verun pagamento di debiti e pesi, giacchè essi devono esser dedotti prima di rilasciargli il egato, qualor questo ecceda quella porzione di cui il testatore poteva disporre senz' alcun carico.

Il legatario *universale* è quello al quale il testatore ha lasciato con legato *tutte* le sue facoltà.

Il legatario a *titolo universale* è quello al quale il testatore ha dato in legato una *porzione* de' suoi beni, cioè una metà, un terzo, o tutti i suoi immobili, o tutte le sue mobilia, una quantità fissa di tutti i suoi immobili, o di tutte le sue mobilia.

Il legatario *particolare* è quello al quale il testatore ha lasciato in legato uno o più oggetti certi e determinati, per esempio quella tal casa che abbia additata, quella o quelle possessioni che sieno specialmente indicate, una somma fissa in argento, in bijouterie ec.

La maggior parte de' nostri usi aveva ammesso che il creditore del morto non potesse agire contro gli eredi personalmente, se non dopo aver dichiarati con atti esecutivi i titoli autentici ch' egli aveva contro il morto.

Ma tale formalità che non serviva che ad incontrare delle spese, a moltiplicare le liti ed a porre in mano al debitore di cattiva fede delle eccezioni di forma per eludere il pagamanto, era evidentemente in opposizione con quel principio che l' erede rappresenta il morto, e succede in tutti i suoi diritti attivi e passivi, e con quell' altro egualmente incontrastabile principio, che un

titolo autentico non può essere alterato per la morte accaduta del debitore.

Allorchè un erede reclama il pagamento d'un credito dalla successione, ei non ha d'uopo d'un giudizio che lo riconosca per creditore; è sufficiente che sia certa la qualità di creditore.

Perchè dunque, allorquando è chiamato in giudizio da un creditore del morto in forza d'un titolo autentico, occorre ottenere una sentenza che lo riconosca debitore?

La qualità di debitore non risulta *ipso jure* da quella di erede? Ed è forse per concedergli una dilazione che si è inventata simile procedura! Ma vi sono stati tre mesi per fare l'inventario, quaranta giorni per accettare, e si è di già osservato che in questo intervallo l'erede non poteva essere astretto dai creditori.

Si potrebbe adunque tutto al più obbligare il creditore a far palesi i suoi titoli all'erede, e dopo tale dichiarazione sopraccedere ancora qualche giorno alle sollecitazioni, acciocchè l'erede possa verificare se i titoli sono legittimi, ed opporsi alla loro esecuzione se ne avesse un diritto; tale dispo-

sizione si trova nel progetto di legge, ma espressamente accorcia ogni azione dichiarativa di titolo esecutivo, poichè è evidente che tale azione, del tutto inutile e contraria ai principj, non è che un germe di liti che il CODICE CIVILE deve prevenire.

Della divisione.

Dice Domat, *che quelli che hanno una cosa fra loro comune, non possono essere astretti a goderla sempre indivisa.* Possono bensì convenire di stabilirne la divisione ad un certo tempo, ma non già impedire che ciò succeda.

I genitori non possono impedire la divisione fra li loro eredi, dice Lebrun: ciò sarebbe voler loro impedire l'esecuzione delle leggi nelle proprie successioni, ciò che è contro la disposizione della legge *Nemo, ff. de legat.* 1. Seguendo tali principj, il progetto di legge dispone che alcuno non possi essere astretto a restare indiviso e che la divisione possi in ogni tempo aver luogo a fronte di proibizioni, o disposizioni contrarie.

Si può frattanto convenire la sospensione di divisione per un limitato spazio di tempo; ma tale convenzione non può essere obbli-

gatoria, trascorsi cinque anni: può essere solamente rinnovata.

Secondo il commento sulla legge *Si major*, *c. communi divid.* la divisione era presunta dal godimento diviso nello spazio di dieci anni fra i presenti, e di venti fra gli assenti.

Alcune costumanze avevano eguali disposizioni.

Ma l'azione onde ottenere la divisione potendo venire esercita nel termine di trent'anni, allorchè v'è indivisione, sarebbe contradditorio che uno degli eredi potesse acquistare in forza d'un più corto godimento la parte del suo coerede. Il godimento separato non può essere che una *presunzione* della divisione, *e tale presunzione non deve vincerla sul diritto* della divisione che appartiene a qualunque erede, a meno che il godimento diviso non sia stato abbastanza lungo per perdere il diritto in forza della prescrizione.

In tal maniera quasi generalmente veniva ammesso, che il godimento diviso in un tal dato termine di tempo che non avesse arrecata la conseguenza della prescrizione, non danneggiava punto l'azione di potersi divi-

dere, ed il progetto di legge adotta tale disposizione.

La divisione non ha altro oggetto che di far cessare l'indivisione e di attribuire ad ogni coerede la porzione a cui egli ha diritto sulla massa comune: non puovvi esser questione; in una divisione si deve distribuire a ciascuno la giusta porzione di ciò gli appartiene, e di ciò che antecedentemente possedeva per indiviso. Non è questo affare di negozio, ò di commercio; non vi è nè da una parte nè dall'altra, nè vendite nè cambj. Tutto si ristringe a regolare separatamente la porzione di cui ciascuno era già proprietario nella massa indivisa.

Conviene adunque che l'eguaglianza regni nelle divisioni. Ella è rigorosamente necessaria, e tutte le conseguenze che ne risultano devono essere con somma cura mantenute.

In tal guisa ogni coerede avendo egualmente i suoi diritti su qualunque specie di facoltà della successione, ciascun d'essi può chiedere la sua parte in natura de' mobili, o immobili, e se tale distribuzione non potesse aver luogo senza smembrare i fondi o senza dividere que' coltivati, ciò che è

d'uopo sempre schivare, si deve almeno far entrare, se è possibile, in ogni porzione la stessa quantità di mobili, d'immobili, di diritti, o di crediti di egual natura e valore.

Se la restituzione di ciò che fu dato ad uno degli eredi non può ottenersi in natura, i coeredi ai quali essa è dovuta hanno diritto di prelevare una porzione eguale sull'eredità, e tali prelevazioni devono farsi per quanto è mai possibile in oggetti della stessa natura, qualità e bontà degli oggetti non restituiti.

Ma se la formazione di tali lotti o porzioni, eguali in natura, non fosse praticabile senza arrecar danno a tutti gli eredi, essa non si può esigere da uno, o più di essi, ed in tal caso l'ineguaglianza di tali porzioni si compensa con un cambio, sia in rendita sia in argento.

È anche uno degli effetti dell'eguaglianza che deve regnare nelle divisioni quello che tutti i coeredi sieno rispettivamente garanti dei loro lotti, delle molestie e delle evizioni che possono reciprocamente provare.

Tal garanzia è di diritto: non è bisogno d'indicarla; si può frattanto derogarvi in tutto od in parte in forza d'una espressa

clausola all' atto di divisione; ella cessa allorchè è per propria colpa che il coerede soffre l' evizione.

Gli stranieri che acquistano de' diritti successivi, portano bene spesso la dissensione nelle famiglie, la turbolenza nella divisione.

Il progetto di legge presenta i mezzi onde evitarle. L' art. 131 dispone che ciascuno, ancorchè congiunto del morto, che non sia il suo successore ed al quale un coerede avesse ceduto il suo diritto all' eredità, può esser rimosso dalla divisione, sia da tutti i coeredi, sia da un solo, reintengrandogli però le spese della cessione. Tale disposizione infinitamente saggia è conforme alle leggi *Per diversas et ab Anastosio*, che furono generalmente ammesse nella nostra giurisprudenza.

È d' interesse delle famiglie il non far entrare ne' loro segreti ed il non associare a' proprj affari degli stranieri che la cupidità, o la voglia di arrecar danno possono ciò solo determinare a divenire cessionarj, e che le romane leggi dipingevano così espressamente per quelle parole: *Alienis fortunis inhiantes.*

Non devesi ridurre alla vendita all' asta che nel solo caso in cui gl' immobili non pos-

sino essere comodamente divisi, vale a dire senza disavvantaggio degli eredi.

Fra i maggiori presenti le divisioni possono farsi all' amichevole, e devesi passare alla vendita all'asta dinanzi al tribunale, a meno che le parti non sieno d' accordo ch' essa sia eseguita alla presenza di un notajo.

Ma se tutti i coeredi non son presenti, o se vi è fra loro degli interdetti, o de' minori, ancorchè emancipati, le divisioni e gl' incanti non possono aver luogo che dinanzi la giustizia.

Sono definitive quelle divisioni che sieno state fatte conformemente alle prescritte regole, sia coi tutori dovutamente autorizzati, sia co' minori emancipati ed autorizzati da' loro curatori, o sia a nome degli assenti, o non presenti, co' congiunti invitati al possesso: non sono che provvisorie, se le regole prescritte non venissero osservate.

Ma, ancorchè definitive, possono essere annullate o per violenza, o per dolo, o pur anche per lesione. Il dolo e la violenza, difetti che sciolgono qualunque contratto, sembrano ancora più odiosi in un atto di famiglia.

L' eguaglianza che deve venire osservata nelle divisioni esigeva ancora che fosse ammessa la rescissione esistendovi lesione, ed anche per una lesione minore di quella che è necessaria nelle vendite ordinarie, giacchè in queste si fa una specie di commercio, che non esige un' eguaglianza sì rigorosa nelle divisioni, in cui nulla v'è di trafficare.

È ben per tal motivo che nel nostro diritto francese era generalmente adottato che la lesione oltrepassante il quarto stabiliva la rescissione della divisione, il progetto di legge mantiene tale disposizione; ed acciocchè non si potesse eluderla dando all' atto di divisione un altro titolo, egli dispone che ogni atto che abbia per oggetto il far cessare l' indivisione fra i coeredi, sarà calcolato come una divisione.

Frattanto, siccome vi conviene un termine agli atti di rescissione, se la divisione fu seguita da una transazione fatta su reali difficoltà, sarà irrevocabile, ancorchè nel caso che non siavi stata su ciò incoata una lite.

Si osserverà al titolo delle *prescrizioni* per qual tratto di tempo devesi prescrivere d'ora innanzi l'atto di rescissione; fino a tanto che

non sia altrimenti disposto, sarà stabilito che ciò sia fra dieci anni conforme all'attuale vigente legislazione.

Vi era una questione agitata dai giureconsulti, e diversamente decisa dai tribunali per sapere se la lesione doveva ammettere la restituzione contro una vendita di diritti successivi fatta avanti la divisione, senza la garanzia e a rischio e pericolo dell' acquirente.

Si diceva da un lato, che la restituzione non poteva esser ammessa per cagione di lesione sui contratti in cui il prezzo della cosa fosse incerto, giacchè allora era impossibile giudicare se realmente fossevi lesione, e si conchiudeva che la rescissione non potevasi ammettere contro le vendite di diritti successivi fatte senza garanzia, ed a pericolo e rischio dell' acquirente, giacchè l' incertezza sui debiti ed ancora sulle quantità de' beni rendeva assolutamente incerto il prezzo della vendita: dicevasi, che ciò era il *jactus rectis* permesso dalle romane leggi.

D' altronde facevasi una distinzione fra la vendita de' diritti successibili fatta ad uno straniere e fra quella fatta ad un coerede.

Rispetto alla prima, si conveniva che non

potesse esser rescissa in forza di lesione, ma soltanto per violenza o per dolo.

In quanto poi alla seconda, si sosteneva che quel primo atto fra coeredi, che si praticava onde far cessare l'indivisione, era sempre una divisione, qualunque fosse la denominazione che se le desse, e s'invocava allora l'eguaglianza, che fermamente esser doveva la base degli atti fra coeredi.

Frattanto taluni opinavano che non fosse più ammessa la rescissione nemmeno fra coeredi, se il venditore era obbligato a riconoscere del pari al compratore le forze dell' eredità. Dietro tal' opinione era evidentemente conosciuto, che non si ammetteva la rescissione che nel caso di dolo o frode; cioè se l' erede acquirente, che ben conosceva il valore dell' eredità, avesse ingannato il venditore che n'era insciente.

Il progetto di legge non approva la rescissione per lesione contro una vendita di diritti successivi fatti ad uno straniere; ma si ha di già osservato che questo straniere potrà dalli coeredi del venditore venir escluso dalla divisione.

Esso inoltre non ammette in generale l' atto di rescissione per semplice lesione al-

lorchè la vendita fu fatta ad un coerede; ma se la lesione è l' effetto *della frode*, in tal caso soltanto può aver luogo.

Li tribunali decider dovranno quando vi fu frode: essa dipende quasi sempre da circostanze particolari, sulle quali non si può stabilire regole generali.

Tribuni, finalmente io termino una discussione che può avervi sembrata troppo lunga, e che non potè fissare la vostr' attenzione se non se per l'importanza del suo oggetto.

Io non farò che un' altra sola osservazione, e voi ne approverete i motivi.

L' oratore del governo disse, presentando il progetto di legge al corpo legislativo, che quel progetto, lungo tempo meditato al consiglio di stato, aveva ancora acquistato un grado maggiore di perfezione in forza delle osservazioni de' commissarj del tribunato: noi dobbiamo egualmente lodare la verità, dicharando publicamente che la vostra sezione di legislazione aveva concordemente assentito all' assieme ed a tutte le disposizioni le più importanti del primo progetto, che essa ne adottò generalmente i principj e le basi, e che essa trovò nella redazione un modello di precisione e di chiarezza.

Migliorato ancora in qualche parte, questo progetto presenta ora il più felicemente combinato sistema, il più conforme alla natura, alla ragione, ai nostri costumi, al nostro stato sociale; questo è un Codice compiuto sulla materia, e la vostra sezione, tribuni, vi chiama all' unanimità di votare per adottarlo.

DISCORSO

Pronunciato al Corpo Legislativo li 29 germinale anno XI dal signor SIMEON *oratore al Tribunato, sul primo Titolo del III Libro del Codice Civile, relativo ai varj modi co' quali si acquista la proprietà, e specialmente sulle successioni.*

Ancorchè l' istinto e la natura dell' uomo non lo portasse essenzialmente alla società, la ragione ve lo avrebbe condotto. La sua individuale sicurezza e la sua proprietà, due cose che soprattutto lo attraggono, in effetto acquistano nello stato sociale una forza immensa.

Senza la società ei sarebbe concentrato nelle sue sole forze, o fortuitamente a quelle di qualche individuo, al quale lo potesse aver riunito qualche eventizio interesse.

Gli mancherebbe ogni previdenza per l'avvenire; egualmente quella pubblica vigilanza che si occupa d'ogni individuo, senza ch'ei se ne accorga; non vi sarebbe per lui altra proprietà, fuorchè ciò cui fosse realmente e fisicamente in possesso.

La sola società può garantire all'uomo quel campo che si ha coltivato e che non potrebbe custodire; la proprietà non sarebbe che un sogno ed una chimerica pretesa, se la società non la consolidasse e non la sostenesse.

Egli è dunque per aver la propria libertà ed il possesso de' suoi effetti che l'uomo si è messo in società, abbenchè non vi sia nato originariamente, ed abbenchè essa non sii un benefizio che il cielo gli ha accordato unito all'esistenza.

Le basi della società sono *la sicurezza e la proprietà*; lo devono essere pur anche del *Codice civile.*

Nello stato sociale l'individual sicurezza

non si limita alla facoltà di andare, di venire o di disporre di se stesso; ella è composta di tutto ciò ch' è relativo allo stato personale, ai diritti di famiglia, alla propria maniera di esistere in società; egli è perciò che di questo si occupò per il primo il Codice civile. Il secondo oggetto, quello, o legislatori, che deve ora occuparvi, è la proprietà.

La proprietà si acquista e si trasmette.

Prima di regolare il modo con cui si acquista, conviene determinare in qual maniera si trasmette.

Se l' occupazione fu la maniera più naturale ed in conseguenza la prima per acquistare, non potrebbe esser considerata nello stato sociale. Di fatti l' occupazione non è che un fatto, che ha il suo termine col possesso della cosa.

Un altro può occupare ciò che io occupava momenti fa e che ho abbandonato. Conviene onde impedire tali successive occupazioni, che non sarebbero che una sorgente di dissensioni e querele, bene spesso sanguinose, conviene dico che l' occupazione

ricevi un carattere legale e che quel fatto che la costituisce sia convertito in diritto.

L' occupazione, con questo sol titolo, d'un immobile non sarà dunque il mezzo per acquistarlo.

La proprietà degl' immobili si acquista e si trasmette per successione, per donazione, per contratto e per conseguenza de' contratti.

Si acquista anche per quell' accessione che viene ad unirsi o incorporarsi con ciò che già si possedeva, ovvero si acquista per la prescrizione che stabilisce il possesso. La possessione è un' occupazione di fatto e di diritto che dispensa dall' occupazione continuata e gli sostituisce la volontaria: *Licet possessio nudo animo acquiri non possit, tamen solo animo tractineri pot.* Cod. *de acquir. et retin. poss.*

L'occupazione di fatto appartiene all'ordine naturale; l'ordine sociale non può riconoscerla, se non dopo sancita dal valor delle leggi.

Non v'è altro mezzo d'acquistare ciò che ha già il suo padrone, se non se, o per suo consentimento, o per la sua obbligazione, o per prescrizione.

Ciò che non appartiene ad alcuno è ri-

servato ad uso comune di tutti, ciò dietro le leggi di polizia che ne regolano l'uso.

Circa alle cose mobiliarie, ancorchè per la loro specie nell' ordine sociale sieno soggette a occupazione e possesso continuato, la società ha dovuto regolare la maniera con cui si acquistano. Egli è perciò che l'occupazione propriamente e semplicemente detta non è nemmeno nominata in tal circostanza.

Lo stato sociale non permette già che la caccia, la pesca, i tesori, quegli effetti portati dal mare, le cose perdute ec. sieno in possesso del primo che le occupi, come nello stato di natura.

L'uso delle facoltà naturali, i favori del caso, e l'avvantaggio della primazia non devono essere in contraddizione con una proprietà preesistente e meglio fondata in diritto.

Tali preliminari nozioni che avranno nelle regole particolari il loro sviluppo, dovettero esser poste nel principio del libro che tratta delle varie forme con cui si acquista la proprietà.

Tali leggi sarebbero fuori del Codice, poichè esse non sono di sì grande importanza

e sì generali come le successioni, le donazioni fra vivi o testamentarie e le obbligazioni.

Potrebbe recar stupore che fra questi tre gran mezzi che vi vogliono onde acquistare o trasmettere la proprietà, le succesioni sieno il primo di cui si va ad occuparsi. Pare che sarebbe necessario di regolare pria ciò che si fa vivendo, innanzi di pensare a ciò che succede dopo morti.

Nullameno vi sono moltissime ragioni che indussero a tale preferenza.

Le successioni sono regolate e trasmesse dalla legge. Conviene ordinare sopra ciò ch' ella esige prima di conoscere ciò che permette.

La successione è una specie di prosecuzione di dominio del morto in favore de' suoi vicini. Ella produce piccolo cambiamento di proprietà dalle donazioni fra vivi, testamentarie, o dalle obbligazioni.

Finalmente vi è per tutto ciò che si vuol fare nel corso di sua vita, le regole sancite dalla propria ragione e li diritti sanciti egualmente dalla propria volontà; ma conviene che disponga la legge sopra ciò che non si

fece. Ogni giorno si muore, ogni giorno sorgono delle successioni; esse erano il più urgente oggetto da regolarsi, quello che rendeva il Codice più desiderabile e più ricercato.

Quanto esser possi importante lo stato delle persone, per quanta preeminenza esso abbia sulle facoltà, non si ebbe che ad unire assieme e migliorare le leggi già buone. Lo stato delle persone non fu sovvertito, come le successioni rovesciate da bella prima dall' effetto retroattivo, smembrate in appresso dalle infinite divisioni e suddivisioni, le quali onde accordare qualche cosa ad ognuno, avrebbero finito col lasciar niente ad alcuno.

È immensa la materia delle successioni.

Riunire in alcune pagine que' principj che devonvi presiedere, scegliere i mezzi migliori per succedere, quelli cioè che sono conformi all' equità ed i più semplici, quelli che portano il miglior effetto nell' impedire o diminuire almeno le liti o che ne rendino facile la lor decisione, far chiaramente conoscere ad ogni cittadino le regole che tutti individualmente c' interessano, poichè tutti siano chiamati per raccogliere o trasmettere, questi sono i fini che dovevasi esporre.

L' apertura delle successioni, le qualità richieste per arrivarvi, i varj ordini di succedere, i modi di accettare, o ripudiare, quelli di dividere, son tutt' i principali oggetti su cui il titolo delle successioni doveva applicarsi.

Nel momento in cui moriamo tutti si rompono i legami che tenevano nella nostra dipendenza le nostre proprietà; la legge sola può riunirli. Senza di essa li beni privi del loro padrone sarebbero al primo che li occupasse. Ogni morte ricondurrebbe l' incertezza ed i disordini che lo stato sociale fece cessare. La *successione* è dunque una civile istituzione, in forza della quale la legge trasmette ad un nuovo proprietario e dapprima dinotato ciò che perdè il suo antecessore; non vi è successione ad uomo vivente.

Non si risguarda come tale quell' uomo colpevole che, favorito dalla clemenza delle leggi, conservò l'esistenza portando per altro in fronte una marca d' infamia: ei respira, ei vive: ei non è separato dalla natura, ma lo è dalla società che gravemente offese: essa gli levò tutte quelle prerogative ch'essa

accorda; essa lui proteggerà però quell' esistenza che gli ha lasciata, ma in egual modo con cui protegge quella d'uno schiavo, colla pena cioè di non poter possedere alcuna cosa, non avendo nè esistenza, nè godendo de' diritti civili. Dunque del pari alla naturale la morte civile apre la successione.

La morte naturale è un fatto fisico ed irrevocabile che cade sotto gl' occhi. La morte civile è una privazione morale che ha bisogno di una sentenza e di un' esecuzione.

Pronunziata contro un reo contumace, che forse sarebbe assolto se si presentasse e se si difendesse, essa non ha definitavamente il suo effetto se non dopo un termine di tempo dalle leggi stabilito.

Non è che spirato quello che dessa accorda l' apertura della successione del sentenziato, imperocchè le leggi amerebbero di ritrovarlo non decaduto dallo stato civile, nel frattempo che la dilazione accordatagli dalla legge può permettergli di presentarsi e di difendersi.

Abbenchè la morte naturale sia uno dei fatti il più evidente e il più facile a stabilirsi, nulladimeno essa accade qualche volta

lungi da noi senza averne una prova. In qualche circostanza essa cade nel tempo stesso in forza d'un gran disastro su più persone, senza poter riconoscere quali furono le prime a soccombere. Questo è un arcano che può essere indifferente a spiegarsi, se quelle non hanno fra loro alcun rapporto di successione. Ma se un padre ed un figlio, una sorella ed un fratello furono vittime dello stesso naufragio o dello stesso incendio, è necessario stabilire quale de' due premorì all'altro, giacchè, ancorchè si tratti d'un solo istante, quello che sopravvisse un istante è quello appunto che deve succedere; trasmise allora a'suoi eredi e la sua propria successione e quella che per un momento cadde sulla sua specialità; diversi sarebbero gli eredi dal modo in cui si presumesse la sopravvivenza dell'uno o dell'altro. Convenne stabilire in tal emergenza che li viaggi di oltremare e mille altri accidenti rendono comuni i rapporti. Si cercò di sostituire per quanto si potè le costanti presunzioni della legge alle supposizioni ed agl'interessati argomenti delle parti. Non si poteva nullameno escludere le circostanze di fatto; esse

avranno il primo posto in questa discussione; poichè i fatti sono al dissopra delle presunzioni, che non possono esser ammesse che per supplemento.

Di modo che, ancorchè sia presumibile che in una rovina comune, il più forte sia stato l'ultimo a soccombere, essa verrà scartata se si proverà che il pericolo capitale abbia a bella prima colpito il più forte, prima d'estendersi, sul più debole; le congetture fondate sulla forza dell' età o del sesso saranno sempre subordinate alle circostanze di fatto.

Ma se alcuna non se ne conosce o se non sono sufficienti, verranno combinate colla presunzione della legge. Con somma sagacità essa le stabilisce.

Tutto ciò ch'è ugnale fra' figli, il più avanzato in età è quello che si presume abbia sopravvissuto.

Fra' sessagenarj tal presunzione è del tutto opposta; essa è in favore del più giovine.

Tra un fanciullo ed un vecchio la presunzione è a favore del giovine.

In parità d'anni ella è per il sesso il più forte.

La morte, sia naturale, sia civile, nel momento in cui ci colpisce definitivamente, apre adunque la successione. Essa viene aperta a benefizio de' legittimi eredi: essi entrano in pieno diritto in possesso del patrimonio del morto, senza che v' occorri fare veruna ricerca; utile e bel pensiere, col mezzo del quale la proprietà non resta mai in sospeso, e riceve malgrado le vicissitudini e l' instabilità della vita un carattere d' immutabilità e di perpetuità. L' uomo muore; i suoi beni, i suoi diritti si perpetuano. Ei più non esiste: altri in sua vece entrano nel possesso delle sue facoltà e riempiono quel vuoto da lui lasciato.

In mancanza di eredi *legittimi* (tali si chiamano quelli che le leggi destinano a raccogliere di pieno diritto l' eredità) il Codice accorda la successione ad un altro ordine di persone: in primo luogo ai *figli naturali*, se ve ne sono; poi al *conjuge* sopravvivente; in mancanza, *allo stato.* Ma ritenuto che questi non sieno lì propriamente detti *legittimi eredi*, non saranno messi di pieno diritto in possesso, come gli eredi legittimi e regolari; essi devono ricorrere ai tribunali, per farsene impossessare.

Subito che la morte, sia naturale, sia civile, aprì la successione e ch'essa di pieno diritto impossessò li legittimi eredi, conviene riconoscerli e sapere in che consistono le loro qualità per raccogliere.

La prima è di esistere al momento in cui la successione si apre, giacchè se non vi è successione ad uomo vivo, è impossibile che vi sia trasmissione di morto a morto, o ad un essere che ancor non esiste: per essere impossessato conviene esistere.

Si presume ch'esisti quel fanciullo che cresce nel seno della madre; di fatti egli è o figlio o parente del morto; e se nasce in situazione da vivere, sarebbe contro l'equità e la ragione che nella certezza della sua esistenza, abbenchè questa non fosse interamente svilupata, venisse fatto ostacolo dai parenti più lontani.

Siccome un fatto fisico s'oppone acciò sia impossessato quell'erede che non ha esistito o che ha cessato di vivere, così un fatto legale impedisce che un sentenziato a morte lo sia egualmente. Conviene avere onde succedere la doppia idoneità, cioè la naturale e la civile.

La idoneità civile appartiene ad ogni cittadino che gode li diritti civili, ed anche agli stranieri nelle stesse circostanze e nella maniera stessa che fra loro l' accordano a noi.

Invano otterrebbe l' idoneità di succedere quello che se ne avesse reso indegno.

Li Romani aumentavano le difficoltà; noi le riduciamo a tre.

La condanna per attentato di vita contro il morto. Non si eredita da quello che si cerca di assassinare.

Un' accusa capitale e calunniosa riferta contro quello stesso.

L' indifferenza per il suo assassino che non si cercò di denunziare, a meno che il dovere di vendicare la sua morte non sia stato represso da un dovere opposto, cioè quello di non rendersi delatore d' un parente.

L' erede escluso per indegnità è paragonato al possessore di mala fede. S' egli avesse goduta l' eredità, non solo se gliela leverebbe, ma sarebbe tenuto a restituirne anche i frutti.

La colpa è personale. L' indegnità del

padre non ricade su i figli se in loro specialità possono devenire alla successione e senza rappresentare l'odioso lor genitore; ma egualmente non trarrà avvantaggio dalla giustizia che loro viene accordata; in forza della sua patria potestà ei non può pretendere verun usufrutto sulle facoltà di tal successione, dalla quale meritamente fu sul punto scacciato.

Dopo di aver regolate le varie qualità di eredi, conviene determinare l'ordine nel quale son chiamati.

Le buone leggi non sono che deduzioni della ragion naturale, appoggiate sull'equità e dirette dall'esperienza de' bisogni della società e de'suoi individui. Non sono innovazioni che fa d'uopo principalmente aspettarsi in un Codice; si amerà al contrario ritrovarvi ciò che si sapeva, ciò che si praticava, ciò che l'uso aveva trovato di buono o ciò che l'abitudine aveva reso comodo e famigliare; non si desidererà che di scorgere la deformità de' vizj risultanti da una legislazione qualunque e di vedervi li miglioramenti e le riforme che reclamano evidentemente i progressi delle scienze, non che i

cangiamenti sopraggiunti alla morale ed allo stato delle individuali fortune.

La ragione addita per primi eredi del morto i suoi figli, ed in loro mancanza i loro ascendenti o collaterali.

Tal nozione sarà adunque la prima base dell' ordine delle legittime successioni.

Ma si distinguerà nelle successioni la natura e l'origine delle facoltà?

Ogni erede verrà egli a prendersi quei beni ai quali potrebbe pretendere con maggior diritto sotto pretesto che gli erano derivati dalla sua linea? Li beni paterni passeranno essi ai paterni eredi? Si aggiungeranno forse ai materni li materni beni? Si distingueranno degli acquisti, delle divisioni e delle facoltà?

Tale fu l' uso d' una parte della Francia fino a che sortì la legge del 17 nevoso anno 2; quella era regola generale ne' paesi di costumanza. Meno felici in ciò che nei paesi di diritto scritto, la distinzione della natura e dell' origine de' beni ci obbligava alle liti bene spesso spinose e difficili. La liquidazione e la divisione dell' eredità, ancorchè non fossero contenziose, divenivano

difficili ed esigevano quasi sempre l'intervento de' legali. Si è simplificata la giurisprudenza nel togliere tal distinzione; e ciò fu un favore della legge succitata de' 17 nevoso, legge saggia e lodevole per varj motivi e che si avrebbe molto più apprezziata, se l'ingiustizia del suo effetto retroattivo non avesse contro essa sollevati de' giustissimi risentimenti.

Nel togliere ai parenti paterni e materni le facoltà della lor linea, si credette dover loro un'indennizzazione; era giusto il principio della distinzione de' beni; furono le difficoltà dell'applicazione che dovettero farlo derogare. Si sostituì una divisione eguale fra le due linee senza riguardo alla natura ed origine delle facoltà.

Questa era un'innovazione nelli paesi di diritto scritto, dove non si faceva giammai che una massa delle facoltà per intero raccolte fra gli eredi i più vicini. Ma tale innovazione aveva in se stessa l'equità del principio della distinzione de' beni paterni e materni; aveva l'avvantaggio di prendere una via media fra i più rigidi usi de' paesi di costumanza e la ben grande simplicità delle

leggi romane a tal riguardo: c' indusse a lasciar sussistere tal forma, che, levando a ciascuno de' due diversi usi ciò che v' era di eccessivo, li unisce e li concilia.

In forza delli motivi stessi il privilegio del doppio legame resta abolito, come lo era dalla legge 17 nevoso. La divisione dell'eredità fra le due linee dà a ciascuna un'eguale porzione. I germani figureranno in quelle ove son collocati; ma non escluderanno quei parenti che, mancanti di diritti per essere in una linea, ne hanno per altro d'incontrastabili nell'altra.

Allorchè fu eseguita la divisione fra le linee paterne e materne, non vi saranno più suddivisioni fra li varj rami ch' esse riproducono. Quì si fa inarridire una sorgente feconda e funesta di prevenzioni e d'inconvenienti. Secondo alcuni usi si aveva spinto lo scrupolo per i diritti di ogni linea, fino a cercar sempre in ogni suddivisione, de' parenti paterni e materni. Si rimontava fino a che se ne avessero trovati; è ciò quel che si chiamava coll' epiteto di *refente*.

Tale minuziosa sottigliezza era approvata dalla legge 17 nevoso e sembrava che vi

fosse anche adottata. Frattanto molti giureconsulti profittando della redazione alcune volte poco chiara di tal legge e desiderando prevenire gl' inconvenienti d' una divisione che diveniva quasi infinita, avevano trovato nel testo medesimo degli argomenti contrarj. La saviezza del tribunale di cassazione ha sanzionati i loro sforzi e preparato nel Codice il luogo di tale decisione che viene a proscrivere per sempre un mostruoso sistema; poteva esso chiamare migliaja d' individui a dividere un' eredità, e divorarla cento volte in indagini di titoli, in descrizioni genealogiche, in ispese ed in cause d' ogni genere.

Per riconoscere gli eredi e distribuir loro i proprj diritti conviene fissare quali rapporti avevano col morto.

Il Codice nella più chiara forma definisce cosa è la *linea*, cosa è il *grado*.

Ogni generazione si chiama un grado.

Il seguito de' gradi forma la linea.

Il numero de' gradi stabilisce la prossimità e la parentela.

Altre volte eranvi due maniere di contare i gradi.

Il diritto civile ne accordava una, ne forniva un' altra il canonico.

Il diritto canonico, ottimo per regolare l' interna disciplina del rituale della romana chiesa, non ha veruna esterna autorità.

Deve bastarci il nostro diritto civile.

D' altronde migliore e più antico è il suo calcolo. Sarà uniforme il nostrò ed unicamente abbracciato.

Ad esclusione de' più lontani, l'equità e la legge chiamano i più vicini parenti all' eredità. Convenne da lungo tempo stabilire su un caso che in alcune circostanze avrebbe resa ingiusta l' applicazione di tal principio.

Un padre ha varj figlj: ne maritò uno, che premorì lasciando lui stesso de' figlj. La eredità patria si dividerà fra i figlj del padre, senza che i suoi nipotini, sotto pretesto che sono in secondo grado, ne percepiscano veruna porzione? Aggiuguer dovranno alla disgrazia d' aver perso il padre, quella ancora d' esser privati di quella porzione che lui avrebbe ottenuta sulle facoltà del loro avo? Se avesse vissuto il padre, i suoi fratelli, i loro zii avrebbero con esso lui diviso? perchè loro non porzioneranno con essi? Il loro

avo non gli dovrà qualche cosa nella mancanza del loro padre?

Il diritto, in simil' occasione, aveva introdotta *la rappresentanza*, ed il Codice dovette conservarla. Questa è una finzione, il di cui effetto è di considerare il rappresentante in egual modo che il rappresentato, di farlo entrare nel suo posto, nel suo grado e nei diritti di quello ch' egli rappresenta felice finzione che ripara i torti di un crudel destino, protegge gli orfanelli e realizza le speranze fra le quali furono concepiti.

La rappresentanza non ha verun termine nella linea diretta discendentale. Che importa di fatti che si sia nipote o pronipote? Non si appartiene forse egualmente all' infelice vecchio, i di cui indeboliti occhi han veduto un ramo della propria discendenza disseccarsi progressivamente e non offrire che ad una distante estremità e d'altronde più preziosa al cuore, un resto di riproduzione e di vita?

La successione de' discendenti è legittima del pari che la naturale, ma quella degli ascendenti è contro la marcia ordinaria degli avvenimenti; si suppone veder un fiume ritor-

nare verso la sua sorgente. L' ordine della natura è sovvertito: non vi sarà adunque per tale straordinaria circostanza alcun luogo a rappresentanza. L' ascendente il più prossimo in ogni linea darà l' esclusione al più lontano.

Si limita la rappresentanza in linea collaterale ai figlj di fratelli e sorelle ed ai loro discendenti; nuovo benefizio del Codice nell' escludere la rappresentanza ne' gradi ulteriori, poichè in effetto altrimenti facendo non vi sarebbe verun limite: i diritti de' collaterali al terzo grado non sono più abbastanza validi, acciò lor s' applichi la finzione dapprima introdotta in favore de' nipoti ed estesa in progresso ai pronipoti e loro discendenti.

Non si rappresenterà una persona che vive, giacchè non si può occupare quel luogo ch' essa occupa. Sarebbe curioso non voler usare de' diritti ch' essa accorda. In tal caso si rinunzia, si ripudia: tale rinunzia nuoce a quelli che la rappresenterebbero.

Ma, onde rappresentare qualcuno, non serve esser suo erede; si può del pari aver rifiutato d' esserlo. Il motivo n' è, che non

si rappresenta un morto in una successione in cui sarebbe chiamato se fosse vivo, poichè si è il suo erede e come tale non si avrà verun diritto su una successione aperta dopo la sua morte. Si rappresenta perchè si pretende il suo posto nella famiglia: si riempie quel vacuo ch' egli avrebbe occupato. Tale diritto è quello di parentela che proviene da consanguinità; non è un diritto che proceda dall' eredità del rappresentato.

Dopo avere stabilito i generali principj dell' ordine delle successioni, decide il Codice come son trasferite da prima nella linea discendentale.

I figli o i loro discendenti succedono ai oro ascendenti per eguali porzioni. Finirono le ingiuste distinzioni di sesso, di primogenitura ed ancora di letto. Le femmine sono egualmente preziose e necessarie alla società che gli uomini, i cadetti del pari ai primi nati, i figlj di seconde nozze egualmente che quelli del primo matrimonio. La legge con egual occhio tutto osserva e dà a tutti eguali diritti. Appartiene ai parenti di distinguerli senza ingiuria, ed il farle conoscere una giusta predilezione a quelli che la meri-

teranno. Le loro disposizioni saranno il giudizio domestico, la legge particolare delle famiglie; esse potranno introdurvi una ragionevole e moderata eguaglianza. Ma l' eguaglianza sarà il diritto comune, il voto e la disposizione generale del nostro diritto civile.

In mancanza di discendenti, di fratelli, sorelle del morto, o loro progenie, il Codice chiama gli ascendenti e li preferisce ai più lontani collaterali.

La successione collaterale non proviene in generale che dopo l'ascendentale ed anche in terzo ordine. Vi sono nulla ostante delle circostanze, in cui le due successioni hanno reciprocamente la preferenza una sull' altra. Vi sono di quelle, in cui esse si meschiano, ove, cioè, gli ascendenti ed i collaterali insieme concorrono.

Così i fratelli e sorelle ed i loro discendenti escludono gli ascendenti in secondo grado, cioè i loro avoli.

Essi non escludono gli ascendenti al primo grado; essi succedono co' loro genitori. La successione fraterna in tal caso si divide fra la linea collaterale.

Ma sempre i genitori riprendono gli effetti ch' avevano dati al morto, e così pure li riprendono quegli ascendenti che d'altronde non fossero atti a succedere; è questa una legale restituzione stabilita dalla legge.

I genitori non saranno adunque esclusi dalla successione de' loro figlj premorti agli altri. Il Codice li ristabilisce nei loro diritti naturali che l'antica giurisprudenza loro aveva accordati, e che la legge del 17 nevoso gli aveva ingiustamente levati. I motivi stessi che preservano ai figlj una porzione sul patrimonio de'loro genitori, ne assegnano del pari una a questi sulle facoltà de' proprj figlj premorti senza progenie.

Non è ciò, come qualche volta si è detto, onde consolarli della perdita che fecero. Qual moneta può di fatti consolare d'un'immatura morte d'un caro figlio! È ciò solo perchè i diritti d'alimenti sono reciprochi fra i figli e gli autori della loro esistenza, è ciò perchè in mancanza della linea discendente è giustissimo di far concorrere all' eredità il primo grado dell' ascendente co' fratelli e sorelle.

Era ben strano il motivo della legge del

17 nevoso, che diceva non aver i genitori previsto che sopravviverebbero a' loro figlj. E perchè non puotero attendersi tal disgrazia, bene spesso comune, ne devon essi portare la pena? E se un'eredità sulla quale essi certamente niente bramarono, e sulla quale non ebbero previsto l'aprimento, dovran essi perdere que' diritti che la natura lor concede, che è ciò che nella loro vecchiezza, o ne' loro bisogni avrebbero ricevuto da' loro figlj se avessero vissuto? Con ragione il Codice occupa il posto di tai figlj, e compie per essi i doveri che non posson giammai abbandonare. D'altronde quella porzione che la legge accorda ai genitori in concorso co' fratelli del morto, che sono i loro naturali eredi non gliela leva del tutto. Non si può che applaudire alla correzione della legge del 14 nevoso.

In mancanza di fratelli e sorelle che escludino gli avi e che concorrino co' genitori, in mancanza d'ascendenti, i quali in qualunque grado sieno, previsto per altro che ve ne sien nelle due linee, escludino i collaterali che non fossero nè fratelli, nè sorelle, nè loro discendenti, la successione spetta a questi più lontani parenti.

Ma sempre, sia che le successioni seguendo l'ordine naturale discendano colla filiazione, sia ch'esse sieno retrograde rimontando nella linea ascendentale, sia che si collochino nella collaterale, essi si dividono fra le due linee paterna e materna; è questo un principio comune ad ogni ordine di successione.

Sarà utile adesso di riassumere in poche parole le regole delle successioni ascendentali e collaterali.

Il morto ha egli lasciato i suoi genitori, de' fratelli, delle sorelle? La sua eredità si divide per metà fra la linea ascendentale e la collaterale.

Non resta nell'ascendentale che il padre o la madre; la metà de' beni del premorto, che è il quarto della totalità, lo riunisce alla porzione de' fratelli; essi avranno i tre quarti.

Non vi son nè fratelli, nè sorelle, nè loro discendenti, e si trovan nella linea ascendentale de' parenti paterni o materni, essi succedono e compartono successivamente coi collaterali.

Nella linea ascendentale non vi è che un

parente, paterno o materno; quello ha la metà, l'altra l'hanno i collaterali; ma se questo ascendente è il padre o la madre, esso prende in usufrutto il terzo della metà devoluta alla linea collaterale; è questa un' antiparte che il Codice gli accorda sui collaterali più lontani.

Dopo il dodicesimo grado non si conosce più parenti atti a succedere. Diffatti ne diverrebbero troppo difficili le prove.

Prevale ben più l'orgoglio che l'interesse nel conservare le genealogie; il maggior numero degli uomini, straniero alle vanità della nascita, è impossibilitato ad avere le cure necessarie onde rimontare ad un'origine troppo lontana; è per il maggior numero degli uomini che son fatte le leggi.

D' altronde, in aggiunta alle difficoltà delle prove al di là del duodecimo grado, il Codice dovette prendere un qualche confine, altrimenti risalendo sino all' infinito, vedrebbonsi confondere le famiglie ed innumerabile diverrebbe la parentela: sotto il pretesto d' esser più giusto si caderebbe in divisioni ed in imbarazzi da non potersi giammai sviluppare. Passato il duodecimo grado

ci è sì lontano dal ceppo comune, i sentimenti d'affezione e di famiglia sono talmente indeboliti, che per lo più, più non ci si conosce, e rispettivamente i diritti sono eguali come verso qualunque altra persona.

Tutto quello che si potè in ciò accordare all'antichissima parentela, fu quello di concedere a quel congiunto di duodecimo grado, la porzione della sua linea e quella della linea estinta.

Può accadere che si muora senza discendenti, senza ascendenti, senza collaterali; che diverrebbe delle facoltà? allora avrà luogo l'*irregolare* successione.

In tal guisa chiamasi quella successione, che accorda la legge quand'essa non trovi alcuno nella famiglia che sia l'erede legittimo e di diritto. In tal caso la successione, che, come osservammo, non è che una civile istituzione, diviene ancor più arbitraria, vale a dire più dipendente da tal diritto positivo, in forza del quale il legislatore, collocato fra i varj modi di stabilire, scelse l'una piuttosto che l'altra, cercando nulla ostante d'avvicinarsi, per quanto gli fu pos-

sibile, a' limiti inalterabili della giustizia e dell' equità.

Questi due sentimenti gl' indicano i figlj naturali, mancando i legittimi. Il Codice non li collocherà, come fecer le leggi poco morali del 4 giugno 1793, e del 12 brumale anno II, a lato de' figlj nati da rispettabile unione, sanzionata da ogni legge domestica, pubblica e religiosa; esso non li onorerà del titolo di eredi, non gli accorderà che de' diritti; loro garantirà quel dovere che i suoi genitori seco loro contrassero nel dargli l' esistenza da loro confessata nel riconoscerli. I figlj naturali non se ne serviranno de' diritti di famiglia; essi ne sono esclusi, ma nelle lor vene circola il sangue de' loro genitori. Son bene i diritti del sangue, che loro assegna il Codice.

Tali diritti non si estendono collateralmente alle facoltà della famiglia a cui non appartengono; sono ristretti nelle facoltà de' lor genitori.

A lato de' diritti ereditarj de' discendenti legittimi il credito de' figlj naturali ammonta al terzo della porzione che avrebbero avuta se fossero stati legittimi.

Ammonta essa alla metà, se mancano i discendenti legittimi, ma che vi sieno soltanto degli ascendenti e de' fratelli.

Si accresce fino a tre quarti, se non vi sono più lontani collaterali.

Ma giammai il figlio naturale avrà la totalità, a meno che non v'esistino congiunti atti a succedere.

Allora esso escluderà il figlio, irregolare successore, od anche l'ultimo di tutti.

Se per tranquillità e quiete della famiglia i genitori nel frammentre che vissero, vollero pagare que'doveri, che hanno co'lor figli naturali; se pagandoli anticipatamente dichiararono non permettere che dopo la lor morte venghino a turbare la loro eredità, sosterrà il Codice tale disposizione, ancorchè tale anticipazione non arrivasse che alla metà del loro credito; ma se quella fosse minore della metà, potrebbe il figlio reclamare il di più.

Simile donazione è utile sì pel figlio naturale che ne gode in prevenzione, che per la famiglia che solleva d'un odioso creditore; è ben fatto di mantenerla, ma con equa condizione, che non sia eccessivamente lesiva.

Circa ai figli nati d'adulterio o d'incesto; non han essi lo stesso credito; non han diritto che alla pietà: essa giammai lor ottenne oltre gli alimenti.

Se noi di lor ci occupiamo, non è già perchè sia permesso di riconoscere gli effetti dell'incesto, dell'adulterio, come quelli d'una convivenza illegittima, ma tollerata. Il Codice civile seppe permettere la confessione d'una debolezza, non soffre che si riconosca una colpa.

Ma abbenchè i figli d'adulterio o d'incesto non possino esser egualmente conosciuti, la loro esistenza è un fatto che può alle volte esser evidente.

Da un marito valevolmente non sarà stato riconosciuto un figlio, può venir giudicato frutto d'adulterio della moglie; può essa dispensarsi di accordargli degli alimenti?

Un uomo, come padre, avrà segnato un atto di nascita, senza far conoscere ch'è con altra donna ammogliato, o che la madre è sua sorella; avrà voluto defraudare la legge; il figlio, insciente del difetto della sua nascita, si presenta alla successione per esercire i diritti di figlio naturale; non si

accetteranno le sue dimande, perchè nacque da un genitore che legalmente non poteva riconoscerlo, ma la confessione del fatto scritta nell'atto di nascita gli resterà e gli procurerà alimenti.

È conforme all'antico diritto tale disposizione; era necessario conservarla, giacchè finalmente i figlj d'adulterio o d'incesto sono uomini, ed ogni uomo ha diritto di reclamare gli alimenti da quelli che gli diedero l'esistenza.

La successione alle facoltà de' figlj naturali, se non sono legittimi discendenti, è devoluta ai genitori che li riconobbero.

Se sono premorti i genitori, quelle facoltà che i figli naturali ricevettero, sono restituite ai legittimi figlj de'loro genitori.

Tutto il di più delle sostanze de'figli naturali appartiene ai loro fratelli e sorelle naturali, od ai discendenti di questi se ne esistessero.

In mancanza il figlio naturale non ha regolari eredi: la sua eredità spetta a'suoi eredi irregolari, quali sono in primo luogo i suoi figli naturali, se esatto imitatore del padre non si perpetuò che illegittimamen-

te; in secondo luogo alla sua donna; in terzo luogo allo stato.

Il conjuge sopravvivente e lo stato formano di fatti il secondo e terzo grado delle irregolari successioni.

Il conjuge sopravvivente, qualunque fosse quel legame che lo unisse al morto, appartiene a straniera famiglia.

Se quella nuova famiglia che avevano stabilito formare viene ad estinguersi, la legge, salve le testimonianze amichevoli che potevano darsi, non li chiama a succedere che in mancanza di parenti delle loro rispettive famiglie; ma se questi mancano, invece di chiamare il figlio, che è l'erede di quelli che non hanno parenti, si preferisce il conjuge sopravvivente.

Il fisco, o il tesoro dello stato, raccoglie quelle facoltà, alle quali niuno ha diritto di pretendere; egli è per ciò che tutto quello che non appartiene a verun individuo appartiene all'intera società, che rappresenta la totalità de' cittadini. Godendo per il comune vantaggio, ei previene i disordini che provenirebbero dalle pretese di quelli che si sforzerebbero ad essere i primi occupanti d'una eredità vacante.

Non sarebbero impossessati di pieno diritto, qualmente li successori regolari, gl'irregolari.

Devono chiedere d'esser messi in possesso.

Non vien loro concesso che eseguite delle formalità, delle pubblicazioni, e sotto precauzioni atte a conservare i diritti de' regolari eredi, se venissero a presentarsi.

Nel mentre che il Codice ha stabilito quali sono gli eredi legittimi, o *ab intestato*, regolari o irregolori, si occupa anche sugli effetti delle successioni, delle obbligazioni che richiedono, e delle precauzioni che devonsi prendere, acciocchè non sieno onerose.

A prima vista sembra di diritto raccogliere un' eredità: ciascuno è libero, salva la frode che farebbe ai diritti d' un terzo col rinunziare al suo diritto; da ciò derivò l'antica regola: *Chi non vuole non è erede*; si dovette conservarla.

Siccome l'accettazione d'un' eredità può arrecare dell' utile, così alle volte può essere onerosa. L' erede messo in possesso dei diritti del morto, è per quel motivo obbli-

gato a supplire i suoi impegni; rappresenta la sua persona, sia attiva, o sia passiva la sua asse.

Ne deriva da tal principio, che molti eredi, temendo d'impegnarsi in una rovinosa eredità, la ripudiano.

I Romani, nostri migliori maestri in legislazione, come in tante cose nostri archetipi, videro quali inconvenienze ne derivavano da tal ripudio.

Quella nazione che ebbe sempre per iscopo principale e prima lor passione l'immortalità, che esigeva che ogni cittadino potesse dettare delle domestiche leggi, acciò dopo lui regolassero il suo patrimonio, che voleva che quello che sopravvivesse e fosse rappresentato dopo la di lui morte, quella nazione, dico, calcolava infame colui, che moriva senza eredi, o che non trovasse qualcuno che si facesse l'onorevole e generoso dovere di raccogliere i suoi diritti e compiere i suoi obblighi: degnissima opinione della primiera semplicità de' suoi costumi e della nobile generosità del suo carattere.

A poco a poco si depravarono i costumi, il lusso ed i debiti sue conseguenze si

moltiplicarono , e non fu più possibile allora di lusingarsi che gli eredi facessero una confessione , che sarebbe stata troppo lesiva.

Frattanto per facilitare, per quanto sia possibile, l' accettazione d' un' eredità, si stabilì una dilazione, durante la quale gli eredi potessero conoscere lo stato dell' eredità , e risolversi se devono accettarla . Spirato quel termine, non ebbero dapprima altro mezzo che accettarla o ripudiarla. Fu poi Giustiniano, che perfezionando quell' idea creò il benefizio dell' inventario , mediante il quale l'erede non si obbliga personalmente , e non può giammai venir obbligato a supplire oltre l' ammontare dell' eredità.

Tale istituzione era troppo utile perchè non si generalizzasse ; ella passò da' paesi di diritto scritto a quelli di costumanza. Quale spiacere, che la gran quantità di forme e l' avidità de' legali abbiano fatto sì spesso cadere a danno d' un' eredità quel mezzo che era felicemente immaginato per la conservazione e per la sicurezza degli eredi ? Ma l' abuso che si può togliere o diminuire simplificandone le forme e reprimendo l'ingordigia di quelli che le fanno scaturire in

copia per loro interesse, quando non dovrebbero servirsene che in special vantaggio de' loro clienti, quell' abuso, replico, non toglie che per se stessa non sii ottima quella istituzione.

In alcuni articoli noi troviamo tutte le regole dell' accettazione semplice e pura, dell' accettazione col benefizio d' inventario e del ripudio.

È espressa l' accettazione allorchè si prende il titolo o la qualità d' erede.

È tacita allorchè si fanno degli atti che non si potrebbero fare senz' avere l' intenzione di raccogliere.

Gli atti conservatorj non saprebbero produrre l' accettazione tacita o di fatto; essi suppongono lodevole causa di provvedere a qualche urgenza.

La donazione, o la vendita de' proprj diritti successivi, è una disposizione a titolo di padrone; essa vale quanto l' accettazione.

La rinunzia a profitto anche di un coerede ha lo stesso effetto, giacchè è una specie di dono che gli si fa.

Per non accettare conviene o ripudiare, o del tutto astenersi; riportarsi alla trasmissio-

ne de' diritti che si abbandona, e non disponer da per se stesso.

Le rinunzie devono esser cognite e pubbliche. Si stabilì utilmente nel protocollo de' tribunali di prima istanza un registro, nel quale devono essere inscritte.

Quello che rinunzia, è eguale a quello che non ha da ereditare; ei non trasmette ciò che non ha voluto raccogliere. Minimamente si rappresenta. Se è lui solo l'erede, quello che è nel susseguente grado viene in ispecialità a succedere. Se quel che rinunzia ha coeredi, si aumenta la lor porzione.

La rinunzia non è irrevocabile; si può pentirsi ed accettare, semprechè tutto sia intatto, vale a dire, che altri non abbiano accettato; o che non si lasciò dilatare il proprio diritto per la prescrizione.

Non si può in anticipazione rinunziare ad un' eredità, nè alienare lo sua porzione; conviene conoscere il suo diritto, e saper in che consiste per valevolmente rinunziarvi.

Questa disposizione sembrava contraria alle regole del contratto di vendita, che permettono vendere delle cose future, come sarebbe de' frutti ancor da raccogliersi, de-

gli animali che abbino a nascere, ed altre simili cose, ancorchè non sieno per anco in essere (1).

Si può vendere per esempio una pesca, degli utili da liquidarsi e che non sono assicurati (2); ma in tutti questi casi, il creditore è proprietario.

La speranza che egli vende ha un fondamento reale nella sua possessione, nelle mandre, nella pesca, essendone lui il proprietario; all'incontro non ha una base reale la speranza di un erede presontivo in una successione non verificata, e non è appoggiata che sulla presunzione soventi volte fallace d' esser il successore; d'altronde stabilendo che tutto ciò che si può avere, possedere, o racquistare, è suscettibile di vendita, il popol saggio, il conquistatore ed il legislatore eccettuò quelle vendite che sarebbero contrarie alla natura, al diritto delle genti o ai buoni costumi (3).

---

(1) *Fructus et partus futuri recte emuntur.* L. VIII, ff. *de cont. empt.*

(2) *Spei empto est, veluti captur avium vel piscium.* L. VIII, §. 1, ff. *de contempt.*

(3) *Omnium rerum quas quis habere, vel possi-*

Dunque la vendita dell' eredità d' un che vive offende le convenienze; fa supporre ed il desiderio e la viva previdenza della sua morte; la rinunzia, se derivante da danaro avuto, è una specie di vendita che ha gli stessi difetti della vendita stessa; se è gratuita, è una specie di disprezzo, un' offesa fatta a quello cui in antecipazione si ripudia l' eredità, ovvero se lui medesimo la sollecita può essere in forza dell' autorità ch' egli esercita; essa può produrre per il rinunziante una lesione che la legge non deve tollerare.

Nè paesi di costumanza avevasi ammessa la rinunzia delle femmine; era ciò scusato in virtù di que' avvantaggi che preventivamente godevano colla lor dote e col loro collocamento, più ancora pel desiderio di conservare la facoltà nelle famiglie.

Ma un collocamento era dovuto del pari alle femmine che ai maschj; la dote si per

---

dere, vel persequi potest, venditio recte fit. Quas vero natura, vel gentium jus, vel mores civitatis commercio exuerunt, earum nulla venditio est. L. XXXIV. §. 1, ff. *de contempt.*

esse che per loro non doveva riguardarsi che come un acconto dell' eredità.

La conservazione de' beni nelle famiglie, per molti riguardi preziosa, non lo è tale allorchè porta un pregiudizio a porzione di quella medesima famiglia. Le femmine son nate del pari ai maschj. Qual danno per la società, se la natura adottando tali ingiuste predilezioni, divenisse più feconda di maschj che di femmine e rompesse nelle nascite l'equilibrio de' due sessi, sì necessario alla propagazione ed alla tranquillità dell' umana specie?

Ci siamo accorti che il diritto romano era migliore in questo punto al diritto di costumanza, e si saprà buon grado che quello abbia prevaluto.

Se non si vuole accettare l' eredità che col benefizio d' inventario, basta fare la dichiarazione al protocollo.

Ella non sarà utile allorchè non sii fedele ed esatto l' inventario, onde garantisca la probità dell' erede, e l' interesse de' creditori.

La volontaria inesattezza dell' inventario o gli occultamenti priveranno del benefizio d' inventario.

Il termine per devenire all' inventario e per risolvere è uguale a quello che si praticò in ogni tempo.

L'erede beneficiario è un'amministratore dei creditori e dei legatarj, ai quali deve rendere conto. Non può far cosa relativa all' eredità senza dargliene parte, e nelle forme prescritte dalle leggi di procedura civile.

Ma del pari essendo amministratore, non è minimamente obbligato personalmente.

Una successione senza accettazione, o ripudio, diventa vacante.

Se non sono conosciuti quelli che chiama la legge, o se verun di quelli non vuol raccogliere, si nomina un curatore che la amministri. La sez. IV del cap. V del tit. su cui mi occupo, o legislatori, tratta delle successioni vacanti.

Le regole ne sono ben semplici per non aver d' uopo di schiarimenti: mi basta di dire che il curatore deve fare tutto ciò che farebbe l'erede beneficiario.

Una volta che gli eredi sono conosciuti e che l'eredità è accettata, è ammessa la di-

visione se vi sono più eredi; è questo il soggetto d' un sesto capitolo, che tratta.

Dell' atto di divisione, e della sua forma.

Delle collazioni.

Del pagamento de' debiti.

Della sicurezza delle porzioni.

Della rescissione in materia di divisione.

La divisione è necessaria, poichè sovente l' indivisione non conviene a tutti; in ogni caso basta che spiaccia ad un solo perchè quel solo abbia diritto di farla cessare.

Egualmente non si può obbligarli a restar sempre indivisi.

Una società eterna non è compatibile coll' instabilità de' nostri interessi. Molto saggiamente il Codice limita a cinque anni la convenzione di sospendere la divisione. Compito quel termine, essa non ha più forza; ha bisogno perciò di venir rinnovata.

Il solo fatto non stabilisce mai la divisione; v'è d' uopo sempre d' un atto che la regoli, a meno che la possessione separata che si avesse avuta, non fosse trasformata in titolo, dalla prescrizione.

La minorità, la soggezione alla potestà patria o maritale non fanno ostacoli alla divisione.

Tali circostanze solo esigono delle formalità e precauzioni, che il Codice prescrive, e che non sono necessarie allorchè tutti i coeredi sono maggiori.

Il giudizio dell' atto di divisione spetta al tribunale del luogo ove fu aperta la successione.

Si simplificò la decisione delle difficoltà che possono insorgere nelle divisioni, assoggettandole ad un giudizio sommario, e facendole presiedere se si può da un giudice che in ogni caso sii il mediatore, e che bene spesso potrà il tribunale in situazione di prontamente e giustamente pronunziare.

L' eguaglianza essendo la base della divisione, ogni coerede riporta alla massa què regali che ricevette, o quelle somme di cui va debitore.

Tali rapporti si fanno in natura o col minor discapito. In natura, se la mancanza dell' effetto portasse una disparità impossibile a ripararsi; col minor discapito, se i coeredi trovano degl' immobili d' equivalente valore.

Ciò che mancò senza colpa del donatario; e quei doni che chiamar devonsi piuttosto doveri, o dimostrazioni di tenerezza e non vantaggi, non si riportano.

La divisione, nel riparare le facoltà, le trasmette ad ogni condividente co' loro rispettivi pesi.

Ogni coerede contribuisce per li debiti in proporzione di ciò che raccoglie.

Non è obbligato personalmente che della sua parte contributiva, salve le ipoteche che cadono su tutto.

Il legatario a titolo universale, che è una specie di coerede, proporzionatamente con essi contribuisce pei debiti.

Il legatario particolare niente vi contribuisce, ma è soggetto alle ipoteche de' legati, perchè sono un peso della cosa medesima.

I creditori che hanno de' titoli esecutivi possono farli valere contro la persona dell' erede, giacchè questa figura il morto; basterà che essi anticipatamente gliene abbiano data parte.

È quì che s' introdusse un miglioramento negli usi di Parigi, ove quelle azioni che si

avevano contro il morto si facevano dichiarar valide e si esigevano contro l'erede; superflua formalità, che involgeva in inutili spese, e ch' era contraria a quel principio, che l' erede messo in possesso dell' eredità di pieno diritto, e rappresentando il morto, l' obbliga personalmente colla pura e semplice accettazione, ed unisce i suoi beni a quelli dell' eredità.

I coeredi essendo associati che divisero una cosa comune, si fanno l' un l' altro garanzia de' mancamenti ed evizioni derivanti da cause anteriori alla divisione.

Sono d' altronde proprietarj delle loro porzioni, come se giammai stata non vi fosse indivisione, e sopportano ognuno le perdite che vi potessero essere per cause posteriori alla divisione, nel modo medesimo in cui essi soli ne godono gli avvantaggi, essendovene.

Infine una divisione può essere stata mal eseguita, e può essere stata lesiva: si conservò l' atto di rescissione, egualmente come era in generale fu stabilito per lesione oltrepassante il quarto.

Abbenchè le nuove leggi abbiano proscrit-

ta la rescissione trattandosi di vendite, si dovette mantenerla però relativamente alle divisioni, giacchè ne son diversi i principj.

Il venditore domanda il maggior prezzo, il compratore offre il minor possibile; stranieri l' uno all'altro niente si devono; lungi dall' esser comuni, sono opposti i loro interessi; il più scaltro ed il più fortunato fa il suo miglior mercato. Non vi è sufficiente ragione onde abbia luogo la rescissione, poichè l' essenza del loro contratto è di abbandonare e di prendere un effetto vendibile al prezzo d' accordo. Il pretesto di riportare un' enorme lesione, che avesse sofferta il venditore, involgeva in dispendiose liti, di cui si fece molto bene ad estirparne le radici. Nelle vendite si sarà più attento, ora che non v' è più speranza di restituzione.

Sta nella propria volontà l' alienare, ma non il restare indiviso. La base della vendita è quell' avvantaggio che ciascuno de' contraente vi cerca a spese dell' altro; quella della divisione al contrario, è l' uguaglianza. La divisione adunque è rescissiva per sua natura, poichè tramonta la divisione s' essa non è eguale, e se può fari con matematiche basi,

devesi fare almeno con alcune proposizioni che le eguagliano.

Ma se il primo atto, formante la divisione, per quanto sia difformato, diviene suscettibile a rescissione, cessa d' esserlo, se un secondo lo ha sanzionato, o se si dispose della propria parte. Non vi è eccezione, se non in caso di dolo, che scoperto si avesse dopo l' alienazione. Se si conosceva dapprima, si rinunziò al diritto di reclamare, avendo venduto.

Tali sono, legislatori, le regole principali che questo titolo del Codice presenta al popolo. Esso vi troverà in alcune pagine tutto quello ch' è utile di sapere sulle successioni, ciò che è sparso ne' tanti voluminosi trattati, di cui questo titolo n' è il riassunto e la quint' essenza.

Felice quel tempo in cui la scienza del diritto è abbastanza avanzata onde ridurre in sì piccolo numero di disposizioni chiare e precise quanto diede luogo a tante discussioni, a tante opere, a tanti giudizj!

Felice quel popolo, il quale dopo aver ripreso in forza del suo valore il suo rango sopra le più brillanti nazioni, e le più

polite, ne diviene d'esempio e di modello in forza dell' eccellenza delle sue leggi civili!

L'aridità di materia dell' analisi, che fui forzato presentarvi, non sarà forse addolcita dall' importanza della materia?

Delle politiche discussioni, o di diritto pubblico, più vivamente commoverebbero gli spiriti, ma hanno il loro pericolo. Qui tutto è profitto. Freddo e tranquillo si ritrova, poichè non si tratta che di una giornaliera utilità, e d' un bene più plausibile, che risplendente.

Noi trattiamo del diritto privato, de' domestici affari e della famiglia: ma ogni cittadino individualmente havvi interesse. Questo interesse è senza dubbio inapprezzabile.

Non si ammirerà giammai ciò che è lungi da se?

Allorchè Roma mandò a raccogliere le leggi della Grecia per appropriarsi ciò che avevano di migliore, allorchè le leggi delle dodici tavole furono esposte nella pubblica piazza e soggette all' esame ed alle osservazioni de' cittadini, Roma non presentò uno spettacolo più importante delle discussioni solenni, il di cui risultato ed approvazione da voi dipende.

Luigi XV e d' Aguessau, che avevano sì bene perfezionata la legislazione francese, chiamarono alla redazione di molte leggi, abili soggetti, sapienti magistrati e celebri giureconsulti. Il governo non trascurò questi mezzi, ma la nostra nuova costituzione ci accordò maggiori avvantaggi; essa correderà il nostro Codice civile d' una sanzione che verun Codice non ricevette dopo le leggi delle dodici tavole, voglio dire la sanzione del popolo, in forza dell' approvazione di quelli che lo rappresentano. Le leggi civili in egual modo rese dalle precedenti assemblee, non ebbero nè tal assieme, nè tale maturità. Esse non ci poterono fornire che degli elementi all' epoca nella quale sì felicemente ci avanziamo.

Devonsi ben esser permesse tali osservazioni, non per risentirne orgoglio, abbenchè giustamente, essendosi dedicati a quest' utile lavoro, quanto per indicare quel rispetto che gli sarà dovuto, quando voi lo avrete adottato, e per felicitarci nel veder sorgere a' tempi nostri tal augusto monumento, dalla cima del quale delle semplici leggi, per quanto lo permettono li complicati intrighi di un' im-

mensa popolazione, governeranno trentadue millioni d'abitanti.

Allorchè il tempo che non potrà cancellare la rimembranza delle nostre vittorie, nè avrà nonostante logorati i trofei, la tagliente sua falce non potrà struggere il nostro Codice civile.

Si ricorrerà ad esso, come si ricorre dopo tanti secoli a queste leggi romane, fra le quali noi ci gloriamo d'averne fatta abbondante scelta, ma che ogni imparziale confesserà che noi le abbiamo migliorate e perfezionate.

Sia che noi godiamo i frutti d'una gloriosa pace che ogni Francese brama di veder conservata, sia che forzati siamo ad una guerra che verun desidera quanto la paventa, il nuovo Codice civile sarà un dei più bei ornamenti della pace, o una delle principali consolazioni della guerra. Nel frammentre ch'essa si allontanerà dalle nostre frontiere, esso al di dentro ci assicurerà le felicità, che è sempre il prodotto delle buone leggi. Esso prevenirà, o definirà sbrigativamente le liti, dissensioni meno luminose, ma egualmente dannose alle famiglie, delle

discordie politiche che qualche volta non si estinguono sì facilmente.

Legislatori, diede il suo voto il tribunato, sull'adozione del titolo del Codice circa, *le varie maniere con cui si acquista la proprietà*, e lo credette degno della vostr' approvazione.

NOTE

SULLA LEGGE DEI 29 GERMINALE DEL LIBRO III DEL CODICE CIVILE

De' varj modi co' quali si acquista la proprietà.

(1) ART. 711. Fra le varie maniere di acquistare si distinguono quelle che provengono dal diritto delle genti, e quelle che derivano dal diritto civile.

In quelle che provengono dal diritto delle genti si colloca l'*occupazione* che si verifica, allorchè si piglia ciò che non spetta ad alcuno, ovvero di cui s'ignora il proprietario.

Se si rinviene, si chiama invenzione.

Ciò si applica specialmente ai mobili.

Circa agl' immobili possonsi acquistare anco per occupazione; e se si godono per vario tratto di tempo, si diventa legittimo proprietario. Il ter-

mine sufficiente è stabilito dalla legge e la prescrizione è fissata dal suo spirare.

Vi sono delle prescrizioni più o meno lunghe; di sei mesi, d' un anno, di tre, di cinque, di dieci, di venti e di trent' anni; ve n' erano anche di quaranta.

La prescrizione di venti e trenta s' applica agli immobili, le altre ai mobili.

Si tratterà di ciò al loro titolo particolare.

Fra li varj modi d' acquistare, che dipendono dal diritto delle genti, si colloca anche la *tradizione* che accade allorquando il proprietario abbandona il suo ad un altro, ovvero lo dà di proprio consenso. Siccome la tradizione non si può eseguire sempre di persona in persona e che fa d'uopo alcune volte farla fittiziamente, per esempio, mediante la cessione di titoli, la consegna di chiavi, essendo accompagnata od avendola preceduta la cessione de' titoli, si colloca egualmente nelle forme d' acquistare, che provengono dal diritto civile.

Si colloca pure ne' modi d' acquistare, procedenti dal diritto delle genti, *l' accessione*, *l' alluvione* che accade allorchè ci si appropria un accessorio fatto da un altro su un principale di cui ci sia proprietario, una casa fabbricata sul nostro terreno coll' idea di proprietà non di mala fede *domus solo cedit*: non si può appropriarsela che a condizione d' indenuizzare, colui al quale appartiene quell'accessorio: *l'alluvione* accade al-

lorchè le acque portano successivamente sulli nostri fondi porzione di terra smossa da vicini terreni, e che il nostro, nello spazio di varj anni n'è accresciuto a poco a poco con danno de' vicini. Non si può ripetere veruna indenizzazione per tale alluvione. Se fosse poi momentanea e trasportasse in un punto una parte dal suolo vicino, al proprietario che ne risente il danno, ne spetta un compenso.

Fra le forme di acquistare provenienti dal diritto civile vi son quelle che derivano dalle trasmissioni di beni fatteci da altri col mezzo di pubblici registri, sian gravosi, sian puramente liberali o sian procedenti dal diritto di natura.

Le trasmissioni de' beni che provengono dal diritto di natura sono quell' eredità che ci appartengono; quelle per atti liberali sono le donazioni fra vivi o testamentarie che ci vengon fatte; quelle per atti gravosi sono i diversi contratti, che noi collochiamo egualmente che gli acquisti, li cambj, i matrimonj, le società ec.

(2) Art. 714. Que'luoghi il di cui uso è comune a tutti, sono i pubblici, li passeggi, i pubblici edifizj, li fiumi navigabili, le grandi strade, e le piccole vie, le crocevie, le piazze pubbliche ec.

(3) Art. 716. Il tesoro scoperto nel fondo d'un altro si divideva un tempo in tre parti; un terzo apparteneva allo scopritore, uno al proprietario del fondo, il terzo all' antecessore. Allor-

chè era scoperto dal proprietario del fondo si divideva per metà fra l'antecessore ed il proprietario attuale.

(4) Art. 719. *Vedi la seconda sezione del cap. II del tit. I del libro I.*

(5) Art. 720. Fu sempre importantissimo di conoscere, fra le varie persone chiamate alla successione rispettivamente una all'altra, quale abbia sopravvissuto allorchè avessero tutte assieme perito in un incendio o fossero vittime d'un medesimo naufragio, d'un terremoto o d'uno sfondamento d'una fabbrica, poichè spetta a quella che sopravisse, ancor un solo istante, a raccogliere le successioni dell'altre, e trasmettere ai suoi rispettivi eredi, ad esclusione degli eredi di quelle che avessero prima d'esse perito — Lebrun, *Traité des succession.*, lib. I, sez. 11, num. 13 e seguenti, si occupò di questa materia. Vedi anche il digesto, libro XXXIV, tit. V, *de rebus dubiis*, e la legge 9, *Qui duos impubere filios habebat, ei qui supremus moritur. . . . .*

(6) Art. 723. *Vedi la sezione prima del cap. IV di questo titolo, pag.* 18. — Un tempo, nel diritto francese, li figli naturali non ereditavano; non potevasi accordargli che gli alimenti. Al contrario nel diritto romano i figli naturali, nati da persone libere, succedevano alla lor madre naturale assieme ai figli legittimi; in mancanza di questi succedevano soli ed avevano egualmente il diritto della legittima sui suoi beni. Non v'erano che

quelli ch'essendo nati da un incerto padre e da madre d'illustre famiglia fossero esclusi da tal regola, allorchè per altro ella avesse de' legittimi figlj; ciò secondo la legge *Si quo illustris mulier filium*, libro V, tit. LVII, lib. VI del Cod. *Vedi la sez. II del sucitato cap. IV.* — Pothier nella sua introduzione al titolo XVII *de la coutume d'Orleans*, sez. IV, §. II, intitola questo diritto dello sposo superstite: Della successione *unde vir et uxor.* — « Allorchè il premorto dei » due conjugi (godendo gli effetti civili) non abbi » verun parente per raccogliere le sue facoltà, » l'editto del pretore al titolo *Unde vir et uxor* » vi chiamava in mancanza, replico, di parenti il » conjuge superstite. Li nostri autori Francesi at- » testano, continua Pothier, che fra quelle co- » stumanze che non avevano su ciò spiegato » ammettavano questa successione. Il superstite, » che succede con tal titolo al premorto, è il » vero erede. »

(7) Art. 724. « Il morto impossessa il vivo, cioè il suo erede più vicino ed atto a succedergli. » Artic. 318 della costumanza di Parigi — *Haeres succedit in universum et causam defuncti.* — Vedi le sezioni I e II del cap. IV di questo medesimo titolo.

(8) Art. 725. È atto a succedere colui ch'è concepito. La sola concezione equivale alla nascita. Il figlio ch'è soltanto concepito nel ventre di sua madre è reputato nato, allorchè vi va

di suo interesse secondo l' antica legge: *Antiqui III*, ff. *si pars haeredit. petatur*, le leggi VII e XXVI, ff. *de statu hominum*, e l'ultima legge, ff. *de ventre in possessionem mittendo*. Seguendo il sentimento d' Ippocrate dopo cinquanta giorni ha vita il feto, e viene reputato concepito. È specialmente per l' interesse di quello, che si stullò di dare un curatore al ventre. Una ragione che induce ad attender il parto prima di far verun pagamento agli eredi o formare una provvisoria divisione, egli è che non si può sapere quanti fanciulli nasceranno. Appresso i Romani si attendeva anche tre figli. Un figlio non poteva mai esigere la metà dell' attivo, ma solo la quarta parte: *Quia incertum esset an tres nascerentur. Nec rerum naturam intuendam in qua omnia certa essent, cum futura utique ferent, sed nostram inscientiam aspici debere*. Il presidente Brisson pensava che in Francia non occorreva contare che su due figli; le femmine sono meno feconde che in Italia, come lo sono di più in Egitto di qualunque siasi situazione del mondo, come lo dice Aristotile. Lebrun era del parere del presidente Brisson.

« Quel fanciullo che nasce prima del settimo » mese non è reputato aver vita, o se vive non » è legittimo » dice Lebrun, *Trattato delle successioni* libro I, cap. IV, sez. I, n.° 2. « È perciò » che se una femmina si sgrava nel quarto, » quinto o sesto mese dopo il primo puerperio,

» qualunque segno di vita che abbia dato il bam-
» bino, si presume che veramente non ha vis-
» suto, poichè non venne al mondo che per mo-
» rire momenti dopo, ed il tempo necessario per
» formare il feto atto a vivere, vale a dire lo
» spazio di sette mesi, non si trova nell'epo-
» che succitate. »

È precisa la legge *Septimo mense*, §. *de statu hominum*. Le osservazioni che indi si fecero sembrano aver cangiate su ciò l' idee, poichè dopo l'artic. 312 del 1.° libro del Cod. (tit. VII, cap. 1.° *de la paternité et de la filiation*) il bambino nato dopo 180 giorni (sei mesi) di matrimonio dev'esser riconosciuto dal marito come suo legittimo figlio: 1 ° « S'era conscio della gravi-
» danza prima del matrimonio; 2 ° Se assistette
» all' atto di nascita, e se tal atto è da lui fir-
» mato o contiene la sua dichiarazione se non
» sapesse scrivere; 3.° Se il figlio non è dichia-
» rato in situazione di poter vivere. » Quel bambino nato dopo 180 giorni di matrimonio dovrà dunque esser riconosciuto dal padre, calcolate le suddette condizioni: si riconobbe che dopo sei mesi il fanciullo era legittimo. Sarebbe esso atto a vivere? Di fatti il parere d'Ippocrate, adottato da'Romani, diede luogo a credere che non lo fosse. Dice la legge: *Septimo mense* NASCI PERFECTUM PARTUM *jam receptum est propter auctoritatem doctissimi viri Hippocratis, et ideo credendum est eum qui ex legitimis nuptiis septimo*

mense natus est justum filium esse. Perchè fosse in situazione di poter vivere doveva avere sette mesi.

Per colui ch' è morto civilmente, vedi la sez. II del cap. II del tit. I del Cod. civ., ove tratta *Des personnes.*

(9) Art. 726. Vedi l' articolo II del primo lib. del Cod. civ. (cap. 1.° del tit. 1.°) *de la jouissance des droits civils.*

(10) Art. 727. « Quelli che uccisero il morto » hanno rotto loro stessi que' legami che li strin- » gevano alla successione. » Un celebre giureconsulto scrisse in una questione d' iudegnità.

(11) Art. 729. *Accessorium sequitur sortem rei principali.* Questo è il motivo che puossi dare alla disposizione di quest' articolo, oltre quel sentimento d' indignazione che c' inspira il delitto, se si può accordare tale sentimento alla legge e se si crede ch' essa possi esser soggetta a passioni.

(12) Art. 730. Lebrun pensava che i figli d'un parricida dovessero esser esclusi dalla successione del loro avo, sia poi, che fossero nati avanti o dopo il detestabile delitto del loro genitore; diceva che questo era un ramo, nelle vene del quale, scorreva il veleno e che non doveva aspettarsi veruna sussistenza. Troppo al di là del giusto portava il sentimento d' indignazione il succitato autore. Tutto al più il figlio postumo che non viene alla successione per rappresentanza e quello me-

desimo nato prima del delitto, ch' egualmente non succede per rappresentanza, sono giustamente eccezionati dalle disposizioni dell' articolo.

(13) Art. 732. L' art. 62.^{mo} della legge del 17 nevoso anno II stabiliva in tal guisa: « La legge non » conosce veruna differenza nella natura de' beni » o nella loro origine per regolarne la trasmis» sione. » In conseguenza di queste leggi non più eseguita la regola *paterna paternis*, *materna maternis*. Ne' paesi di legge scritta non si conosceva che un solo patrimonio; niente di proprio sul quale le riserve delli varj usi dovessero esser conservate; tutto era disponibile.

(14) Art. 733. Sono queste le disposizioni degli articoli 83 e 90 della legge 17 nevoso anno II, alle quali fu aggiunta la distinzione relativa ai parenti uterini e consanguinei ch' era omessa dalla suddetta legge, per la mancanza della quale si aveva conseguentemente confuso i consanguinei e gli uterini co' germani. — L' artic. 745 del Codice li unisce in linea diretta discendentale.

(15) Art. 738. Nell' antico diritto si contavano i gradi secondo il diritto civile ed il diritto canonico. Si ammise, sì in quest' articolo che nel seguente, la supputazione, seguendo il diritto civile. Secondo il canonico, dietro il quale i gradi si calcolavano dai matrimonj, conveniva passare il quarto grado per avere la dispensa di matrimonio; si contavano tanti gradi fra due collaterali eguali (cugini germani), quanti ve n'erano

fra ognuno d' essi ed il capo, o lor ceppo: per esempio, tutt' i fratelli non essendo discosti che d' un grado dal padre, hanno reciprocamente un grado di distanza, nè sono discosti l' un dall' altro che di due gradi. Seguendo il diritto civile, come si vede in quest' art. 738 i cugini germani sono al quarto grado.

(16) Art. 739. Questa è la prima parte dell'articolo 82 della legge del 19 nevoso anno II.

(17) Art. 740. Nella costumanza di Parigi leggesi, art. 319. « In linea diretta (discendentale) » la rappresentanza ha luogo infinitamente ed in » qualunque grado ciò sia. » Gli articoli 65, 66, 67, 68 della legge 17 nevoso anno II spiegano l' ordine nel quale è ammessa la rappresentanza.

(18) Art. 741. La seconda parte di quest' articolo, quelle parole *le plus proche* (ascendant) *dans chacune des deux lignes exclut toujours le plus éloigné*, spiegano perchè la rappresentanza non è ammessa a favore degli ascendenti. Il più prossimo non potendo essere che il rappresentante del più lontano, ed escludendolo è impossibile che vi sia rappresentanza.

(19) Art. 742. L' art. 77 della legge del 2 nevoso anno II si esprimeva: *La rappresentanza ha luogo fino all' infinito in linea collaterale ec.* Dietro l' art. 320 della costumanza di Parigi e secondo Duplessis nel suo Commentario (libro II, cap. 1.° *de la succession collatérale*) la rappresentanza in successione collaterale non aveva

mai luogo che in un sol caso, cioè allorchè de' fratelli o sorelle venivano a succedere ai loro fratelli, i figli degli altri fratelli e sorelle morti venivano essi pure (art. 320) « In linea colla-
» terale la rappresentanza è ammessa allorchè i
» nipoti vengono alla successione del loro zio
» o zia colli fratelli e sorelle del morto, e nel
» detto caso di rappresentanza quelli che rap-
» presentano succedono per stipite, non per
» capo.

» Non vi è, continua Duplessis, verun articolo
» ch' espressamente escluda la rappresentanza, ma
» viene esclusa di diritto, e li costumi avendola
» ammessa in questo grado, ch' è quello del di-
» ritto, l'han tacitamente rigettata in ogni altro:
» *inclusio unius sit exclusio alterius.* » È perciò che i pronipoti vengon esclusi dalli fratelli e sorelle del morto; è perciò che lo vengono egualmente dai nipoti, quando anche i pronipoti fossero sortiti da una persona che fosse padre di quelli ed avo di questi, del pari il zio esclude il cugin germano, abbenchè rappresenti un altro zio.

(20) Art. 744. Lebrun, *Traité des successions* libro III, cap. V, sez. I, n. 10, trattò la questione, se conveniva esser erede di colui che si rappresenta e decise che ciò non era necessario, fosse in linea diretta, fosse nella collaterale; poichè l' effetto della rappresentanza che non è altro che rimpiazzare il morto che si rappresenta, fingendo d' esser lui stesso, non deriva, *dice*

Lebrun, se non se dalla connessione per non dire dall' identità che v'è fra padre e figlio; da ciò ne venne che il solo figlio rappresenta il padre, non essendo in verun caso permesso ai collaterali. Tal diritto non procede dalla qualità civile di erede o di possessore delle facoltà del morto, ma è fondato nella natura, che perpetuamente surroga i figlj al padre e restituisce alla società un padre morto nella persona di quel figlio che a lui sorvive. Cosicchè il nipote sia l' erede del padre o non lo sia in forza del ripudio, lui solo viene alla successione di suo avo. Si appoggia Lebrun all' art. 308 della costumanza di Parigi.

(21) Art. 745. « Così, non più primogenitu- » ra, non più esclusion di donne ancorchè do- » tate d' un sol cappel di rose, non più distin- » zione fra li figlj del primo, del secondo, » del terzo letto. » Quest' articolo è la disposizione del 9 della legge 17 nevoso anno II, che stabilisce l' eguaglianza perfetta fra tutti i coeredi anche collaterali, a fronte d' ogni legge anteriore, costumanze, donazioni e testamenti.

(22) Art. 746. L' art. 69 della legge del 17 nevoso ordinava: « Se il morto non lasciò discen- » denti, nè fratelli o sorelle, nè loro discen- » denti, i suoi genitori o il sopravivente di questi » lui succedono. » Gli art. 70, 71 chiamavano gli avoli ed avole o quel fra quelli che sorviveva in mancanza de' genitori, e mancando gli avi,

gli ascendenti superiori, seguendo la prossimità del grado. L'articolo 75 è concepito in questi termini: « Gli ascendenti succedono sempre per » capo » L'art. 35, come si vede, non accorda la successione al sorvivente degli ascendenti, prima perchè non la pronunzia, secondariamente poichè divide l'eredità per metà fra gli ascendenti della linea paterna e quelli della materna, e stabilisce quasi per osservazione, che quello ascendente che si trova al più prossimo grado raccoglie la metà attaccata alla sua linea, ad esclusione d'ogni altro. Se l'ascendente raccoglie soltanto *la metà* attaccata alla sua linea, ad esclusione, è ben vero d'ogni altro, non raccoglie la totalità a titolo di sorvivenza sul suo coascendente. L'art. 44 dà al padre o madre sopravvivente l'usufrutto del terzo de' beni ai quali ei non succede in proprietà, ma nel caso stabilito dall'articolo 43.

(23) Art. 747. L'articolo 312 della costumanza di Parigi dicendo, che in linea diretta, il proprio non rimonta e non vi succedono i genitori, avo od ava, l'art. 313 pronunziò: « Nulla » mono succedono (gli ascendenti) a ciò che » fu da lor concesso a' loro figli morti senza » progenie, non che a' loro discendenti. » Il prezzo in caso di vendita e l'atto di ripresa che son conferiti agli ascendenti, in forza dell'art. del Codice sono mezzi per ricoprire le cose da essi date nel caso previsto.

(24) Art. 748. L'esser il padre unitamente ai fratelli e sorelle o lor discendenti chiamati alla successione de' loro figlj morti senza posterità è una disposizione de' paesi di legge scritta, ove gli ascendenti eran sempre preferiti alli collaterali, eccetto il caso in cui il morto avesse lasciati de' fratelli-germani. Allora questi concorrevano co' loro genitori e dividevano egualmente la successione. — L'art. 311 della costumanza di Parigi faceva succedere i genitori a' loro figlj morti senza discendenti ai mobili, agli immobili, ai beni acquistati in comunione, e non esistendo i genitori, succedevano l'avo o l'ava od altri discendenti. L' art. 315 accordava loro in simil caso il pien possesso dell' eredità e d' ogni facoltà immobile acquistata dal figlio premorto e che l' avesse lasciata al suo figlio morto dappoi senza prole, o sui discendenti senza fratelli e sorelle, ciò sempre ad esclusione de' collaterali. L' art. 12 della legge del 17 nevoso anno 11 al contrario faceva in ogni caso escludere gli ascendenti dagli eredi collaterali che discendevano da loro (per esempio i fratelli e sorelle del morto o loro discendenti) o d' altri ascendenti al grado stesso.

(25) Art. 749. Prova suficientemente quest'articolo non esservi per il padre e madre quella sopravvivenza che veniva accordata dall' articolo 69 della legge 17 nevoso anno 11.

(26) Art. 750. Conviene adunque che i geni-

tori sieno premorti al figlio e che costui sia morto senza posterità, onde i suoi fratelli o sorelle o loro discendenti sieno chiamati alla successione. Essi escludono gli ascendenti ed altri eredi collaterali. — Vedesi negli art. 748, 749 in qual modo concorrevano i genitori co' fratelli, sorelle o lor discendenti, ed in quali casi. L' art. 751 ripete le disposizioni dei due precedenti.

(27) Art. 752. L'art. 340 della costumanza di Parigi chiamava i fratelli consanguinei ed uterini a dividere in eguali porzioni con quelli de' genitori; dice quell' articolo: « I fratelli e sorelle, supposto » che non sieno che di padre o madre, suc- » cedono egualmente cogli altri fratelli del pa- » dre e madre al loro fratello o sorella, ai » mobili ed ai beni immobili: » egualmente ai proprj di quello dal lato e linea del quale i fratelli e sorelle erano uniti. L'articolo quì distingue le varie questioni e non chiama gli uterini e consanguinei che a dividere nella loro linea. È vero che se non vi sono che da un lato fratelli e sorelle, essi non ostante non assorbono la totalità della successione, nè escludono egualmente tutti i parenti dell' altra linea. Non ha luogo la distinzione, che fra e per li fratelli e sorelle.

(28) Art. 753. Evvi quì eguale concorso fra gli avi e li collaterali, di quello che stabiliscono gli art. 748, 749 fra li genitori e fra li fratelli e sorelle. È appunto nel caso previsto da questo

articolo che viene accordato al padre od alla madre sopravvivente l' usufrutto del terzo delle facoltà, alle quali l' uno o l' altra non succedono in proprietà, ciò che dev' essere l' usufrutto del terzo de'beni ai quali in forza del concorso vengono ad ereditare i parenti collaterali. Nel caso di tal concorso i collaterali nello stesso grado succedono per capo e non per stipite.

(29) Art. 755. Allorchè non vi son parenti ne' gradi successibili e che il morto non lascia figlj naturali o conjuge superstite non divorziato, la succesione è devoluta allo stato, secondo gli articoli 767, 768. Altre volte il fisco non v'entrava che dopo ogni parente ; *fiscus post omnes*. È ben vero ch' è rarissimo che si riconoscano parenti oltre il duodecimo grado, anche secondo il calcolo del diritto civile, e che de' parenti sì lontani debbono poco contare sull' eredità de' loro parenti.

(30) Art. 756 Un decreto del 4 giugno 1793 stabiliva che i figlj nati fuori di matrimonio succederebbero ai loro genitori nelle forme che verrebbero stabilite. La legge del 12 brumale anno 11 che formò l' ultima giurisprudenza aveva dichiarato all' artic. 2, che i loro diritti di successibilità erano gli stessi che quelli degli altri figlj. L' art. 9 stabiliva che vi dovesse essere successibilità reciproca fra essi e i loro parenti collaterali in mancanza d' eredi diretti. Avanti la rivoluzione essi non avevano alcun diritto di suc-

cedere e non venivano loro accordati che gli alimenti. — Bisogna esaminar la legge 12 brumale per conoscere la differenza fra i diritti da essa stabiliti e quelli del Codice. — L'artic. decimo della legge 12 brumale avea decretato: « Rispetto ai figlj nati fuori di matrimonio, i di » cui genitori saranno ancor vivi alla promulga-» zione del Codice civile, i loro beni e i loro » diritti saranno in tutto regolati secondo la di-» sposizione del Codice. » Dovevasi promulgare la legge.

(31) Art. 767. *Vedi ciò che fu detto nell' art.* 13, *not.* 6.

(32) Art. 775. L'artic. 316 della costumanza di Parigi è concepito in questi termini: « Non è erede chi non lo vuol essere. »

(33) Art. 776. Non possono le donne maritate valevolmente accettare neppure le successioni de' loro genitori senza l'autorizzazione del loro marito o della giustizia: « Circa al minore po-» teva prendere la qualità d'erede, rinunziare, » accettare e rinunziare ancora. » — Vedi gli artic. 455, 456 del lib. I del Cod. *sur les acceptations et répudiations des successions échues aux mineurs.*

(34) Art. 777. L'accettazione non è che una facoltà sul diritto dell'aperta successione.

(35) Art. 778. L'art. 317 della costumanza di Parigi dice, che si fa atto di erede e che come tale si è obbligato ai debiti del morto,

quando si prende nella successione ciò che non dovrebbesi che avere in qualità d' erede. Se si è creditore dal morto bisogna fare la sua domanda giudizialmente. *Qui semel est haeres, semper hic haeres etc.*

(36) Art. 783. *De eo quod fit per dolum malum nemo tenetur.*

(37) Art. 784. La rinunzia ad una successione poteva farsi con un atto avanti un notajo, o con un atto dinanzi al protocollo, o con una dichiarazione in giudizio, della quale il giudice formava atto o tacitamente non immischiandovisi punto. — La porzione del rinunziante aumentava quella de' suoi coeredi in forza dell' art. 310 della costumanza di Parigi.

(38) Art. 789. Trent' anni di tempo prescrivono la facoltà d' accettare o ripudiare una successione.

(39) Art. 791. La giurisprudenza aveva ammesse le rinunzie alle future successioni col contratto di matrimonio. — La vendita de' suoi diritti sulla successione d' uomo vivente è sempre stata proibita, quasi che potesse coltivare l' empia brama dell' altrui morte. *Ne quis mortem alterius appetat.*

(40) Art. 792. *Vedi l' art.* 317 *della succitata costumanza di Parigi.*

(41) Art. 794. La più picciola giustificata occultazione basta per far perder all' erede il benefizio di rinunzia e farlo dichiarare puro e semplice erede. Lebrun *lib.* 3, *cap. IX, n.* 15.

(42) Art. 795. Vedi il tit. VII del decreto dell' anno 1667 *sur les délais, pour faire inventaire et pour délibérer*. Nell' articolo medesimo è stabilito egualmente.

(43) Art. 798. *Vedi l'art. IV del tit. VII dell' ordinanza dell' anno* 1667.

(44) Art. 800. La facoltà da questo articolo conservata all' erede, è secondo l' intenzione di Lebrun *lib. III, cap. IV*, e 12, e di quello di Pothier nella sua introduzione al tit. XVII della costumanza d' Orleans *sez. V, art. II, §. II, n.* 46. — Lebrun allo stesso *cap. n.* 80 è d'avviso che se nulla v' è da inventariare, non serve nemmeno fare il processo verbale dal quale comparisca che vi è nulla.

(45) Art. 801. *Vedi la nota dell' art.* 84 *sopraccitato che cita Lebrun.*

(46) Art. 802 Vedi Pothier *loco citato* num. 49, 52, 53. — Vedi Furgole *des testamens* cap. X, sez. III, n. 28, 29 e susseguenti.

(47) Art. 803. Vedi Pothier ai n. 49, 50 *loco citato*. Lebrun al sopraccitato cap. n. 85.

(48) Art. 804. *Haeres de lata culpa tenetur*, non già *de levi* e molto meno *de levissima.*

(49) Art. 807. Passò in uso e si soprabbondava nel concederla all' erede beneficiario, tale cauzione. Si potrà aspettare che li cauzionati la ricercano.

(50) Art. 812. Tal' era l' antica giurisprudenza; ma da molto tempo non si nominavano cu-

ratori alle successioni vacanti ; conveniva dirig-gersi ai prefetti de' dipartimenti, la nazione presentandosi con diritto alle successioni vacanti.

(51) Art. 813. Pothier nella stessa introduzione al tit. *des successions* sez. VI, art. I, n. 71 si esprime nei seguenti termini: « Gli eredi » possono convenire che la divisione sia differita » fra un periodo di tempo che sarà, limitato lib. » XIV, §. II, ff. *Comm. divid. puta*, cioè fino » alla maggiorità di qualcuno degli eredi o fino » alla decisione di quella tal causa ec. n. 72. » Nel frattempo che gli eredi possedono in co- » mune le facoltà della successione, l'atto di » divisione non puossi giammai prescrivere, » poichè tal atto nasce dalla natura stessa della » comunione ch'esige sempre la divisione; ma » questa si prescrive per trent'anni come ogni » altro atto, allorchè un erede da se solo e se- » paratamente godè in un tale spazio di tempo » que' beni de' quali gli si chiede la divisione. »

(52) Art. 819. L'art. 7 del decreto 6 marzo 1791 autorizzava i giudici di pace ad apporre li sigilli dell'offizio.

(53) Art. 824. In forza dell'art. 80 della costumanza di Parigi non si poteva procedere alla licitazione dell'eredità fra eredi (la quale equivaleva alla divisione) se non se quando era conosciuto che l'eredità non potevansi facilmente dividere. La licitazione dovevasi fare giustizialmente.

(54) Art. 825. L'accrescimento era il quarto più dell' estimo de' mobili che potevasi dare dal sorvivente per avere ciò ch'era inventariato, impedendone la lor vendita. Que' tutori che non facevano vendere li mobili appartenenti ai lor pupilli, erano obbligati di dar loro ragione nella resa de' conti di tal aumento. Gli esecutori testamentarj, i sequestri che avevano conservato de' mobili d'appartenenza de' maggiori, erano egualmente tenuti ad accordare l' aumento sul prezzo dell' estimo.

(55) Art. 827. La licitazione potevasi fare egualmente alla presenza di un notaro, anche allorchè v' erano de' minori, sempre ch' essa fosse preceduta dalla stima e dagli affissi, e che fosse permesso il concorso all'acquisto anche agli stranieri.

(56) Art. 829. Gli art. 304, 305, 306 della costumanza di Parigi stabilivano ciò che si doveva ed in qual modo si doveva collazionare. *Vedi Pothier all' introduzione al tit. XVII della costumanza di Orleans sez. VI, art. 3, §. I, n. 77, 78, 79, 80, 81, 82 e 83 allo stesso soggetto. Vedi Lebrun lib. III, cap. VI, sez. II e III. Vedi tutta la sezione II del presente capitolo.*

(57) Art. 830. Tal'è la disposizione della prima parte dell' art. 805 della costumanza di Parigi.

(58) Art 833. Tal cambio si chiamava *solutum.*

(59) Art. 834. Lebrun, lib. IV, cap. I, n. 66, dice che si deve calcolare la garanzia delle parti

fra il rimanente della divisione; ch' essa è fondata sulla equità stessa che chiede l' eguaglianza fra' coeredi, e più ancora sulla legge *Si familiae* 14, *cod. famil. herciscund*; ne hanno uguali disposizioni varie altre costumanze, come per esempio quelle di Bretagna art. 142, essa è dovuta di pieno diritto.

(60) Art. 835. Lebrun (al citato luogo n. 65) dice che i creditori possono egualmente proporre i loro reclami contro la formazione delle parti, e che se trovassero lesione nella parte del loro debitore, potrebbero lamentarsene, poichè loro è egualmente permesso di esercitare i loro diritti rescindenti e rescissorj; che finalmente se avessero rinunziato alla successione, potrebbero rivocare la rinunzia come se fatta fosse con inganno sui loro crediti.

(61) Art. 838. La divisione fatta in giustizia diventa allora definitiva come lo vuole l'art. 130 Altre volte co' minori, le divisioni non erano che provvisorie. Quest' art. 130 non le dichiara provvisorie che nel caso in cui le prescritte formalità non sieno state osservate.

(62) Art. 841. Questo sarà un mezzo di escludere dalla divisione quegli stranieri che avessero acquistato de' diritti successivi.

(63) Art. 842. L' uso aveva sancito le consegne de' titoli, chieste da quest'articolo.

(64) Art. 843. È generale la disposizione; essa riguarda gli eredi collaterali egualmente che

gli eredi diretti. Essa è conforme all' artic. 9 della legge 17 nevoso anno 7. In virtù dell' articolo 301 della costumanza di Parigi si poteva essere donatario fra vivi (non già legatario) ed erede in linea collaterale. Siccome che in linea collaterale niente era dovuto di legittimo, così la donazione riduceva a picciola frazione la parte ereditaria degli altri.

Nota. *Qual regola, di sovente io cito la costumanza di Parigi, poichè in un infinito numero di casi, essa formava il diritto comune della Francia, soprattutto allorchè le nostre costumanze non avevano contrarie disposizioni. Senza dubbio la ragione fu quella che la fece adottare dagli autori del Codice e la fecero amalgamare col diritto scritto. — Il testo della costumanza dispensa di citare molte autorità, nelle circostanze in cui mi avrebbe paruto necessario di riportarle. Quelle di Lebrun e quelle di Pothier possono su tal materia esser sufficienti.*

I doni ed i legati fatti con dispensa dalla collazione chiesta dall' art. 133 *del Codice, sono disposizioni del nuovo diritto; esse entrano nell' intenzione dell' articolo* 5 *della legge del* 4 *germinale anno* 8, *che dice:* « *Le liberalità autorizzate* » *dalla presente legge potranno esser fatte a* » *benefizio de' figli od altri successibili di quello* » *che dispone senza essi (li successibili,) sieno* » *soggetti a conferire.* »

(65) Art. 845. *Vedi l'art.* 307 *della costumanza*

di Parigi, ch'è concepito in questi termini: « Nulla
» ostante allorchè colui che avesse percepito un
» dono od un legato volesse di ciò solo contentarsi,
» lo può fare, astenendosi dall'eredità, riservata
» la legittima per gli altri. » La legittima era la
metà di tutto ciò che v' era nella successione,
se il donatore o il testatore non avessero disposto
a titolo gratuito. *Vedi nelle sez. I e II del cap. I del tit. II di questo libro III, art.* 203 *e seguenti* qual sia la porzione disponibile de' suoi
beni e quando e come si fa la riduzione della
donazione e de' legati.

(66) Art. 847. Questa disposizione è contraria a quella dell' artic. 306 della costumanza di
Parigi. « Del pari, ciò che si diede ai figlj di
» quelli che sono eredi e che vengono a succedere ai loro genitori od altri ascendenti, è
» soggetto alla collazione, o sono obbligati a ricevere tanto di meno. » — La disposizione
dell' articolo del Codice è per la ferma esecuzione delle donazioni e legati della parte disponibile.

(67) Art. 849. Tale distinzione è stabilita senza
dubbio, onde far sentire la necessità d'introdurvi la clausula della dispensa dalla collazione;
poichè se le donazioni e legati si fanno allo sposo
successibile con la dispensa, non sarà egli obbligato a conferirli.

(68) Art. 851. *Vedi per ciò ch' è soggetto alla collazione ciò che ho detto alla nota sull'art.* 829.

(69) Art. 858. La disposizione di quest' articolo e quella degli articoli 149, 150, 151 e 152 formano l' intero articolo 305 della costumanza di Parigi.

(70) Art. 870. Eguale è la disposizione dell'articolo 332 della più detta costumanza di Parigi.

(71) Art. 871. È approssimativa la disposizione dell' articolo 334 della costumanza succitata. — *Vedi Lebrun lib. IV, cap. II, sez. I; Pothier* loco citato *sez. VII, art. I, §. I, n.* 113, 114.

(72) Art. 873 Del pari è la disposizione dell' articolo 333 della costumanza di Parigi.

(73) Art. 877. Seguendo la giurisprudenza conveniva far dichiarare i titoli esecutorj verso gli eredi ed a tal oggetto ottenere una sentenza. Questa giurisprudenza era contraria un poco alla regola *haeres succedit in universum jus et causa defuncti.* — Forse sarà prudente di prendere delle misure onde impedire che le significazioni di titoli non fossero sconosciute agli eredi. — Forse sarà stata la tema ch' esse non fossero sconosciute che fece adottar ciò alla giurisprudenza. — Un' esecuzione, trascorsi otto giorni dopo la sua intimazione, può estremamente arrecar danno all' erede che non avesse avuto il tempo di riunire i mezzi onde soddisfare il creditore. — È delicato quest' argomento. — In forza di ciò si potrebbe esser singolarmente imbarazzato ad accettare una successione. — Si sarebbe

soventi volte costretto ad accettarla solo col beneficio d'inventario. — Si temerà che non si voglia attaccare come nulli i titoli esecutivi. — Ai legislatori io sottometto tali mie osservazioni.

(74) Art. 879. La novazione, è la sostituzione d'un nuovo debito ad un antico. L'antico viene soddisfatto dal nuovo che si stabilì in sua vece: da ciò ne viene che la novazione è conteggiata fra li varj mezzi con cui si estinguono le obbligazioni. *Vedi Pothier* Traité des obligations, *parte III cap. II, art. I, n.* 546 *e seguenti.*

(75) Art. 880. La prescrizione di tre anni è l'ordinaria per ottenere la proprietà de' mobili. — Il precetto *possideo quia possideo* non è compito che dalla prescrizione di 3 anni, a meno che non si posseda a titolo incontrastabile.

(76) Art. 883. La divisione non è che dichiarativa e non attributiva. Fino alla divisione *haeres habet totum in toto et totum in qualibet parte.* La divisione stabilisce allora su quai soli effetti ha diritto.

(77) Art. 886. Gl' interessi arretrati d' una rendita perpetua prescrivendosi per cinque anni si prese probabilmente questo termine per la prescrizione dell' esercizio di garanzia. Un creditore che sta cinque anni senza domandare i suoi arretrati, non potrà obbligare i coeredi del debitore ad una più lunga garanzia.

Loi du 13 Floréal an XI.

TITRE II.

DES DONATIONS ENTRE-VIFS ET DES TESTAMENS.

Dispositions générales.

ART. 893.

On ne pourra disposer de ses biens, à titre gratuit, que par donation entre-vifs ou par testament, dans les formes ci-après établies (1).

894. *La donation entre-vifs est un acte par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée, en faveur du donataire qui l'accepte* (2).

895. *Le testament est un acte par lequel le testateur dispose, pour le tems où il n'existera plus, de tout ou partie de ses biens, et qu'il peut révoquer* (3).

896. *Les substitutions sont prohibées.*

Toute disposition par laquelle le donataire, l'héritier institué, ou le légataire, sera chargé de conserver et de rendre à un tiers, sera nulle,

même à l'égard du donataire, de l'héritier institué ou du légataire (4).

897. *Sont exceptées de l'article précédent les dispositions permises aux pères et mères et aux frères et sœurs, au chapitre v du présent titre* (5).

898. *La disposition par laquelle un tiers serait appelé à recueillir le don, l'hérédité ou le legs, dans le cas où le donataire, l'héritier institué ou le légataire ne le recueillerait pas, ne sera pas regardée comme une substitution, et sera valable*(6).

899. *Il en sera de même de la disposition entre-vifs ou testamentaire, par laquelle l'usufruit sera donné à l'un, et la nue propriété à l'autre* (7).

900. *Dans toute disposition entre-vifs ou testamentaire, les conditions impossibles, celles qui seront contraires aux lois ou aux mœurs, seront réputées non écrites* (8).

CHAPITRE PREMIER.

De la capacité de disposer ou de recevoir par donations entre-vifs ou par testament.

ART. 901.

Pour faire une donation entre-vifs ou un testament, il faut être sain d'esprit (9).

902. *Toutes personnes peuvent disposer et re-*

cevoir, soit par donation entre-vifs, soit par testament, excepté celles que la loi en déclare incapables.

903. *Le mineur âgé de moins de seize ans ne pourra aucunement disposer, sauf ce qui est réglé au chapitre VIII* des Donations entre époux (10).

904. *Le mineur parvenu à l'âge de seize ans ne pourra disposer que par testament, et jusqu'à concurrence seulement de la moitié des biens dont la loi permet au majeur de disposer.*

905. *La femme mariée ne pourra donner entre-vifs sans l'assistance ou le consentement spécial de son mari, ou sans y être autorisée par la justice, conformément à ce qui est prescrit par les articles* 217 *et* 219, *au titre* du Mariage.

Elle n'aura besoin de consentement du mari ni d'autorisation de la justice, pour disposer par testament (11).

906. *Pour être capable de recevoir entre-vifs, il suffit d'être conçu au moment de la donation.*

Pour être capable de recevoir par testament, il suffit d'être conçu à l'époque du décès du testateur. Néanmoins la donation ou le testament n'auront leur effet qu'autant que l'enfant sera né viable (12).

907. *Le mineur, quoique parvenu à l'âge de*

seize ans, ne pourra, même par testament, disposer au profit de son tuteur.

Le mineur, devenu majeur, ne pourra disposer, soit par donation entre-vifs, soit par testament, au profit de celui qui aura été son tuteur, si le compte définitif de la tutelle n'a été préalablement rendu et apuré.

Sont exceptés, dans les deux cas ci-dessus, les ascendans des mineurs, qui sont, ou qui ont été leurs tuteurs (13).

908. *Les enfans naturels ne pourront, par donation entre-vifs ou par testament, rien recevoir au-delà de ce qui leur est accordé au titre des* Successions.

909. *Les docteurs en médecine ou en chirurgie, les officiers de santé et les pharmaciens qui auront traité une personne pendant la maladie dont elle meurt, ne pourront profiter des dispositions entre-vifs ou testamentaires qu'elle aurait faites en leur faveur pendant le cours de cette maladie.*

Son exceptées,

1.° *Les dispositions rémunératoires faites à titre particulier, eu égard aux facultés du disposant et aux services rendus;*

2.° *Les dispositions universelles, dans le cas de parenté jusqu'au quatrième degré inclusive-*

ment, pourvu toutefois que le décédé n'ait pas d'héritiers en ligne directe ; à moins que celui au profit de qui la disposition a été faite, ne soit lui-même du nombre de ces héritiers.

Les mêmes règles seront observées à l'égard du ministre du culte (14).

910. *Les dispositions entre-vifs ou par testament, au profit des hospices, des pauvres d'une commune, ou d'établissemens d'utilité publique, n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par un arrêté du gouvernement.*

911. *Toute disposition au profit d'un incapable sera nulle, soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées.*

Seront réputés personnes interposées, les pères et mères, les enfans et descendans, et l'époux de la personne incapable.

912. *On ne ponrra disposer au profit d'un étranger, que dans le cas où cet étranger pourrait disposer au profit d'un Français.*

CHAPITRE II.

De la portion des biens disponible et de la réduction.

SECTION PREMIÈRE.

De la portion des biens disponible.

ART. 913.

Les libéralités, soit par acte entre-vifs, soit par testament, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant, s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime; le tiers, s'il laisse deux enfans; le quart, s'il en laisse trois ou un plus grand nombre (15).

914. *Sont compris dans l'article précédent, sous le nom d'*enfans, *les descendans en quelque degré que ce soit; néanmoins ils ne sont comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la succession du disposant* (16).

915. *Les libéralités par acte entre-vifs ou par testament ne pourront excéder la moitié des biens, si, à défaut d'enfant, le défunt laisse un ou plusieurs ascendans dans chacune des lignes paternelle et maternelle; et les trois quarts, s'il ne laisse d'ascendans que dans une ligne.*

Les biens ainsi réservés au profit des ascendans, seront par eux recueillis dans l'ordre où la loi les appelle à succéder, et s'il n'y a d'ascendans que dans une des lignes, ils auront seuls droit à cette réserve, dans tous les cas où un partage en concurrence avec des collatéraux ne leur donnerait pas la qaotité de biens à laquelle elle est fixée (17).

916. *A défaut d'ascendans et de descendans, les libéralités par actes entre-vifs ou testamentaires pourront épuiser la totalité des biens.*

917. *Si la disposition par acte entre-vifs ou par testament est d'un usufruit ou d'une rente viagère dont la valeur excède la quotité disponible, les héritiers au profit des quels la loi fait une réserve auront l'option, ou d'exécuter cette disposition, ou de faire l'abandon de la propriété de la quotité disponible.*

918. *La valeur en pleine propriété des biens aliénés, soit à charge de rente viagère, soit à fonds perdu, ou avec réserve d'usufruit, à l'un des successibles en ligne directe, sera imputée sur la portion disponible; et l'excédant, s'il y en a, sera rapporté à la masse. Cette imputation et ce rapport ne pourront être demandés par ceux des autres successibles en ligne directe qui auraient consenti à ces aliénations, ni, dans aucun cas, par les successibles en ligne collatérale.*

919. *La quotité disponible pourra être donnée en tout ou en partie, soit par acte entre-vifs, soit par testament, aux enfans ou autres successibles du donateur, sans être sujette au rapport par le donataire ou le légataire venant à la succession, pourvu que la disposition ait été faite expressément à titre de préciput ou hors part.*

La déclaration que le don ou le legs est à titre de préciput ou hors part, pourra être faite, soit par l'acte qui contiendra la disposition, soit postérieurement, dans la forme des dispositions entre-vifs ou testamentaires (18).

SECTION II.

De la réduction des donations et legs.

ART. 920.

Les dispositions, soit entre-vifs, soit à cause de mort, qui excéderont la quotité disponible, seront réductibles à cette quotité lors de l'ouverture de la succession.

921. *La réduction des dispositions entre-vifs ne pourra être demandée que par ceux au profit desquels la loi fait la réserve, par leurs héritiers ou ayant-cause: les donataires, les légataires,*

ni les créanciers du défunt, ne pourront demander cette réduction ni en profiter.

922. *La réduction se détermine en formant une masse de tous les biens existans au décès du donateur ou testateur. On y réunit fictivement ceux dont il a été disposé par donations entre-vifs, d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au tems du décès du donateur. On calcule sur tous ces biens, après en avoir déduit les dettes, quelle est, eu égard à la qualité des héritiers qu'il laisse, la quotité dont il a pu disposer.*

923. *Il n'y aura jamais lieu à réduire les donations entre-vifs, qu'après avoir épuisé la valeur de tous les biens compris dans les dispositions testamentaires; et lorsqu'il y aura lieu à cette réduction, elle se fera en commençant par la dernière donation, et ainsi de suite en remontant des dernières aux plus anciennes* (19).

924. *Si la donation entre-vifs réductible a été faite à l'un des successibles, il pourra retenir, sur les biens donnés, la valeur de la portion qui lui appartiendrait, comme héritier, dans les biens non disponibles, s'ils sont de la même nature.*

925. *Lorsque la valeur des donations entre-vifs excédera ou égalera la quotité disponible,*

toutes les dispositions testamentaires seront caduques (10).

926. *Lorsque les dispositions testamentaires excéderont, soit la quotité disponible, soit la portion de cette quotité qui resterait après avoir déduit la valeur des donations entre-vifs, la réduction sera faite au marc le franc, san aucune distinction entre les legs universels et les legs particuliers* (21).

927. *Néanmoins, dans tous les cas où le testateur aura expressément déclaré qu'il entend que tel legs soit acquitté de préférence aux autres, cette préférence aura lieu; et le legs qui en sera l'objet, ne sera réduit qu'autant que la valeur des autres ne remplirait pas la réserve légale* (22).

928. *Le donataire restituera les fruits de ce qui excédera la portion disponible, à compter du jour du décès du donateur, si la demande en réduction a été faite dans l'année, sinon, du jour de la demande.*

929. *Les immeubles à recouvrer par l'effet de la réduction, le seront sans charge de dettes ou hypothèques créées par le donataire* (23).

930. *L'action en réduction ou revendication pourra être exercée par les héritiers contre les tiers détenteurs des immeubles faisant partie des*

donations et aliénés par les donataires, de la même manière et dans le même ordre que contre les donataires eux-mêmes, et discussion préalablement faite de leurs biens. Cette action devra être exercée suivant l'ordre des dates des aliénations, en commençant par la plus récente (24).

CHAPITRE III.

Des donations entre-vifs.

SECTION PREMIÈRE.

De la forme des donations entre-vifs.

ART. 931.

Tous actes portant donation entre-vifs seront passés devant notaires, dans la forme ordinaire des contrats; et il en restera minute, sous peine de nullité (25).

932. *La donation entre-vifs n'engagera le donateur, et ne produira aucun effet, que du jour qu'elle aura été acceptée en termes exprès.*

L'acceptation pourra être faite du vivant du donateur, par un acte postérieur et authentique, dont il restera minute; mais alors la donation n'aura d'effet, à l'égard du donateur, que du jour où l'acte qui constatera cette acceptation lui aura été notifié (26).

933. *Si le donataire est majeur, l'acceptation doit être faite par lui, ou, en son nom, par la personne fondée de sa procuration portant pouvoir d'accepter la donation faite, ou un pouvoir général d'accepter les donations qui auraient été ou qui pourraient être faites.*

Cette procuration devra être passée devant notaires, et une expédition devra en être annexée à la minute de la donation, ou à la minute de l'acceptation qui serait faite par acte séparé.

934. *La femme mariée ne pourra accepter une donation sans le consentement de son mari, ou, en cas de refus du mari, sans autorisation de la justice, conformément à ce qui est prescrit par es articles* 217 *et* 219, *au titre* du Mariage (27.

935. *La donation faite à un mineur non émancipé ou à un interdit, devra être acceptée par son tuteur, conformément à l'article* 463, *au titre* de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation.

Le mineur émancipé pourra accepter avec l'assistance de son curateur.

Néanmoins, les père et mère du mineur émancipé ou non émancipé, ou les autres ascendans, même du vivant des père et mère, quoiqu'ils ne

soient ni tuteurs ni curateurs du mineur, pourront accepter pour lui (28).

936. *Le sourd-muet qui saura écrire pourra accepter lui-même, ou par un fondé de pouvoir.*

S'il ne sait pas écrire, l'acceptation doit être faite par un curateur nommé à cet effet, suivant les règles établies au titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation.

937. *Les donations faites au profit d'hospices, des pauvres d'une commune, ou d'établissemens d'utilité publique, seront acceptées par les administrateurs de ces communes ou établissemens, après y avoir été dûment autorisés* (29).

938. *La donation dûment acceptée sera parfaite par le seul consentement des parties; et la propriété des objets donnés sera transférée au donataire, sans qu'il soit besoin d'autre tradition.*

939. *Lorsqu'il y aura donation de biens susceptibles d'hypothèques, la transcription des actes contenant la donation et l'acceptation, ainsi que la notification de l'acceptation qui aurait eu lieu par acte séparé, devra être faite aux bureaux des hypothèques dans l'arrondissement des quels les biens sont situés* (30).

940. *Cette transcription sera faite à la diligence du mari, lorsque les biens auront été*

donnés à sa femme; et si le mari ne remplit pas cette formalité, la femme pourra y faire procéder sans autorisation.

Lorsque la donation sera faite à des mineurs, à des interdits ou à des établissemens publics, la transcription sera faite à la diligence des tuteurs, curateurs ou administrateurs (31).

941. *Le défaut de transcription pourra être opposé par toutes personnes ayant intérêt, excepté toutefois celles qui sont chargées de faire faire la transcription, au leurs ayant-cause et le donateur.*

942. *Les mineurs, les interdits, les femmes mariées ne seront point restitués contre le défaut d'acceptation ou de transcription des donations; sauf leur recours contre leurs tuteurs ou maris, s'il y échet, et sans que la restitution puisse avoir lieu, dans le cas même où les dits tuteurs et maris se trouveraient insolvables* (32).

943. *La donation entre-vifs ne pourra comprendre que les biens présens du donateur; si elle comprend des biens à venir, elle sera nulle à cet égard* (33).

944. *Toute donation entre-vifs faite sous des conditions dont l'exécution dépend de la seule volonté du donateur, sera nulle* (34).

945. *Elle sera pareillement nulle, si elle a été faite sous la condition d'acquitter d'autres dettes ou charges que celles qui existaient à l'époque de la donation, ou qui seraient exprimées, soit dans l'acte de donation, soit dans l'état qui devrait y être annexé* (35).

946. *En cas que le donateur se soit réservé la liberté de disposer d'un effet compris dans la donation, ou d'une somme fixe sur les biens donnés; s'il meurt sans en avoir disposé, ledit effet ou ladite somme appartiendra aux héritiers du donateur, nonobstant toutes clauses et stipulations à ce contraires.*

947. *Les quatre articles précédens ne s'appliquent point aux donations dont est mention aux chapitres* VIII *et* IX *du présent titre* (36).

948. *Tout acte de donation d'effets mobiliers ne sera valable que pour les effets dont un état estimatif, signé du donateur et du donataire, ou de ceux qui acceptent pour lui, aura été annexé à la minute de la donation* (37).

949. *Il est permis au donateur de faire la réserve à son profit, ou de disposer au profit d'un autre, de la jouissance ou de l'usufruit des biens meubles ou immeubles donnés* (38).

950. *Lorsque la donation d'effets mobiliers aura*

été faite avec réserve d'usufruit, le donataire sera tenu, à l'expiration de l'usufruit, de prendre les effets donnés qui se trouveront en nature, dans l'état où ils seront, et il aura action contre le donateur ou ses héritiers, pour raison des objets non existans, jusqu'à concurrence de la valeur qui leur aura été donnée dans l'état estimatif.

951. *Le donateur pourra stipuler le droit de retour des objets donnés, soit pour le cas du prédécès du donataire seul, soit pour le cas du prédécès du donataire et de ses descendans.*

Ce droit ne pourra être stipulé qu'au profit du donateur seul (39).

952. *L'effet du droit de retour sera de résoudre toutes les aliénations des biens donnés, et de les faire revenir ces biens au donateur, francs et quittes de toutes charges et hypothèques, sauf néanmoins l'hypothèque de la dot et des conventions matrimoniales, si les autres biens de l'époux donataire ne suffisent pas, et dans le cas seulement où la donation lui aura été faite par le même contrat de mariage du quel résultent ces droits et hypothéques* (40).

SECTION II.

Des Exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations entre-vifs.

ART. 953.

La donation entre-vifs ne pourra être révouqée que pour cause d'inexécution des conditions sous lesquelles elle aura été faite, pour cause d'ingratitude, et pour cause de survenance d'enfans (41).

954. *Dans le cas de la révocation pour cause d'inexécution des conditions, les biens rentreront dans les mains du donateur, libres de toutes charges et hypothèques du chef du donataire; et le donateur aura, contre les tiers détenteurs des immeubles donnés, tous les droits qu'il aurait contre le donataire lui-même.*

955. *La donation entre-vifs ne pourra être révoquée pour cause d'ingratitude que dans les cas suivans:*

1.° *Si le donataire a attenté à la vie du donateur;*

2.° *S'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves;*

3.° *S'il lui refuse des alimens.*

956. *La révocation pour cause d'inexécution des conditions, ou pour cause d'ingratitude, n'aura jamais lieu de plein droit.*

957. *La demande en révocation pour cause d'ingratitude devra être formée dans l'année, à compter du jour du délit imputé par le donateur au donataire, ou du jour que le délit aura pu être connu par le donateur.*

Cette révocation ne pourra être demandée par le donateur contre les héritiers du donataire, ni par les héritiers du donateur contre le donataire, à moins que, dans ce dernier cas, l'action n'ait été intentée par le donateur, ou qu'il ne soit décédé dans l'année du délit.

958. *La révocation pour cause d'ingratitude ne préjudiciera ni aux aliénations faites par le donataire, ni aux hypothèques et autres charges réelles qu'il aura pu imposer sur l'objet de la donation, pourvu que le tout soit antérieur à l'inscription qui aurait été faite de l'extrait de la demande en révocation, en marge de la transcription prescrite par l'article 939.*

Dans le cas de révocation, le donataire sera condamné à restituer la valeur des objets aliénés, eu égard au tems de la demande, et les fruits, à compter du jour de cette demande.

959. *Les donations en faveur de mariage ne seront pas révocables pour cause d'ingratitude.*

960. *Toutes donations entre-vifs faites par personnes qui n'avaient point d'enfans ou descendans actuellement vivans dans le tems de la do-*

nation, de quelque valeur que ces donations puissent être, et à quelque titre qu'elles aient été faites, et encore qu'elles fussent mutuelles ou rémunératoires, même celles qui auraient été faites en faveur de mariage par autres que par les ascendans aux conjoints, ou par les conjoints l'un à l'autre, demeureront révoquées de plein droit par la survenance d'un enfant légitime du donateur, même d'un posthume, ou par la légitimation d'un enfant naturel par mariage subséquent, s'il est né depuis la donation (42).

961. *Cette révocation aura lieu, encore que l'enfant du donateur ou de la donatrice fût conçu au tems de la donation* (43).

962. *La donation demeurera pareillement révoquée, lors même que le donataire serait entré en possession des biens donnés, et qu'il y aurait été laissé par le donateur depuis la survenance de l'enfant; sans néanmoins que le donataire soit tenu de restituer les fruits par lui perçus, de quelque nature qu'ils soient, si ce n'est du jour que la naissance de l'enfant ou sa légitimation par mariage subséquent lui aura été notifiée par exploit ou autre acte en bonne forme; et ce, quand même la demande pour rentrer dans les biens donnés, n'aurait été formée que postérieurement à cette notification* (44).

963. *Les biens compris dans la donation ré-*

voquée de plein droit, rentreront dans le patrimoine du donateur, libres des toutes charges et hypothéques du chef du donataire, sans qu'ils puissent demeurer affectés, même subsidiairement, à la restitution de la dot de la femme de ce donataire, de ses reprises ou autres conventions matrimoniales; ce qui aura lieu quand même la donation aurait été faite en faveur du mariage du donataire, et insérée dans le contrat, et que le donateur se serait obligé comme caution, par la donation, à l'exécution ducontrat de mariage (45).

964. *Les donations ainsi révoquées ne pourront revivre ou avoir de nouveau leur effet, ni par la mort de l'enfant du donateur, ni par aucun acte confirmatif; et si le donateur veut donner les mêmes biens au même donataire, soit avant ou après la mort de l'enfant par la naissance duquel la donation avait été révoquée, il ne le pourra faire que par une nouvelle disposition* (46).

965. *Toute clause ou convention par laquelle le donateur aurait renoncé à la révocation de la donation pour survenance d'enfant, sera regardée comme nulle, et ne pourra produire aucun effet.*

966. *Le donataire, ses héritiers ou ayant cause, ou autres détenteurs des choses données, ne pourront opposer la prescription pour faire valoir la donation révoquée par la survenance d'enfant, qu'après une possession de trente années, qui ne*

pourront commencer à courir que du jour de la naissance du dernier enfant du donateur, même posthume ; et ce, sans préjudice des interruptions, telles que de droit (47).

CHAPITRE V.

Des dispositions testamentaires.

SECTION PREMIÈRE.

Des régles générales sur la forme des testamens.

ART. 967.

Toute personne pourra disposer par testament, soit sous le titre d'institution d'héritier, soit sous le titre de legs, soit sous toute autre dénomination propre à manifester sa volonté (48).

968. *Un testament ne pourra être fait dans le même acte par deux ou plusieurs personnes, soit au profit d'un tiers, soit à titre de disposition réciproque et mutuelle* (49).

969. *Un testament pourra être olographe, ou fait par acte public, ou dans la forme mystique* (50).

970. *Le testament olographe ne sera point valable, s'il n'est écrit en entier, daté et signé de la main du testateur ; il n'est assujetti à aucune autre forme* (51).

971. *Le testament par acte public est celui qui est reçu par deux notaires en présence de deux témoins, ou par un notaire, en présence de quatre témoins* (52).

972. *Si le testament est reçu par deux notaires, il leur est dicté par le testateur, et il doit être écrit par l'un de ces notaires, tel qu'il est dicté.*

S'il n'y a qu'un notaire, il doit également être dicté par le testateur, et écrit par ce notaire.

Dans l'un et l'autre cas, il doit en être donné lecture au testateur, en présence des témoins.

Il est fait du tout mention expresse (53).

973. *Ce testament doit être signé par le testateur: s'il déclare qu'il ne sait ou ne peut signer, il sera fait dans l'acte mention expresse de sa déclaration, ainsi que de la cause qui l'empêche de signer* (54).

974. *Le testament devra être signé par les témoins; et néanmoins dans les campagnes il suffira qu'un des deux témoins signe, si le testament est reçu par deux notaires, et que deux des quatre témoins signent, s'il est reçu par un notaire.*

975. *Ne pourront être pris pour témoins du testament par acte public, ni les légataires, à quelque titre qu'ils soient, ni leurs parens ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, ni les clercs des notaires par lesquels les actes seront reçus* (55).

976. *Lorsque le testateur voudra faire un testament mystique ou secret, il sera tenu de signer ses dispositions, soit qu'il les ait écrites lui-*

même, ou qu'il les ait fait écrire par un autre. Sera le papier qui contiendra ses dispositions, ou le papier qui servira d'enveloppe, s'il y en a une, clos et scellé. Le testateur le présente ainsi clos et scellé au notaire, et à six témoins au moins, ou il le fera clore et sceller en leur présence; et il déclarera que le contenu en ce papier est son testament écrit et signé de lui, ou écrit par un autre et signé de lui: le notaire en dressera l'acte de suscription, qui sera écrit sur ce papier, ou sur la feuille qui servira d'enveloppe: cet acte sera signé tant par le testateur que par le notaire, ensemble par les autres témoins. Tout ce que dessus sera fait de suite et sans divertir à autres actes; et en cas que le testateur, par un empêchement survenu depuis la signature du testament ne puisse signer l'acte de suscription, il sera fait mention de la déclaration qu'il en aura faite, sans qu'il soit besoin, en ce cas, d'augmenter le nombre des témoins (56).

977. *Si le testateur ne sait signer, ou s'il n'a pu le faire lorsqu'il a fait écrire ses dispositions, il sera appelé à l'acte de suscription un témoin, outre le nombre porté par l'article précédent, lequel signera l'acte avec les autres témoins; et il y sera fait mention de la cause pour laquelle ce témoin aura été appelé* (57).

978. *Ceux qui ne savent ou ne peuvent lire,*

ne pourront faire de dispositions dans la forme du testament mystique (58).

979. *En cas que le testateur ne puisse parler, mais qu'il puisse écrire, il pourra faire un testament mystique, à la charge que le testament sera entierement écrit, daté et signé de sa main, qu'il le présentera au notaire et aux témoins, et qu'au haut de l'acte de suscription il écrira, en leur présence, que le papier qu'il présente est son testament: après quoi le notaire écrira l'acte de suscription, dans lequel il sera fait mention que le testateur a écrit ces mots en présence du notaire et des témoins; et sera, au surplus, observé tout ce qui est prescsit par l'article* 976 (59).

980. *Les témoins appelés pour être présens aux testamens, devront être mâles, majeurs, républicoles, jouissant des droits civils* (60).

SECTION II.

Des règles particulières sur la forme de certains testamens.

ART. 981.

Les testamens des militaires et des individus employés dans les armées, pourront, en quelque pays que ce soit, être reçus par un chef de bataillon ou d' escadron, ou par tout autre officier d'un grade supérieur, en présence de deux témoins, ou par deux commissaires des guerres,

ou par un de ces commissaires, en présence de deux témoins (61).

982. *Ils pourront encore, si le testateur est malade ou blessé, être reçus par l'officier de santé en chef, assisté du commandant militaire chargé de la police de l' hospice.*

983. *Les dispositions des articles ci-dessus n'auront lieu qu'en faveur de ceux qui seront en expédition militaire, ou en quartier, ou en garnison hors du territoire de la république ou prisonniers chez l'ennemi, sans que ceux qui seront en quartier ou en garnison dans l'intérieur puissent en profiter, à moins qu'ils ne se trouvent dans une place assiégée ou dans une citadelle et autres lieux dont les portes soient fermées et les communications interrompues à cause de la guerre*(62).

984. *Le testament fait dans la forme ci-dessus établie, sera nul six mois après que le testateur sera revenu dans un lieu où il aura la liberté d'employer les formes ordinaires* (63).

985. *Les testamens faits dans un lieu avec lequel toute communication sera interceptée à cause de la peste ou autre maladie contagieuse, pourront être faits devant le juge de paix, ou devant l'un des officiers municipaux de la commune, en présence de deux témoins* (64).

986. *Cette disposition aura lieu, tant à l'égard de ceux qui seraient attaqués de ces maladies,*

que de ceux qui seraient dans les lieux qui en sont infectés, encore qu'ils ne fussent pas actuellement malades (65).

987. *Les testamens mentionnés aux deux précédens articles deviendront nuls six mois après que les communications auront été rétablies dans le lieu où le testateur se trouve, ou six mois après qu'il aura passé dans un lieu où elles ne seront point interompues* (66).

988. *Les testamens faits sur mer, dans le cours d'un voyage, pourront être reçus, savoir:*

A bord des vaisseaux et autres bâtimens de l'état, par l'officier commandant le bâtiment, ou, à son défaut, par celui qui le supplée dans l'ordre du service, l'un ou l'autre conjointement avec l'officier d'administration, ou avec celui qui en remplit les fonctions;

Et à bord des bâtimens de commerce, par l'écrivain du navire ou celui qui en fait les fonctions, l'un ou l'autre conjointemeut avec le capitaine, le maître, ou patron, ou, à leur défaut, par ceux qui les remplacent.

Dans tous les cas, ces testamens devront être reçus en présenee de deux témoins (67).

989. *Sur les bâtimens de l'état, le testament du capitaine ou celui de l'officier d'administration, et, sur les bâtimens de commerce, celui du capitaine, du maître ou patron, ou celui de l'écri-*

vain, pourront être reçus par ceux qui viennent après eux dans l'ordre du service, en se conformant pour le surplus aux dispositions de l'article précédent.

990. *Dans tous les cas, il sera fait double original des testamens mentionnés aux deux articles précédens.*

991. *Si le bâtiment aborde dans un port étranger dans lequel se trouve un commissaire des relations commerciales de France, ceux qui auront reçu le testament seront tenus de déposer l'un des originaux, clos ou cacheté, entre les mains de ce commmissaire, qui le fera parvenir au ministre de la marine, et celui-ci en fera faire le dépôt au greffe de la justice de paix du lieu du domicile du testateur.*

992. *Au retour du bâtiment en France, soit dans le port de l'armement, soit dans un port autre que celui de l'armement, les deux originaux du testament, également clos et cachetés, ou l'original qui resterait, si, conformément à l'article précédent, l'autre avait été déposé pendant le cours du voyage, seront remis au bureau du préposé de l'inscription maritime; ce préposé les fera passer sans délai au ministre de la marine, qui en ordonnera le dépôt, ainsi qu'il est dit au même article.*

993. *Il sera fait mention sur le rôle du bâtiment, à la marge du nom du testateur, de la re-*

mise qui aura été faite des originaux du testament, soit entre les mains d'un commissaire des relations commerciales, soit au bureau d'un préposé de l'inscription maritime.

994. *Le testament ne sera point réputé fait en mer, quoiqu'il l'ait été dans le cours du voyage, si, au temps où il a été fait, le navire avait abordé une terre, soit étrangère, soit de la domination française, où il y aurait au officier public français; auquel cas il ne sera valable qu'autant qu'il aura été dressé suivant les formes prescrites en France, ou suivant celles usitées dans les pays où il aura été fait.*

995. *Les dispositions ci-dessus seront communes aux testamens faits par les simples passagers qui ne feront point partie de l'équipage.*

996. *Le testament fait sur mer, en forme prescrite par l'art.* 988, *ne sera valable qu'autant que le testateur mourra en mer, ou dans les trois mois après qu'il sera descendu à terre, et dans un lieu où il aura pu le refaire dans les formes ordinaires.*

997. *Le testament fait sur mer ne pourra contenir aucune disposition au profit des officiers du vaisseau, s'ils ne sont parens du testateur.*

998. *Les testamens compris dans les articles ci-dessus de la présente section, seront signés par les testateurs et par ceux qui les auront reçus.*

Si le testateur déclare qu'il ne sait ou ne peut

signer ; il sera fait mention de sa déclaration, ainsi que de la cause qui l'empêche de signer.

Dans les cas où la présence de deux témoins est requise, le testament sera signé au moins par l'un d'eux, et il sera fait mention de la cause pour laquelle l'autre n'aura pas signé (68).

999. *Un Français qui se trouvera en pays étranger pourra faire ses dispositions testamentaires par acte sous signature privée, ainsi qu'il est prescrit en l'article* 970, *ou par acte authentique, avec les formes usitées dans le lieu où cet acte sera passé* (69).

1000. *Les testamens fait en pays étranger ne pourront être exécutés sur les biens situés en France, qu'après avoir été enregistrés au bureau du domicile du testateur, s'il en a conservé un ; sinon au bureau de son dernier domicile connu en France ; et dans le cas où le testament contiendrait des dispositions d'immeubles qui y seraient situés, il devra être, en outre, enregistré au bureau de la situation de ces immeubles, sans qu'il puisse être exigé un double droit.*

1001. *Les formalités auxquelles les divers testamens sont assujettis par les dispositions de la présente section et de la précédente, doivent être observées à peine de nullité* (70).

SECTION III.

Des institutions d'héritiers et des legs en général.

ART. 1002.

Les dispositions testamentaires sont ou universelles, ou à titre universel, ou à titre particulier.

Chacune de ces dispositions, soit qu'elle ait été faite sous la dénomination d'institution d'héritier, soit qu'elle ait été faite sous la dénomination de legs, produira son effet suivant les règles ci-après établies pour les legs universels, pour les legs à titre universel et pour les legs particuliers (71).

SECTION IV.

Du legs universel.

ART. 1003.

Le legs universel est la disposition testamentaire par laquelle le testateur donne à une ou plusieurs personnes l'universalité des biens qu'il laissera à son décès.

1004. *Lorsqu'au décès du testateur il y a des héritiers auxquels une quotité de ses biens est réservée par la loi, ces héritiers sont saisis de plein droit, par sa mort, de tous les biens de la succession; et le légataire universel est tenu de leur demander la délivrance des biens compris dans le testament* (72).

1005. *Néanmoins, dans les mêmes cas, le légataire universel aura la jouissance des biens com-*

pris dans le testament, à compter du jour du décès ; si la demande en délivrance a été faite dans l'année, depuis cette époque ; sinon cette jouissance ne commencera que du jour de la demande formée en justice, ou du jour que la délivrance aurait été volontairement consentie.

1006. *Lorsqu'au décès du testateur il n'y aura pas d'héritiers auxquels une quotité de ses biens soit réservée par la loi, le légataire universel sera saisi de plein droit par la mort du testateur, sans être tenu de demander la délivrance*(73).

1007. *Tout testament olographe sera, avant d'être mis à exécution, présenté au président du tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel la succession est ouverte. Ce testament sera ouvert, s'il est cacheté. Le président dressera procès-verbal de la présentation, de l'ouverture et de l'état du testament, dont il ordonnera le dépôt entre les mains du notaire par lui commis.*

Si le testament est dans la forme mystique, sa présentation, son ouverture, sa description et son dépôt, seront faits de la même manière ; mais l'ouverture ne pourra se faire qu'en présence de ceux des notaires et des temoins, signataires de l'acte de suscription, qui se trouveront sur les lieux, ou eux appelés.

1008. *Dans le cas de l'art.* 1006, *si le te-*

stament est olographe ou mystique, le légataire universel sera tenu de se faire envoyer en possession, par une ordonnance du président, mise au bas d'une requête à laquelle sera joint l'acte de dépôt.

1009. *Le légataire universel qui sera en concours avec un héritier, auquel la loi réserve une quotité des biens, sera tenu des dettes et charges de la succession du testateur, personnellement pour sa part et portion, et hypothécairement pour le tout; et il sera tenu d'acquitter tous les legs, sauf le cas de réduction, ainsi qu'il est expliqué aux art.* 926 *et* 927.

SECTION V.

Des legs à titre universel.

ART. 1010.

Le legs à titre universel est celui par lequel le testateur lègue une quote-part des biens dont la loi lui permet de disposer, telle qu'une moitié, un tiers, ou tous ses immeubles, ou tout son mobilier, ou une quotité fixe de tous ses immeubles ou de tout son mobilier.

Tout autre legs ne forme qu'une disposition à titre particulier.

1011. *Les légataires à titre universel seront tenus de demander la délivrance aux héritiers auxquels une quotité des biens est réservée par la loi, à leur défaut aux légataires universels, et à*

à défaut de ceux-ci, aux héritiers appelés dans l'ordre établi au titre des Successions.

1012. *Le légataire à titre universel sera tenu, comme le légataire universel, des dettes et charges de la succession du testateur, personnellement pour sa part et portion, et hypothécairement pour le tout.*

1013. *Lorsque le testateur n'aura disposé que d'une quotité de la portion disponible, et qu'il l'aura fait à titre universel, ce légataire sera tenu d'acquitter les legs particuliers par contribution avec les héritiers naturels.*

SECTION VI.

Des legs particuliers.

ART. 1014.

Tout legs pur et simple donnera au légataire, du jour du décès du testateur, un droit à la chose léguée: droit transmissible à ses héritiers ou ayant-cause.

Néanmoins, le légataire particulier ne pourra se mettre en possession de la chose léguée, ni en prétendre les fruits ou intérêts, qu'à compter du jour de sa demande en délivrance; formée suivant l'ordre établi par l'art. 1011, *ou du jour auquel cette délivrance lui aurait été volontairement consentie.*

1015. *Les intérêts ou fruits de la chose léguée courront au profit du légataire, dès le jour du décès, et sans qu'il ait formé sa demande en justice,*

1.° *Lorsque le testateur aura expressément*

déclaré sa volonté, à cet égard, dans le testament;

2.° Lorsqu'une rente viagère ou une pension aura été léguée à titre d'aliment.

1016. *Les frais de la demande en délivrance seront à la charge de la succession, sans néanmoins qu'il puisse en résulter de réduction de la réserve légale.*

Les droits d'enregistrement seront dus par le légataire.

Le tout, s'il n'en a été autrement ordonné par le testament.

Chaque legs pourra être enregistré séparément, sans que cet enregistrement puisse profiter à aucun autre qu'au légataire ou à ses ayant-cause.

1017. *Les héritiers du testateur, ou autres débiteurs d'un legs, seront personnellement tenus de l'acquitter, chacun au prorata de la part et portion dont il profiteront dans la succession.*

Ils en seront tenus hypothécairement pour le tout, jusqu'à concurrence de la valeur des immeubles de la succession dont ils seront détenteurs (74).

1018. *La chose léguée sera délivrée avec les accessoires nécessaires, et dans l'état où elle se trouvera au jour du décès du donateur.*

1019. *Lorsque celui qui a légué la propriété d'un immeuble l'a ensuite augmentée par des acquisitions, ces acquisitions, fussent-elles contiguës, ne seront pas censées, sans une nouvelle disposition, faire partie du legs.*

Il en sera autrement des embellissemens ou

des constructions nouvelles faites sur le fonds légué, ou d'un enclos dont le testateur aurait augmenté l'enceinte.

1020. *Si, avant le testament, ou depuis, la chose léguée a été hypothéquée pour une dette de la succession, ou même pour la dette d'un tiers, ou si elle est grevée d'un usufruit, celui qui doit acquitter les legs n'est point tenu de le dégager, à moins qu'il n'ait été chargé de le faire par une disposition expresse du testateur.*

1021. *Lorsque le testateur aura légué la chose d'autrui, le legs sera nul, soit que le testateur ait connu ou non qu'elle ne lui appartenait pas* (75).

1022. *Lorsque le legs sera d'une chose indéterminée, l'héritier ne sera pas obligé de la donner de la meilleure qualité, et il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.*

1023. *Le legs fait au créancier ne sera pas censé en compensation de sa créance, ni le legs fait au domestique en compensation de ses gages.*

1024. *Le légataire à titre particulier ne sera point tenu des dettes de la succession, sauf la réduction du legs ainsi qu'il est dit ci-dessus, et sauf l'action hypothécaire des créanciers* (76).

SECTION VII.

Des Exécuteurs testamentaires.

1025. *Le testateur pourra nommer un ou plusieurs exécuteurs testamentaires.*

1026. *Il pourra leur donner la saisine du tout,*

ou seulement d'une partie de son mobilier; mais elle ne pourra durer au-delà de l'an et jour à compter de son décès.

S'il ne la leur a pas donnée, il ne pourront l'exiger (77).

1027. *L'héritier pourra faire cesser la saisine, en offrant de remettre aux exécuteurs testamentaires somme suffisante pour le paiement des legs mobiliers, ou en justifiant de ce paiement.*

1028. *Celui qui ne peut s'obliger, ne peut pas être exécuteur testamentaire.*

1029. *La femme mariée ne pourra accepter l'exécution testamentaire qu'avec le consentement de son mari.*

Si elle est separée de biens, soit par contrat de mariage, soit par jugement, elle le pourra avec le consentement de son mari, ou, à son refus, autorisée par la justice, conformément à ce qui est prescrit par les art. 217 *et* 219, *au titre* du Mariage.

1030. *Le mineur ne pourra être exécuteur testamentaire, même avec l'autorisation de son tuteur ou curateur.*

1031. *Les exécuteurs testamentaires feront apposer les scellés, s'il y a des héritiers mineurs, interdits ou absens.*

Ils feront faire, en présence de l'héritier présomptif, ou lui dûment appelé, l'inventaire des biens de la succession.

Ils provoqueront la vente du mobilier, à défaut des deniers suffisans pour acquitter les legs.

Ils veilleront à ce que le testament soit exécuté ; et ils pourront, en cas de contestation sur son exécution, intervenir pour en soutenir la validité.

Ils devront, à l'expiration de l'année du décès du testateur, rendre compte de leur gestion.

1032. *Les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire ne passeront point à ses héritiers.*

1033. *S'il y a plusieurs exécuteurs testamentaires qui aient accepté, un seul pourra agir au défaut des autres ; et ils seront solidairement responsables du compte du mobilier qui leur a été confié, à moins que le testateur n'ait divisé leurs fonctions, et que chacun d'eux ne se soit renfermé dans celle qui lui était attribuée.*

1034. *Les frais faits par l'exécuteur testamentaire pour l'apposition des scellés, l'inventaire, le compte et les autres frais relatifs à ses fonctions, seront à la charge de la succession.*

SECTION VIII.

De la Révocation des testamens, et de leur caducité.

1035. *Les testamens ne pourront être révoqués, en tout ou en partie, que par un testament postérieur, ou par un acte devant notaires, portant déclaration du changement de volonté* (78).

1036. *Les testamens postérieurs qui ne révoqueront pas d'une manière expresse les précédens, n'annulleront, dans ceux-ci, que celles des dispositions y contenues qui se trouveront incompatibles avec les nouvelles, ou qui seront contraires* (79).

1037. *La révocation faite dans un testament postérieur aura tout son effet, quoique ce nouvel acte reste sans exécution par l'incapacité de l'héritier institué ou du légataire, ou par leur refus de recueillir.*

1038. *Toute aliénation, celle même par vente avec faculté de rachat ou par échange, que fera le testateur de tout ou de partie de la chose léguée, emportera la révocation du legs pour tout ce qui a été aliéné, encore que l'aliénation postérieure soit nulle et que l'objet soit rentré dans la main du testateur* (80).

1039. *Toute disposition testamentaire sera caduque, si celui en faveur de qui elle est faite n'a pas survécu au testateur.*

1040. *Toute disposition testamentaire faite sous une condition dépendante d'un événement incertain, et telle que, dans l'intention du testateur, cette disposition ne doive être exécutée qu'autant que l'événement arrivera ou n'arrivera pas, sera caduque, si l'héritier institué ou le legataire décède avant l'accomplissement de la condition* (81).

1041. *La condition qui, dans l'intention du testateur, ne fait que suspendre l'exécution de la disposition, n'empêchera pas l'héritier institué, ou le légataire, d'avoir un droit acquis et transmissible à ses héritiers.*

1042. *Le legs sera caduc, si la chose léguée a totalement péri pendant la vie du testateur.*

Il en sera de même si elle a péri depuis sa mort sans le fait et la faute de l'héritier, quoique celui-ci

ait été mis en retard de la délivrer, lorsqu'elle eût également dû périr entre les mains du légataire (82).

1043. *La disposition testamentaire sera caduque, lorsque l'héritier institué ou le légataire la répudiera, ou se trouvera incapable de la recueillir* (83).

1044. *Il y aura lieu à accroissement au profit des légataires, dans le cas où le legs sera fait à plusieurs conjointement.*

Le legs sera réputé fait conjointement, lorsqu'il le sera par une seule et même disposition, et que le testateur n'aura pas assigné la part de chacun des colégataires dans la chose léguée (84).

1045. *Il sera encore réputé fait conjointement, quand une chose qui n'est pas susceptible d'être divisée sans détérioration aura été donnée par le même acte à plusieurs personnes, même séparément.*

1046. *Les mêmes causes qui, suivant l'article 954 et les deux premières dispositions de l'article 955, autoriseront la demande en révocation de la donation entre-vifs, seront admises pour la demande en révocation des dispositions testamentaires* (85).

1047. *Si cette demande est fondé sur une injure grave faite à la mémoire du testateur, elle doit être intentée dans l'année, à compter du jour du délit.*

CHAPITRE V.

Des Dispositions permises en faveur des petits-enfans du donateur ou testateur, ou des enfans de ses frères et sœurs.

1047. *Les biens dont les pères et mères ont la faculté*

de disposer pourront être par eux donnés, en tout ou en partie, à un ou plusieurs de leurs enfans, par actes entre-vifs ou testamentaires, avec la charge de rendre ces biens aux enfans nés et à naître, au premier degré seulement, desdits donataires (86).

1049. *Sera valable, en cas de mort sans enfans, la disposition que le défunt aura faite par acte entre-vifs ou testamentaire, au profit d'un ou plusieurs de ses frères ou sœurs, de tout ou partie des biens qui ne sont point réservés par la loi dans sa succession, avec la charge de rendre ces biens aux enfans nés et à naître, au premier degré seulement, desdits frères ou sœurs donataires.*

1050. *Les dispositions permises par les deux articles précédens, ne seront valables qu'autant que la charge de restitution sera au profit de tous les enfans nés et à naître du grevé, sans exception ni préférence d'âge ou de sexe.*

1051. *Si, dans les cas ci-dessus, le grevé de restitution au profit de ses enfants meurt, laissant des enfans au premier degré et des descendans d'un enfant prédécédé, ces derniers recueilleront, par représentation, la portion de l'enfant prédécédé.*

1052. *Si l'enfant, le frère ou la sœur auxquels des biens auraient été donnés par acte entre-vifs, sans charge de restitution, acceptent une nouvelle libéralité faite par acte entre-vifs ou testamentaire, sous la condition que les biens précédemment donnés demeureront grevés de cette charge, il ne leur est plus permis de diviser les deux dispositions*

faites à leur profit, et de renoncer à la seconde pour s'en tenir à la première, quand même ils offriraient de rendre les biens compris dans la seconde disposition (87).

1053. *Les droits des appelés seront ouverts à l'époque où, par quelque cause que ce soit, la jouissance de l'enfant, du frére ou de la sœur grevés de restitution, cessera: l'abandon anticipé de la jouissance au profit des apelés, ne pourra préjudicier aux créanciers du grevé antérieurs à l'abandon* (88).

1054. *Les femmes des grevés ne pourront avoir sur les biens à rendre, de recours subsidiaires en cas d'insuffisance des biens libres, que pour le capital des deniers dotaux, et dans le cas seulement où le testateur l'aurait expressément ordonné* (89).

1055. *Celui qui fera les dispositions autorisées par les articles précedens pourra, par le même acte, ou par un acte postériur, en forme authentique, nommer un tuteur chargé de l'exécution de ces dispositions: ce tuteur ne pourra être dispensé que pour une des causes exprimées à la section* VI *du chapitre* II *du titre* de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation (90).

1056. *A défaut de ce tuteur, il en sera nommé un à la diligence du grevé, ou de son tuteur, s'il est mineur, dans le délai d'un mois à compter du jour du decès du donateur ou testateur, ou du jour que, depuis cette mort, l'acte contenant la disposition aura été connu.*

1057. *Le grevé qui n'aura pas satisfait à l'article précédent sera déchu du bénéfice de la disposition;*

et dans ce cas, le droit pourra être déclaré ouvert au profit des appelés, à la diligence, soit des appelés s'ils sont majeurs, soit de leur tuteur ou curateur s'ils sont mineurs ou interdits, soit de tout parent des appelés majeurs, mineurs ou interdits, ou même d'office, à la diligence du commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance du lieu où la succession est ouverte.

1058. *Après le décès da celui qui aura disposé à la charge de restitution, il sera procédé, dans les formes ordinaires; à l'inventaire de tous les biens et effets qui composeront sa succession, excepté néanmoins le cas où il ne s'agirait que d'un legs particulier : cet inventaire contiendra la prisée à juste prix des meubles et effets mobiliers* (91).

1059. *Il sera fait à la requête du grevé de restitution, et dans le délai fixé au titre* des Successions, *en présence du tuteur nommé pour l'exécution: les frais seront pris sur les biens compris dans la disposition* (92).

1060. *Si l'inventaire n'a pas été fait à la requête du grevé, dans le délai ci-dessus, il y sera procédé dans le mois suivant, à la diligence du tuteur nommé pour l'exécution, en présence du grevé ou de son tuteur.*

1061. *S'il n'a point été satisfait aux deux articles précédens, il sera procédé au même inventaire, à la diligence des personnes désignées en l'article 1057, en y appelant le grevé ou son tuteur, et le tuteur nommé pour l'exécution* (93).

1062. *Le grevé de restitution sera tenu de faire*

procéder à la vente, par affiches et enchères, de tous les meubles et effets compris dans la disposition, à l'exception néanmoins de ceux dont il est mention dans les deux articles suivans (94).

1063. *Les meubles meublans et autres choses mobilières qui auraient été compris dans la disposition, à la condition expresse de les conserver en nature, seront rendus dans l'état où ils se trouveront lors de la restitution.*

1064. *Les bestiaux et ustensiles servant à faire valoir les terres, seront censés compris dans les donations entre-vifs ou testamentaires desdites terres; et le grevé sera seulement tenu de les faire priser et estimer, pour en rendre une égale valeur lors de la restitution.*

1065. *Il sera fait par le grevé, dans le délai de six mois à compter du jour de la clôture de l'inventaire, un emploi des deniers comptans, de ceux provenant du prix des meubles et effets qui auront été vendus, et de ce qui aura été reçu des effets actifs.*

Ce délai pourra être prolongé, s'il y a lieu (95).

1066. *Le grevé sera pareillement tenu de faire emploi des deniers provenans des effets actifs qui seront recouvrés et des remboursemens de rentes, et ce, dans trois mois au plus tard après qu'il aura reçu ces deniers.*

1067. *Cet emploi sera fait conformément à ce qui aura été ordonné par l'auteur de la disposition, s'il a désigné la nature des effets dans lesquels l'emploi doit être fait; sinon il ne pourra l'être qu'en immeubles, ou avec privilège sur des immeubles* (96).

1068. *L'emploi ordonné par les articles précédens sera fait en présence et à la diligence du tuteur nommé pour l'exécution* (97).

1069. *Les dispositions par actes entre-vifs ou testamentaires, à charge de restitution, seront, à la diligence soit du grevé, soit du tuteur nommé pour l'execution, rendues publiques, savoir, quant aux immeubles, par la transcription des actes sur les registres au bureau des hypothèques du lieu de la situation; et quant aux sommes colloquées avec privilège sur des immeubles, par l'inscription sur les biens affectés au privilège* (98).

1070. *Le défaut de transcription de l'acte contenant la disposition pourra être opposé par les créanciers et tiers acquéreurs, même aux mineurs ou interdits; sauf le recours contre le grevé et contre le tuteur à l'exécution, et sans que les mineurs ou interdits puissent être restitués contre ce défaut de transcription, quand même le grevé et les tuteurs se trouveraient insolvables* (99).

1071. *Le défaut de transcription ne pourra être suppléé ni regardé comme couvert par la connaissance que les créanciers ou les tiers acquéreurs pourraient avoir eus de la disposition par d'autres voies que celle de la transcription* (100).

1072. *Les donataires, les légataires, ni même les héritiers légitimes de celui qui aura fait la disposition, ni pareillement leurs donataires ou héritiers, ne pourront, en aucun cas, opposer aux appelés le défaut de transcription ou inscription* (101).

1073. *Le tuteur nommé pour l'exécution sera*

personnellement responsable, s'il ne s'est pas en tout point conformé aux règles ci dessus établies pour constater les biens, pour la vente du mobilier, pour l'emploi des deniers, pour la transcription et l'inscription, et en général s'il n'a pas fait toutes les diligences nécessaires pour que la charge de restitution soit bien et fidélement acquittée.

1074. *Si le grevé est mineur, il ne pourra, dans le cas même de l'insolvabilité de son tuteur, être restitué contre l'inexécution des régles qui lui sont prescrites par les articles du présent chapitre.*

CHAPITRE VI.

Des Partages faits par père, mére, ou autre ascendans, entre leurs descendans.

1075. *Les pères et mères et autre ascendans pourront faire, entre leurs enfans et descendans, la distribution et le partage de leurs biens* (102).

1076. *Ces partages pourront être faits par actes entre-vifs ou testamentaires, avec les mêmes formalités, condition et règles prescrites pour les donations entre vifs et testamens.*

Les partages faits par actes entre-vifs ne pourront avoir pour objet que les biens présens.

1077. *Si tous les biens que l'ascendant laissera au jour de son décès n'ont pas été compris dans le partage, ceux de ces biens qui n'y auront pas été compris seront partagés conformément à la loi.*

1078. *Si le partage n'est pas fait entre tous les enfans qui existeront à l'époque du décès et les descendans de ceux prédécédés, le partage sera nul*

pour le tout. Il en pourra être provoqué un nouveau dans la forme légale, soit par les enfans ou descendans qui n'y auront reçu aucune part, soit même par ceux entre qui le partage aurait été fait (103).

1079. *Le partage fait par l'ascendant pourra être attaqué pour cause de lésion de plus du quart; il pourra l'être aussi dans le cas où il résulterait du partage et des dispositions faites par préciput, que l'un des copartagés aurait un avantage plus grand que la loi ne le permet.*

1080. *L'enfant qui, pour une des causes exprimées en l'article précédent, attaquera le partage fait par l'ascendant, devra faire l'avance des frais de l'estimation; et il les supportera en définitif, ainsi que les dépens de la contestation, si la réclamation n'est pas fondée.*

CHAPITRE VII.

Des Donations faites par contrat de mariage aux époux et aux enfans à naître du mariage.

1081. *Toute donation entre-vifs de biens présens, quoique faite par contrat de mariage aux époux ou à l'un d'eux, sera soumise aux règles générales prescrites pour les donations faites à ce titre.*

Elle ne pourra avoir lieu au profit des enfans à naître, si ce n'est dans les cas énoncés au chapitre V du présent titre (104).

1082. *Les pères et mères, les autres ascendans, les parens collatéraux des époux, et même les étrangers, pourront, par contrat de mariage, disposer de tout ou partie des biens qu'ils laisse-*

ront au jour de leur décès, tant au profit desdits époux, qu'au profit des enfans à naître de leur mariage, dans le cas où le donateur survivrait à l'époux donataire.

Pareille donation, quoique faite au profit seulement des époux ou de l'un d'eux, sera toujours, dans ledit cas de survie du donateur, présumée faite au profit des enfans et descendans à naître du mariage (105).

1083. *La donation, dans la forme portée au précédent article, sera irrévocable, en ce sens seulement que le donateur ne pourra plus disposer, à titre gratuit, des objets compris dans la donation, si ce n'est pour sommes modiques, à titre de récompense ou autrement.*

1084. *La donation par contrat de mariage pourra être faite cumulativement des biens présens et à venir, en tout ou en partie, à la charge qu'il sera annexé à l'acte un état des dettes et charges du donateur existantes au jour de la donation; auquel cas il sera libre au donataire, lors du décès du donateur, de s'en tenir aux biens présens, en renonçant au surplus des biens du donateur.*

1085. *Si l'état dont est mention au précédent article n'a point été annexé à l'acte contenant donation des biens présens et à venir, le donataire sera obligé d'accepter ou de répudier cette donation pour le tout. En cas d'acceptation, il ne pourra réclamer que les biens qui se trouveront existans au jour du décès du donateur, et il sera*

soumis au paiement de toutes les dettes et charges de la succession.

1086. *La donation par contrat de mariage en faveur des époux, et des enfans à naître de leur mariage, pourra encore être faite, à condition de payer indistinctement toutes les dettes et charges de la succession du donateur, ou sous d'autres conditions dont l'exécution dépendrait de sa volonté, par quelque personne que la donation soit faite : le donataire sera tenu d'accomplir ces conditions, s'il n'aime mieux renoncer à la donation; et en cas que le donateur, par contrat de mariage, se soit réservé la liberté de disposer d'un effet compris dans la donation de ses biens présens, ou d'une somme fixe à prendre sur ces mêmes biens, l'effet ou la somme, s'il meurt sans en avoir disposé, seront censés compris dans la donation, et appartiendront au donataire ou à ses héritiers.*

1087. *Les donations faites par contrat de mariage ne pourront être attaquées, ni déclarées nulles, sous prétexte de défaut d'acceptation.*

1088. *Toute donation faite en faveur du mariage sera caduque, si le mariage ne s'ensuit pas.*

1089. *Les donations faites à l'un des époux, dans les termes des articles* 1082, 1084 *et* 1806 *ci-dessus, deviendront caduques, si le donateur survit à l'époux donataire et à sa postérité.*

1090. *Toutes donations faites aux époux par leur contrat de mariage, seront, lors de l'ouverture de la succession du donateur, réductibles à la portion dont la loi lui permettait de disposer.*

CHAPITRE VIII.

Des dispositions entre époux, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage.

ART. 1091.

Les époux pourront, par contrat de mariage, se faire réciproquement, ou l'un des deux à l'autre, telle donation qu'ils jugeront à propos, sous les modifications ci-aprés exprimées.

1092. *Toute donation entre-vifs de biens présens, faite entre époux par contrat de mariage, ne sera point censée faite sous la condition de survie du donataire, si cette condition n'est formellement exprimée; et elle sera soumise à toutes les règles et formes ci-dessus prescrites pour ces sortes de donations.*

1093. *La donation de biens à venir, ou de biens présens et à venir, faite entre époux par contrat de mariage, soit simple, soit réciproque, sera soumise aux règles établies par le chapitre précédent, à l'égard des donations pareilles qui leur seront faites par un tiers; sauf qu'elle ne sera point transmissible aux enfans issus du mariage, en cas de décès de l'époux donataire avant l'époux donateur.*

1094. *L'époux pourra, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage, pour le cas où il ne laisserait point d'enfans ni descendans, disposer en faveur de l'autre époux, en propriété, de tout ce dont il pourrait disposer en faveur d'un étranger, et en outre, de l'usufruit de la totalité de la portion dont la loi prohibe la disposition au préjudice des héritiers.*

Et pour le cas où l'époux donateur laisserait des enfans ou descendans, il pourra donner à l'autre époux, ou un quart en propriété et un autre quart en usufruit, ou la moitié de tous ses biens en usufruit seulement (109).

1905. *Le mineur ne pourra, par contrat de mariage, donner à l'autre époux, soit par donation simple, soit par donation réciproque, qu'avec le consentement et l'assistance de ceux dont le consentement est requis pour la validité de son mariage; et, avec ce consentiment, il pourra donner tout ce que la loi permet à l'époux majeur de donner à l'autre conjoint.*

1096. *Toutes donations faites entre époux, pendant le mariage, quoique qualifiées entre-vifs, seront toujours révocables.*

La révocatian pourra être faite par la femme, sans y être autorisée par le mari ni par justice.

Ces donations ne seront point révoquées par la survenance d'enfans (110).

1097. *Les époux ne pourront, pendant le mariage, se faire, ni par acte entre-vifs, ni par testament, aucune donation mutuelle et réciproque, par un seul et même acte* (111).

1098. *L'homme ou la femme qui, ayant des enfans d'un autre lit, contractera un second ou subséquent mariage, ne pourra donner à son nouvel époux qu'une part d'enfant légitime le moins prenant; et sans que, dans aucun cas, ces donations puissent excéder le quart des biens* (112).

1099. *Les époux ne pourront se donner indirectement au-delà de ce qui leur est permis par les dispositions ci-dessus.*

Toute donxtion, ou déguisée, ou faite à personnes interposées, sera nulle.

1100. *Seront réputées faites à personnes interposées, les donations de l'un des époux aux enfans ou à l'un des enfans de l'autre époux, issus d'un autre mariage, et celles faites par le donateur aux parens dont l'autre époux sera héritier présomptif au jour de la donation, encore que ce dernier n'ait point survécu à son parent donataire* (113).

MOTIVI

Della seconda Legge del Tit. II del Libro III del Codice civile, esposti dal Consigliere di Stato BIGOT-PRÉAMENEU.

LEGISLATORI,

Il titolo del Codice civile, che ha per oggetto le donazioni tra vivi e i testamenti, richiama tutto ciò che più vivamente può interessare l'uomo, tutto ciò che può cattivare le sue affezioni. Voi andate a pronunciare sul suo diritto di proprietà, sui limiti della sua indipendenza nell'esercizio di questo diritto: andate a stabilire la base principale dell'autorità de' genitori sui loro figliuoli e a fissare i rapporti di fortuna, che debbono unire fra loro gli altri parenti: andate a regolare negli atti di beneficenza e nelle testificazioni di amicizia e di gratitudine la libertà compatibile coi doveri di famiglia.

É difficile cosa convincere chi è abituato a considerarsi come padrone assoluto de'

suoi averi, come non vien già spogliato di una parte del suo diritto di proprietà, qualora vuolsi assoggettare a regole o sulla quantità de' beni, di cui intenta disporre, o sulle persone, che sono l'oggetto delle affezioni sue, o sulle forme, colle quali egli manifesti la sua volontà.

Codesto sentimento d'indipendenza nell' esercizio del diritto di proprietà acquista una nuova forza a misura che l'uomo avanza nella sua carriera.

Quando la natura e la legge lo hanno stabilito capo e magistrato della sua famiglia, egli non può esercitare i suoi diritti e i suoi doveri se non ha i mezzi di ricompensare gli uni, di punire gli altri, d'incoraggiare quelli che tendono a far bene, di consolare chi prova le disgrazie della natura o rovescj della fortuna: e questi mezzi consistono principalmente nel miglior impiego del suo patrimonio e nella distribuzione indicatagli dalla sua giustizia e dalla sua sapienza.

Colui, che ha perduto i suoi genitori e che non ha la sorte d'essere padre, crede ancora d'avere diritto ad una indipendenza

maggiore in fatto di codeste disposizioni; e non ha altra inclinazione da seguire, che quella delle sue affezioni o della sua riconoscenza. Se i suoi parenti ò hanno rotti, o non hanno conservati i vincoli, che li univano, egli non crede di avere a compiere verso di loro alcun diritto.

E sopra tutto, allorchè vede appressarsi il termine della sua vita, egli maggiormente si occupa della sorte di coloro che dopo la sua morte debbono rappresentarlo. Allora egli prevede l' epoca in cui non potrà più, tenendo una giusta bilancia, render felici tutti i membri della sua famiglia, ed in cui i buoni parenti, verso i quali egli veramente aveva dei doveri da praticare, non si distingueranno più da quelli che non aspiravano che al possesso de' suoi beni. In somma il tempo, in cui l' uomo cerca la sua consolazione, e il mezzo di rassegnarsi con minor pena alla morte, disponendo a suo arbitrio de' suoi averi, è quello, nel quale la Parca comincia a minacciarlo di troncare inesorabile lo stame della sua vita.

Alcuni giureconsulti oppongono a queste idee d' indipendenza nell' esercizio del dirit-

to di proprietà, che chi dispone pel tempo, in cui non vivrà più, non esercita un diritto naturale: che non havvi proprietà se non se nel possesso, che finisce colla vita: che la trasmissione de' beni dopo la morte del possessore appartiene alla legge civile, il cui oggetto si è di prevenire il disordine, al quale sarebbe esposta la società se i suoi beni fossero allora la preda del primo occupante, o se fosse d'uopo dividerli con tutti i membri della società, siccome cosa divenuta comune a tutti.

Codesti giureconsulti pretendono, che l'ordine primitivo e fondamentale della trasmissione de' beni dopo la morte è quello delle successioni *ab intestato*; e che se l'uomo ha qualche potere di disporre pel tempo, in cui non sarà più vivo, questo è un beneficio della legge, la quale gli accorda così una parte del poter suo proprio, fissando però i limiti, ch'egli non può oltrepassare, e le forme, alle quali è assoggettato: che la trasmissione successiva delle proprietà non avrebbe potuto essere abbandonata alla volontà dell'uomo, volontà che non sempre sarebbe stata manifestata, che spesso è il giuoco

delle passioni, che troppo mutabile di sua natura non sarebbe stata bastante per istabilire l' ordine generale esatto dalla conservazione della società, e che la legge sola può calcolare sopra regole eque e fisse.

Questo sistema è combattuto da altri pubblicisti, i quali lo riguardano come atto a scuotere i fondamenti dell' ordine sociale alterando i principj sul diritto di proprietà. Pensano che codesto diritto consista essenzialmente nell' uso che ciascuno può fare di ciò che gli appartiene; e che se la sua disposizione non deve aver luogo se non dopo la sua morte, non però meno è vero, ch' essa è fatta durante la sua vita: onde contrastandogli la libertà di disporre, è un ridurre la sua proprietà ad un semplice usufrutto.

In mezzo a queste discussioni v' è una guida, che si può seguire con sicurezza; e questa è la voce che la natura ha fatto intendere a tutti i popoli e che ha dettate quasi tutte le legislazioni.

I vincoli di sangue, che uniscono e costituiscono le famiglie, sono formati dai sentimenti di affezione, che la natura ha posti

nel cuore de' parenti, gli uni per gli altri.
L'energia di questi sentimenti cresce in ragione delle sue prossimità della parentela, ed è portata al più alto grado ove si tratti di genitori e di figliuoli.

Non v'è pertanto alcun saggio legislatore, il quale non abbia considerati questi diversi gradi di affezione come il miglior ordine che ad esso presentavasi per la trasmssione de' beni. Ed in questa maniera la legge civile, per essere a questo riguardo perfetta, non ha da creare alcuna cosa; e i legislatori non se ne sono allontanati se non quando hanno sacrificato all' interesse della loro potenza il vantaggio maggiore e la migliore organizzazione delle loro famiglie.

Quando la legge non dee seguire che i moti della natura; quando per la trasmissione de' beni debbe consultare il cuore di ciascun membro della famiglia, può riguardarsi per cosa indifferente, che la trasmissione de' beni si faccia per la volontà dell' uomo o per l' autorità della legge.

Nulla ostante, partendo da queste prime idee, v' è un sicuro vantaggio lasciando agire fino ad un certo grado la volontà dell' uomo.

La legge non potrebbe aver per oggetto che l'ordine generale delle famiglie. I riguardi di essa non possono fissarsi sopra ciascuna delle medesime, nè penetrare l'interno, onde calcolare le risorse, la condotta, i bisogni di ciascuno de' suoi membri, e per regolare quanto meglio converrebbe nella sua prosperità.

Questi sono mezzi conservativi, proprj del solo padre di famiglia. Dunque la volontà di esso sarà meglio adattata ai bisogni ed ai vantaggi particolari della sua famiglia

Il vantaggio che la legge può ritrarre lasciando agire la volontà dell'uomo è troppo prezioso perch'essa lo trascuri; oltre che essa non ha più a prevedere che gl'inconvenienti che potessero risultare dall' avere abbandonata interamente a questa volontà la sorte delle famiglie.

Questa volontà può non essere stata manifestata, sia per negligenza, sia per l'incertezza dell' ultimo momento. Può inoltre essere degradata da ingiuste passioni. Ma o sia che il capo di famiglia non abbia compiuta la sua missione, o sia che egli abbia violati i suoi doveri e i sentimenti della natura, la

legge non dovrà porsi al posto di lui, che per ripararne o le omissioni, o i torti.

Se la volontà non è stata manifestata, la legge non deve stabilire una nuova regola. Essa nell' ordine delle successioni si conforma a quanto fanno i parenti, quando seguono i gradi naturali della loro affezione. Onde poi se non si ha la volontà dichiarata di colui che è morto, si ha la sua volontà presunta; e questa è quella che esercita il suo impero.

Quando codesta volontà è smentita dalla ragione, quando in vece dell' esercizio del più bel diritto della natura questa si oltraggia, quando in luogo del sentimento, che porta a conservare un sentimento di distruzione e di disorganizzazione, ha dettata codesta volontà, la legge non fa ancora che scioglierla dalle passioni nocive, per conservarle quanto ha di ragionevole. Essa non annichila le liberalità eccessive, ma soltanto le riduce a certi limiti. La volontà resta intatta in tutto ciò che ha di compatibile coll' ordine pubblico.

Così i proprietarj i più gelosi della loro indipendenza non hanno nulla di che sof-

frire rincrescimento. Essi non possono riguardarla come alterata dalla legge civile, o questa supplisca alla loro volontà non manifestata, stabilendo l'ordine delle successioni, o contenga con regole, sulle donazioni e sui testamenti, questa volontà in ragionevoli limiti.

Vogliasi adunque considerare la facoltà di disporre dei proprj beni come un benefizio della legge, o vogliasi considerare come l'esercizio del diritto di proprietà, tutto è indifferente, purchè la legge non sia contraria ai principj che si sono esposti. E se fosse diversamente, se il legislatore diretto da mire politiche avesse rigettato il piano disegnato dalla natura per la trasmissione de' beni, se la facoltà di disporre fosse rinchiusa in troppo stretti limiti, sarebbe un beffarsi degli uomini il sostenere che questa facoltà così ridotta fosse ancora un benefizio, e che sotto l'imperio di una siffatta legge vi fosse un libero esercizio del diritto di proprietà.

Ma per buona fortuna il sistema, in cui la facoltà di disporre ha tutta l'estensione, che comportano i sentimenti e i doveri di famiglia, è quello appunto che

meglio si adatta a tutte le forme de' governi, a meno che non sieno assolutamente dispotici.

In fatti quando le famiglie avranno un interesse politico perchè la distribuzione de' beni riceva delle modificazioni, da un canto questo interesse entrerà ne' calcoli del padre di famiglia e dall' altro la sua ambizione o la sua vanità resteranno contenute dai doveri che la legge non gli permetterà di trasgredire. La legge, che desse all' ambizione la facilità di sacrificare questi doveri, sarebbe distruttiva delle famiglie e non potrebbe essere buona sotto verun rapporto.

È d'uopo eziandio osservare, che la legge civile, la quale meno si allontana dalla legge naturale per questo che è atta a piegarsi alle diverse forme di governo, è quella pur anco che meglio può fissare il diritto di proprietà e preservarlo da ogni urto per parte delle rivoluzioni.

Laonde quando la facoltà di disporre, rinserrata tra giusti confini, presenta vantaggi sì grandi, non dobbiamo sorprenderci se poi trovisi consacrata quasi in tutte le legislazioni.

I più antichi monumenti della storia somministrano le prove dell'uso de' testamenti, senza che si possa scoprire l'epoca in cui tal uso abbia preso incominciamento.

Fu in pratica presso gli Egiziani.

Trovasi già adottato nelle città di Lacedemone, di Atene e in tutte le contrade di Grecia.

Quando trecento anni incirca dopo la fondazione di Roma i suoi deputati ritornarono da Atene colla raccolta delle leggi, che i Romani adottarono, quella che concerne i testamenti, fu espressa in questi termini: *Paterfamilias, uti legassit, super familia, pecuniaque sua, ita jus esto.*

Per tal modo penetrati allora i Romani più che mai del sentimento della libertà pubblica, non trovarono a questa fondamento più solido, che dando al padre di famiglia un'autorità assoluta. E senza dubbio temettero più che la legge, anzi che l'affezione de' padri vacillasse; e questa grande misura fu una delle basi del loro governo.

I testamenti erano cogniti nelle Gallie prima della introduzione del diritto romano. *Marculfo* nella sua raccolta di formole ci

ha conservate quelle che s' usavano per trasmettere così i proprj beni.

La facoltà di disporre o per donazione, o per testamento fa parte della legislazioue di tutti i popoli d' Europa.

Presso gli uni, e formano questi, siccome si è detto già, il maggior numero, i legislatori hanno presa per base di tutto il loro sistema la presunzione dei diversi gradi d' affetto dei parenti tra loro, e la loro confidenza in codesto affetto li ha determinati a lasciare ai parenti stessi tutta la libertà che è compatibile coi doveri, che la natura non permette di trasgredire.

Altri legislatori hanno anch' essi stabilito l' ordine di succedere sulle presunzioni di affetto, seguendo i gradi di parentela; ma con una specie di contraddizione, non avendo confidenza alcuna nè parenti; e perciò hanno posti de' limiti stretti alla facoltà di disporre a riguardo de' parenti. E in alcuni paesi questa stessa volontà è stata interamente legata.

Altri infine si sono allontanati da questi principj, credendo di poter porre nel numero de' mezzi della loro autorità il modo

di trasmettere e di ripartire i beni. Nè si sono limitati già a dare un impulso alla volontà dell' uomo, anzi l' hanno renduta quasi nulla, non confidandogli che una piccola parte di beni.

Nella legge, che vi vien proposta, non si è esitato punto a preferire il sistema fondato sui gradi d' affetto tra i parenti e sulla confidenza, a cui questo affetto dà loro diritto.

Dopo avere piantato questo principio fondamentale sulla trasmissione de' beni, è stato necessario dedurne le conseguenze.

E già quelle che sono relative ai beni delle persone, che muojono senza averne disposto, vi sono state presentate nel titolo *delle successioni.*

Rimane ora da regolare quanto concerne le donazioni tra vivi e i testamenti.

E primieramente fa d'uopo stabilire i principj generali, fissare in seguito la quotità de' beni, de' quali si potrà disporre, e prescrivere infine forme sufficienti per comprovare la volontà di chi dispone e per assicurarne l' esecuzione. Tale si è il piano generale e semplice di questa legge importante.

Fra le regole comuni a tutti i generi di disposizioni, e che si sono poste in testa della legge, la più importante è quella che conferma l' abolizione delle sostituzioni fedecommissarie.

Questa maniera di disporre, le cui prime traccie ritrovansi nella legislazione romana, non entrò punto nel suo sistema primitivo di trasmissione de' beni. Potè il padre di famiglia con una pienissima indipendenza distribuire il suo avere fra que' che esistevano per riceverlo; ma non ebbe l' autorità di creare a suo grado un ordine di successioni, e di togliere così la prerogativa di quelli che in ogni generazione dovevano essere investiti della medesima magistratura.

Lo spirito di frode introdusse le sostituzioni; e l' ambizione s' impossessò di questo mezzo, e l' ha di poi perpetuato.

Eransi giunti ad eludere la legge per avvantaggiar persone incapaci di ricevere. Si creò lo stesso mezzo per operare una trasmissione successiva, anche a profitto di quelli, che fossero fuori della influenza delle leggi esclusive.

Non fu che sotto *Augusto* nell' ottavo se-

colo di Roma, che i fedecommessi a profitto di persone capaci, furono autorizzati dalle leggi.

In Francia contavansi dieci costumanze, le quali formavano incirca il quinto del suo territorio, ove la libertà di sostituire era stata tolta o almeno ristretta in angusti confini.

Sul rimanente della Francia le sostituzioni furono da prima ammesse in una maniera indefinita, come presso i Romani, i quali non avevano prescritto alcun termine alla durata delle medesime.

Era impossibil cosa il conciliare coll'interesse generale della società questa facoltà di stabilire un ordine di successione perpetuo e particolare a ciascheduna famiglia, ed anche un ordine particolare a ciascheduna proprietà, che fosse l' oggetto delle sostituzioni. *L' ordinanza* di *Orleans* del 1560 stabilì, che quelle che fossero fatte per l'avvenire non potessero eccedere due gradi. Ma questo rimedio non ha fatto cessare i mali che tale maniera di disporre conduce seco.

L'esperienza ha provato, che nelle famiglie opulenti questa estensione non avendo per oggetto che di arricchire uno de' loro mem-

bri, spogliando gli altri, era un germe ognora ripullulante di discordie e di litigi. I parenti numerosi che venivano così sacrificati, e che il bisogno pressava, non avevano altra risorsa che nelle contese da essi alzate ora sulla interpretazione della volontà, ora sulla composizione del patrimonio, ora sulla parte ch' essi potevano distrarre da' beni sostituiti, ora infine sulla omissione o sulla irregolarità delle forme richieste.

Ogni gravato di sostituzione non essendo che un semplice usufruttuario, aveva un interesse contrario a quello di qualunque miglioramento. I suoi sforzi tendevano a moltiplicare e ad anticipare i prodotti che potesse trarre da' beni sostituiti, con pregiudizio di quelli che fossero chiamati dopo di lui, i quali poi dal canto loro, giunti che fossero al possesso, avrebbero cercato di rimpattarsi mediante nuove degradazioni de' fondi.

Più, una immensa massa di beni si trovava perpetuamente fuori di circolazione; e le leggi, che avevano limitate le sostituzioni a due gradi, non avevano rimediato a questo inconveniente. Imperciocchè colui, il

quale a spese dell' intera sua famiglia avésse goduto di tutte le prerogative attaccate ad un nome distinto e ad un gran patrimonio, non mancava di rinnovare la stessa disposizione; e se per forza di legge ciascuna d'esse era limitata ad un certo tempo, esse sul fatto diventavano, rinnovandosi, sostituzioni perpetue.

E coloro i quali erano già carichi delle spoglie delle loro famiglie, avevano la mala fede di abusare delle sostituzioni per ispogliare eziandio i loro creditori. Una grande spesa faceva presumere grandi ricchezze. Il creditore che non era a portata di verificare i titoli di proprietà del suo debitore, o che trascurava di fare questa ricerca, era vittima della sua confidenza, e nelle famiglie, alle quali le sostituzioni conservavano le più grandi masse di patrimonio, ogni generazione era il più delle volte contrassegnata da un obbrobrioso fallimento.

Le sostituzioni non conservavano i beni in una famiglia che sacrificando tutt' i membri della medesima, per riserbare ad un solo il lustro della fortuna. Un tale scomparto non poteva essere stabilito che soffocando

tutt' i sentimenti di quell' affezione ch' è la prima base di una giusta trasmissione de' beni tra parenti. Nè potrebbesi dare un peggior vizio nella organizzazione di una famiglia, che quello di tenere nel nulla tutt' i suoi membri per dare ad un solo una grande esistenza; di ridurre quelli che la natura ha fatti eguali allo stato d' implorare i soccorsi e la beneficenza del possessore di un patrimonio, che avrebbe dovuto essere comune: e rare volte l' opulenza, soprattutto quando la sua origine non è pura, ispira sentimenti di beneficenza e di equità.

Finalmente, se le sostituzioni possono essere poste nel numero delle istituzioni politiche, vi si supplisca in maniera sufficiente ed atta a prevenire gli abusi, dando per disporre tutta la libertà compatibile coi doveri della famiglia.

Tutti questi motivi hanno determinato a confermare l' abolizione delle sostituzioni, di già pronunciata dalla legge d' ottobre del 1792.

Le regole sulla capacità di donare o di ricevere a titolo di donazione fra vivi o per testamento formano la materia del primo capo.

Risulta dai principj già esposti sul diritto di proprietà, che ogni persona può donare o ricevere nell'una o nell'altra maniera, a meno che la legge non la dichiari di ciò incapace.

La volontà di chi dispone dev'essere certa.

Questa volontà non può nemmeno esistere, se non è sano di spirito.

È stato bastante così di enunciare questo principio generale per lasciare ai giudici nella sua applicazione la massima libertà.

Colui, che dispone della sua fortuna, deve pure essere pervenuto alla età, in cui possa avere la riflessione e le cognizioni proprie a dirigerlo.

La legge non può a questo riguardo essere stabilita che sopra presunzioni.

Bisognava scegliere fra quella che risulta dalla emancipazione e quella che può indursi da un certo numero prefisso di anni.

Parecchi motivi si opponevano a far prendere per regola l'emancipazione.

I genitori possono emancipare il loro figliuolo quando egli abbia compiuti quindici anni. Si è conceduto questo diritto, contando che la loro affezione continuerebbe a

guidare il figliuolo, il quale non avrebbe ancora in sì tenera età le cognizioni sufficienti per dirigersi da se stesso. E per questo motivo altresì il minore che ha perduti i suoi genitori, non può essere emancipato prima dei diciotto anni.

Certo è che la facoltà di disporre debbe essere esercitata con un atto di volontà propria ed indipendente de' genitori o dei tutori; e non potrebbe la volontà essere presunta ragionevole riguardo a certi minori di quindici anni, e riguardo ad altri di diciotto anni soltanto.

Questa volontà non sarebbe stata indipendente, se i minori non avessero potuto esercitarla che nel caso in cui fossero stati emancipati o dai loro genitori, o a richiesta dei loro parenti. Il timore che il minore non facesse delle disposizioni contrarie a' proprj interessi, avrebbe potuto qualche volta essere un ostacolo all' emancipazione.

D'altronde nello stato attuale della civilizzazione un minore ha ricevuto prima dei sedici anni una sufficiente istruzione per essere attaccato a' suoi doveri verso i parenti suoi. La volontà del minore giunto al sedi-

cesimo anno può avere acquistata una maturità bastante, perchè a questo riguardo sia padrone non della totalità de' suoi beni, ma solo della metà de' beni, de' quali la legge permette al maggiore di disporre.

Si è però fatta una giusta distinzione tra le donazioni fra vivi e quelle per testamento. La presunzione o la disposizione fatta dal minore pel tempo, in cui egli non vivrebbe più fosse ragionevole, non poteva applicarsi alle donazioni tra vivi, mediante le quali il minore si spoglierebbe irrevocabilmente del suo avere. Tale cosa sarebbe contraria al principio, secondo il quale egli non può fare nemmeno a titolo oneroso l'alienazione della minima parte de' suoi beni. Nelle donazioni tra vivi la legge presume, che il minore sarebbe la vittima delle sue passioni. Nelle disposizioni testamentarie l'avvicinamento o l'aspetto della morte non gli permetterà più di occuparsi che dei doveri di famiglia o di riconoscenza.

Non basta che la volontà sia certa: bisogna ancora ch'essa non sia stata forzata o estorta dall' imperio, che sopra lo spirito del donatore avesse per avventura colui, a profitto del quale la disposizione vien fatta.

Questo imperio è tale per parte di un tutore sopra il suo minore, e gli abusi sarebbero in questo particolare sì moltiplicati, che è stato necessario l'interdire al minore emancipato la facoltà di disporre anche per testamento a vantaggio del suo tutore.

Non si è voluto che col mezzo di disposizioni, ch'essi ottenessero dai loro minori pervenuti alla maggiorità, i tutori potessero astenersi dal rendiconto definitivo della tutela. Tutti i diritti della minorità continuano anche a vantaggio del maggiore contro chi sia stato il suo tutore; e ciò fino a tanto che sieno resi ed assicurati i conti; e l'esperienza ha provato essere necessario l'interdire al minore divenuto maggiore la facoltà di rinunciare a questo rendiconto. Questa regola sarebbe facilmente elusa, se donazioni tra vivi o testamentarie potessero assolvere il tutore e rendere inutili i suoi conti.

Soltanto si sono eccettuati i padri e le madri, o altri ascendenti, e quantunque sieno tutori, rispetto a questi debbesi presumere piuttosto la pietà figliale, che la violenza o l'autorità.

La legge riguarda ancora, come aventi troppo imperio sullo spirito di colui che dispone e che è colpito da malattia per la quale muore, i medici, i chirurghi, gli officiali di sanità o gli speziali che assistono alla sua cura. Non si è voluto per altro che questo ammalato fosse privo della soddisfazione di dare a codeste persone un segno di riconoscenza, avuto riguardo alla sua fortuna ed ai servigi che ne avesse ricevuti.

Sarebbe stato per simil modo ingiusta cosa l'interdire le disposizioni, anche universali, fatte in questo caso da un ammalato a vantaggio di chi lo avessero curato, e fossero suoi parenti. Se vi fossero degli eredi in linea retta, e questi de' quali si parla non fossero in quel numero, la presunzione, che è la causa della loro incapacità, ripiglierebbe tutta la sua forza.

Ma invano avrebbe la legge con questi motivi dichiarate le persone anzidette incapaci di ricevere, se si potesse mascherare la donazione tra vivi sotto il titolo di contratto oneroso, o se si potesse disporre sotto il nome di persone interposte.

Sta però alla prudenza de' giudici, qua-

lora il velo, che nasconde la frode venga ad essere alzato, il non determinarsi se non se sopra prove, o almeno sopra presunzioni assai forti perchè gli atti, ne' quali la frode si è avviluppata, non meritino più confidenza veruna. Se trattasi di un atto mascherato sotto il titolo oneroso, debbe essere annullato quando resti provato che colui, che lo ha fatto, non ha voluto fare un contratto oneroso, che gli era permesso; ma sivvero, che la sua intenzione è stata di eludere la legge disponendo a vantaggio di una persona incapace.

Si sono indicate le persone che i giudici potranno sempre riguardare come interposte: e queste sono i padri, le madri, i discendenti e i conjugi della persona incapace.

La legge tace sopra il difetto di libertà, che può risultare dalla suggestione e dal captivamento, non meno che sul vizio di una volontà determinata dalla collera o dall' odio. Coloro, i quali hanno intrapreso di far annullare delle disposizioni per tali motivi, non hanno quasi mai potuto trovar prove sufficienti per far rigettare de' titoli positivi.

E sarebbe forse meglio per l'interesse ge-

nerale, che questa sorgente di liti ruinose e scandalosissime fosse chiusa per sempre, dichiarando, che queste cause di nullità non sarebbero ammesse. Ma allora poi la frode e le passioni avrebbero creduto di avere nella legge stessa un titolo d'impunità. Possono le circostanze essere tali, che la volontà di colui, che ha disposto, non sia stata libera, o che sia stato interamente dominato da una passione ingiusta. La sola sapienza dei tribunali potrà apprezzare questi fatti, e tener la bilancia tra la fede dovuta agli atti e l'interesse delle famiglie. Essi impediranno, che queste non sieno spogliate da gente avida, che soggioga i moribondi, o dall' effetto di un odio che la ragione e la natura condannano.

Non si pongono nel numero degl' incapaci a ricevere, gli ospitali, i poveri di un comune e gli stabilimenti di pubblica utilità.

Al contrario è da bramarsi, che lo spirito di beneficenza, che caratterizza i Francesi, ripari le perdite che codesti stabilimenti hanno fatte nella rivoluzione. Bensì fa d'uopo che il governo li autorizzi; e queste disposizioni sono soggette a regole, la esecu-

zione delle quali esso debbe mantenere. Esso debbe conoscere la natura e la quantità de' beni che così pone fuori di commercio; e debbe pure impedire, che non entri in questa sorte di disposizioni un riprovevole eccesso.

Un' ultima regola da rammentarsi sulla capacità di disporre è quella che stabilisce la reciprocanza tra i francesi e gli stranieri. Non si potrà disporre a vantaggio di uno straniero, se non nel caso in cui uno straniero possa disporre a vantaggio di un francese.

Dopo avere stabiliti questi principj preliminari sui caratteri di una volontà certa e ragionevole, senza la quale si è incapaci di disporre, la legge pianta le regole, che sono il principale oggetto di questo titolo *del Codice*; regole, le quali debbono avere una sì grande influenza sui costumi della nazione e sul bene delle famiglie. Essa fissa quale sarà la porzione disponibile de' beni.

Egli è certamente da presumersi, che ognuno seguendo l' affezione sua farebbe della sua roba il riparto più conveniente al bene della sua famiglia e ai diritti naturali de' suoi

eredi i più prossimi; e che questa affezione sarebbe anche meno soggetta a sbagliare nel cuor di colui che lasciasse posterità.

Ma anche allora che la legge abbia questa confidenza, essa debbe prevedere, che hannovi degli abusi inseparabili dalla debolezza e dalle passioni umane; e che vi sono dei doveri la violazione de' quali ella non può in alcun caso autorizzare.

I padri e le madri, che hanno data l'esistenza naturale, non debbono avere la libertà di far perdere arbitrariamente sotto un sì essenziale rapporto l'esistenza civile; e se debbono restar liberi nell' esercizio del loro diritto di proprietà, debbono pure adempiere i doveri che la paternità loro impone verso i loro figliuoli e verso la società.

Per far conoscere adunque ai padri di famiglia i limiti, oltre i quali sarebbero presunti di abusare del loro diritto di proprietà mancando ai loro doveri di padri e di cittadini, la legge in ogni tempo e quasi presso tutti i popoli colti, ha riserbato ai figliuoli sotto il titolo di legittima una certa quantità di beni dei loro ascendenti.

Presso i Romani il diritto del digesto, e

del Codice aveva ridotta la legittima dei figliuoli al quarto de' beni.

Essa fu accresciuta colla diciottesima *novella*, che la fissò al terzo, se vi fossero quattro figliuoli o meno di quattro; e alla metà, se i figliuoli fossero cinque o più.

La Francia distinguevasi tra paesi di diritto scritto e quelli di costumanza.

In tutti i paesi di diritto scritto la legittima in linea retta e discendente era la stessa che quella stabilita dalla citata *novella*.

Le costumanze erano a questo riguardo distinte in parecchie classi.

Le une adottavano o modificavano le regole del diritto scritto.

Altre, e di questo numero era la costumanza di Parigi, stabilivano specialmente una legittima.

In quanto alle costumanze, nelle quali essa non era fissata, l'uso o la giurisprudenza vi avea ammesse le regole del diritto romano, o quelle della costumanza di Parigi, ad eccezione di alcune modificazioni, che si trovavano in un piccolo uumero di codesta costumanza.

Quella di Parigi fissa la legittima alla me-

tà della parte che ogni figliuolo avrebbe avuta nella successione de' suoi genitori e degli altri ascendenti, se non avessero fatta alcuna disposizione tra vivi o testamentaria.

Durante la rivoluzione la legge 12 nevoso anno II all'art. 16 aveva limitata al decimo dei beni la facoltà di disporre essendovi eredi in linea retta.

La legge 4 germile anno VIII ha renduto ai padri ed alle madri una parte della loro antica libertà. Codesta legge ha permesse le liberalità, che non eccedessero la quarta parte dei beni in caso che lasciassero meno di quattro figliuoli; la quinta parte, se ne lasciassero quattro; e la sesta, se ne lasciassero cinque, e così di seguito.

Sul fare il progetto di legge, che vien ora presentato, dovevasi esaminare i vantaggi e gli inconvenienti di ciascheduna di queste regole, affine di riconoscere quella che fosse fondata sulla combinazione la più giusta del diritto di disporre e dei doveri della paternità.

A Roma entrava nel sistema del governo di un popolo guerriero, che i capi di famiglia avessero un'autorità assoluta, senza te-

mere che la natura ne fosse oltraggiata. Quando la civilizzazione si perfezionò, e che si vollero modificare gli antichi costumi, sarebbe stato impossibile il regolarli come si sarebbe fatto trattandosi di una nuova istituzione.

Non solo ogni padre intendeva di godere senza restrizione del suo diritto di proprietà, ma era stato costituito legislatore della sua famiglia. Laonde il porre de' limiti al diritto di disporre, diveniva un degradare questa suprema magistratura. Così per più di dodici secoli la legittima de' figliuoli, qualunque ne fosse il numero, non fu portata oltre la quarta parte. Solamente al declinare dell' impero romano i figliuoli ottennero a questo titolo la terza parte de' beni, se erano in quattro o più, caso il più ordinario; ed ottennero la metà, se erano in numero maggiore.

Questa divisione aveva l' inconveniente di dare dei risultati incoerenti.

Se vi erano quattro figliuoli, la legittima era di un dodicesimo per ciascheduno, mentre, se ve n' erano cinque, ciascheduna porzione di legittima era del decimo. Per lo che

la porzione, che deve essere maggiore quando vi sono meno figliuoli, trovavasi più piccola. Tale rovesciamento dell'ordine naturale non era giustificato da verun motivo.

La costumanza di Parigi ha posta una bilancia eguale tra il diritto di proprietà e i doveri di famiglia. Gli autori di questa legge hanno giudicato, che i diritti e i doveri de' padri e delle madri sono sacri egualmente; che sono egualmente fondamentali dell' ordine sociale; che formano tra loro un equilibrio perfetto; e che se l'uno non deve prevalere sull' altro, il corso delle liberalità debbe arrestarsi quando la metà de' beni è assorbita.

Il sistema della legge parigina è di una esecuzione assai semplice. Vi si trova sempre una giusta proporzione nel trattamento de' figliuoli, avuto riguardo al loro numero e al loro diritto ereditario.

Ma essa può spesso dare de' risultati contrarj a quelli che si hanno in mira.

Vuolsi che ciascun figliuolo abbia una quota parte di beni, la quale basti perchè non perda lo stato in cui lo hanno posto gli autori della sua vita. Perciò non si debbe

loro lasciare la libertà di disporre di una metà nel caso in cui i figliuoli atteso il il loro numero dovessero essere ridotti ad una porzione troppo piccola.

Il migliore sistema è quello in cui si ha riguardo al numero de' figliuoli nel tempo stesso che si lascia ai genitori tutta la libertà compatibile colla necessità di assicurare la sorte de' figliuoli.

La legislazione romana ha avuto riguardo al loro numero, ma è suscettibile di rettificazione nelle proporzioni da essa stabilite.

Così, allorchè essa dà al padre il diritto di disporre di due terzi, se i suoi figliuoli non sono più di quattro, essa non ha fatto entrare in considerazione che la libertà di colui il quale non è obbligato a provvedere che ad un solo figliuolo, non debbe essere tanto limitata come lo è, quando ne ha parecchj.

La libertà di disporre di due terzi de' beni, anche quando i figliuoli fossero in quattro, era considerabile come quella che è data dalla legge 4 germile anno VIII e che non comprende che la quarta parte, se

sono meno di quattro figliuoli, ed una porzione virile soltanto, se ve n'è un maggior numero, è troppo scarsa.

La costumanza di Parigi era fondata sopra un principio più giusto, allorchè bilanciando il diritto di proprietà e i doveri della paternità aveva stabilito, che in alcun caso non sarebbe lecito al padre di disporre oltre la metà de' suoi beni.

Questa era una ragione decisiva per partire da questo punto, ristringendo in seguito questa libertà nella proporzione che esigerebbe il numero de' figliuoli.

Non si è creduto di dovere ammettere la graduazione che si trova nella legge 4 germile anno VIII e secondo la quale la facoltà data al padre e ridotta ad una porzione virile, diventa pressochè nulla, quando vi sia un gran numero di figliuoli.

È necessario infatti considerare, che l'ordine conforme alla natura è quello nel quale i genitori non vorranno disporre della loro proprietà che a vantaggio de' loro figliuoli e per riparare alle disuguaglianze naturali o accidentali.

Quando il numero de' figliuoli è conside-

rabile, la legge debbe riserbare a ciascheduno d'essi una quota parte sufficiente, senza troppo diminuire nella mano del padre i mezzi di provvedere a de' bisogni particolari, che allora sono più moltiplicati.

Tutte queste considerazioni hanno determinato ad adottare la proporzione nella quale le liberalità, o per atti tra vivi o per testamento, non potranno eccedere la metà de' beni, se non v' è che un figliuolo legittimo; la terza parte, se ve ne sono due; la quarta, se ve ne sono tre o più di tre.

La legge doveva fare una riserva a favore degli ascendenti?

I Romani riconoscevano che se i padri debbono una legittima ai loro figliuoli, questo è un dovere, di cui anche i figliuoli sono tenuti verso i loro padri. *Quemadmodum a patribus liberis, ita a liberis patribus deberi legitimam.*

In Francia dietro il sistema della divisione de' beni in proprj ed acquistati, la sorte degli ascendenti non era la stessa ne' paesi di costumanza e ne' paesi di diritto scritto.

Un piccolissimo numero di costumanze dava loro una legittima. In altri questa era

stata loro accordata da una giurisprudenza; alla quale era succeduta poi quella che la ricusava in maniera assoluta.

I figliuoli erano obbligati di conservare ai loro collaterali quasi tutti i beni proprj, dai quali codesti ascendenti erano esclusi.

Se non si fosse lasciata a questi figliuoli la disposizione de' mobili e degli acquisti, alla successione de' quali gli ascendenti erano chiamati dalla legge, sarebbero stati quasi interamente privati della libertà di disporre.

Ne' paesi di diritto scritto, e in alcuni di costumanza, che vi si conformavano, gli ascendenti avevano una legittima. Essa consisteva nel terzo de' beni. La divisione di questo terzo si faceva egualmente fra loro. Non v' era legittima per gli avoli, quando il padre e la madre o uno d' essi sopravvivessero, perchè in linea ascendente non si dà rappresentazione.

Il confronto del diritto scritto con quello delle costumanze, rispettivamente agli ascendenti, non poteva lasciare alcun dubbio sulla preferenza dovuta al diritto scritto.

Il diritto di costumanza, dando i proprj ai collaterali e lasciando ai figliuoli la libe-

ra disposizione de' mobili e degli acquisti; non prendeva abbastanza in considerazione i doveri e i diritti risultanti dai rapporti intimi tra il padre, la madre e i loro figliuoli.

I doveri de' figliuoli non sono, sotto il rapporto dell'ordine sociale, così estesi come quelli de' genitori, perchè lo stato degli ascendenti è più indipendente dalla porzione de' beni, che loro è assicurata nella fortuna de' loro discendenti, di quello che sia lo stato de' figliuoli dipendentemente dalla porzione che ottengono ne' beni de' loro genitori.

La riserva adunque per questo motivo non sarà che della metà de' beni a profitto degli ascndenti, senza tener conto del loro numero, quando pur ve ne sia in ciascuna linea paterna o materna.

Se non vi sono ascendenti che in una linea, la riserva non sarà che del quarto.

Si è già stabilita nel titolo *delle successioni* una regola, che debbesi riguardare come una delle basi principali di tutto il sistema della trasmissione de' beni in caso di morte.

Questa regola consiste nella divisione egua-

le fra le due linee paterna e materna, qualora chi muore non lascia nè posterità, nè fratelli, nè sorelle. Tale divisione soddisferà senza inconveniente il voto generalmente espresso per la conservazione de' beni nelle famiglie.

La sorte degli ascendenti non era dipendente da una riserva legale, a modo che stabilindola si potesse deviare da una regola sì essenziale, e poichè secondo questa regola i beni affetti alla linea nella quale l'ascendente non si trova, gli sono assolutamente estranei, la riserva non può cadere sulla porzione a cui egli non potrebbe avere alcun diritto per successione.

Ma doveasi limitare la facoltà di disporre in collaterale; ovvero non doveasi almeno stabilire una riserva in favore de' fratelli e delle sorelle?

Tutte le voci si sono unite in chiedere, che in generale i collaterali non fossero un ostacolo all' intera libertà di disporre.

Così erasi ritenuto sempre ne' paesi di diritto scritto.

Ne' paesi di costumanza i beni erano distinti in proprj e in acquistati, e la mag-

gior parte de' proprj era riserbata ai collaterali, senza che fosse permesso disporne gratuitamente.

Questo sistema della distinzione de' beni proprj ed acquistati aveva principalmente per oggetto la conservazione de' beni stessi in cadauna famiglia.

Volevasi mantenere e moltiplicare i rapporti atti a conservare tra i parenti, anche in grado remoto, i sentimenti di benevolenza e quella risponsabilità morale, che con tanta efficacia supplisce alla vigilanza delle leggi. Stringere e raddoppiare i vincoli delle famiglie, ecco quale si fu e quale sarà sempre la molla più utile in tutte le forme di governo e la più sicura garanzia della felicità pubblica. Gli autori del regime de' proprj e delle riserve pensavano che la trasmissione degl stsessi beni da un parente all'altro fosse un mezzo di stringere i loro vincoli, e che i gradi di parentela, per cui venivasi ad appartenere ad un autore comune, si ravvicinassero ogni volta che i parenti stessi si ravvicinavano diffatto, mediante la compartecipazione de' beni che l'opera del medesimo avea per ordinario messi nella famiglia, e che ne perpetuavano la prosperità.

La conservazione degli stessi beni nelle famiglie sotto il nome di proprj, ha potuto stabilirsi ed avere de' buoni effetti ne' tempi ne' quali le vendite degl' immobili erano rarissime, e ne' quali l' industria non aveva alcun mezzo.

Ma dappoichè la rapidità del moto commerciale si è applicato ai beni immobili, come a tutti gli altri, dappoichè i proprietarj abituati a far mutare natura ai loro beni hanno potuto con facilità scuotere il giogo di una legge che li privavano della facoltà di disporre de' proprj, è stato anche facile ed istessamente frequente il sottrarvisi. Laonde codesta legge è divenuta impotente a conservare l' antico suo oggetto; e dove avrebbe dovuto essere il rimedio delle famiglie, le ha invece turbate con litigi innumerabili.

Era già stata codesta legge di proprj abolita durante la rivoluzione, nè doveasi più pensare a ristabilirla. Il che prova che certe leggi dipendono dai costumi e dagli usi esistenti al tempo in cui esse vengono stabilite, e che non sono se non se transitorie. E questo prova pure ch' egli è facile

spiegare perchè sotto il regime de' proprj, e degli acquisti e della perpetuità degli stessi beni nelle famglie, era ignoto ai Romani e a coloro che hanno conservata la legislazione romana.

L'ordine pubblico e l' interesse delle famiglie s' accordano in questo, che ciascuno sia mantenuto nel diritto di propietà, d' onde risulta la libertà di disporre; e ciò a meno che non vi sieno considerazioni sì forti e sì positive da esigere a questo riguardo un sacrifizio.

Questo sentimento di una piena libertà è quello che fa prendere all' industria il suo volo e la rende ardita ad affrontare tutti i pericoli. Un tale crede di non travagliare che per se stesso, e non vede alcun termine a suoi godimenti allorchè è sicuro, che i prodotti del suo travaglio non saranno trasmessi che a coloro i quali egli dichiarerà essere gli oggetti della sua affezione. L' interesse generale delle famiglie in un secolo, in cui l' industria pone in moto il maggior numero degli uomini, è assai differente dall' interesse di quelle famiglie casareccie, in mezzo alle quali si formarono, sono già più se-

coli, le costumanze. Egli è evidente, che ciò che ad esse oggi più importa si è che i mezzi di prosperità vi si moltiplichino; e quando nel corso naturale delle affezioni i parenti più prossimi verranno preferiti, essi intenderebbero male i loro interessi, se li riguardassero come lesi da quella libertà di cui debbono approfittare.

Ma d'altra parte qual mezzo potrebbesi mai trovare per opporsi a questo esercizio di diritto di proprietà? Non v'ha in questo genere alcuna proibizione, la quale non sia suscettibile d'essere elusa.

Allorchè si tratta di un diritto sì prezioso e che è esercitato per tanti secoli dalla maggior parte della nazione, la legge, che lo abolisce, sarebbe del numero di quelle che non potrebbero lungo tempo resistere alla pubblica opinione. Ma si avrebbe il menomo scrupolo a violarla; lo spirito della menzogna e della frode si propagherebbe ampiamente negli atti; e cessando il regno della legge, la corruzione continuerebbe i suoi progressi.

Si rispetterà la riserva fatta a favore degli ascendenti e de' discendenti, poichè essa

ha per base non solo i sentimenti presunti, ma ancora dei doveri sacri, a modo che sarebbe una specie di delitto l'infrangerli. Nè questi sentimenti, nè questi doveri possono essere gli stessi pei collaterali, rispetto ai quali non vi sono che i doveri insieme uniti del sangue e dell' amicizia.

La legge di riserva pei collaterali non avrebbe per oggetto che i parenti, i quali si sarebbero esposti alla dimenticanza, o all' animavversione: con che si mostrano positivamente indegni del favore di cui si tratta.

Finalmente gli abitanti de' paesi di diritto scritto oppongono agli usi introdotti da alcuni secoli nei paesi di costumanza un' esperienza, che rimonta alla più rimota antichità.

Essi citano l' esempio di quel popolo memorabile, il quale fra tutti i popoli della terra ha meglio studiata e perfezionata la legislazione civile, e presso il medesimo giammai si parlò di stabilire una legittima fra' collaterali.

Finalmente danno per modello quell'armonia, la quale ne' paesi di diritto scritto

rende le famiglie sì rispettabili. Ivi, assai più di frequente che ne' paesi di costumanza, si presenta il quadro di quelle stirpi patriarcali, in cui coloro ai quali la provvidenza ha concessa fortuna non ne godono che per bene di tutti quelli che pei loro sentimenti si rendono degni d'essere ammessi nel seno della famiglia.

Nelle case di questi ricchi benefici lo sfortunato parente trova consolazione e soccorsi; l'altro incoraggimenti e mezzi opportuni; e le figliuole stesse nate in angustia sanno di buon'ora che in quelle case si economizza per preparare loro una buona dote. Quale differenza enorme fra i vantaggi che i parenti possono così, durante la vita del benefattore, cogliere dalle sue liberalità interamente indipendenti dalla legge, e il prodotto di una modica riserva, della quale forse anche il più delle volte sarebbero frustrati?

Non può sperarsi, soprattutto in fatto di linea collaterale, di creare o di conservare quello spirito di famiglia che tende a sostenere tutti i membri, a formare d'essi un corpo ed approssimare i gradi, se non se

provocando la beneficenza de' parenti fra loro sin tanto che vivono, e il solo mezzo di provocarla si è quello di lasciarli in una perfettissima indipendenza. Secondo la natura del cuor umano il sentimento di beneficenza vi si smorza tostocchè si alzi contro la minima idea di coazione, e questa idea non si accorda più con quella nobiltà, con quella delicatezza, con quella purità di sentimenti che animavano l'uom benefico. Egli cessa d'essere tale, perchè non crede più di poterlo essere. E di fatti non vi è più cosa da donare a coloro che hanno il diritto di esigere.

Poichè la Francia ha la fortuna di aver conservato in una gran parte del suo territorio quello spirito di famiglia tanto necessario alla prosperità comune, guardiamoci dal rigettare un mezzo sì grande di rigenerazione di costumi. Questo è un fuoco sacro, che bisogna mantenere ove esiste e che bisogna accendere negl'altri paesi che hanno sì gran bisogno della sua influenza, e che è il solo che possa vivificare.

Ma non si doveva fare un'eccezione in favore de' fratelli e delle sorelle di colui che

muore senza lasciare nè ascendenti nè posterità?

Non si debbe distinguere nelle famiglie quelli che la costituiscono più intimamente degli altri, quelli che si presume esser vissuti sotto lo stesso tetto, esser stati sommessi all'autorità dello stesso padre di famiglia, tenere da lui un patrimonio ch'egli aveva in cuore di vedere diviso fra suoi figli, e che per lo più essi debbono alla sua economia ed a'suoi travagli?

E qual sarebbe il fratello che potesse riguardare come un sacrifizio della sua libertà la riserva di una quotità modica, qual sarebbe un quarto de'suoi beni, a'suoi fratelli, alle sue sorelle, qualunque ne fosse il numero?

Si può egli avere qualche avvantaggio attribuendogli il diritto di trasmettere tutto il suo patrimonio ad una famiglia straniera, nuocendo alla sua propria, per quanto è in sua podestà, o di preferire uno de'suoi fratelli od una delle sue sorelle agli altri tutti? Il che senza dubbio sarebbe un'eterna cagione di disordine fra colui che avrebbe la preferenza e quelli che si riguardassero come discredati.

Se si è forzati a convenire che il legislatore debbe impiegare tutti i suoi sforzi per stringere possibilmente i vincoli di famiglia, dev' egli lasciare la libertà a quelli che la natura aveva tanto avvicinati insieme, di romperli intieramente?

In parecchie altre parti del Codice civile i fratelli e sorelle sono, a cagione de' rapporti intimi che li uniscono, posti in una classe a parte. Nell' ordine delle successioni si fanno concorrere cogli ascendenti. I fratelli e le sorelle avranno, per assicurare ai loro nipoti maschj o femmine la porzione de' beni di cui essi possono disporre, lo stesso diritto che il padre e la madre hanno riguardo ai figliuoli de' loro figli.

Finalmente sarà contrario agli usi ricevuti in una gran parte della Francia da parecchi secoli, che alcuna quotità del patrimonio non sia assicurata anche a' fratelli ed alle sorelle.

Per potenti che pajano questi motivi per ristabilire una riserva a favore de' fratelli e delle sorelle, considerazioni più forti vi si oppongono ed hanno dovuto prevalere.

La guida più sicura de' legislatori, è l'esperienza. Non si è mai ammesso nè a Roma, nè in Francia, nè nei paesi di diritto scritto legittima alcuna in favor dei fratelli. Il fratello non poteva lamentarsi della disposizione, nella quale esso era stato dimenticato, fuori che in un sol caso, quello cioè in cui una persona di mala fama, *turpis persona*, fosse costituita erede. Il reclamo che il fratello in tale caso poteva fare di una porzione de' beni, non era sotto il nome di legittima che una vendetta dovuta alla famiglia, la quale aveva avuta dal testatore sì grande ingiuria.

Nondimeno giammai il quadro dell'amicizia fraterna non è stato mai più toccante che ne' paesi in cui pienissima è la libertà di disporre.

Se, come si è provato, colui che non debbe soffrire alcuna violenza nelle sue disposizioni di ultima volontà, è molto più portato agli atti di beneficenza durante la sua vita, ciò si verifica soprattutto de' fratelli, la cui reciproca assistenza è assai verosimile e che può influire sulla loro vicendevole prosperità.

E più poi la riserva che si credesse opportuna in favor de' fratelli e delle sorelle sarebbe modica, onde perciò meno potrebbe essere di un' utilità reale, meno dovrebbesi preferire ai grandi avvantaggi che si può ripromettersi da una piena libertà di disporre.

Se s'imponessero in linea collaterale de' doveri rigorosi di famiglia, ciò dovrebb' essere a favore de' nipoti, i cui genitori fossero morti. Questi sono quelli che hanno il maggior bisogno d' appoggio, ed è a lor riguardo che gli zii tengono luogo d'ascendenti, essendo alle cure ed all' autorità degli zii interamente confidata la sorte di questa parte della famiglia.

Non si potrebbe dunque limitarsi al solo riguardo de' fratelli e delle sorelle se si volesse stabilire in linea collaterale una riserva legale, e nondimeno anche coloro che sono stati d' avviso di ammettere questa riserva non hanno pensato che si potesse estendere al di là di questo grado senza attentare ingiustamente al diritto di proprietà.

Certamente è nel corso della natura che

i fratelli e le sorelle sieno uniti con intimi nodi formati da un' educazione e da una nascita comune. Ma l'ordine sociale, ch'esige una riserva in linea retta, non è interessato del pari perchè ve ne sia una a favore de' fratelli e delle sorelle.

Il padre ha contratto non solo verso i suoi figliuoli, ma ancora verso la società l'obbligazione di conservare ad essi i mezzi di esistenza proporzionati alla sua fortuna. Questo dovere si trova adempito riguardo ai fratelli e sorelle, poichè ciascuno ha la sua porzione di beni de' comuni lor genitori.

I figliuoli che non hanno posterità, hanno verso coloro che lor diedero la vita de' doveri da adempiere, che nè i fratelli nè le sorelle potrebbero esigere vicendevolmente.

Or dunque, essendosi lungo tempo bilanciati tutti questi motivi pro e contro la riserva legale a favore de' fratelli e delle sorelle, è stato deciso di non istabilirla che in linea diretta, e tutte le volte che colui che muore non lascerà nè ascendenti nè discendenti le liberalità per atti fra vivi potranno esaurire la totalità de' beni.

Determinata così la quota parte disponibile, bisognava regolare un punto sul quale vi è sempre stata della diversità di legislazione.

Bisognava decidere se la quotità disponibile potesse esser data tutta o in parte, o per atto fra vivi, o per testamento ai figliuoli, o ad altri eredi di colui che ha disposto, senza che il donatario, venendo alla sua successione, fosse obbligato di farne compenso.

Presso i Romani e ne' paesi di diritto scritto non vi è stato mai in questo proposito variazione alcuna. Sempre si è avuto il diritto di scegliere fra gli eredi quelli ai quali si voleva far vantaggio o coll' istituzione di erede o altrimenti.

Le costumanze erano su questa materia differentissime le une dalle altre.

Le une permettevano ad uno de' figliuoli d'essere nel tempo stesso donatario, legatario ed erede, e non assicuravano agli altri che la legittima.

Altre distinguevano la linea retta dalla collaterale, e la qualità di donatario tra vivi da quella di legatario. In queste ultime costumanze, del numero delle quali si trova

essere quella di Parigi, la stessa persona non poteva essere nè donataria, nè legataria, nè erede in linea retta. Essa poteva essere in linea collaterale donataria ed erede; mai non poteva essere erede e legataria.

In altre non si poteva essere donatario ed erede sia in linea retta, sia in linea collaterale.

Altre vietavano assolutamente di avvantaggiare l'erede presuntivo ed ordinavano la collazione tanto in linea diretta quanto in collaterale, quando pur anche si fosse fatta rinunzia.

Non v'era un compiuto sistema d'eguaglianza fra gli eredi, fuorchè quello delle costumanze che li obbligavano a conferire le donazioni, ancor quando ripudiavano la successione, e che non accordavano ad essi verun legato.

Nell'esclusiva opinione della facoltà che aver si possi di fare delle disposizioni a profitto degli eredi, si riguardano come di diritto eguali, e la legge interamente rimpiazza quel che muore non per contrariare la sua presunta volontà, ma per eseguirla nella più giusta forma.

Quantunque frattanto l' intenzione sembrasse quella di seguire le tracce della natura, quante volte nulla ostante non ci si allontanava?

In qual modo avrebbe la natura accordato degli eguali diritti a coloro ch' essa stessa trattò sì diversamente? Dove esistono quelle famiglie i di cui individui abbiano avuta porzione ch' eguaglj le lor forze fisiche, l'intelligenza, i loro talenti, ai quali doni, ciascun d' essi malgrado la miglior condotta, può aver provate delle privazioni, od esser esposto ad infermità o altri mali d' ogni genere?

Questo quadro dell' umanità, quanto è affliggente in se stesso, altrettanto è pur troppo il più frequentemente verificato; conviene averlo perduto di vista, allorchè freddamente e con aritmetici calcoli si fanno divisioni eguali fra quelli che hanno bisogni sì differenti.

Il loro diritto naturale è quello d' ottenere da colui al quale la provvidenza affidò i suoi beni la parte proporzionata ai bisogni, e che fra essi, per quanto è possibile, stabilisca la bilancia della felicità. Egli è allora che, incessantemente occupandosi onde

sia mantenuta tal bilancia, che il capo di famiglia si abbandona ai più giusti ed equi sentimenti d'affezione imparziale fra tutti i suoi eredi. Ma se la legge gl'impedisce di soccorrere l'uno, se non può incoraggire l'altro, se non gli è permesso di por rimedio a que' mali di cui è testimonio, e por fine a delle afflittive ineguaglianze fra quelli ch'ei vorrebbe rendere egualmente felici, è allora in cui ei sente tutto il peso delle sue catene, è allora ch'ei maledisce l'error della legge, che si mise in di lui vece per non compiere veruno de'suoi doveri, e che ingannandosi sul voto della natura non istabilì le sue presunzioni che su d'una chimerica eguaglianza, è allora per fine che rimane afflitto del suo nulla nel seno di sua famiglia, ove la sorte di ciascun individuo fu preventivamente regolata dall'interdizione contro lui fulminata, in forza della quale è spogliato del mezzo speciale di poter far valere la sua autorità, il di cui solo scopo è quello di stabilire e mantenere l'ordine, ove ei non ha la facoltà di fare del bene, nè tampoco di prevenire il male.

Puonnosi paragonare questi inconvenienti

con quello che sembra aver fatta maggior impressione sullo spirito di quelli che vorrebbero interdire il diritto di disporre a vantaggio degli eredi presuntivi? Essi temono la vanità de' capi di famiglia, che favoriti dalla fortuna vorrebbero trasmetterla a quello che essi sceglierebbero a rappresentarli con distinzione, sacrificandone gli altri.

Non si è punto badato che il numero dei ricchi è infinitamente piccolo, se si paragoni alla massa pressochè generale di quelli che vivendo con delle limitatissime facoltà, sono li più esposti alle ineguaglianze ed a tutti i bisogni.

Si è perduto di vista il padre di famiglia che sotto un umile tetto non ha per patrimonio che un piccol campo, appena sufficiente all' alimento ed educazione della sua famiglia. Di già incurvato sotto il peso degli anni, egli non potrebbe supplire ad un travaglio divenuto per lui troppo penoso s' egli non impiegasse le braccia del più anziano tra suoi figli, appena ch' esso ne avesse la forza necessaria.

Questo figlio laborioso comincia da quel momento ad essere l' appoggio di sua fami-

glia. Egli è al sudore della sua fronte che i suoi fratelli dovrebbero i primi soccorsi, mercè i quali essi potrebbero apprendere delle professioni d'industria, che le sue sorelle dovrebbero il piccolo capitale, frutto dell'economia, che loro avrebbe procurato degli utili stabilimenti.

Si crederà egli che possi essere la vanità che determini questo padre di famiglia a dar qualche ricompensa a quello fra' suoi figli che si è sacrificato pel bene di tutti, e a conservare nelle sue mani, per quanto la legge glielo permette, un'eredità sulla quale una nuova famiglia non potrebbe elevarsi e prosperare se ella venisse divisa in troppo piccole porzioni?

L'intenzione di quelli che si sono opposti alle disposizioni in favor degli eredi è senza dubbio apprezzabile, ma egli è impossibile di non ravvisare il loro errore.

Diggià pur anco la legge del 4 germile anno 8 autorizzò le liberalità a favor dei figli od altri successibili del disponente, senzachè esse fossero assoggettate a passare ad altri, purchè non eccedano i limiti prescritti.

Questa regola venne seguita.

Per ben conoscere la quota parte disponibile e quella che è riservata ai figli o agli ascendenti, era necessario da una parte l'indicare i beni dei quali si può disporre, e dall' altra regolare il modo della riduzione che deve aver luogo quando le disposizioni eccedano il prescritto quantitativo.

La facoltà di disporre non si calcola già soltanto sui beni, che pagati i debiti, rimangono nella successione, ma bisogna aggiungere a questi beni quelli ancora che il defunto lasciò in via di donazione fra vivi. Non si sarebbero fissati dei limiti alla libera facoltà di disporre quando non si avesse avuto riguardo ad ogni specie di disposizioni.

Egli è senza dubbio il massimo interesse della società che le proprietà non rimangano incerte. Dalla loro stabilità dipende e la buona cultura e il relativo miglioramento.

Ma è diggià stato bastantemente provato che la trasmissione d'una parte dei beni agli eredi in linea diretta è uno de' fondamenti dell'ordine sociale. I genitori ed i figli hanno fra loro de' doveri che devono

essere soddisfatti preferibilmente alle semplici liberalità; l'adempimento di questi doveri è la tacita condizione sotto la quale coteste liberalità si son potute fare ed accettare; e qualora avvenisse che le donazioni nella loro istituzione non eccedessero la quota parte disponibile, i donatarj non sarebbero perciò punto da preferire a degli eredi diretti, se si tratti per i primi d'un puro beneficio e pei secondi d'un necessario patrimonio. Qualora deteriorasse lo stato del donatore, non si potrebbe egualmente ascriverlo a cattiva volontà contro il donatario.

Questi furono i motivi pei quali si credette indispensabile che venisser compresi nella massa dei beni, su cui si calcola la quota parte riserbata dalla legge, quelli pur anco che fossero stati rilasciati mediante donazione fra vivi.

Debbonsi pur comprendere i beni, la di cui proprietà fosse stata trasmessa ai figli nel caso di divorzio: mentre non può giammai risultarne per essi un tal vantaggio, che privi gli altri figli della riserva legale.

Non deve esser fatta alcuna deduzione in

ragion di diritto dei figli naturali, giacchè questo diritto non si acquista prima della morte, ed è una partecipazione alla successione sotto il titolo di credito.

Venendo così determinati i beni sui quali i figli o gli ascendenti devono avere la porzione che la legge loro riserva, conveniva prescrivere come questi eredi eserciterebbero una tal ripresa, allorchè i beni liberi dai debiti e dalla deduzione fatta per mezzo di donazioni o legati non bastassero a completare la quota riservata.

Egli è evidente che questo compenso sui legati o donazioni non è ammissibile che dalla parte di coloro, in vantaggio de' quali la legge ha limitata la facoltà di disporre proporzionatamente al diritto che essi avessero alla successione.

Se si esaminano frattanto quali sono, nel caso d'insufficienza di facoltà libere della successione, le disposizioni che devono esser primieramente annullate o ridotte, acciocchè sia soddisfatta la quotità riservata, non vi può esser verun ostacolo sopra ciò che la riduzione o l'annullazione deve a bella prima portare sui legati.

I beni lasciati in via di legato fanno parte della successione; gli eredi, a benefizio de' quali evvi la riserva, sono messi in possesso dalla legge nel momento in cui questa successione è aperta. I legati non devono esser pagati che dopo l'estinzione de' debiti e dei pesi; la quantità riservata dalla legge è nel numero di questi pesi.

Ciascuno legatario avendo eguali diritti a que' beni che gli son lasciati per legato, l'equità vuole che tale contribuzione sia fatta fra essi con eguale riparto.

Se nulla ostante il testatore avesse dichiarato che certi legati fossero pagati di preferenza ad altri, i legatarj in tal modo preferiti avrebbero maggior diritto degli altri, nè sarebbe eseguita la volontà del testatore se gli altri legati non fossero interamente suppliti, onde compiere la legale riserva prima che si possi ridurre o cancellare i legati preferiti. Onde sia eseguita la volontà del testatore, impedendo qualunque contesto, si esige solo ch' essa sia dichiarata in termini espressi.

Restava a prevedersi il caso in cui fossero svanite tutte le facoltà delle successioni

libere da' debiti e tutti i beni legati, senza che fosse soddisfatta la riserva legale.

Le donazioni fra vivi devono allora, del pari a' legati, esser ridotte proporzionatamente.

Puossi dire, che per fissare la quantità riservata si fa entrare nel calcolo de' beni che vi son soggetti il valore di tutti quelli che furono disposti senza riguardo alle diverse date delle donazioni, perchè ognuna d'esse e tutte assieme hanno contribuito ad assorbire il patrimonio.

Ma è più conforme ai principj che le donazioni sieno ridotte, cominciando dalla più recente e terminando finalmente alle più lontane.

Diffatti non si ha nelle prime donazioni sorpassata la misura prescritta, se i ben posteriormente concessi bastino per supplire la riserva legale. Se la riduzione si estendesse su tutte le donazioni, il donatario avrebbe un mezzo di rivocare per intero o col mezzo di nuove donazioni quelle che avesse fatte preventivamente.

D'altronde, allorchè si tratta di attaccare delle proprietà che rimontano ad epoche sì

lontane, l'ordine pubblico è interessato; acciocchè sia soddisfatta preferibilmente la più antica proprietà. È questa la base della massima: *Qui prior est tempore, potior est jure.*

Tali principj, già fissati da' decreti del 1731 (art. XXXIV), furono conservati.

Si conservò egualmente quell'altra disposizione della stessa legge, secondo la quale allorchè la donazione riducibile fra vivi fu fatta ad uno degli eredi che avesse una riserva legale, egli può ritenere sui beni dati il valore della porzione che lui appartiene come erede ne' beni indisponibili, se sono della natura medesima. In tal caso è possibile di mantenere la proprietà dell'erede donatario senza arrecare pregiudizio a' suoi coeredi.

Sarebbe illusoria quella regola, secondo la quale devesi fare la riduzione delle più recenti donazioni, se il donatario spogliato potesse calcolarsi come surrogato verso quel donatario anteriore ne' diritti di quello che lo ha spogliato.

D'altronde la riduzione è un privilegio personale, e fin d'allora essa non può es-

ser l'oggetto d'una surrogazione sia tacita, sia per convenzione.

Rapporto ai creditori di quello di cui fu aperta la successione non hanno altri diritti che sui beni che trovano; tali beni, malgrado ogni riserva legale, devono essere disposti al pagamento de' debiti; ma i creditori non possono avere veruna pretesa sui beni che più non appartenevano al loro debitore. Se le loro azioni di credito sono anteriori alla donazione, potevano conservare i loro dirittti, compiendo le prescritte formalità.

Se questi titoli sono posteriori, i beni, che in forza della donazione erano divertiti dalle mani del debitore, giammai non potero esser ad essi garanti.

Sembra contrario ai principj della morale che si possi raccogliere, anche a titolo di riserva, de' beni da uno che non ha soddisfatti tutti i suoi debiti, e sembra che ne venghi in conseguenza che se il creditore non può, atteso il diritto di proprietà del donatario, agire contro lui, possi almeno esercitare le sue azioni contro l'erede sui beni riacquistati in forza della riduzione.

Se c'immaginiamo che colui che ha il diritto di riduzione non debba avere una recursoria contro gli eredi, a meno che non divenissero garanzia de' creditori del morto que' beni de' quali gli eredi lo avevano spogliato, sarebbe lo stesso che concedere ai creditori un'azione diretta verso i donatarj, come accordarla agli eredi, acciò i creditori se ne approfittino, o piuttosto in allora, siccome non si tratterrebbe realmente che dell'interesse de' creditori, non si dovrà far intervenire gli eredi per far spogliare i donatarj a benefizio de' creditori. Questi d'altronde potrebbero sperare che gli eredi s'indurrebbero ad esercitare simil ricorso? La loro delicatezza non sarebbe impegnata egualmente a non distruggere il diritto di proprietà de' donatarj, come a pagare i creditori? E se gli eredi non si piccassero di delicatezza, non sarebbe lor più facile di trattare, senza saputa de' creditori, co' donatarj che non cercherebbero che di mantenersi nella lor proprietà?

L'azione dell'erede contro il donatario ed i beni dati, che sono l'oggetto di tal ricorso, sono stranieri del pari alla successione,

Il titolo col quale l'erede esercita questo ricorso ha la sua origine dal momento della donazione. Si presume ch'essa sia fatta sotto condizione all' erede di tal ricorso nel caso in cui la riserva non fosse eseguita.

È in conseguenza di tale primitiva condizione del ritorno che l'erede riprende i beni senza carico di debiti o ipoteche create dal donatario. E dal motivo stesso che l'atto di riduzione o rivendicazione può venir esercitato dall'erede contro i terzi possessori degli immobili facienti parte della donazione ed alienati dal donatario, nella maniera stessa e collo stesso ordine come si farebbero contro il donatario medesimo.

Conviene adunque calcolare quell'erede che dispossessa un donatario fra vivi, come se avesse raccolti i beni al momento stesso della donazione.

Se si dovesse ammettere in modo assoluto che un erede non può raccogliere a titolo gratuito de'beni da colui che ha de'debiti senza prima averli pagati, converrebbe dire che qualunque donazione fra vivi potrebbe essere rivocata in forza di debiti che il donatore avesse posteriormente formati. Ciò è

quello che non fu mai ammesso in veruna legislazione. È ben da dolersi che delle idee morali sieno qui in opposizione con principj che sarebbe più pericoloso il violarli; essi sono quelli sul diritto di proprietà non solo del figlio o dell'ascendente, ma bensì degli altri interessati. Volendo perfezionare la morale in un rapporto, si farebbe nascere la corruzione in tanti altri.

Dopo di aver similmente regolate le qualità richieste per donare e per ricevere, dopo aver fissata la quantità che si può disporre e dopo d'aver indicato il modo a seguirsi per le riduzioni, si occupa la legge, alla prima, più particolarmente delle donazioni fra vivi e dappoi de'testamenti. Essa prescrive le forme di ognuno di questi atti; essa stabilisce i principj sulla lor natura e sui loro effetti.

Egli è qui che fermeremo i nostri sguardi su queste celebri leggi che contribuiscono ad immortalare la memoria del cancelliere *d'Aguesseau*. Le ordinanze sulle donazioni e sui testamenti furono, come il nuovo Codice, il frutto di lunghe meditazioni. Esse non furono egualmente adottate che dopo aver consultato il voto della nazione

con quel prezzo che fu possibile por in pratica, cioè quello dell' opinione de' magistrati e de' giureconsulti. I redattori del Codice ebbero ricorso alle disposizioni di quelle leggi con quel rispetto che ispirano la lor profonda saggezza ed il buon successo dal quale furono coronate.

Nelle donazioni fra vivi distinguonsi le formalità da osservarsi negli atti che le racchiudono e quelle che si possono nominare esteriori.

Hanno duplice oggetto le formalità da osservarsi in questi atti, quello di provare e quello di fissarne la natura.

Non si ammettono come legalmente provati gli atti che fanno donazione fra vivi, se non se fatti essendo da notaj nelle forme ordinarie de' contratti.

La minuta deve restare fralle mani del notaro: ella non deve esser rilasciata nè al donatore, nè al donatario. La donazione fra vivi è un atto col quale quello che l'accetta si obbliga a compierne le condizioni. Non deve stare in potere nè d'una, nè dell'altra delle parti di distruggerla, sopprimendo l'atto che ne contiene la prova di sua esistenza.

Egli è ancora perchè ogni donazione fra vivi è calcolata come un reciproco obbligo che diviene indispensabile l'intervento di ciascuna delle parti, cioè quella che dà e quella che accetta. Ciò è uniforme al diritto romano, che non riguardava come ancor esistente quella liberalità, allorquando quello per cui era destinata o l'ignorasse, o non volesse acconsentirvi ad accettarla.

L'accettazione essendo un'essenzial condizione della donazione, si dovette esigere che fosse in espressi termini. Ne risulterà, senza che vi sia stato bisogno, di farne una disposizione che i giudici non potranno avere verun riguardo alle circostanze di cui si pretendesse indurre un'accettazione tacita e non presunta, allorquando anche il donatario fosse stato presente all' atto di donazione e che avesse firmato, o quando fosse andato al possesso delle cose donategli.

Era soltanto una facilità che niente aveva di contrario a tai principj e che rifiutar non si poteva senza il più delle volte porre un ostacolo insuperabile alla facoltà di disporre. Sopratturto fu allorquando ingranditosi ed estesosi il commercio e divenuti sì fre-

quenti e comuni i viaggi, che i più prossimi parenti, i più intimi amici furono obbligati a vivere sì lungi da noi.

Volsesi prevenire tal inconveniente, permettendo l'accettazione per atto posteriore, o col mezzo di persona che avesse procura dal donatario, riguardando la procura come bastevole, sia che comprendi il poter d'accettare la donazione fatta, sia che abbia il potere generale di accettare quelle donazioni che sarebbero state o che potrebbero esser state fatte.

Lunghissime controversie si spiccarono contro gli autori, onde sapere se il donatore, nel caso che non fosse accettata una donazione, potesse rivocarla.

Alcuni sostenevano che se non si prescrive al donatario quel termine spirato il quale ei non sia più ammesso all'accettazione, il donatore non può più ritrattarsi.

Altri opinavano che fino al momento dell' accettazione l'atto è imperfetto, e non si saprebbe vincolare il donatore.

Quest'ultima opinione è la più giusta; fu confermata dal decreto del 1731 e fu in oggi mantenuta.

Abbenchè indipendentemene dalle condizioni che possonsi esser messe sia sempre riguardata una donazione qual beneficio ad avvantaggio del donatario, basta frattanto che vi sia da parte sua un impegno, acciò sieno eseguite la capacità di contrattare, o le forme che vi suppliscono.

Se il donatario è maggiore, l'accettazione deve esser fatta da per lui stesso, o in suo nome dalla persona munita di sua procura.

Se è minore non emancipato, o se è interdetto, essa sarà fatta dal suo tutore, nel modo in cui fu prescritto al titolo della minorità.

Se il minore è emancipato, si farà assistere dal suo curatore.

Si volse egualmente schivare che, in forza di atti sempre presunti avvantaggiosi, i minori sieno vittime degl'interessi personali o della negligenza di quelli che la legge destina ad accettare per loro.

I legami del sangue o dell' affezione furono risguardati in tal caso qual sufficiente mandato; e senza portar verun attacco nè alla patria potestà, nè all'amministrazione de' tutori ogni ascendente, sì dell' uno che

dell' altro sesso ed in qualunque grado sieno, avranno il potere d' accettare per i loro discendenti, ancorchè vivessero i genitori ed abbenchè non sieno nè tutori nè curatori del minore, e ciò senza che vi sia bisogno di verun avviso ai parenti.

I buoni costumi e l' autorità del marito vollero sempre che la moglie non potesse accettare una donazione senza il consentimento del suo marito, ovvero, nel caso di suo rifiuto, senza esser autorizz aa dalla giustizia. Stabilendo tal condizione alle femmine maritate in generale, non si eccettuano nè quelle che non fossero in comunione col marito, nè quelle che fossero legalmente separate.

Fin d' allora in cui, mediante gli sforzi felici della beneficenza e del genio, si rendettero i sordi-muti alla società, sono divenuti capaci di compierne i doveri e di esercirne i diritti. Il sordo-muto che saprà, col mezzo di uno scritto, manifestare la sua volontà, potrà da per se stesso, o mediante suo procuratore, accettare una donazione. Se non saprà scrivere, dovrà esser fatta l'accettazione a suo nome da un curatore

che sarà nominato onde eseguire tale formalità.

Rapporto alle donazioni che saran fatte agli ospizj, ai poveri delle comuni o agli stabilimenti di pubblica utilità, saranno quelle accettate dai loro amministratori, allorchè il governo, che sorveglia del pari sui diritti delle famiglie che sull'interesse dei poveri, li avrà autorizzati.

Dopo di aver in tal guisa prescritte le formalità dell'atto stesso di donazione, la legge regola quelle che ne sono esteriori.

Varie disposizioni dell'ordinanza del 1731 sono relative alla tradizione di fatto de' beni dati. Questa formalità fu stabilita in molte costumanze, ma non era minimamente in uso ne' paesi di diritto scritto; nulla aggiugne essa alla certezza nè all'irrevocabilità delle donazioni fra vivi. La regola del diritto romano, che risguarda le donazioni come de' semplici patti, è preferibile; essa toglie numerose difficoltà e senza obbiezione. La donazione accettata come conviensi sarà perfetta col solo consenso delle parti e la proprietà degli oggetti dati sarà trasferita al donatario, senza che siavi di bisogno d'altra tradizione.

Un'altra estrinseca formalità era stata introdotta dal diritto romano. È questa quella che si chiamava *insinuazione*. In guisa tale avevansi rese pubbliche le donazioni onde evitare le frodi, sia per supposizione di atti eguali, soprattutto fra parenti prossimi, sia per la facilità d'ingannare que' creditori che ignorassero tali alienazioni.

In Francia la formalità dell'insinuazione fu ammessa ed ordinata da varie leggi successive: non hanno esse appianate quelle difficoltà che la lor esecuzione fece nascere. L'ordinanza del 1731 levò varj dubbj sull'applicazione della pena di nullità delle donazioni, in forza delle quali questa formalità non era stata eseguita, sulla necessità di adempirla nei varj luoghi di domicilio e del sito de' beni, sulla forma d'insinuazione, sulli termini prescritti e sugli effetti d'inesecuzione in questi termini. Leggi interpretative dell'ordinanza del 1731 furono pur anco necessarie, ed una semplice formalità di registro diede materia per formare voluminosa raccolta di complicate leggi.

Tutta questa legislazione relativa alla pubblicità degli atti di donazione fra vivi di-

venne inutile, dappoichè la legge che si eseguisce ora in tutta la Francia, non solo questi atti, ma ancora ogni alienazione d'immobili devono esser manifesti al pubblico per mezzo della trascrizione sui registri, aperti a chiunque vuol consultarli. Sarà adunque adempito interamente l'oggetto di tutte le leggi sulle insinuazioni, commettendo che allorchè vi sian donazioni di beni suscettibili d'ipoteche, la trascrizione degli atti contenenti la donazione dovrà farsi agli uffizj delle ipoteche, nel di cui circondario sono collocati i beni.

Circa ai mobili, che saranno l'oggetto delle donazioni, non si saprebbe metterli nel numero de' pegni sui quali potessero salvarsi i creditori; non hanvi differenti atti in forza de' quali possisi alienare de' mobili che sieno soggetti a simili formalità.

Si faceva l'insinuazione non solo sul luogo ove erano situati i beni, ma ancora sul domicilio: quest' ultima formalità non essendo stata creduta necessaria nel sistema generale della conservazione de' diritti de' creditori, non vi eran particolari motivi onde impiegarla nel caso di trasmissione di beni

per donazione fra vivi: si può tranquillarsi sull'attività di quelli che avranno ogni interesse onde rilevare la sicurezza de'loro crediti o de'loro diritti. In quanto agli eredi l'inventario lor farà conoscere, dietro i titoli di proprietà, quali sono le facoltà; e nell'attuale stato di cose non v'è alcun erede che avendo il più picciol dubbio sul buon essere d'una successione, non comincia dal verificare sui registri del sito ove sono collocati i beni, quali sono le alienazioni.

Que'che sono incaricati di far fare la trascrizione, e che per tal motivo non potranno opporre la mancanza di tale formalità, sono i mariti, nel caso in cui i beni fossero dati alle lor femmine; i tutori o curatori, quando si tratta di minori o d'interdetti, gli amministratori, venendo fatte le donazioni a' pubblici stabilimenti.

Le donne dovettero, onde conservare i loro diritti, esser autorizzate dalla legge per far seguire da per loro sole la formalità dell' iscrizione nel caso in cui non fosse stata eseguita dal marito.

La questione di conoscere se i minori è

quelli che godono lo stesso privilegio possono esser restituiti per mancanza d'insinuazione delle donazioni fra vivi, non era chiaramente deciso nè dal diritto romano, nè dalle antiche ordinanze. Variava su ciò la giurisprudenza e l'ordinanza del 1731, conforme a una dichiarazione del 19 gennajo 1712 pronunziò che la restituzione non avrebbe luogo nemmeno allora in cui i tutori o altri amministratori fossero insolventi.

Questa regola fu confermata: è fondata sul principio che se i minori hanno de' privilegj per la conservazione del loro patrimonio, e perchè non sieno sospesi dalle insidie tese alla fragilità dell' età loro, non devono esser dispensati dal diritto comune, allorchè si tratta soltanto in forza delle donazioni di migliorare la lor condizione.

Si disaminò la questione onde conoscere se le donazioni fra vivi, che non sieno state accettate vivente il donatore, e ch' egli non abbia rivocate, possino aver egual valore delle disposizioni testamentarie.

Puossi dire che la volontà di donare sta nell' atto di donazione; che se il donatario non fu da alcuna revoca spogliato del diritto

di accettare, il donatore morì senza aver cambiata la sua intenzione di fargli una liberalità; che la volontà dell'uomo che si ristringe ne' limiti legali dev'esser rispettata.

Ma tale opinione non viene ammessa allorchè per i testamenti la legge esige maggiori solennità che per le donazioni fra vivi. Non può presumersi che il donatore con atto fra vivi abbia fin d'allora inteso di voler fare una disposizione testamentaria, col mezzo della quale quest'atto sarebbe insufficiente; ed in verun caso non può egli esimersi egualmente di soddisfare alle formalità prescritte da' testamenti.

Non esiste donazione fra vivi, a meno che il donatore non si spogli attualmente ed irrevocabilmente della cosa donata in favore del donatario che l'accetta. Provengono da quel principio queste massime, che *dare e ritenere non vale*, e che *egli è dare e ritenere quando il donatore si riservò il potere di liberamente disporre delle cose donate.*

Se ne fa l'applicazione col determinare che la donazione fra vivi non può comprendere se non se i beni presenti del donatore.

Col decreto del 1731 si era dichiarata nulla

anche in riguardo ai beni presenti quella donazione che comprendeva li beni presenti ed avvenire, mentre si riguardavano tali disposizioni come indivisibili, a meno che non fosse riconosciuta contraria la mente del donatore.

Egli è più naturale il presumere che il donatore de' beni presenti ed avvenire non ha punto avuta l' intenzione di disporre in un modo indivisibile; la donazione non si dichiarerà nulla che in rapporto de' beni avvenire.

Le conseguenze delle massime precedentemente esposte portano ancora, che qualunque donazione fra vivi è nulla qualor venga fatta sotto tali condizioni, la di cui esecuzione dipenda dalla sola volontà del donatore; che essa è egualmente nulla se fatta sotto la condizione di soddisfar altri debiti o pesi fuor di quelli che esistevano al momento della donazione, o che erano espressi negli atti; che se il donatore non ha punto usato della facoltà di disporre, che erasi riservata su una porzione degli oggetti compresi nella donazione, questi oggetti non potranno appartenere al donatario, e che infine ogni donazione d'effetti mobili debba es-

sere verificata mediante uno stato di stima unito alla minuta della donazione.

La riserva dell' usufrutto e la restituzione a favore del donatore non ostano a questi principj.

Non vi è eccezione per rivocarla se non nel caso che o il donatario abbia mancato a dei patti formalmente espressi, o che la legge presumi esser stata nell' intenzione del donatore.

La revoca per causa d'inesecuzione delle espresse condizioni è comune a tutti i patti. Ma vi sono altre due condizioni presunte dalla legge; la prima che il donatario non si rendesse colpevole d'un atto d'ingratitudine, che se lo avesse potuto prevedere il donatore, non gli avrebbe fatta la donazione; e la seconda, che non gli sopravvenissero dei figli.

Si determinarono i casi ne' quali le donazioni potranno essere rivocate per ingratitudine: ciò succederà allorquando il donatario avesse tentata la morte del donatore, allorchè fosse verso lui colpevole di sevizie, delitti o ingiurie gravi, ed allorchè gli avesse rifiutati degli alimenti.

Sono eccettuate le donazioni a favor del matrimonio, poichè esse hanno per oggetto li figli che devono nascere e che non devono esser vittime dell'ingratitudine del donatario.

Circa alla revocazione per sopravvenienza di figli era pur stabilita fra i Romani da una celebre legge: *Si unquam*, Cod. *de revoc.* Essa è fondata sulla presunzione che devesi fare di non aver voluto il donatore preferire degli stranieri a'proprj suoi figli.

Invano si oppone a un sì imponente motivo, che ne risulta una grand' incertezza nelle proprietà, che i figli possono sopravvenire molti anni dopo la donazione, che si presume che qualche donna abbia misurate le sue liberalità colla possibilità di aver in seguito de' figli, e che de' matrimonj possono venir stabiliti in forza di tali liberalità.

Queste considerazioni non prevaleranno certamente sulla legge naturale che subordina tutte le affezioni a quelle che un padre dev' avere pe' suoi figli.

Non si deve presumere ch' egli abbia inteso, nel donare, di violare li doveri in ogni tempo contratti co' suoi discendenti che potrebbe avere, e verso la società. Se simile

volontà si avesse potuto presumere, l'ordine pubblico, si opporrebbe, acciocchè fosse accolta. Questi sono principj che il donatario non saprà ignorare. Non potè adunque ricevere che sotto condizione di preferenza dovuta pei figli.

La regola della revoca delle donazioni per sopravvenienza di figli fu mantenuta nel modo stesso che si trova espressa nel decreto del 1731, e sciolta da quelle difficoltà che faceva insorgere.

Le regole particolari alle donazioni fra vivi sono seguite da quelle che specialmente concernono la forma e l'esecuzione delle disposizioni testamentarie.

Ne' paesi di legge scritta principal oggetto de' testamenti era l'istituzione d'erede. Nel restante della Francia la legge sola faceva l'erede: l'istituzione non era permessa che in considerazione di matrimonio.

Varie costumanze non avevano pure ammessa tale eccezione. Avevano tutte riservato ai parenti una porzione de' beni, le une sotto il titolo di proprj e le altre sotto questo titolo, ed ancora sotto quello di acquisti o di mobili.

Non combinava punto tal ordine con quello delle naturali affezioni. Era inutile adunque ed anche contrario per la manutenzione della legge di ammettere per l'istituzione di erede la volontà dell' uomo, che cercò sempre di far prevalere il voto della natura.

Simili differenze fra i paesi di diritto scritto e quei di costumanza dovevano sparire allorchè una legge comune a tutta la Francia, senza veruna distinzione di beni, concede l' eguale facoltà di disporre. L'istituzione d' erede vi sarà pure permessa.

Il maggior difetto che avesse la legislazione sui testamenti appo i Romani, e dappoi in Francia, fu quello d' esser troppo complicata. Si cercò i mezzi di semplificarla.

Si cominciò adunque dall'omettere tutte le difficoltà sul titolo dato alla disposizione. Valerà il testamento sotto qualunque titolo sia stato fatto, sia sotto quello d' istituzione d' erede, sia sotto il titolo di legato universale o particolare, sia sotto altra denominazione, propria a manifestare la volontà.

Soltanto si è conservata e spiegata una regola stabilita dal decreto del 1735 (art. 77). Un testamento non potrà esser fatto unita-

mente e nel medesimo atto da due o più persone, sia a profitto del terzo, sia a titolo di donazione reciproca. Conveniva evitare il far nascere la varietà di giurisprudenza che ebbe luogo sulla questione di sapere, se dopo la morte di uno de' testatori poteva venir rivocato dal sopravvivente. Permettere la revoca, è un violare la fede della reciprocità; dichiararlo irrevocabile, è un cangiare la natura del testamento, che in questo caso non è più realmente un atto di ultima volontà. Conveniva impedire una forma incompatibile tanto colla buona fede, che colla natura de' testamenti.

Tutto al più si scelse nel diritto romano e nelle costumanze le forme d' atti che sembrarono nel tempo stesso le più semplici e le più sicure.

Esse saranno tre:

Il testamento olografo,

Il testamento fatto ne' pubblici atti,

Il testamento mistico

In tal guisa non saranno ammesse le altre forme di testamenti, e con maggior ragione le disposizioni fatte verbalmente per segno o mediante lettere missive.

Il testamento olografo o con signatura privata, deve esser scritto per intero, con data e sottoscrizione del testatore.

Tal forma di testamento non era ammessa ne' paesi di diritto scritto se non se a favore de' figli. In mezzo a tutte quelle solennità, di cui i Romani abbellivano i loro testamenti, uno scritto privato loro non sembrava degno di confidenza; e se, per rispetto alla volontà del padre, avevano sottomesso i suoi discendenti ad eseguirlo, allorchè la volontà di quello era similmente manifestata, esigevano pure la presenza di due testimonj.

Dovevasi del tutto rigettare i testamenti olografi? È quella la forma la più comoda, e l'esperienza non c'insegnò che ne sieno risultati abusi tali da indurci a sopprimerla.

Era dunque miglior cosa render comune a tutta la Francia tal maniera di disporre.

Si prese solo una precauzione onde sia stabilita la forma di tali atti.

Prima che si eseguisca un testamento olografo devesi presentarlo al giudice prefisso, che stenderà un processo verbale dello stato in cui si trovi, e ne commetterà il deposito appresso un notajo.

Rispetto ai testamenti per atti pubblici si prese un termine medio fra le formole prescritte dal diritto scritto e quelle usitate ne' paesi di costumanza.

Bastava che in que' paesi vi fossero due notari, o un solo, e due testimonj; in varie costumanze si avevan attribuite tali funzioni ad altre persone pubbliche o a' ministri del culto.

Ne' paesi di diritto scritto i testamenti nuncupativi scritti dovevano farsi in presenza di sette testimonj almeno, compreso il notaro.

La libertà di disporre essendo stata in generale molto aumentata ne' paesi di costumanza, era ben giuto di aggiugnere delle precauzioni onde stabilire e consolidare la volontà dei testatori; ma nell' esigere un numero di testimonj più considerabile di quello che è necessario onde ottenere tal fine, si avrebbero assoggettati que' che dispongono a de' fastidj, e forse alcuni si sarebbero bene spesso trovati nell' impossibilità di stendere in simil guisa i loro testamenti.

Questi motivi determinarono a regolare, che il testamento per atto pubblico sarà ricevuto da due notari alla presenza di due te-

stimonj, o da un notaro alla presenza di quattro testimonj.

L' uso de' testamenti mistici o secreti era sconosciuto ne' paesi di costumanza; questa era una istituzione da estendere a favor di quelli che non sapevano scrivere, ovvero che per motivi bene spesso plausibili nè volevano fare il lor testamento per scritto privato, nè volevano confidare il secreto delle loro disposizioni. Essa diveniva ancor più necessaria allorchè pei testamenti per atto pubblico si esige in ogni caso la presenza di due testimonj, e che anche devonsene trovar quattro se vi è un sol notajo.

Ma nell' ammettere la forma de' testamenti mistici non si poteva trascurare veruna delle formalità usate ne' paesi di diritto scritto.

Devonsi temere in questi atti le sostituzioni di persone o di ciò che non stava nella volontà del testatore.

Conviene che le formalità sieno tali, che i più fini raggiri dell' ingordigia umana si rendan vani, ed è soprattutto il numero dei testimonj che può garantire che tutti non saprebbero entrare in un trama criminale.

Si credette dunque dover adottare le formalità de' testamenti mistici o secreti nel modo stesso in cui si trovano enunziati nel decreto del 1735.

Si volsero rendere uniformi le formalità relative all' apertura de' testamenti mistici. La loro presentazione al giudice, l' apertura, il deposito saranno fatti in egual forma che i testamenti olografi. Di più si esige, che i notari ed i testimonj, dai quali fu segnato l' atto di soscrizione e che si trovassero nel luogo, sieno presenti o chiamati.

Queste saranno in generale le formalità de' testamenti. Ma è possibile che il servizio militare, delle malattie contagiose o dei viaggi marittimi mettino nell' impossibilità i testatori di eseguire su ciò la legge; frattanto è in queste circostanze ove la vita è sovente esposta, che diviene più pressante e più utile il manifestare la sua ultima volontà. La legge sarebbe adunque incompleta se privasse una parte numerosa di cittadini, e quelli sopratutto che sono lontani dalle loro famiglie per causa di servigio patrio, del diritto così naturale e così prezioso come è quello di disporre per testamento.

Egualmente in ogni legislazione si prescrissero per simili differenti casi; delle forme particolari che danno tanta sicurezza quanta lo permette la possibilità dell'esecuzione; quelle che furono di già stabilite dall' ordinanza del 1731 sono state mantenute con alcune modificazioni che non esigono un particolare esame.

Dopo di aver prescritte le formalità de' testamenti, si doveva regolare quali sarebbero i loro effetti e come sarebbero eseguiti.

Su ciò non vi sarà più veruna diversità.

L' erede istituito ed il legatario universale avranno li medesimi diritti e saranno soggetti ai medesimi pesi.

Nelle costumanze, ove l'istituzione d'erede era assolutamente proibita o non era ammessa che ne' contratti di matrimonio, non vi era altro titolo d' erede che nella legge stessa, ciò che si esprimeva con quelle parole: *la morte impossessa il vivo.* I legatarj universali erano obbligati, allorchè pure raccoglievano tutte le facoltà, di domandare il rilascio.

Ne' paesi di diritto scritto quasi tutti gli eredi avevano il loro titolo in un testa-

mento; essi erano impossessati di pieno diritto dell' eredità, allorquando pure v' erano de' legittimarj.

Si può dire, dietro il sistema del diritto scritto, ch' essendo l' istituzione di erede autorizzata dalla legge, quello che è istituito d un testamento ha il suo titolo nella stessa legge, egualmente che quello ch' è chiamato da essa direttamente; che fin d' allora ch' esiste un erede per istituzione è senz' oggetto ed anche contradditorio, che vi sia un parente che abbia questa qualità senza tirarne alcun vantaggio; che il testamento nelle forme è un titolo che non deve meno degli altri avere una provvisoria esecuzione; che la domanda di rilascio ed il sequestro fatto da quel parente ch' è spogliato della qualità di erede non possono che causare delle spese e delle liti, che devonsi evitare.

Quelli che pretendono che l' antico uso de' paesi di costumanza sia preferibile, anche allora ch' è ammessa la facoltà d' istituire gli eredi, risguardano il principio secondo il quale il parente chiamato alla successione dalla legge dev' esser mai sempre riputato in possesso

all' atto di morte, come la salvaguardia delle famiglie.

Il testamento non deve aver effetto che dopo la morte, e producendolo è certo il titolo del parente chiamato dalla legge; l'altro può non esser valevole, o per lo meno è sempre suscettibile d'esame. Il termine di produrre un testamento, nel mentre che si riempiono le prime formalità onde stabilire lo stato d'una successione, non è giammai abbastanza lungo onde impedire che sia nocevole all'erede istituito il possesso preso dal parente chiamato dalla legge.

Nè l'una, nè l'altra di queste due opinioni fu interamente adottata: si prese in ciascuna di esse ciò che parve più proprio a conciliare i diritti di quelli che la legge chiama alla successione, e di quelli che devono raccoglierla per la volontà dell' uomo.

Se alla morte del testatore vi saranno degli eredi ai quali avrà la legge riservata una porzione di beni, questi eredi saranno messi in possesso di pieno diritto, alla sua morte, di tutta la successione, e l'erede istituito, il legatario universale saranno obbligati di dimandar loro il rilascio de' beni compresi nel testamento.

Allorchè l' erede istituito o il legatario universale si trovano in tal modo in concorrenza coll'erede di legge, questo ultimo merita la preferenza. Egli è difficile che nell' esecuzione possa esser la cosa altrimenti. Non sarebbe forse contro la pubblica onestà, contro l'umanità, contro la presunta intenzione del testatore, che uno de' suoi figli o che uno degli autori della sua esistenza all' atto di sua morte fosse scacciato dalla sua casa, senza che egli abbia almeno il diritto di verificare il titolo di quello che si presenta? Quest' ultimo avrà tanto minor motivo di lagnarsi di sì momentanea occupazione, quanto che raccoglierà i frutti dal momento della morte, se la domanda di rilascio fu fatta entro l' anno.

Se l' erede istituito o il legatario universale non si trovano in concorrenza cogli eredi, avendo una quotità di beni riservata dalla legge, gli altri parenti non potranno impedire che questo titolo non abbia tutta la sua forza e la sua esecuzione provvisoria dal momento della morte del testatore.

È sufficiente ch' essi sieu messi a portata di verificare l' atto che li spoglia.

Se quest' atto si fece dinanzi notaro, è allora che in forza delle sue forme rende meno facili le sorprese, ed anticipatamente si trova depositato ove le persone interessate possono verificarlo. Se fu fatto olografo o nella forma mistica si presero delle misure, acciocchè i parenti chiamati dalla legge abbiano tutta la facilità di verificarlo prima che l' erede istituito od il legatario universale possa mettersi in possesso.

I testamenti fatti sotto l' una o l' altra forma dovranno esser messi in deposito da un notajo stabilito dal giudice; si assoggettò l' erede istituito o legatario universale ad ottenere un decreto per esser messo in possesso; questo decreto non sarà rilasciato che producendo l' atto di deposito.

Circa ai pesi che l' erede istituito ed il legatario universale sono obbligati pagare, dapprima si prelevano i debiti, e per conseguenza se lui si attrova in concorrenza con un erede al quale la legge riservi una quantità di beni, esso contribuirà per la sua parte e sotto ipoteca per il tutto.

Vi è un altro peso che non era sempre sì oneroso per l' erede istituito, quanto per il legatario universale.

Ne' paesi di diritto scritto l'erede istituito era autorizzato a ritenere sotto il nome di *falcidia* il quarto della successione scemando i legati se eccedevano i tre quarti.

I testamenti furono sempre considerati appresso i Romani come cosa di diritto politico, anzichè civile; e la legge prendeva ogni misura acciocchè quest'atto di suprema magistratura ricevesse la sua esecuzione. Essa presumeva sempre che il morto non volesse morire *ab intestato*.

Frattanto, allorchè il testatore avesse consumata in legati tutta la sua eredità, gli eredi istituiti non avevano più interesse di accettarla, l'istituzione diveniva caduca, e con essa cadeva il testamento.

Si presunse che colui che istituiva un erede lo preferisse a de' semplici legatarj, e l'erede che si trovava caricato di legati al di là della successione fu autorizzato dalla legge, che ottenne il tribuno Falcidio sotto il regno d'Augusto, a ritenersi il quarto delle facoltà.

Tale misura fu in seguito resa comune all'erede *ab intestato*, ed a quelli ancora che avevano una legittima. Questo diritto fu stabilito dal decreto del 1735.

Ne' paesi di costumanza a profitto de' legatarj universali non v' era simil uso di ritenere il quarto, anche nel caso che i beni lasciati dal testatore fossero tutti della categoria di legati. La presunzione legale in que' paesi, era che i legati particolari contenevano l' espressione più positiva della volontà del testatore, di quello che il titolo di legatarj universali; questi erano obbligati di soddisfare tutti i legati.

Parve preferibile quest' ultima legislazione; non esiston più li motivi che fecero introdurre il quarto *falcidio*. La legge col dichiarare che i legati particolari saranno tutti soddisfatti dagli eredi istituiti o dai legatarj universali non lascierà più verun dubbio sull' intenzione che avessero avuta i testatori di preferire i legati particolari, se succede il caso che de' testatori ignorino abbastanza lo stato della lor fortuna per consumarla in legati particolari, allor quando anch' essi istituissero un erede o nominassero un legatario universale, la legge non deve esser fatta per casi sì straordinarj.

V' è un' altra classe di legati, conosciuti sotto la denominazione di *legati a titolo uni-*

versale, non già che questi comprendino, del pari ai legati di cui parlo, l'universalità de' beni, ma sia soltanto d'una tal qual porzione di quelli di cui la legge permette disporre, cioè una metà, un terzo o tutti gl' immobili, o tutto il mobiliare o una quota parte d'immobili o di mobiliario.

Questi legatarj, come quelli a titolo particolare, sono obbligati a chiedere il rilascio; ma fa di mestieri distinguerli, poichè è giusto che quelli che raccolgono così a titolo universale una quantità di beni dell' eredità, sieno soggetti alli pesi, che non potrebbero essere addossati ai legati particolari. Tale è la quota pei debiti, e pesi della successione, e tale il pagamento de' legati particolari per rata porzione con quelli che raccolgono l' universalità de' beni, qualunque ne sia il titolo.

Allorquando vi sarà un legatario di una quantità qualunque di tutti li beni a titolo universale, si dovrà mettere in questa classe quello ancora che fu favorito nell' istesso testamento per il di più de' beni sotto il titolo di legatario universale.

In quanto ai legati particolari si ritennero le regole del diritto comune e si cercò

di prevenire le difficoltà indicate dall' esperienza; basta leggere queste disposizioni per conoscerne li motivi.

Così pure si fece rispetto agli esecutori testamentarj ed alla revoca de' testamenti, o della loro caducità.

La legge stabilisce delle regole particolari a certe disposizioni fra vivi o di ultima volontà, che esigono misure lor proprie.

Tali sono le disposizioni permesse ai padri, madri, fratelli e sorelle, le di cui cure, prolungandosi nell'avvenire, loro avrebber fatto temere che i piccioli figli o i nipotini non divenissero sventurati per la cattiva condotta o le disgrazie di quelli che lor diedero la vita.

Nella maggior parte delle legislazioni, e nella nostra fino a quest' ultimi giorni, la patria potestà ebbe nella diseredazione uno de' maggiori mezzi onde prevenire e punire i falli dei figli. Ma nel rimettere questa terribile arma nelle mani de' genitori, non si pensò che a vendicare l'oltraggiata loro autorità, e vi si allontanò da' principj sulla trasmissione de' beni.

Uno de' motivi che fece sopprimere il di-

ritto di diseredazione egli è, che l'applicazione della pena sul figlio colpevole si estendeva anche sull'innocente sua posterità. Frattanto questa progenie non doveva non esser men cara al padre, giusto nella sua vendetta; essa era una parte essenziale della famiglia, e doveva trovarvi lo stesso favore ed uguali diritti.

Adunque non v' eran che pochi casi in cui i figliuoli diseredati fossero ammessi alla successione di quello che aveva pronunziato la fatale condanna.

Così, sotto il rapporto della trasmissione dei beni nella famiglia, la diseredazione non aveva che funesti effetti: la posterità la più numerosa d'un solo colpevole era avvolta nella sua proscrizione; e quanto erano scandalosi appresso i tribunali questi contesti, ove per pecuniario interesse si maltrattava la memoria del padre da quelli che si opponevano alla diseredazione, e la condotta del figlio diseredato era esposta sotto colori che l'ingordigia cercava ancora di rendere maggiormente odiosi?

Frattanto convenne cercare un mezzo per conservare alla potestà de' genitori la forza necessaria senza opporsi alla giustizia.

Si credette dapprima che si potrebbe ottenere tal fine, accordando ai genitori il diritto di ridurre quel figlio che si rendesse colpevole d'una notoria dissipazione al semplice usufrutto della sua porzione ereditaria, ciocchè avrebbe assicurata la proprietà ai discendenti nati o da nascere da questo figlio.

Nelle romane leggi s' indagò le traccie di quest' officiosa disposizione; ma dopo un accurato esame si scoperse la maggior parte degl' inconvenienti della diseredazione.

La maggior potestà de' genitori deriva dalla natura, anzichè dalle leggi. Gli sforzi de' legislatori devono tendere a secondare la natura ed a mantenere il rispetto ch' essa ispirò a' figli.

Quella legge che accordasse al figlio il diritto di attaccare la memoria di suo padre e di tradurlo ai tribunali qual colpevole d'aver violato i suoi doveri con una ingiusta e crudele proscrizione, sarebbe una specie di attentato alla patria potestà; esso tenderebbe a degradarla nell' opinioni de' figliuoli: il primo principio in questo tratto di legislazione è di schivare, per quanto sia

possibile, di far intervenire i tribunali fra i genitori ed i loro figlj. Egli è il più delle volte inutile e sempre pericoloso il rimettere fralle mani de' genitori delle armi che i figlj possino combattere e rendere impotenti.

Sarebbe stato un errore quello di credere che quel figlio ridotto all' usufrutto della sua porzione ereditaria non conoscerebbe lui stesso l' avvantaggio della sua posterità, e che non si lamenterebbe d' una disposizione che gli lascerebbe il godimento intero delle rendite. Questa disposizione officiosa pei figlj sarebbe stata contro il padre sì oltraggiato una reale interdizione, che avrebbe molto funestamente influito sulla sua fortuna durante la sua vita. Come mai quello che fosse stato dichiarato dissipatore dal suo stesso padre avrebbe potuto presentarsi onde ottenere pubblici impieghi? come otterrebbe ei la confidenza in qualunque genere di professione?

Non era egli troppo rigoroso perpetuare gli effetti d'una pena così grave, allorchè la causa potesse essere soltanto passaggera?

Fu facile adunque di prevedere che tutti i figlj, in tal guisa condannati dalli loro

genitori, si presenterebbero ai tribunali; con qual avvantaggio non comparirebbero?

La dissipazione si forma da una serie di atti che la legge non può determinare: sciocchè in un caso è dissipazione, non lo è in un altro. Il primo giudice, quello la di cui voce sarebbe sì necessario di sentire onde conoscere i motivi della sua decisione, più non esisterebbe.

Sarebbe mai possibile d' immaginarsi una scena più contraria ai buoni costumi, di quella d' un avo la di cui memoria sarebbe oltraggiata dal suo figlio ridotto all'usufrutto nel tempo stesso in cui la condotta di questo figlio medesimo sarebbe cognita ai proprj suoi figli? Questa famiglia non diverrebbe lo scandalo ed il disonore della società? A qual' epoca potrebbesi sperare di veder nascere il rispetto de' figli per i loro padri? Avrebbe molto male soddisfatte le sue viste quel padre di famiglia, che nel ridurre suo figlio all' usufrutto non avesse avuta che una intenzione di beneficenza verso i suoi nipotini; ma se avesse previsto le conseguenze fatali che ne risulterebbero da tale disposizione, non se ne sarebbe egli astenuto?

La legge che ammise questa disposizione fu pure viziosa in ciò che la riduzione all' usufrutto poteva applicarsi alla porzione ereditaria per intero. Questo era attentare al diritto della legittima che fu fin qui riguardato come non riducibile da' medesimi genitori, se non nel caso di diseredazione.

Adunque la dissipazione notoria non è mai stata cagione di diseredazione, ma solo d' interdizione suscettibile d' esser levata mancando la causa.

Abbenchè la disposizione officiosa, tale quale se l' aveva dapprima conosciuta, fosse suscettibile ad inconvenienti che impedirono di ammetterla, nullameno l' idea era giusta ed utile. L' errore non sarebbe stato meno grande se non se lo avesse conservato modificandolo. Bisognava evitare da un lato che la disposizione non fosse un genere di discordie e di rispettive accuse, e dall' altro che non fosse violata la legge che sottraeva una certa quotità di beni alla volontà del genitore.

Si trovano compite tali condizioni, concedendo ai genitori la facoltà di assicurare ai loro figliuolini le porzioni dei beni, di

cui la legge loro permette disporre. Essi potranno assicurarla, dandola ad uno o più de'loro figli, e questi saranno obbligati a darla ai loro. Voi vedeste che la porzione disponibile lasciata al padre sarà sufficiente per arrivare alla meta proposta; riguardo alla fortuna di ciascuno essa sarà abbastanza considerabile se potrà preservare i figliuolini dalla miseria alla quale li esporrebbero la cattiva condotta o le disgrazie degl' infelici lor genitori.

L' avo non può sperare dalla legge una facoltà più estesa di quella di cui abbisogna, non ascoltando che i sentimenti d'un' affezione pura rispetto alla sua posterità; d' altronde la quotità riservata ai figli è di diritto pubblico; la sua volontà, abbenchè ragionevole, non può derogarvi.

Allorchè è imposto il peso di rendere i beni, questo dev' essere a favore della posterità del figlio che n' è gravato, senza veruna preferenza per l' età o sesso, e non solo a profitto de' figli nati al momento della disposizione, ma pur anco di quelli che avessero a nascere.

È preferibile questo mezzo a quello della

disposizione officiosa; la riserva legale rimane intatta; la volontà del padre non si applica che a que' beni di cui egli è l'arbitro di disporre; essa non può essere nè contrastata, nè compromessa; essa non porta più il carattere d'una pena contro quel figlio che ha il carico della restituzione; essa potrà applicarsi al figlio dissipatore, come a quello che di già avesse avuto delle disgrazie o che fosse esposto ad averne.

Non è difficile che i genitori, soli giudici de' motivi che gl'inducono a disporre in tal modo di porzione della lor fortuna coll' obbligo di renderla, abbiano solo la volontà di preferire ad un tratto il figlio al quale ne concedono l'usufrutto ed alla sua prole.

Ma la legge li lascia arbitri di disporre a profitto di quello fra loro figli che più lor piace, e si deve molto meno temere una cieca preferenza, allorquando le facoltà devono passare dal figlio gravato di restituzione a tutti i nipoti senza distinzione ed al primo grado solamente.

Sta in questo spirito di conservare le famiglie, che la proposta legge estese a colui che muore senza lasciar fratelli o sorelle,

la facoltà di gravarli della restituzione fino alla concorrenza della porzion disponibile a benefizio di tutti i figli di ognuno de' gravati.

Si rimarca, che la facoltà accordata ai genitori di concedere ad uno o più de' loro figlj tutta o porzione delle facoltà disponibili, coll' obbligo di restituirle a' loro figli, cioè a' suoi nipoti, ha poca relazione coll' antico reggime delle sostituzioni che non gli si diede nommeno il nome.

È una sostituzione in quanto che v' è trasmissione successiva del figlio donatario a' suoi figli medesimi.

Ma è contrario alle antiche sostituzioni, in quanto che l' oggetto della facoltà concessa alli genitori e fratelli, non è di creare un ordine di successioni e di sconvolgere i diritti naturali di quelli che la legge avrebbe chiamati, ma piuttosto di mantenere quest' ordine e questi diritti in favore di una generazione che ne fosse stata privata.

Nelle antiche sostituzioni questo era un ramo che veniva preferito all' altro: nella nuova disposizione questo è un ramo minacciato e che vuolsi conservare.

Nell' autorizzare questa specie di disposi-

zione officiosa, convenne stabilire le regole necessarie per la sua esecuzione.

Si determinò dapprima la forma degli atti; essa sarà eguale che per le donazioni fra vivi e per i testamenti.

Colui che avrà dati de' beni senz' obbligo di restituzione, potrà imporla con una nuova liberalità.

Non si potrà promuovere verun dubbio sull' apertura de' diritti de' chiamati. Saranno aperti al momento in cui, qualunque ne sia la circostanza, cesserà il godimento di colui che aveva l' obbligo di restituzione; frattanto se vi fosse un abbandono in frode dei creditori, sarà giusto che sieno conservati i loro diritti.

Il favore de' matrimonj non può, in questo tal caso, essere un motivo, onde le femmine esercitino ricorsi di sussidio sui beni concessi in tal guisa; esse non ne avranno che sulle loro facoltà dotali, e nel caso solo in cui ciò fosse formalmente espresso nella donazione fra vivi o nel testamento.

La legge dovea in seguito prevedere le difficoltà che potrebbero sorgere sull' ese-

cuzione di questi atti. Conveniva schivare che all'occasione di un peso imposto a un padre a benefizio de' suoi figlj vi potessero essere fra loro delle contestazioni. Si riconoscerà in tutte le parti del Codice che si prese tutti i mezzi onde prevenire tal disgrazia.

Se il padre non adempie gli obblighi che seco porta il dover restituire, fa d'uopo che vi sia fra essi una persona, la di cui condotta prescritta dalla legge non possa provocare lo sdegno del padre contro i figli.

Questa terza persona sarà un tutore nominato per far eseguire la volontà del donatore o del testatore dopo la sua morte.

Sarebbe più opportuno per assicurarne l'esecuzione, che questo tutore fosse nominato da quell'istesso che dispone. Con una tal scelta avrebbe il tutore un maggior diritto alla confidenza ed al rispetto del figlio gravato di restituzione.

Se questa nomina non è stata fatta, o se è morto il tutore nominato, la legge prendi tutte quelle precauzioni onde non succedi giammai che manchi un tutore incaricato dell' esecuzione.

Il gravato sarà tenuto di chiedere questa nomina sotto pena di decadere del beneficio della disposizione; e s' egli non lo fa, vi suppliranno i chiamati, se essi sono maggiori, o i loro tutori o curatori se essi sono minori o interdetti, od un parente qualunque dei chiamati maggiori, minori o interdetti, ed anche officialmente sopra inchiesta del commissario di governo presso il tribunale di prima istanza del luogo ove è aperta la successione.

Sono in seguito stabilite delle regole per verificare i beni per la vendita de' mobili, per l'impiego de' danari, per la trascrizione degli atti contenenti le disposizioni, o per l'iscrizione delle somme impiegate con privilegio sopra stabili destinati al pagamento.

Havvi ancora un altro genere di disposizioni, che deve avere una grande influenza sulla sorte delle famiglie: queste sono le divisioni fatte dai genitori od altri ascendenti fra i loro discendenti; quest'è il più importante ed ultimo atto della potestà e della benevolenza de' genitori.

Si riporteranno il più sovente a questo saggio riparto, che l'istessa legge ha fatto

fra i loro figli. Ma rimarranno assai spesso delle grandi inquietudini sulle dispute che possono eccitarsi fra i loro figlj, tanto a quelli che hanno dei beni, il di cui riparto non sia molto facile, oppur suscettibile d' inconvenienti, e massimamente a coloro che hanno un piccol asse. Quanto sarebbe per un buon padre dolorosa l'idea che i suoi sudori, il frutto de' quali doveva render felice la sua famiglia, possan cagionare degli odj e delle discordie! A chi dunque si potrebbe con maggior sicurezza affidare la divisione dei beni fra i figli che ai proprj genitori, i quali meglio degli altri ne conoscono il valore, gli avvantaggj e gl' inconvenienti, a dei genitori che adempiranno ad un tal dover d' ufficio non solamente coll' imparzialità di giudici, ma con quella premura, con quell' interesse, con quella previdenza che la paterna affezione può solo ispirare!

Una tal presunzione a favor de' genitori, abbenchè di somma forza, lasciò nonostante dei dubbj sull' abuso che potrebber fare di un tal potere coloro che per una cieca preferenza, per orgoglio o mossi da altre pas-

sioni volessero riunire la maggior parte dei loro beni sulla tetsa d'un solo de' loro figli. Si convenne che quanto più fossero i figlj, sarebbe maggiormente facile al padre l'accumulare dei beni a favore del figlio prediletto.

Sarebbe stato ingiusto e contrario allo scopo che proponevasi il negare l'esercizio di questa facoltà nella division istessa di un padre, che all'atto della divisione fra i suoi figli poteva liberamente disporre d'una parte de'suoi beni. Così potè evitare gli smembramenti, conservare ad un de'suoi figlj l'abitazione, che continuerà ad esser l'asilo comune, riparare le ineguaglianze naturali o accidentali: egli è in una parola nell'atto di divisione che potrà meglio combinare ed effettuare il riparto il più equo e più proprio a render felice ciascun de'suoi figlj.

Ma se alcun d'essi fosse leso di più d'un quarto, o se risultasse dalla divisione e dalle disposizioni fatte per antiparte che l'un dei figlj avesse un più grande avvantaggio che non permette la legge, potrà essere l'operazione impugnata dagli altri interessati.

Le rinuncie de' beni si univano in una gran

parte della Francia. Sulla natura di questi atti vi erano delle regole differentissime.

Esse potevan rivocarsi in certi paesi, non dando loro la forza di donazioni fra vivi. Questo non era pur anco un atto testamentario, giacchè sortiva un effetto presente. In questi luoghi erasi conservata la regola del diritto, secondo la quale non si possono far eredi irrevocabili: non si eccettuavano che le istituzioni per contratto di matrimonio. Temevasi, che li parenti non avessero a pentirsi d' essersi troppo facilmente abbandonati a dei sentimenti di benevolenza e d' aver messa troppa confidenza in quelli a' quali avean rilasciato i loro beni.

Ma d' un altro canto questo era lasciar fra le convenzioni di famiglia un' incertezza, che cagionava li più gravi inconvenienti. Il dimessionario, che aveva la proprietà sotto la condizione di revoca, lusingavasi sempre ch' essa non dovesse aver effetto. Egli trattava con delle terze persone, prendeva degli impegni, scialacquava, vendeva, e la revoca non aveva quasi mai luogo senza liti, che amareggiavano il restante della vita di chi si era dimesso e che rendevano assai la peggiore

la sua condizione di quello sarebbe stata lasciando sussistere la dimissione.

Si annullò questa specie di disposizione, Essa divenne inutile.

I genitori potranno nelle donazioni fra vivi imporre le condizioni che vorranno, essi avranno l'istessa libertà negli atti di divisione, purchè niente vi sia di contrario alle regole sopra esposte, e giusta le quali le rinuncie de' beni sarebbero state dichiarate irrevocabili, se esse fossero state autorizzate.

Vi sono due altre sorta di donazioni, che furon messe mai sempre in una classe a parte, e per le quali devon modificarsi le regole generali.

Queste sono le donazioni fatte agli sposi od alli figli nascituri da quest' unione, e sono pure quelle che si fanno fra gli sposi.

Qualunqe legge, che non tendesse ad incoraggire li matrimonj, sarebbe contraria alla politica ed alla umanità. Lungi dall' incoraggiarli, sarebbe un opporvi ostacolo se non si concedesse il più libero corso alle donazioni, senza delle quali non si formerebbero questi legami. Sarebbe egualmente ingiusto l'assoggettare li parenti donatori alle

regole che distinguono d'un modo assoluto le donazioni fra vivi dalle testamentarie. Il padre, che marita i suoi figli, si occupa della lor discendenza: la dotazione attuale deve adunque esser quasi sempre subordinata a delle disposizioni sulla futura successione. Non solamente i contratti di matrimonio partecipano della natura degli atti fra vivi e dei testamenti, ma debbonsi ancora considerare quai trattati fra le due famiglie, che devon esser fatti colla massima libertà.

Questi principj sono immutabili e i loro effetti devon esser mantenuti colla proposta legge.

In tal modo gli ascendenti, li parenti collaterali degli sposi e gli stranieri ancora potranno per contratto di matrimonio dar tutti o parte de' beni che essi lascieranno al momento della lor morte.

Questi donatori potranno prevedere il caso, in cui lo sposo donatario lor premorisse, ed in allora estendere la loro disposizione a vantaggio dei nascituri dal lor matrimonio.

Quand' anche i donatori non avessero preveduto il caso di loro sopravvivenza, si presumerà di diritto, che la loro intenzione è

stata di disporre non solamente a favor dello sposo, ma ancor de' figli e discendenti nascituri dal matrimonio.

Queste donazioni potranno assieme comprendere li beni presenti ed a venire. Se ne è presa soltanto in proposito una precauzione, della quale l' esperienza ne ha fatto conoscere la necessità.

Lo sposo, al quale erano stati dati li beni presenti, ed a venire, aveva il diritto alla morte del donatore di mettersi al possesso de' beni esistenti all'epoca della donazione rinunciando ai beni a venire, o di raccogliere i beni tai quali si trovavano al tempo della morte. Quando il donatario preferiva li beni che esistevano all'epoca della donazione, si suscitavan delle liti senza numero, e che un lungo intervallo di tempo rendeva assai sovente insolubili, per fissare lo stato dell' asse in quel momento. Quest'era un mezzo di defraudare i creditori, i di cui titoli non avevano un dato certo. Il favorire i matrimonj non deve trar seco cosa alcuna che sia incompatibile col riposo delle famiglie, colla buona fede. È dunque necessario, che il donatore, che vuol lasciar la

scelta de' beni presenti o di quelli avenire, unisca all' atto lo stato dei debiti e dei pesi allora esistenti, e che il donatario dovrà sostenere: in caso diverso il donatario non potrà accettando la donazione riclamare se non se i beni che si trovassero al momento della morte.

Le donazioni per contratto di matrimonio potranno esser fatte sotto condizioni il cui adempimento dipenda dalla volontà del donatore. Lo sposo donatario è quasi sempre il figlio o l' erede del donatore.

È dunque naturale, ch' egli si sottoponga alla volontà di chi ha tanta influenza sulla sua sorte, e se mai fosse uno straniero, che lo benefica, la condizione, che può essergli imposta, non toglie punto che non sia di sommo suo vantaggio l' accettarla.

Un grande espediente alla fine per incoraggire le donazioni con atto di matrimonio era quello di dichiarare che, eccettuate le donazioni sui beni presenti, caducherebbero le altre quando il donatore sopravvivesse al donatario morto senza prole.

Tutte le leggi, che precedetter quella del 17 nevoso anno secondo, han sempre distin-

te le donazioni che possono farsi fra loro gli sposi mediante il lor contratto di matrimonio, da quelle che avrebber potuto aver luogo nel tempo del matrimonio.

Il matrimonio è un trattato, nel quale i maggiori od i minori coll' assistenza de' loro parenti devono esser liberi di stipulare i loro diritti e di regolarne i vantaggi che voglion procacciarsi vicendevolmente. I sentimenti che li animano sono allora nella massima energìa, e l' uno non ha ancor preso sull' altro quel possesso che dà l' autorità maritale, o che è il risultato del vivere in comunione. Per favorire i matrimonj è necessario, che gli sposi abbiano al formare de' loro vincoli la libertà di farsi reciprocamente o l' un dei due all' altro quelle donazioni che crederanno convenienti.

La cosa è altrimenti per rapporto alle donazioni, che gli sposi volessero farsi durante il matrimonio.

Le leggi romane proibirono a prima giunta in un modo assoluto le donazioni fra gli sposi. Temevasi di vederli spogliarsi vicendevolmente del loro patrimonio per effetti inconsiderati di lor tenerezza, perchè te-

mevasi venisse reso venale il matrimonio, e lo sposo onesto fosse esposto e costretto a comperar la pace dall' altro, mediante dei sagrifizj, che avesser il titolo di donazioni.

Quest' assoluta proibizione venne modificata sotto il regno d'Antonino, che credette prevenire qualunque inconveniente col dare agli sposi la facoltà di rivocare le donazioni che si fosser fatte durante il matrimonio.

Una tal massima venne seguita in Francia nella maggior parte de' paesi di diritto scritto.

Nei paesi di costumanza si è conservato l' antico principio dell' assoluto divieto di qualunque donazione fra marito e moglie durante il matrimonio, a meno che la donazione non fosse reciproca a vantaggio del sopravvivente: e questa specie ancora di donazione era più o meno limitata in riguardo alla specie ed alla quantità de' beni, che comprendeva.

Furono più ristretti questi limiti nel caso che sciogliendosi il matrimonio rimanes-

ser dei figlj, che allorquando non ve ne fossero.

Colla modificazione dell' assoluto divieto ne avvenne, che la condizione di reciprocità o di sopravvivenza toglieva qualunque odiosa intenzione d' arricchirsi l' uno degli sposi a spese dell' altro, e che i limiti fra quali eran ristrette queste donazioni conservassero a ciascuna famiglia i proprj beni.

Si è adottato fra questi due sistemi quello che è più conveniente alla dignità del matrimonio, al mutuo interesse degli sposi e dei figlj.

Sarà permesso allo sposo di dar all'altro sia per contratto, sia durante il matrimonio, nel caso non vi fosse discendenza, tutto ciò ch'egli potrebbe dare ad uno straniero, e di più l' usufrutto della totalità della porzione, di cui la legge proibisce il disporre a danno degli eredi diretti.

Se egli lascia dei figlj, queste donazioni non potranno comprendere, che il quarto di tutti i beni in proprietà, e l' altro quarto de' beni in usufrutto, oppure la metà di tutti i beni in usufrutto solamente.

Qualunque donazione fra gli sposi durante il matrimonio, benchè qualificata fra vi-

vi, potrà sempre rivocarsi, e la moglie non avrà bisogno dell' autorizzazione del marito o del giudice per esercitare tal diritto.

Concedendo questa legge la facoltà di disporre anche a favor d' uno straniero di tutti i beni, che non son riserbati agli eredi in linea diretta, non doveva venirne per questo, che uno sposo fosse privato dell'egual facoltà in faccia all'altro durante il matrimonio. Tale è pure l' effetto dell'intima unione fra gli sposi, che senza sciogliere i vincoli del sangue, la loro inquietudine, la loro benevolenza cade piuttosto su quello di loro che sopravviverà, che sui parenti che debbon succedergli. Stabilendo adunque, che gli sposi i quali non lasciano prole, possan concedere l' usufrutto della totalità della quota de' beni disponibili, si è seguito ancora il corso degli affetti.

Lo sposo lasciando dei figli divide i suoi affetti fra essi, e la sua sposa, e allor maggiormente si aumentano quando si crede sicuro che l' altro sposo sopravvivendo impiegherà il più utilmente pei figli la totalità del suo asse: i doveri di padre sono personali, e lo sposo donatore vi mancherebbe confidandoli ad un

altro; egli non potrà dunque essere autorizzato a lasciare all' altro sposo, se non se una parte del suo stato, e questa parte è determinata con un quarto di tutti li beni in proprietà e con un altro quarto in usufrutto, o colla metà della totalità in usufrutto.

Dopo di avere in tal modo limitata la facoltà di disporre, non rimaneva più, che di prevenire gli inconvenienti che potevan nascere dalle donazioni fatte fra gli sposi durante il matrimonio.

Parve doversi preferire ad ogni altra la misura adottata nella romana legislazione. Non si potrà più porre in dubbio, che le donazioni non sian l' effetto di un libero consenso e che non sono attribuibili nè alla seduzione, nè ad un affetto momentaneo o inconsiderato, quando lo sposo in libertà di rivocarle vi persisterà sino alla morte; quando la moglie non avrà bisogno per questa revoca di alcuna autorizzazione; quando per render questa revoca ancor più libera e perchè non si possa cavar argomento dalla indivisibilità delle disposizioni di un atto medesimo vien stabilito, che gli sposi non possan farsi durante il matrimonio al-

euna reciproca donazione con un solo e medesimo atto.

Tutt' al più si è conservata questa savia disposizione, che si deve meno ancora attribuire al disavvantaggio per le seconde nozze, che all' obbligo in cui sono i genitori che han prole, il non mancare ai paterni doveri verso di loro quando formano nuovi vincoli. È stato stabilito in questo caso, che le donazioni a favore del nuovo sposo non potranno eccedere la porzione del figlio legittimo, che ne ha la minor parte, e che in nessun caso queste donazioni sorpasseramno il quarto de' beni; si credette necessario di non portar più oltre le precauzioni in proposito.

Tali sono, o legislatori, i motivi di questo titolo importante del Codice civile. Voi avete veduto con qual premura si è sempre cercato di conservare questa libertà tanto cara, soprattutto nell' esercizio di diritto di proprietà, che se una parte dei beni è riservata dalla legge, egli è a favor di parenti congiunti con vincoli tanto intimi e sotto tali rapporti, che non si può presumere contrastata la volontà del capo di famigila; che essi

saranno d' altronde gli arbitri supremi della sorte de' loro eredi; che sarà rispettato il loro potere e sospirata la loro benevolenza; che essi godranno la più dolce soddisfazione nel distribuire ai loro figli nel modo il più congruo alla felicità di ciascun d' essi que' beni che sono il più delle volte il frutto de' loro travagli; ch' essi potranno ancora estendere quest' autorità conservatrice e benefica ad una futura generazione, trasmettendo ai loro nipoti o a dei figli di fratelli o sorelle quella parte di beni che basti a preservarli dalla rovina alla quale li esporrebbe la condotta o il genere di professione de' loro genitori. Voi vedeste con qual interesse si è sostenuto il favore dovuto al matrimonio, e che la libertà degli sposi per disporre sarà più assoluta; ch' essi saranno in ciò più indipendenti l' un dall' altro; la qual cosa deve contribuire a mantener fra essi l' armonia ed i riguardi.

Voi vedeste finalmente che si tentò in ogni punto di render sicure e semplici le formalità, di far cercare quelle immense controversie che rovinavan le famiglie e la-

sciavan mai sempre i testatori in una disgustosa incertezza sull' esecuzione della loro volontà.

Questo è l' ultimo titolo che vi si può presentare in questa sessione. Possa la pubblica opinione ratificare questi primi sforzi del governo, onde procurare alla Francia un Codice atto a rigenerare i costumi, a fissare le proprietà, a ristabilir l' ordine, a formar la felicità delle famiglie, ed in ciascuna famiglia la felicità di tutti quelli che la compongono!

RAPPORTO

Fatto al Tribunato li 9 floreale anno XI a nome della Sezione di Legislazione dal sig. C. Jaubert (de la Gironde)

Sul progetto di legge del titolo del Codice Civile, che tratta delle Donazioni e de' Testamenti.

La più importante prerogativa della proprietà è il diritto di trasmetterla volontariamente ed a titolo gratuito.

Qual oggetto potrebbe eccitare fra tutti i cittadini maggior interesse?

Tutti bramano di poter esercitare la loro benevolenza verso quelli che formano l' oggetto della loro affezione.

Veruno non è straniero a quest' orgoglio attaccato all' impero che gli uomini vollero assicurarsi sulle loro proprietà, sottoponendosi loro stessi alla pubblica potestà.

Ciocchè specialmente occupò in ogni dove i legislatori, fu la materia delle disposizioni *a titolo gratuito*; di fatti il diritto civile di ogni nazione deve regolare tale trasmissione, poichè terminando coll' uomo la

proprietà reale, l'esecuzione della sua volontà non può esser garantita se non se dalla protezione della società.

Profittò della teoria de' Romani, porzione della Francia, l'altra avea le sue costumanze.

Ma e nelli paesi di diritto scritto ed in quelli di costumanza vi era una giurisprudenza interpretativa.

Ancora non era sempre uniforme nè nel paese medesimo, nè nello stesso tribunale.

Le tre grandi ordinanze del cancelliere D'Aguesseau sulle donazioni, sui testamenti e sulle sostituzioni avevan tolte delle grandi difficoltà; ma le cognizioni e lo zelo di questo grand'uomo non han potuto giovare che a porzione del male.

Oltre gli ostacoli dipendenti dalla natura del governo, non poteva lusingarsi che una parte della nazione rinunciasse alle proprie leggi.

Uno sforzo generale poteva solo superare tanti e sì grandi ostacoli.

Oggidì la nazione non ha che una volontà sola.

Se qualcuno di noi non può scordarsi il-

paese la di cui confidenza gli preparò l'introduzione in questo recinto, ei sa almeno che non sono usi particolari ch'egli è ingiunto difendere.

In simil guisa devo annunziarvi, o Tribuni, il progetto di legge, di cui la vostra sezione di legislazione m' incaricò d' informarvi, se è destinato a divenire il commune patrimonio, non potrà mai esser calcolato come il trionfo d'una parte della Francia sull'altra.

Piano del progetto di legge.

L'ordinanza del progetto contiene tutta la materia delle disposizioni fra vivi e testamentarie.

Esso a bella prima presenta delle viste generali sulla natura e sull'effetto delle varie disposizioni.

Egli traccia in seguito le regole sulla capacità di disporre e di ricevere.

Ciascun francese che ha il libero esercizio de' diritti civili può usare del diritto di disporre, ma ciascuno non può esercitarlo con eguali proporzioni.

Le regole medesime non possono esser co-

muni ed all' individuo che ha il bene di aver de' figlj ed a quello che non ne avendo, gode ancora la presenza del padre o della madre o d'altri ascendenti, ed in fine a quello che non lascia nè discendenti, nè ascendenti.

Il progetto di legge determina le diverse riserve, secondo la qualità, l'ordine ed il numero delle persone.

Se la disposizione è eccessiva, fissa la legge le regole dietro le quali dovrassi ristabilirne l'equilibrio.

Dopo aver colto quasi in un sol colpo d'occhio le disposizioni fra vivi e le testamenrie, il progetto descrive le forme e gli effetti particolari delle une e delle altre.

L'uomo dispone o la totalità de'suoi beni, o una porzione soltanto, o finalmente una cosa determinata. È organizzata ciascuna di tali disposizioni.

L'irrevocabilità è il distintivo carattere delle disposizioni fra vivi.

Tuttavia dev' avere questa regola alcune eccezioni.

Ve ne sono di quelle che reclama la morale, altre sono necessarie per l'interesse della società medesima.

Le disposizioni testamentarie sono essenzialmente revocabili; sarà regolata la forma della revocazione.

Era importante di prevedere il caso in cui degli *eredi di volontà* si trovassero in concorso con degli *eredi di legge*.

Il progetto determina i loro diritti ed i loro obblighi.

Tale cognizione non vi annunzia, o Tribuni, che regole generali ed uniformi.

Ma non temete che il progetto ponghi sotto silenzio le prerogative della legge che devono osservarsi in alcune disposizioni per l'interesse de' pubblici costumi e per quello delle legittime azioni.

Il progetto si occupa di quelle divisioni che il padre di famiglia vuole organizzare egli medesimo, delle disposizioni permesse in favore de' figli e de' nipoti; si occupa altresì di quelle in favore del matrimonio.

Ciascuna parte del progetto ottenne l'assenso della vostra sezione di legislazione. Essa va ad informarvi de' suoi motivi.

Regole generali.

Si potrà disporre de' suoi beni a titolo gratuito, ma ciò non succederà che per donazione fra vivi o per testamento. La distinzione delle disposizioni di ultima volontà e testamenti, codicilli o donazioni per morte non sussisterà più; non si conoscerà che una sola specie di disposizioni di ultima volontà; esse si chiameranno *testamenti*.

Onde sii valevole una disposizione a titolo gratuito, la trasmissione dovrassi fare direttamente ed immediatamente dal lato di quello che fa la liberalità in favore di colui che ne fosse il favorito.

Erano di già state rigettate le sostituzioni fino dall' anno 1792; saranno proibite per sempre. Così richiedeva l'interesse del commercio, quello dell' agricoltura ed il bisogno di levare una troppo grande sorgente di liti.

Conviene nulla ostante ben intendere ciò che proibisce la legge. Ciò non è altro che quel che si domandava nell' antico diritto colla parola *fedecommessi*.

Io dono o do in legato a Gaetano la mia casa, coll'obbligo di renderla a Carlo. È

appunto questa la disposizione che sarà nulla ancor in favor di Gaetano.

Ma lo sarebbe altrimenti, se io non fo che prevedere il caso in cui Gaetano non raccoglierebbe lui stesso l'effetto della mia liberalità, o perchè io sopravvivessi a lui, o perchè egli fosse incapacitato a raccogliere, o finalmente perchè egli non volesse accettare le mie disposizioni: in questi diversi casi io posso chiamar Carlo.

Questa disposizione era altre volte conosciuta sotto il nome di *volgare sostituzione*; essa sarà, e con ragione, autorizzata, poichè per tale trasmissione non vi è intermezzo fra quello che dispone e quello che n'è l'oggetto favorito.

Viene in seguito di tal principio il permesso di accordare all'uno l'usufrutto ed all'altro la nuda proprietà.

In materia di disposizione di beni non possonvi essere che quelle facoltà che sono definite dalla legge. Così il progetto non spiegandosi punto sull'antica facoltà di scegliere, il silenzio della legge basta, per avvertire che tale facoltà non può più essere conferita.

Felice interdizione! Quante liti prevenute! quanti atti immorali risparmiati a un numero di quelli che l'esercizio di questa facoltà di scegliere avrebbe potuto interessarli!

L'uomo può dunque disporre, semprechè lo facci o per donazione fra vivi, o per testamento, e che si tratti d'una trasmissione diretta e immediata.

Può disporre puramente e semplicemente o sotto condizione.

Se si trova nell'atto delle condizioni impossibili per la natura delle cose, o se vi sono delle condizioni contrarie alle leggi o ai costumi, queste verranno riputate come non scritte, e l'atto sarà mantenuto di qualunque natura esso sia, o di donazione o di testamento.

Della capacità.

Dopo le regole generali il progetto si occupa della capacità.

Per fare una donazione fra vivi o un testamento, fa di mestieri esser *sano di mente.*

Cagionò dapprima qualche sorpresa tal articolo. Non fa d'uopo forse esser sano di

mente per tutti gli atti? Se particolarmente si riferisce ciò alle disposizioni a titolo gratuito, non conviene allora organizzare tale principio? Qual sarà la prova ammessa?

Nondimeno l'articolo fu approvato.

È soprattutto per le disposizioni a titolo gratuito che sono necessarie la libertà dello spirito e la pienezza di giudizio.

Il più delle volte l'uomo non dispone, soprattutto per testamento, che ne' suoi ultimi momenti. Allora quanti pericoli per l'infermo, quante imboscate tese da que' che lo circondano?

La legge sull'interdizione ha previsto il caso di demenza; se questa fu riconosciuta col mezzo di giudizio, o se l'atto stesso porta la prova di demenza, il testamento è nullo.

Ma la demenza è una privazione abituale della ragione.

Si può non essere sano di mente e privo di ragione che per momenti.

Un individuo non interdetto può aver fatto un atto che presenti tutto l'esterno di libero spirito, abbenchè frattanto fosse in circostanze talmente critiche per il suo in-

telletto o per la sua volontà, che sarebbe impossibile di convincerci ch' egli abbia avuto l'intera libertà di mente. Per esempio, se un uomo avido approfittò d'un momento in cui l'ammalato fosse in delirio per fargli fare delle disposizioni, dovrebbe egli godere il frutto delle sue manovre?

Il notaro ed i testimonj saranno senza dubbio quelli che fedelmente sorveglieranno; i notari soprattutto ingannerebbero il voto della legge, essi si renderebbero colpevoli d'una grande prevaricazione, se non cominciassero dall'assicurare del buon stato di mente delli disponenti; ed è probabile che, abbenchè la legge non lo ordini, continueranno ad inserire in tutti questi atti che il disponente lor parve sano di mente e d'intelletto.

Ma finalmente i notari ed i testimonj non sono i giudici di tal situazione del disponente.

Era d'altronde più importante di non omettere la regola *sano di mente*, che la legge non fissa alcuna epoca di sovvivenza ancor per le donazioni fra vivi. È la forma dell'atto che ne determina la natura, qua-

lunque sia l'epoca ch'esso sia fatto: fosse pure nell'istante che precede la morte, l'atto conserva il suo carattere e produce il suo effetto.

In questo caso qual sarà la forma della prova? È impossibile che la legge stabilisca delle regole fisse e positive in una materia ove tutto dipende da circostanze che variano all'infinito. La legge non può che lasciare l'esecuzione al potere de' tribunali.

Tuttavolta i giudici sapranno quanto sia pericoloso d'ammettere indiscretamente de' reclami contro atti, l'esecuzione de' quali è il primo voto della legge. Non mancheranno essi di premunirsi contro gli assalti dell'interesse personale. In una parola non ammetteranno un simil mezzo che allorchè delle circostanze decisive e perentorie loro daranno la morale e legale convinzione che il disponente non era sano di mente.

Ognuno può disporre e ricevere sì per donazione fra vivi, che per testamento.

Questo principio s'applica à tutti quelli che godono de' diritti civili.

L'incapacità è accidentale? Non vi sarà adunque incapacità che quella ch'è espressamente determinata della legge.

Incapacità assoluta di disporre . . . .

1.° I minori che non abbiano 16 anni. . . .

2.° Gl' interdetti. . . .

Il titolo della maggiorità e dell' interdizione vi aveva di già provveduto; non fa eccezione alcuna per li lucidi intervalli, sicchè sarà inutile di distinguerli. Esso dichiara nulli gli atti che fossero fatti posteriormente all'interdizione. Gli anteriori, ancor i testamenti, devono adunque produrre il loro effetto, a meno che il motivo d' interdizione non esistesse notoriamente all' epoca in cui erano fatti questi atti . . . .

Incapacità relativa di disporre . . . .

1.° Il minore che non abbia sedici anni non può disporre per donazione, poichè non può alienare; potrà disporre per testamento, ma solo della metà di quelle facoltà che il maggiore può disporre; saggia limitazione che concilia l'esercizio della facoltà, che non si poteva per lungo tempo incatenare co'giusti timori che ispira la possibilità della seduzione.

D' ora innanzi non vi saranno più distinzioni sulla capacità di disporre fra i minori emancipati e quelli che non lo sono.

Se il minore muore prima del diciottesimo

anno, cosa diverrà del godimento accordato ai genitori fino all'età di 18 anni de' loro figlj dal titolo della patria potestà? Finirà esso colla morte del figlio. Tal morte darà luogo ad un altro ordine di cose.

I genitori succederanno ad una parte della proprietà.

2.° Le femmine maritate possono disporre per testamento, ma non possono donare fra vivi se non sono autorizzate dal loro marito o dalla giustizia, sieno o non sieno in comunanza di beni, o sieno separate di beni, sia direttamente col mezzo della giustizia, o sia per conseguenza della separazione di corpo. Tal principio si trova già al titolo del matrimonio. Si lamenteranno le donne di tal fastidio? Se gli uni lor dicono che la legge diffidò del loro giudizio, e che non deve esser loro permesso d'indebolire quella dipendenza a cui le assoggetta il matrimonio, gli altri lor diranno, che era necessario garantirle dalla propria loro sensibilità.

Incapacità di ricevere .... Incapacità assoluta.

1.° Colui che non esistesse all' atto della donazione od all' epoca della morte del testatore.

Basta che sii concepito, giacchè colui che è nel seno della madre si reputa nato ogni qualvolta trattasi del suo vantaggio.

Conviene però sempre ch' ei sia nato vitale, altrimenti si calcolerebbe che non avesse giammai esistito.

2.° Il tutore . . . . ancor dopo la maggiorità, a meno che il conto definitivo della tutela non fosse reso e depurato, abbenchè poi il residuo non fosse stato peranco supplito, o a meno che il tutore non fosse ascendente del minore.

Incapacità relativa di ricevere.

1.° I figli naturali . . . . Essi non possono giammai ricevere cosa alcuna oltre ciò che è loro concesso al titolo delle successioni. Per il di più, saranno mai sempre esclusi fino a che vi sieno de' parenti in grado successibile.

Egli è per onorare, per incoraggire i matrimonj che i figli naturali non devono avere eguali prerogative de' legittimi.

Circa a' figli adulterini e d'incesto, ne' rari e straordinarj casi in cui si potrà scoprire nel lasso di tempo o la nullità di un matrimonio, o la negativa di paternità o

un' illegale riconoscenza, non potranno essi ricevere più degli alimenti.

2.° L' incapacità, attesa la professione, diede altre volte cagione a grandi litigi, e fu l' oggetto di molti regolamenti.

Tutti gl' inconvenienti non si potrebbero prevenire.

Ciò che il legislatore può fare in un argomento dilicato, si è quello di sorvegliare in particolar modo sulle disposizioni che venissero fatte da un individuo ammalato di malattia da dover morire, in favore di persone che fossero presunte avervi la maggior forza sul di lui spirito. Ecco perchè il progetto ammette delle restrizioni e delle forme riguardo a quelli che durante il corso d' una malattia avrebbero amministrato all' infermo i soccorsi dell' arte, o le consolanti parole della religione. Egli è senza dubbio spiacevole il dover stabilire una regola generale che tratti sulle professioni di cui noi siamo avvezzi a vederle esercitate da uomini disinteressati e generosi; ma quelli non si lagneranno delle riserve della legge, che non può fra gli altri distinguerli.

Sarebbe superfluo rimarcare che la legge attaccherà per necessaria conseguenza

tutti quelli che privi del titolo legale osassero nullameno ingerirsi delle funzioni dell'arte di guarire.

3.° Gli ospizj, i poveri di una comune, gli stabilimenti di pubblica utilità non potranno ricevere se non se autorizzati dal governo; lo zelo e la pietà non devono eccedere i legittimi confini. L'interesse della società, quello delle famiglie esigono tale limitazione, che, del resto sarà ancor più saggia dell' editto dell'anno 1749, dove non v'erano restritive disposizioni che sugl' immobili.

4.° Gli stranieri. . . . Non si potrà disporre a benefizio d'uno straniere che nel caso in cui questi possi disporre in favore d'un francese. Ciò non è che lo sviluppo del principio di reciprocità, stabilito dal titolo del godimento e della privazione de' diritti civili.

Non bastava indicarli gl' incapaci, conveniva provvedere, acciocchè non fosse elusa la proibizione della legge.

Egli è per ciò che essa annullò gli atti che avessero apparenza di contratto oneroso, ma che per verità non sarebbero che una donazione a benefizio d' un incapace; spetterà al giudice a smascherare il fatto.

Per la ragione stessa doveva la legge dichiarare che l'interposizione delle persone non avrebbe fatto sussistere la donazione. « *Seront rèputées personnes interposeés, les pères et mères, les enfans et descendans, et l'époux de la personne incapable.* »

Seront reputées . . . . . vale a dire che allora dovrassi pronunziare la nullità della disposizione senza che gli eredi abbiano bisogno di fare alcun' altra prova; è abbastanza giustificata tal legale presunzione dal legame che unirebbe il legatario alla persona incapace.

Si può dare o ricevere, sia per donazione fra vivi, sia per testamento, semprechè per altro non ce lo vieti la legge. Ma cosa si potrà disporre?

Della porzione disponibile de' beni.

Risuonò di già da questa tribuna tutto ciò che ragione, natura, giustizia ed affetti potevano inspirare su sì importante argomento.

Tribuni, otteneste un gran trionfo, allorchè vinceste la legge del 4 germile anno VIII.

Solennemente si riconobbe allora quel principio, che permesso esser doveva ai ge-

nitori di disporre porzione de' loro beni ancor a benefizio d'un figlio.

Avrò io forse bisogno di rammemorarne i principali motivi?

Se i figlj d'un medesimo genitore hanno tutti diritto eguale al suo affetto, deve egualmente la paterna autorità avere il diritto di distribuire delle ricompense. La differenza che può alle volte esservi fra i bisogni e le risorse de' figli esige, che il buon padre di famiglia abbia una sufficiente facoltà di riordinare le ineguaglianze della natura.

Finalmente conviene che la nostra legislazione prendi qualche confidenza nel sentimento il più puro fra tutti, cioè quello del paterno affetto.

Ricordiamoci che non vi era quasi verun paese in Francia, in cui un padre non potesse accordare de' vantaggi ad un figlio, anche in quella porzione di beni che si chiamano *proprj*.

Alcuni partigiani della costumanza di Parigi, che credevano che la legge scritta avesse stabilito il dispotisimo nelle famiglie, con entusiasmo parlano degli antichi usi del lor

Ebbene! a Parigi pure il padre poteva ridurre i figli ad una legittima, poteva disporre della metà di tutta la sua fortuna, qualunque fosse il numero de' suoi figlj, e questa metà poteva darla ad un solo d' essi; e se era per atto fra vivi, anche la metà de' *proprj*.

Dunque, nella quotità disponibile, soltanto v' era una differenza fra la maggior parte de' paesi di costumanza e quelli del diritto scritto.

Quasi ogni dove si conosceva giusto di lasciare al padre i mezzi onde ritenere appresso di se un figlio che consolar potesse la sua vecchiezza.

Agli altri figli l' emulazione inspirava loro delle idee d' industria; tutto ciò aveva i suoi avvantaggi.

Quanto più sono limitate le ricchezze, tanto più grandi sono queste considerazioni.

L' agricoltore che non ha i suoi strumenti aratorj, l' artigiano delle città che non ha che misere mobilia, il proprietario d' un fondo che non ha altro terreno che quel poco che può coltivare lui stesso, tutti questi uomini saranno minacciati d' un assoluto abbandono se la legge lor non permettesse di

favorire uno de' loro figli. Quel figlio che raccoglie la maggior parte dell' eredità, che lui medesimo per l' interesse comune aveva coltivata, ha bene spesso minori mezzi di quello che lungi dalla casa paterna andò a trar profitto altrove dalla sua industria.

Non vi può esser adunque difficoltà su tal materia, se non se sulla porzione disponibile; il progetto di legge ci sembra abbia colto nel segno.

« Le liberalità, sia per atto fra vivi, sia
» per testamento, non potranno eccedere
» la metà de' beni di quello che dispo-
» ne, se alla sua morte ei non lascia che
» un figlio legittimo; il terzo se ne lascia
» due; se ne lascia tre, o un numero mag-
» giore, la sola quarta parte. »

In mancanza di figlj gli ascendenti che succederanno, conforme al titolo sulle successioni, potranno essi venir esclusi da una disposizione?

Sarebbe ben infelice colui che avesse bisogno d' esser obbligato dalla legge onde lasciare agli autori della sua esistenza delle prove del suo affetto filiale.

Ma se un figlio si avesse lasciato aspor-

tare da un simile eccesso d'ingratitudine, trascurando i suoi doveri naturali e civili; o se, non prevedendo lo stravolgimento del corso comune della natura, disponesse tutte le sue facoltà, la legge veglia anche per gli ascendenti; essa per loro stabilisce una riserva; questa è d'un quarto per ogni linea.

Conviene ben rimarcare che il progetto non parla che di quegli ascendenti che avrebbero luogo nell'ordine legittimo. Se si trattasse adunque dell'avolo, e che questi avesse de' fratelli o sorelle, o loro discendenti, in questo caso l'avolo non succedendo in ordine legittimo, non vi sarebbe per lui alcuna riserva; ed ancora in questo tal caso tutto sarebbe disponibile.

Quegli che non lascia nè discendenti, nè ascendenti, avrà egli la illimitata facoltà di disporre la totalità de' suoi beni sia per donazione fra vivi, sia per testamento?

Abbiamo detto che è puramente di diritto civile la facoltà di trasmettere.

Si potrebbe trovare qualche differenza fra la trasmissione per atto tra vivi e quella per testamento.

Colui che di presente si spoglia, sia sot-

to qualunque rapporto, pare ch' usi d' un diritto più esteso di quello che non dispone che per allora in cui più non esisterà.

Ma è troppo misera questa distinzione, e noi amiamo meglio convenire che l' uomo in società non può avere dalla società che il diritto di trasmettere i suoi beni a titolo gratuito anche per donazione fra vivi.

Ciò che noi dobbiamo esaminare, egli è dunque di sapere se è conforme alla forma del nostro governo, ai nostri costumi, al carattere nazionale, ai veri interessi dell' uomo, a quelli delle famiglie, che colui che non ha nè figli, nè ascendenti sia assoluto arbitro delle sue disposizioni, o se si debba stabilire una riserva per i collaterali.

Alla vostra sezione adunque sembrò che la facoltà illimitata non ferisca punto l' interesse nazionale. Appresso una possente nazione posson trovarsi in una sola mano, senza che nascano inconvenienti, le maggiori proprietà.

L' agricoltura medesima trovar non può i suoi più grandi sviluppi che dai travagli de' gran proprietarj.

Piace all' uomo l'illimitata facoltà di disporre.

Verun diritto non è meglio appropriato alla sua dignità.

Verun altro non può maggiormente eccitare la sua emulazione.

Si erano talmente migliorate le idee su tal punto, erano divenute sì pesanti quelle catene addossateci dalla legge 17 nevoso, che non si difendeva più il sistema generalmente restrittivo; si reclamava solo una eccezione.

Quest' era in favore de' fratelli e sorelle.

È sì stretto il legame che unisce li fratelli e sorelle!

È sì interessante di non indebolirlo!

È sì utile il conservare lo spirito di famiglia!

Quanto mortificante sarebbe il veder degli stranieri raccogliere l'intero patrimonio, una parte del quale sarebbe sì necessaria per la sussistenza d' un indigente fratello?

Ancora, onde ottenere questa riserva per i fratelli e sorelle, si avrebbe acconsentito a distinguerli dai nipoti, si avrebbe acconsentito che la riserva non potesse esercitar-

sì che sulla successione e che le donazioni fra vivi fossero mai sempre rispettate.

Tali idee dovevano naturalmente trovare un potente accesso nei cuori generosi.

Ma delle considerazioni d'un maggior ordine dovettero vincerla.

E dapprima, rimontando all'origine del diritto di legittimazione e di riserva, si è forzati a convenire che non v'è rapporto sacro che quello fra i figli e gli ascendenti, e fra gli ascendenti ed i figlj.

I figli sono tutti della medesima famiglia rispetto al lor genitore; ma ciascuno de' figli forma in seguito una famiglia particolare.

Esaminiano ancora ciò che meglio può conservare il legame di famiglia.

Un diritto acquistato può spegnere o scacciare l'affezione.

Nel sistema di libertà illimitata il dovere sarà unito all'interesse.

Non è egli giusto che l'uomo sii assicurato di ricevere de' riguardi da quelli che sono destinati a succedergli?

Consultiamone l'esperienza: que' che sono assicurati del diritto indipendente dalla volontà, si dispensano bene spesso da que'

riguardi che meritar dovrebbe quell' uomo che essi già conoscono più qual debitore che come lor benefattore. Che sia dunque tutto concesso alla benevolenza, che la benevolenza meriterà tutto.

Si disse che la vecchiezza sarebbe circuita, qualche volta anche sedotta: ma sempre, almeno, essa verrà consolata; giammai sarà abbandonata.

Chi fra noi può ignorare che il più delle volte un uomo che non ha figli cerchi i suoi eredi nella sua propria famiglia: che fino nella virilità della sua vita, senza trascurare veruno de' suoi fratelli o sorelle, ei non adocchii i figlj del fratello o della sorella per trarne onore ed appoggio nella sua vecchiezza?

Il più naturale desìo dell'uomo è quello di sorvivere a se stesso, cioè di lasciare le tracce del suo nome, de' suoi travagli.

Non è già fra stranieri ch' ei vadi cercando tai successori; o se qualche volta ciò accade, non deve il legislatore vedere delle eccezioni rare che possono pure esser legittime.

La legge non accorderà la illimitata fa-

coltà di disporre coi collaterali, acciò che le famiglie sieno spogliate; ciò non sarà nè il suo scopo, nè il suo voto.

È egli adunque per provocare lo spoglio de' figlj, che la legge accorda ai genitori una quotità disponibile?

La legge che giudica il cuor umano, vuole che il rispetto, l'affezione e li riguardi degli eredi presuntivi faccino obbliare al congiunto proprietario ciò che gli è permesso di donare ad altri.

I partigiani della restrizione dovevano convenire che almeno non si potrebbe molestare la disposizione fra vivi, che era libera ancora per *i proprj*.

Essi non potevano sconvenire del pari che de' collaterali, non potrebbero attaccare alcun atto d'alienazione, sia con riserva d'usufrutto, sia a carico di rendita vitalizia.

Essi adunque non intendevano di ristringere che la facoltà di testare.

Ma che succederebbe allora? Voi porreste l'uomo alle prese con se stesso; ei vorrebbe sempre disporre delle sue facoltà; voi l'obbligihereste ad indiscrete transazioni, lo sforzereste a rifugiarsi in possessioni vitali-

zie, ovvero gl'imporreste la legge di fare delle donazioni fra vivi, di cui in seguito si pentirebbe; finalmente voi stabilireste delle liti in ogni successione.

Lasciate, lasciate un'assoluta libertà; che l'uomo che travagli sappi che potrà disporre della sua fortuna; che l'uomo che si procurò de' mezzi, sia assicurato di trovare delle consolazioni; che l'uomo che conosce il valore delle affezioni, non temi d'essere avvicinato che dall'interesse; che colui che vuol succedere, sappi meritarselo; lasciate dunque un libero corso agli affetti. Che l'uomo vivendo possi fare quelle transazioni che gli convengono; che ci non abbia dinanzi gli occhi un erede necessario, che gli rimproveri la lunghezza della sua esistenza; che non sii l'uomo esposto, nel suo esistere, a fare degli atti fittizj o temerarj; che, dopo la sua morte, non si vedi insorgere una scandalosa lotta fra l'erede di legge e quello di volontà; infine che un testamento possi tutto regolare. *Dicat testator et erit lex*: parole che trasmesse ci furono dal popolo-re e che ci richiamano a tutta la nostra grandezza.

Ecco, o tribuni, il suco de' motivi che consolidarono l'opinione di tutti i membri della vostra sezione di legislazione in favore della libertà illimitata in linea collaterale, che è una base del progetto, e che produrrà al governo la benedizione del popolo francese.

Della riduzione.

Non avrà adunque luogo la limitazione, se non se nel caso in cui l'autore della disposizione lasci de' discendenti o ascendenti.

La legge stabilisce una riserva per essi; tutto il resto è disponibile.

Può esser lasciata la quotità disponibile o ad uno straniere, o a de' successibili.

Sono in generale soggette a collazione per ciò che eccede la quotità disponibile, le disposizioni a favore di un successibile.

La disposizione viene dispensata dalla collazione, allorchè fu fatta espressamente a titolo d'antiparte

Se non sono sacri i titoli, per lo meno non devesi avere alcun dubbio sulla volontà.

Questa volontà devesi leggere nella stessa

disposizione; essa può consegnarsi in un atto posteriore, semprechè siavi pure la forma di una disposizione.

Conveniva ben prevedere il caso d'eccesso nelle disposizioni, sia perchè l'uomo potrebbe non concentrarsi ne' limiti della legge, sia anche perchè potrebbe, seguita la disposizione, sopravvenire un più gran numero di eredi necessarj. Lo stato delle cose non può regolarsi che all' apertura della successione; nessuno ha la facoltà di contrastare la disposizione d'un uomo vivo.

Un uomo dispose . . . .

Ei lascia de' discendenti o degli ascendenti.

Si calcola l'ammontare netto de' beni di cui non dispose . . . .

Si aggiunge al valore di quelli di cui ha disposto . . . .

Se la riserva non si trova nella successione, la disposizione non è giammai del tutto annullata. Non vi sarà più questione delle antiche regole sulla pretermissione; solo avrà luogo la riduzione.

Se vi sono disposizioni testamentarie e fra vivi, la riduzione si fa alla prima sulle disposizioni testamentarie.

Tutte le disposizioni testamentarie si riducono proporzionatamente, e senza distinzione fra i legati universali ed i legati particolari, a meno che il testatore non indichi lui stesso l'ordine della riduzione. Non si parlerà più di *falcidia*.

Se le disposizioni testamentarie sono consunte, si agisce sulle donazioni fra vivi, cominciando sempre dall'ultima, così di seguito fino alla prima; così richiede il rispetto per i diritti acquisiti.

Gli oggetti dati sono ancora fralle mani del donatario o li ha egli alienati?

Se sono nelle sue mani, ei rimette in esse il di più della quota parte disponibile, a meno che non si tratti d'un erede necessario, e che la successione contenga beni della natura medesima. In quest'ultimo caso ei ritiene sui beni donati l'importo della porzione che gli riviene ne' beni non disponibili.

Il donatario ha egli alienato i beni donati?

Gli eredi devono alla prima contestare i suoi beni personali; ma se è inutile o insufficiente il ricorso, gli eredi possono agire contro i terzi detentori.

Di che si dolerebbero i terzi?

Non è che a loro soli che dovrebbero incolpare l'accaduto d' un'evizione che avrebbero dovuto prevedere ed alla quale spontaneamente si sarebbero esposti.

Potrebbe sembrar superfluo decidere per chi solo può esser chiesta la riduzione.

Abbastanza dalla natura delle cose risulta ch' essa non potrà giammai esserlo che da quelli a profitto de' quali la legge fa riserva. Adunque essa non fa riserva che per i figli legittimi e per gli ascendenti.

I figli naturali non potranno dunque reclamare egualmente la riduzione delle donazioni fra vivi?

Giammai?

La legge stabilisce la riserva per i figli legittimi: *qui de uno dicit, de altero negat.*

Per verità il titolo *delle successioni* vuole che il diritto di figlio naturale sui beni de' suoi genitori morti sia d' una quantità che varia secondo la qualità degli eredi presuntivi.

Ma questo diritto non si riferisce che alla successione.

I figli naturali non possono dunque farlo

valere che sulla successione *tal quale si trova*. Adunque i beni donati non sono punto della successione.

La riduzione potrà esser reclamata da tutti gli *aventi-causa* di quelli a profitto dei quali la legge fece riserva.

I donatarj posteriori ed i legatarj non possono turbare de' possessori che hanno un titolo anteriore.

Cosa si dovrà dire de' creditori posteriori al morto?

Saran essi ammessi a reclamare la riduzione del loro capo?

I beni dati erano fuori del patrimonio del loro debitore, allorchè essi hanno con lui contrattato; essi non possono dunque esercitare alcun reclamo contro i detentori di questi stessi beni.

Ma se la riduzione è esercitata da quelli a profitto de' quali la legge fa la riserva, questi ultimi saranno obbligati a pagare i debiti posteriori alla donazione? No: essi non vengono come eredi, si calcolano unicamente come codonatarj. Egli è allora che con una bella finzione la legge operando ciò che la natura sola avrebbe dovuto

inspirare, suppone che per l'atto stesso l'autore della disposizione sia stato giusto verso tutti quelli che avevano un diritto alla sua tenerezza.

I creditori non hanno diritto che sulla successione; essi non possono esercitare che le azioni della successione.

L'atto diretto di riduzione è rifiutato ai creditori; ma or non è rifiutato che perchè non sta nella successione; giacchè se stasse nella successione, non potrebbesi negarglielo.

Se i creditori non possono esercitare in loro specialità l'atto di riduzione, essi dunque non possono approfittarsene indirettamente. Lor non risguarda in verun modo il diritto donde deriva la riduzione: egli spetta ad una qualità che niente ha di comune con essi; finalmente esso vale su beni che mai formarono la lor sicurezza, nè la loro speranza.

Con grande ragione adunque il progetto di legge esclude i creditori da ogni partecipazione, sia diretta, sia indiretta, a scemamento della donazione.

Rispetto agli eredi in linea retta, la legge

prende le più sagge precauzioni per la conservazione della riserva.

Ma non vuol già essa, che sotto pretesto di ritrovarla possino gli eredi alterare delle disposizioni dettate dalla benevolenza, oppure dalla convenienza.

Se si tratta adunque di una disposizione che cadi su un usufrutto o su una rendita vitalizia, gli eredi non avranno il diritto di non conoscerla, per quel sol motivo che li determinerebbero ad abbandonare la proprietà della quotità disponibile.

Un necessario preliminare si è quello, che venghi stabilito che la sola liberalità ecceda la quotità disponibile.

Era degno del legislatore il pronunziare sul destino delle alienazioni fatte ad uno de' successibili in linea diretta, a carico di rendita vitalizia, o a fondo perduto, o con riserva di usufrutto.

Annullare le alienazioni, sarebbe tormentare la libertà naturale.

Mantenere indistintamente tutte le clausule di questi atti, sarebbe compromettere, rovinare anche gli altri successibili, all'ombra di un atto che, in fine, non sarebbe il più delle volte che una reale donazione.

Si distingueranno due cose, la trasmissione della proprietà ed il suo valore.

Niente può impedire che la proprietà resti a quello che l'acquistò.

Ma il valore della proprietà sarà conteggiato sulla quantità disponibile de' beni, senza riguardo alle prestazioni servite; e il di più, se ve ne sarà, si riporterà in massa.

Ogni interesse si concilia con questo mezzo termine.

I successibili in linea collaterale non potevano entrare per nulla in tale previdenza della legge. Non vi è riserva per essi: in qual modo potevano essi venir ad attaccare alienazioni che non li privano d'alcun acquisito diritto? Se vi è un erede testamentario, i collaterali sono totalmente esclusi. Se dal silenzio de' loro parenti sono chiamati alla legittima successione, non potrebbero distruggere un atto di cui diverrebbero garanti, come se fossero eredi testamentarj.

Nulladimeno i tribunali ebbero tanto ad occuparsi di tal sorta di reclami, che il progetto credette dovere dichiarare che, in ve-

tun caso, i successibili in linea collaterale non potranno formare veruna ricerca per causa di alienazioni fatte, sia a carico di rendita vitalizia, sia di fondi perduti, o con riserva di usufrutto.

Egli è così che il progetto ci lasciò delle precise regole sulla natura delle disposizioni a titolo gratuito, sulle eccezioni e sulle limitazioni che fa d'uopo produrre alla capacità di disporre e ricevere sulla qualità di quelli ai quali è dovuta una riserva, sulla quotità delle riserve e sulla teoria delle riduzioni.

Il progetto passa poi ad occuparsi della *forma delle disposizioni.*

Della forma delle donazioni fra vivi.

Sta nell' essenza della donazione fra vivi ch' essa sia irrevocabile: *donner et retenir ne vaut.*

I terzi debbono esser messi al coperto di ogni sorpresa.

Ecco i gran principj che servono di base ad ogni sviluppo delle formalità intrinseche ed estrinseche.

Ogni atto di donazione fra' vivi sarà fatto

dinanzi notaro ; l'interesse del donatore e quello delle terze persone prescrivono tale formalità.

Con gran cura si occupa il progetto di fissare l'epoca in cui il donatore è irrevocabilmente obbligato e quella in cui terzi più non possono esercitare verun diritto sui beni donati.

L'accettazione è l'essenza della donazione. Finchè non ebbe luogo l'accettazione, il donatore rimane in pieno possesso e libero di disporre del suo a suo piacere, talmente che se la donazione non è accettata, l'atto è calcolato come giammai esistito, e non può per conseguenza produrre veruna specie di effetti, sotto qualunque rapporto ciò sia, anche a riguardo degli eredi del donatore.

In termini espressi dev' esser fatta la donazione: non basta la presenza all' atto del donatario.

Tuttavia la donazione può esser fatta per atto posteriore: ma non può avere alcun effetto, che in quanto essa avrà avuto luogo durante la vita del donatore. Se egli muore prima dell' accettazione, i beni restano nella successione, ben inteso che giammai non

sieno sortiti del suo patrimonio. Non basta che l'accettazione sii fatta vivente il donatore. Siccome la donazione non può esser perfetta che allorchè il donatore è irrevocabilmente obbligato, l'accettazione del donatario per atto separato non può produrre effetto che dal giorno in cui quest' accettazione gli sarà annunziata; saggia precauzione che non si trova nelle antiche leggi, ma che nullameno è molto necessaria onde impedire che il donatore non sia personalmente vittima delle transazioni che egli avesse fatte, nella credenza di non esserne garante.

L'accettazione sia nell'atto stesso, sia per atto separato può esser fatta o dal donatario medesimo, o da uno munito di suo potere. *L'accettazione che non legherà* il donatario, non saprà obbligare il donatore; così è naturale che la donna maritata non possi accettare senza il consenso di suo marito o l'autorizzazione della giustizia; che l'autorizzazione del governo debba precedere l'accettazione degli amministratori delle comuni, o degli ospizj, o degli stabilimenti di pubblica utilità; che la donazione fatta ad

un minore non sia accettata che dal suo tutore o da uno de' suoi ascendenti; che se il minore emancipato può intervenire per l'accettazione, questo non succede che coll' assistenza del suo curatore. Circa al sordo-muto che sa scrivere, egli può da per lui stesso accettare o da uno munito di suo potere; e se non sa scrivere, l'accettazione deve esser fatta da un curatore a tal uopo nomato. L'accettazione dovutamente fatta obbliga il donatore. D'allora la donazione è perfetta dal donatore al donatario. La necessità d'un' altra tradizione non è necessaria; la proprietà degli oggetti dati è trasferita al donatario, quand' anche il donatore ne conservasse il possesso, senza riserva d'usufrutto o anche senza clausula di precario.

Allorchè la donazione è così accettata, li beni dati sono fuori del patrimonio del donatore, che non potrebbe cambiare questo stato di cose in veruna maniera; tutto ciò che si attentasse contro la proprietà del donatario, sarebbe un delitto contro la proprietà d'un altro.

Già parlammo dei terzi: circa ad essi

conviene distinguere se la donazione è fatta su immobili, oppure se su effetti mobili.

Parliamo dapprima degl' immobili.

Se un donatore poco curante della sua riputazione ipotecò, vendette effetti donati, qual sarà il destino de' creditori ipotecarj e de' terzi acquirenti?

Egli è onde impedire tale conflitto fra il donatario e li creditori o gli acquirenti posteriori del donatore, che il progetto volse che tutti gli atti che costituiscono l'irrevocabilità della donazione fossero trascritti all' uffizio delle ipoteche; che la mancanza di trascrizione possi essere opposta da ogni persona avente interesse; che non vi sien eccettuati che quelli che sono incaricati di far fare la trascrizione o i loro aventi-causa ed il donatore; ciò che comprende sì necessariamente i donatarj posteriori, i cessionarj e gli eredi del donatore. È impossibile che la legge ammetta veruna specie di restrizione sulla necessità della trascrizione; cosicchè i minori, gli interdetti, le donne maritate non saranno punto restituite tanto contro la mancanza di trascrizione, quanto contro la mancanza di accettazione, salvo ricorsi contro i tutori od i mariti.

Il progetto non parla sul ricorso da esercitare contro gli amministratori: a lor riguardo ei non deve avervi che la risponsabilità attaccata alle loro funzioni. Per ciò che spetta agli atti di donazione di effetti mobiliarj la trascrizione all' uffizio delle ipoteche nulla avrebbe di relativo a questa specie di donazione.

Un asse degli effetti mobiliarj sarà annesso alla minuta della donazione. L'atto dovendo esser mai sempre pubblico, i terzi saranno a portata di trovarvi tutte le istruzioni che potessero loro interessare.

Appartiene d' altronde a colui che non vuol contrattare che sulla fede della proprietà del suo debitore a prendere le precauzioni che gli prescrive il suo interesse.

In ciò che risguarda le donazioni di effetti mobiliarj il legislatore doveva avere un' altra cura. Siccome queste donazioni possono anche divenire soggette alla riduzione, era essenziale che se la donazione si estendeva su oggetti suscettibili di stima, lo stato ne contenesse la stima.

Dobbiamo rimarcare che il progetto si serve de' termini: *ogni atto di donazione.*

Ogni atto .... Il progetto non parla

de' doni manuali, e non è ciò senza il suo motivo.

I doni manuali non sono suscettibili di veruna forma. Non vi è là altra regola che la tradizione, salva nondimeno la riduzione e la collazione in caso di diritto.

Abbiamo esaminate le forme estrinseche.

Penetriamo ora nell' interno delle donazioni.

Esse non possono comprendere che i beni presenti del donatore. L'irrevocabilità, senza la quale non esiste donazione, si oppone a ciò che una donazione fra vivi possi comprendere di beni a venire; essa a tal riguardo sarebbe nulla.

Dietro i principj stessi sarebbe nulla una donazione che fosse fatta sotto condizioni, la di cui esecuzione dipendesse dalla sola volontà del donatore.

Sarebbe egualmente nulla, se il donatore dovesse rimanere padrone di diminuirne l'emolumento.

Qui si presenta naturalmente la materia de' debiti e pesi che possono aggravare le donazioni.

Il progetto, conformandosi in questo al

decreto del 1731, si limita a dichiarare che, in verun caso, il donatario non può, sotto pena di nullità di donazione, esser obbligato di quietanzare altri debiti o pesi fuorchè quelli che esistevano all' epoca della donazione, a meno che l'atto di donazione o un asse annesso non specifichi gli altri debiti o pesi che potrebbero insorgere dopo la donazione.

Il laconismo del progetto sulla parte dei debiti e pesi aveva dapprima inspirato qualche allarme. Dopo l'esame il più serio la vostra sezione di legislazione pensò che una spiegazione più estesa sarebbe superflua.

Le donazioni comprendono o la totalità de' beni, o una tal porzione di essi, o una specie di beni, o finalmente una cosa particolare.

Donazione di tutti i beni ...... Non vi sono beni che quelli che rimangono, *pagati i debiti.*

Per conseguenza il donatario di tutti i beni è obbligato, per diritto e senza che occorri il dirlo, a pagare tutti i debiti e pesi ch' esistono all' epoca della donazione.

Donazione di porzione de' beni Il

donatario deve tollerare i debiti e pesi in proporzione del suo emolumento.

Donazione di una specie di beni: per esempio, dell' universalità, o di una tal quantità degl' immobili o dei mobili. Nel sistema della legge la disposizione d'una specie di beni è pure un titolo universale. Il donatario d'una specie deve dunque, come il donatario d'una quantità, sopportare i debiti e pesi in proporzione de' suoi emolumenti.

Donazione d'un oggetto determinato ..... Il donatario non è obbligato di pagare che i debiti e pesi ai quali si è espressamente assoggettato.

Non potrà egli adunque avervi verun imbarazzo, nè rispetto al donatore, nè rispetto a' suoi creditori, nè finalmente rispetto a' suoi eredi, allorchè si tratterà fra il donatario e gli eredi di regolare quali sono i debiti e carichi che rispettivamente li risguardano.

La materia che noi trattiamo è assolutamente strana al modo che debbono seguire i creditori anteriori alla donazione, sia per conservare i loro diritti sui beni donati, sia per esercitarli.

Questa parte riguarda il regime ipotecario.

Noi vidimo come il donatore doveva essere irrevocabilmente obbligato.

L'economia della legge escluderebbe ella il diritto di riversibilità?

Si distingueva altre volte il ritorno *legale* ed il ritorno *convenzionale*.

Il ritorno *convenzionale* sarà il solo autorizzato. Dovrà essere stipulato; non potrà esserlo che a profitto del solo donatore; egli sarà incomunicabile e non trasmissibile. Questo ritorno potrà essere stipulato sia nel caso in cui il donatario premorisse al donatore, sia nel caso in cui il donatore sopravvivesse al donatario ed a' suoi discendenti.

Veruna stipulazione non può esser nè più giusta, nè più favorevolmente accolta.

È una delle condizioni della donazione.

Una condizione ragionevole..... Il donatore non si spogliò che in vista dell'affetto che nudriva per il donatario e per i suoi discendenti.

È vero che l'effetto del diritto di riversibilità è di sciogliere tutte le alienazioni di beni donati, di farli ritornare al donatore fran-

chi e depurati da ogni debito ed ipoteca, salvi solo i ricorsi sussidiarj per le ipoteche della dote e delle convenzioni matrimoniali della moglie del donatario, e nel caso soltanto in cui la donazione fosse fatta per lo stesso contratto di matrimonio, dal quale risultano questi diritti e queste ipoteche.

Ma i terzi non avranno a lagnarsi: essi saranno stati avvertiti dalla stipulazione.

La riserva del diritto di riversibilità non è punto in opposizione colla regola generale dell' irrevocabilità.

Questa regola dell' irrevocabilità è fondamentale in materia di donazione.

Delle eccezioni alla regola dell' irrevocabilità delle donazioni fra vivi.

Ha dessa nulla ostante delle eccezioni.

1.° *Per causa d' inesecuzione delle condizioni, sotto le quali fu fatta la donazione.*

2.° *Per causa d' ingratitudine per parte del donatario.*

3.° *Per causa di sopravvenienza di figli al donatore.*

L' inesecuzione delle condizioni ..... Un

donatario infedele alle sue promesse dovrà egli godere del frutto della sua perfidia?

L' ingratitudine del donatario . . . . . . La pubblica morale come l'interesse del donatore sollecitano le revoca . . . . . . Se il donatario attenta alla vita del donatore; se egli si è reso colpevole verso di lui mediante sevizie, delitti o ingiurie gravi; se egli nega degli alimenti: *necare videtur qui alimenta denegat.*

La sopravvenienza di figli . . . . . Il diritto ci mostrò la cagione movitiva di questa revoca. Quando il donatore si spogliò della sua proprietà, egli non conosceva il sentimento di padre. *La legge d' accordo colla natura presume*, che se il donatore avesse creduto d' aver un giorno dei figli, egli non avrebbe fatta la donazione. Bisogna adunque che il donatore non avesse figlio attualmente vivente al momento della donazione.. Il figlio naturale legittimato con susseguente matrimonio produrrà l'egual effetto del figlio legittimo, purchè tuttavolta sia nato dopo la donazione, e non potrà avere maggiori prerogative del figlio nato legittimo. La revoca per causa di sopravvenienza di

figli avrà luogo ancorchè fosse concepito al tempo della donazione; il figlio che è nel seno di sua madre non si reputa nato, che quando si tratta del suo vantaggio.

Se noi non consideriamo che il donatore ed il donatario, le tre cause di revoca debbono produrre eguali effetti.

Ma in questa materia non si può mai perder di vista l'interesse dei terzi.

In fatto di revoca per sopravvenienza di figli li beni ritornano franchi e liberi quand'anche la donazione fosse stata in favore del matrimonio, nonostante tutte le clausule contrarie: la donazione revocata in tal guisa è talmente annullata, che non può rivivere ben anche colla morte del figlio del donatore, nè con un atto che fosse solo confermativo.

Desterebbero meraviglia sì grandi favori?

I diritti di natura non debbono forse conservare tutta la loro forza?

Oh! Egli è con gran ragione che i romani legislatori avevan pronunciato, che la condizione della revoca per sopravvenienza di figli era sempre sottintesa nella donazione.

Se i terzi provano qualche lesione da

questa revoca, n' avran essi voluto incorrervi i rischj.

Circa alla revoca per motivo d'inesecuzione delle condizioni, le facoltà ritorneranno così nelle mani del donatore, libere da ogni peso ed ipoteca.

Se i creditori ed i terzi acquirenti venissero a lamentarsi, lor si direbbe ..... Perchè avete voi contrattato? o perchè non sapeste procurarvi la ratifica dal donatore?

Doveva essere altrimenti nella revoca per ingratitudine: no senza dubbio che questa cagione non merita tutto l'appoggio della legge; ma ciò è rispetto al donatario che dev' esser punito d'avere, mancando alla riconoscenza, rotto il più forte legame che deve esistere infra gli uomini. È perciò che i motivi d'ingratitudine sono più estesi di quelli d'indegnità.

L'indegno non era chiamato che da una volontà presunta; il donatario era stato l'oggetto della più espressa e della più tenera cura del donatore; ma i terzi non dovevano prevedere l'ingratitudine del donatario, nè dovevano esserne la vittima.

Egli è per conseguenza di tai principj che

le donazioni a favor del matrimonio non sono revocabili per motivo d'ingratitudine. Il delitto del donatario non deve autorizzare l'annullazione d'un atto, sotto la fede del quale si formò una nuova famiglia. L'interesse della società reclamava questa eccezione.

Esige pure la fede pubblica che in tal caso l'effetto della revoca rispetto a' terzi non possi cominciare che contando dal giorno in cui si deve presumere che la conoscano, e non si presumerà che la conosciuo che allorchè il donatore avrà fatto inscrivere la sua domanda in calce della trascrizione della donazione.

Passiamo ora alle disposizioni testamentarie.

Della forma de' testamenti.

Il progetto propone tre forme di testamenti: potrà essere o *olografo*, o *fatto per atto pubblico*, o *nella forma mistica.*

Veruna di queste forme non sarà nuova in Francia.

Erano tutte stabilite dal decreto del 1735. Soltanto ne' paesi di legge scritta il testa-

mento olografo non poteva valere che a profitto de' figlj e discendenti.

Il progetto di legge estende la facoltà di testare nella forma olografa indistintamente ad ogni francese.

Dalla ragione e dall'interesse de' cittadini era ordinata tale innovazione.

Qual atto può più sicuramente rendere libera l'espressione del testatore, di quello che per intiero è scritto, segnato e datato dalla sua mano?

Se i paesi di diritto scritto sì lungo tempo rimasero privi delle facilità che presenta la forma olografa, ciò fu per un residuo di rispetto al diritto romano, che esigeva delle forme sì solenni per un atto allora legato all' esercizio dei diritti politici.

Questa legislazione si risentì della prima origine de' testamenti, che non facevansi che in presenza e coll' autorizzazione del popolo.

Adesso che è ben conosciuto l'uso di testare, non appartiene che al diritto civile, e per conseguenza altro non si tratta che di stabilire delle sufficienti precauzioni onde riconoscere le volontà; era naturale che il

Codice moltiplicasse le facilità tutte le volte che non resterebbe più dubbio sulla volontà.

Il progetto stabilisce con precisione le formalità del testamento per atto pubblico. È ricevuto da due notaj in presenza di due testimonj, o da un notaro in presenza di quattro testimonj. Ne' villaggi sarà sufficiente che uno de' due testimonj sottoscrivi se il testamento è ricevuto da due notaj, e che due de' quattro testimonj segnino se è ricevuto da un sol notaro.

Vi saran de' testimonj anche nel caso de' due notarj, non perchè la legge di loro diffidi, ma ciò deriva perchè facendosi i testamenti per lo più nell' estremità della vita, era utile di moltiplicare la sorveglianza in favore d'un individuo, che può essere tolto in mezzo dall' intrigo e dalla cupidigia.

Circa al testamento mistico o segreto si agitò la questione, per sapere se tal forma dovevasi conservare.

Si pensò in tal guisa, giacchè è giusto di lasciare a quelli che non potranno scrivere il lor testamento il diritto e la fa-

coltà di tener secrete le loro disposizioni sino alla lor morte.

Questa è la forma cui la legge circonda della maggior pompa.

Essa esige sei testimonj, poichè si tratta non solo di garantire la libertà del testatore, ma ancora di stabilire l'identità dello scritto che contiene le sue disposizioni e di quello sulle quali si estende l'atto di soscrizione. Facciamo alcune osservazioni sulli testimonj testamentarj . . . .

1.° Basta che godino dei diritti civili, giacchè per gli atti pubblici ordinarj per verità non ne abbisognan che due; egli è indispensabile che godano de' diritti politici.

2.° I legatarj non potranno esser presi per testimonj in un testamento per atto pubblico. Il progetto non dovette ripetere l'esecuzione per il testamento, le di cui di-disposizioni sono segrete. Il decreto del 1735 aveva interdetto ai legatarj, ancorchè universali, di servire di testimonj ne' testamenti mistici.

3.° Il progetto dice pure, che gli allievi de' notari, col di cui mezzo i testamenti pubblici saranno ricevuti, non potranno esser

chiamati per testimonj. Il progetto non ripete questa esclusione pei testamenti mistici.

La legge sull' organizzazione del notariato esclude assolutamente gli allievi de' notari.

Ma questa legge generale non può essere messa in pratica nella materia de' testamenti, pei quali una legge particolare regola tutto ciò che è relativo ai testimonj. Conviene d'altronde rimarcare, che la proibizione non cessa che per l'atto di soscrizione, dove la presenza di sei testimonj è necessaria.

Faceva d'uopo pure pensare alle straordinarie situazioni che possono impedire ad un francese il ricorrere alle forme comuni.

La legislazione di tutti i popoli civilizzati stabilisce delle regole particolari sui testamenti militari.

Il Codice civile avrebbe egli potuto mostrarsi indifferente verso i nostri guerrieri, allorchè si tratta di assicurar loro la più grande consolazione che l'uomo possi avere perdendo l'esistenza?

Così il progetto moltiplica, per quanto è possibile, i mezzi in favore de' militari e degl' individui impiegati nelle armate.

Egli stabilisce delle regole particolari pei testamenti fatti in un luogo col quale è intercetta ogni comunicazione a motivo di malattia contagiosa.

Così pure per li testamenti fatti sul mare nel corso d'un viaggio.

Finalmente la previdenza della legge si estende sui francesi che si trovano in istraniero paese. Potranno far testamento o nella forma olografa, o per atto autentico, colle forme usate nel luogo in cui si farà il testamento.

Dopo di aver fissate le forme de' testamenti, il progetto si occupa delle varie specie di disposizioni testamentarie e de' loro effetti.

Della qualificazione e degli effetti delle varie disposizioni testamentarie.

Ne' paesi di diritto scritto si conoscono le istituzioni d'erede ed i legati particolari.

Ne' paesi di costumanza non si conoscono che i legati universali o particolari.

Il progetto di legge non intende prescrivere veruna denominazione.

Sarà permesso d'indistintamente impie-

gare i termini d'istituzione di eredi o di legati.

Si potrà anche non impiegare nè gli uni, nè gli altri. Non si avrà più da occuparsi di quest' antica massima de' paesi di diritto scritto: *Institutio hæredis est caput et fundamentum totius testamenti.*

Basterà che il testatore abbia esplicitamente fatto conoscere ciò che dovrà raccogliere l'individuo a favor del quale egli disporrà; in ciò consiste la natura della disposizione che occorre conoscere, definire ed apprezzare.

Adunque non possono essere che di *tre sorta* le disposizioni testamentarie.

O sono *universali*, cioè che comprendono tutta la successione.

O sono a *titolo universale*, cioè che comprendono una quota parte della successione, per esempio il terzo, la metà, oppure una specie de' beni tutti gl' immobili, il terzo degli effetti mobiliarj ec.

O finalmente la disposizione testamentaria non cade che *su un oggetto particolare.*

La legge vuole infatti che l'uomo possi

col suo testamento disporre o di tutta la sua facoltà, o di una parte, o soltanto di una cosa determinata. Importa poco alla legge che l'uomo dica che nomina erede quel tale, o che dica che lo nomina legatario universale.

Importa poco alla legge che il testatore, che non vuol disporre a favor d'un individuo che del terzo del suo, o del terzo di una qualità de' suoi immobili, o del suo mobiliario, dica che lo fa erede, o che lo istituisce nel terzo oppure che dica, che gli dà e gli lega il terzo. Finalmente poco importa alla legge che il testatore dica o faccia un tal erede in una cosa particolare, o che gli lega una cosa particolare.

La legge non si attaccherà che con ragione all'idea del testatore ed alla natura della disposizione.

Il solo sacrifizio che i paesi di diritto scritto abbiano a fare in quest' occasione è quello dell' antica regola: *Nemo pro parte testatus et pro parte intestatus decedere potest.*

Altre volte diffatti se un testamento non conteneva che un' istituzione di erede in

una cosa particolare, questo istituito prendeva l'intiera successione, malgrado la limitazione, in forza della regola che nessuno può morire parte *testatus* e parte *intestatus*.

Conviene osservar solo l'espressa volontà del testatore.

E siccome nell' accettazione ordinaria la parola *erede*, sia che si trova isolata, sia che si trovi accompagnata dalle espressioni *generale*, *universale*, o semplicemente *generale*, ovvero *universale*, dinota quello che deve succedere a tutti i beni; sarà rassomigliato al legatario universale colui che nell' accettazione ordinaria è così chiamato a raccogliere tutte le facoltà disponibili.

Il legatario universale si rassomiglierà all' erede. Così l'istituzione d'erede valerà tanto quanto il legato universale, ed il legato universale tanto quanto il particolare. La stessa regola di corrispondenza ed analogia è stabilita per le disposizioni a titolo universale e particolare.

Frattanto conveniva dispensarsi dal ripetere incessantemente tutte queste diverse denominazioni.

Doveva bastare di dichiarare per principio, che non vi sarebbe fra esse veruna differenza; e veruno non può sorprendersi, se nel tratto successivo degli articoli s'impiega di frequente la parola *legato universale*, lorchè si tratta di disposizioni universali; la parola *legato a titolo universale*, lorchè si tratta di una disposizione, di una porzione di beni o di una specie di beni; infine la parola *legato particolare*, allorchè non si tratta che di disposizione d'una cosa determinata.

Sembrò alla vostra sezione di legislazione che le precauzioni del progetto preveniranno tutte le difficoltà che potrebbero risultare dagli antichi usi.

Possesso e liberazione.

I diritti procedenti dal testamento passano direttamente dal testatore all'individuo a di cui favore è fatta la disposizione.

Ma altra cosa è la *proprietà*, altra il *possesso*.

In paese di diritto scritto si distinguevano gli eredi ed i legatarj.

Rapporto agli eredi si seguiva la regola;

il morto impossessa il vivo. Un erede straniero non era obbligato a chiedere la liberazione all' erede presuntivo.

Il legatario solo era obbligato di chiederla.

Ne' paesi di costumanza la regola, *il morto impossessa il vivo*, non aveva giammai luogo che pegli eredi presuntivi; era sempre a questi che i legatarj universali dovevano la liberazione.

Era molto difficile di conciliare questo punto particolare, allorchè da una parte si riconosceva per principio che un uomo può per testamento disporre dell' universalità de' suoi beni, e che nullameno la legge stabilisce delle riserve.

Ci pare che il progetto abbia colto un giusto espediente.

Se si tratta d'un legato particolare, non vi è difficoltà perchè il legatario domandi la liberazione a colui che deve ricevere il legato.

Se si tratta d'un legato a titolo universale, siccome questo non cade che su una porzione dell' eredità, il legatario deve dirigersi o a quelli ai quali dalla legge è riser-

vata una quantità di beni, o in loro mancanza al legatario universale, o finalmente agli eredi chiamati nell' ordine stabilito al titolo delle successioni.

In materia di legato universale, o vi sono eredi in linea diretta o non ve ne sono.

Se non vi sono eredi in linea diretta, allora il legatario universale non è obbligato a chiedere la liberazione ai collaterali.

Tuttavia, anche in questo caso, non era possibile d'autorizzare indistintamente ogni individuo che pretendesse esser legatario universale ad impossessarsi della successione, senza che fosse anteriormente presa qualche precauzione per assicurare la società e per garantire i diritti degli assenti interessati.

Converrà dunque distinguere le varie specie di testamenti.

Un legatario universale che ha per lui un testamento per atto pubblico non è obbligato a veruna precauzione giudiziaria. La forma autentica dell' atto deve assicurarne l'esecuzione la più pronta.

Ma se si tratta d'un testamento o olografo o mistico, il legatario universale deve domandare l'immissione al presidente

del tribunale, che l'ordina sulla semplice inchiesta.

Questo ricorso al presidente si trova legato colla missione che gli sarà affidata dalla legge di procedere all' apertura del testamento mistico e al processo verbale descrittivo del testamento olografo, prima che vengano rimessi al notaro incaricato del deposito.

Da se medesima si fa conoscere la saggezza di tali disposizioni.

Contribuzione ai debiti e pesi.

In quanto alle obbligazioni dei legatarj il legatario universale, che solo per intiero succede, sarà tenuto a tutti i debiti e pesi.

In concorso coll' erede, a cui la legge riserba una porzione de' beni, egli sarà personalmente per la sua parte tenuto ai debiti e pesi.

Il legatario a titolo universale vi sarà pure tenuto personalmente per la sua parte.

Il legatario particolare non sarà tenuto, che ai debiti de' quali è specialmente caricato.

Tutti i legatarj o universali, o a titolo

universale, o particolare sono ipotecariamente per intiero obbligati sugli immobili ricevuti dal defunto.

In nessun caso l'erede, che ha la riserva, è tenuto di soddisfar ai legati.

Il progetto contien varie regole sui legati particolari.

Tutte son disposte a prevenire le molte difficoltà che altre volte insorgevano su questa materia.

Ciascun legatario finalmente potrà servirsi del testamento, benchè non abbia fatto registrare che il suo legato. Non si vedrà piu un vecchio domestico, che avrà avuto un legato per gli alimenti, languire nella miseria per l'impossibilità di supplire alla tassa di registro dell' intiero testamento.

Degli esecutori testamentarj.

Il progetto regola tutto ciò che è relativo agli esecutori testamentarj nel caso che il testatore volesse usar del diritto di nominarli, giacchè è facoltativo. Il possesso, che non può versare che sul mobile, non sarà giammai di diritto. Il testatore non potrà estenderlo al di là d'un anno. Apposizion

di sigilli, inventario, vendita del mobile per soddisfare i legati, risponsabilità, resa di conti, tutto vi è preveduto.

Revoca e caducità delle disposizioni testamentarie.

Le disposizioni testamentarie possono esser revocate o divenir caduche.

Noi diciamo *le disposizioni*, giacchè un testamento non può essere revocato che in parte. Due testamenti possono egualmente concorrere in tutto ciò che non s'oppone. Non si annulla che in quella parte dove è variata la volontà.

Può esser egualmente caduca una disposizione, sia anche l'istituzione o il legato universale, e la massima parte del testamento dovrà essere eseguita.

Revoca . . . . . Dessa può aver luogo,

1.° Mediante un testamento posteriore, purchè esso sia rivestito di tutte le formalità prescritte, e che considerato in se stesso abbia potuto revocarne l'esecuzione. L'incapacità dell' erede o il suo rifiuto di raccogliere sarebbero indifferenti in quanto all'effetto della revoca.

2.° Mediante un atto dinanzi notaro, portante espressa dichiarazione del cambiamento di volontà.

3.° Colla tacita volontà del testatore. La legge propone un caso d'importanza .... se il testatore ha fatto vendita di tutta o di parte della cosa legata, anche colla facoltà di redenzione o con cambio, e benchè l'alienazione sia nulla e che l'oggetto sia rientrato nelle sue mani. Non si potrà più distinguere, se l'alienazione sia stata volontaria o necessaria.

La caducità .... ha luogo,

1.° Per la morte di quello in favor del quale fu fatta la disposizione.

2.° Se la cosa è perita durante la vita del testatore, anche dopo sua morte, se ciò successe senza conoscenza e colpa dell' erede.

3.° Per l'incapacità del legatario.

4.° Ripudiando il legato.

5.° Per inadempimento della condizione.

Bisogna non ostante far distinzione in quest' ultimo caso all' articolo della trasmissione.

Se è una condizione dipendente da un

incerto caso e tale, che nell' intenzione del testatore la disposizione non debba venir eseguita che in quanto succederà o non il caso, la disposizione sarà caduca se il legatario muore prima che si compia la condizione; ei nulla trasmetterà, poichè nulla acquistò.

Se al contrario la condizione non facesse che sospendere l'esecuzione della disposizione, il legatario trasmetterebbe a' suoi eredi un diritto che avrebbe realmente riposto sulla sua testa.

La materia della caducità conduce naturalmente al diritto d'accrescimento.

Diritto di accrescimento.

Tutta l'antica teoria del diritto di accrescimento si trova chiarissimamente ridotta in due articoli.

Inesecuzione delle condizioni apposte alle disposizioni testamentarie.

Abbiamo visto nella parte delle donazioni ch' esse potevano esser revocate a cagione d'inesecuzione delle condizioni.

Era giusto che questo principio fosse applicato alle disposizioni testamentarie.

La volontà del morto dev' essere religiosamente eseguita da quelli a profitto dei quali esso fece delle disposizioni.

Se dunque un legatario al quale fu imposto delle condizioni tradisce la fede che lo lega al morto, dev' esser permesso ai presuntivi eredi di domandare che la disposizione sia revocata, e che l'oggetto compreso nella disposizione ritorni a lor profitto, restando a loro il carico di compiere l'intenzione del morto.

Tuttavolta spetterà ai tribunali a decidersi quali saranno le clausule che debbono produrre questo effetto, e se la revoca deve esser sull' istante accordata, o se le circostanze non debbono far ammettere il legatario a purgare la mora.

Ingratitudine del legatario.

È pure ben giusto che i legatarj sieno puniti della lor ingratitudine.

Se dunque il legatario avesse attentato alla vita del morto, se si fosse reso colpevole verso lui di sevizie, delitti o ingiurie gravi, sarà ammessa la domanda di revoca.

E lo sarà egualmente se il legatario ha

commesso un' ingiuria grave verso la memoria del testatore.

Qui si limita l'esposizione delle regole generali e comuni sulle disposizioni de' beni a titolo gratuito.

Ma non possono essere sufficienti queste regole generali.

Vi sono delle circostanze in cui conviene che la legge si mostri più facile e più indulgente.

Ciò spetta alla varietà delle posizioni in cui l'uomo si attrova, alla diversità de' rapporti che esistono fra gl' individui, al grado di favore che merita la disposizione.

Carico da rendere ai figlj de' proprj figlj.

Esaminiamo dapprima la parte della legge che è destinata a dare una nuova forza alla patria potestà.

La legge stabilisce una riserva a benefizio de' figlj, ed il di più delle facoltà de' genitori è libero nelle lor mani.

La riserva non può esser aggravata di verun peso.

Se il padre dispose a benefizio di suo

figlio e che gli abbia imposto de' pesi e delle condizioni, il figlio può, col domandare la riserva legale, sottrarsi a tutti questi pesi, a tutte queste condizioni.

Ma egualmente il padre può disporre della quotità disponibile a favore di chi gli piace, anche d'uno straniere. Tale è il potere che la legge accorda. Ma il suo voto, conforme a quello della natura, è che la sostanza del padre non passi a degli stranieri.

Il voto della legge, come quello della natura, è che le facoltà che un figlio ricevette da suo padre gli servino ulteriormente per la conservazione della famiglia.

Non può frattanto accadere che un padre abbia de' giusti timori che suo figlio non dissipi le facoltà che gli trasmette? Non può accadere che un padre abbia de' legittimi motivi di scontentezza?

La nuova legislazione non credette dover lasciar sussistere la diseredazione; la pena è distrutta: faccia Iddio che l' idea di ogni empietà verso la natura non si manifesti giammai!

Ma finalmente sia che il padre sospetta dell' amministrazione di suo figlio, sia che

per un eccesso di prudenza, o per il desiderio ben naturale ad un ascendente di pensare a' suoi rampolli voglia far servire il suo diritto di disporre una quotità, o di assicurare l'esistenza de' suoi figli, perchè la legge non proteggerebbe ella una sì sacra destinazione?

Ciò è pure quel che brama il progetto in favore de' figli nati e da nascere.

Eh! non si temi di veder rivivere le antiche sostituzioni.

L'ascendente, che del resto non sarà mai se non se il padre o la madre (la disposizione non sarà giammai permessa all' avo), l'ascendente dico non potrà estendere la sua previdenza al di là de' figlj di suo figlio, e la disposizione non potrà giammai rivertere che a profitto di tutti i figlj del donatario indistintamente.

Questa disposizione è il compimento delle ammirabili precauzioni del Codice risguardante la potestà de' genitori.

Carico da rendere ai figlj di fratelli e sorelle.

Era ben giusto di adattare l'egual principio alle disposizioni a favor de' figlj dei fratelli e sorelle.

La legge non stabilisce riserve pei fratelli e sorelle.

Ma il suo voto sarà ingannato egualmente se le famiglie fossero spogliate senza legittimo motivo.

Accaderà frequentemente che un fratello sarà l'oggetto della liberalità dell' altro fratello.

Accaderà pure sovente che un fratello vorrà disporre a favore de' figlj di suo fratello, abbenchè conservi molta affezione pel loro genitore.

Può verificarsi quest' ultimo caso quando v' ha luogo a temere, che il padre di que' figlj sia un dissipatore.

Se avvenisse per effetto d'orgoglio, che il donatore volesse gravare suo fratello o sua sorella della restituzione a favore de'suoi nipoti, onde gli uni e gli altri tutto dovessero alla sua liberalità, perchè la legge non farebbe rivolgere questo sentimento a vantaggio della famiglia? Le migliori leggi sono quelle che dirigono le passioni umane ad un oggetto utile alla società.

La vostra sezione si è fatta egualmente premurosa di adottare l'articolo del proget-

to, che autorizza la disposizione d' un fratello o d' una sorella a vantaggio del proprio fratello, col peso di restituire i beni ai figli nati e nascituri.

Era indispensabile il prendere delle precauzioni per la conservazione dei diritti dei chiamati, e perchè i diritti dei terzi non venissero pregiudicati.

Per rapporto ai chiamati vi sarà sempre un tutore incaricato di vegliare all'esecuzione della disposizione anche allorquando i chiamati fossero maggiori.

Precauzion saggia! Essendo i chiamati, figlj mai sempre del gravato, non conveniva porli di fronte al proprio genitore, con cui sarebbero necessariamente d'opposti interessi.

Quanto la mission del tutore era importante, altrettanto era indispensabile il provvedere perchè egli fosse messo prontamente in attività.

Se il gravato non ne dimandasse spontaneamente la nomina dentro il termine di un mese, egli sarebbe decaduto dal beneficio della disposizione. Egli lo sarebbe non solamente decaduto sull' istanza dei chiamati, ma pur anco ad inchiesta di qualunque pa-

rente dei chiamati, od officialmente per mezzo del commissario di governo.

Per ciò che risguarda i terzi, siccome questo peso di rendere oltrepassa il diritto comune, così sarebbe ingiusto che venisse opposto a quelli che non ne potessero essere avvertiti. Un solo mezzo poteva presentarsi... Per gli immobili mediante la trascrizione all' officio delle ipoteche... Per le somme impiegate mediante l'iscrizione sui beni affetti con privilegio. Non potrà giammai supplirsi alla mancanza di trascrizione salvo ricorso contro il gravato e contro il tutore.

Questa specie di disposizione dona alla proprietà trasmessa un carattere del tutto particolare.

Siccome la disposizione vien fatta a favore dei figlj del donatario o del legatario, nati e da nascere, egli è evidente che se il gravato muore senza prole, questa proprietà si trova libera nella sua successione.

Egli non è infatti che alla morte del gravoso, che i chiamati possono acquistarvi il diritto.

Nonostante il diritto dei chiamati potrebbe anche essere aperto prima della morte naturale del gravato.

La morte civile del gravato produrrebbe quest' effetto. Ciò egualmente succederebbe se il gravato anticipasse l'epoca della restituzione con un volontario abbandono.

Ma in questo caso vi sono due cose importanti da rimarcare.

1. La restituzione anticipata a favore d' un figlio non potrebbe nuocere agli altri figli che sopravvenissero posteriormente.

2. Dessa non potrebbe nuocere egualmente ai creditori del gravato anteriore all' abbandono.

Divisione fatta dall' ascendente.

I genitori avranno un altro mezzo onde stabilire l' ordine nelle famiglie. Potranno distribuire i loro beni fra i loro figli per atto fra vivi o per testamento, seguendo tuttavia le medesime formalità, condizioni e regole di quelle che sono prescritte per le donazioni fra vivi e pei testamenti.

Questa tal parte della legge sarebbe così un gran benefizio. Essa giustificherebbe il diritto accordato al padre di disporre d' una quota parte.

A che si ridurrebbe tutta la previdenza

del padre di famiglia, se un figlio potesse reclamare contro una divisione sotto pretesto della più picciola ineguaglianza?

Acciocchè una divisione sia regolare, conviene, che siasi eseguita fra tutt' i figlj ch'esisteranno all'epoca della morte e fra i discendenti di quelli che fossero premorti; altrimenti la divisione sarebbe radicalmente nulla del tutto.

Le divisioni fatte per atto fra vivi non potranno avere per oggetto che i beni presenti. Ma se tutte le facoltà che lascerà l'ascendente il giorno della sua morte non sono state comprese nella divisione, ciò non sarebbe un motivo sufficiente per distruggerla; soltanto si dividerebbe il di più conforme alla legge.

Potrà essere revocata la divisione per testamento.

E la divisione fatta per donazione fra vivi sarà irrevocabile.

La legge lo disse espressamente, per quel motivo solo, ch' essa vuole che le divisioni non possano essere fatte che colle formalità stesse, colle stesse condizioni e regole prescritte per le donazioni fra vivi e per i testamenti.

La legge presume sempre bene del giudizio del padre di famiglia.

Nondimeno, se un errore fosse sfuggito all'ascendente o se un' ingiustizia gli fosse stata carpita, la divisione potrebbe esser attaccata per causa di lesione.

Non si può prevedere che due casi.

O il padre si è limitato ad una divisione per tutto ciò che ha lasciato a' suoi figli;

O indipendentemente dalla divisione fece disposizioni per antiparte a beneficio d' uno de' suoi figli.

Se il padre non fece altra disposizione che la divisione, l'atto non potrà essere attaccato che per lesione sorpassante il quarto.

Se dunque un figlio avesse ricevuto per la divisione il valore di lir. 1500, acciocchè ei facesse pronunziare la rescissione, dovrebbe risultare dalla liquidazione che, supponendo la divisione eguale, lui medesimo dovesse ricevere più di l. 2000. Tale proporzione del quarto non poteva più saggiamente esser combinata, poichè in ogni caso il padre può disporre del quarto delle sue facoltà, e che in tal modo è impossibile che un figlio abbia un giusto motivo di lagnarsi, allorchè la differenza della sua parte non ecceda il quarto.

Il secondo caso è quello nel quale un padre faccia la divisione dopo aver disposto di tutta o di parte della porzione disponibile, e la legge vuole allora che, abbenchè non vi sii una lesione del quarto nella divisione, vi sii luogo ad attaccarla; se cumulandone la disposizione e l'eccedente della porzione che ciascuno avrebbe dovuto avere se le parti fossero state uguali, il padre sorpassato avesse il suo diritto di disporre.

L'oggetto di questa combinazione si è di prevenire gli eccessivi avvantaggi che potessero aver luogo per la riunione della quotità disponibile ad un eccedente della divisione negli altri beni.

Per esempio, un padre ha lir. 60,000 di facoltà e due figlj; egli dà ad un di essi lir. 20,000, che formano il terzo disponibile, indi nel dividere le lir. 40,000, dà ad uno lir. 24,000. ed all'altro lir. 16,000, l'eccedente della divisione non è che di lir. 4,000,; non vi è lesione del quarto rispetto alla sola divisione, e se questa lesione era necessaria, uno de' figli avrebbe lir. 44,000, nel mentre che l'altro non avrebbe che lir. 16,000, in luogo che, seguendo la legge, questo non

può avere meno di lir. 20,000 : l'oggetto della legge è di non conservare al padre che un sol mezzo di avvantaggiare uno de' suoi figlj a pregiudizio dell' altro.

Se si limita ad una divisione, egli può fare questo avvantaggio dando ad uno una porzione più forte, previsto che l'altro non sia defraudato di più del quarto. Fa egli nel tempo stesso un dono ed una divisione, nella quale vi sia una porzione più forte? Se l'eccedente di questa tal porzione ed il dono sorpassano la quotità disponibile, la divisione può esser impugnata, abbenchè l'altro figlio sia leso meno del quarto nella divisione. Altrimenti un padre potrebbe in due maniere favorire uno de' suoi figli.

1. Nel dare la quotità disponibile;

2. Nel fare una divisione ineguale colla precauzione di non eccedere il quarto: ed ecco ciò che la legge non permette.

Ecco tutto ciò che la legge credette dover stabilire di speciale per le disposizioni fra figli e discendenti, per lo meno fuori di matrimonio.

Il progetto non parla delle dimissioni di beni; esse dunque non saranno autorizzate.

Ci resta a discorrere delle donazioni che risguardano il matrimonio.

Donazioni a favor del matrimonio.

Una regola di tutti i tempi, e che la natura delle cose abbastanza giustifica, ell' è quella che i contratti sono suscettibili di tutte le clausole e condizioni che non sono contrarie ai buoni costumi.

Le regole pur anco le più severe, che la legge credette dover stabilire sulla irrevocabilità delle donazioni, devono piegare a benefizio del matrimonio: la legge non vede che la necessità d' incorraggirlo.

Così la donazione per contratto di matrimonio può comprendere i beni a venire; la legge esige solo uno stato de' debiti e pesi ch' esistono al punto della donazione. Mediante questo stato il donatario potrà optare per li beni presenti.

In mancanza di questo stato il donatario sarebbe obbligato di accettare o di ripudiare del tutto la donazione; ei non potrebbe reclamare che i beni esistenti alla morte del donatore, abbenchè restasse soggetto al pagamento di tutti i debiti e pesi della successione.

La donazione per contratto di matrimonio può ancora esser fatta sotto condizione di pagare indistintamente tutti i debiti e carichi dell' eredità del donatore, o sotto altre condizioni, la di cui esecuzione dipendesse dalla di lui volontà.

La riserva fatta dal donatore apparterrebbe al donatario, se il donatore non disponesse punto, abbenchè il contratto a tal riguardo non portasse veruna stipulazione.

Finalmente le donazioni per contratto di matrimonio non possono esser impugnate sotto pretesto di difetto di accettazione esplicita.

Le istituzioni per contratto, continueranno ad essere autorizzate a favor dal matrimonio.

La legge con somma cura precisa la natura e gli effetti di tal sorta di disposizioni.

Conviene distinguerne *il titolo* e *l'emolumento*.

Il *titolo* è irrevocabile: l' autore della disposizione non potrà più disporre a *titolo gratuito*, se ciò non è per somme modiche a titolo di ricompensa, o altrimenti. Ma circa all' *emolumento* non potrà essere veracemente conosciuto che alla morte, poichè allora l' autore della disposizione conserva il diritto di alienare a *titolo oneroso*.

Tutto ciò non ha luogo che in favore del matrimonio. Non è dunque coll'inserire una donazione in un contratto di matrimonio che darebbe tutti questi privilegi alla donazione, mentre se fosse fatta a qualunque altro, fuori che ad uno peso, non sarebbe regolata che dal diritto comune.

È così dietro questi stessi motivi che la donazione fatta in favore del matrimonio sarà caduca, se il matrimonio non fosse successo.

La legge non distingue veruno; essa parla d'ogni donazione, così non si potrà più dire come altre volte, che le donazioni in linea diretta hanno sempre il loro effetto, abbenchè il matrimonio non succeda.

Donazioni fra sposi, sia prima del matrimonio, sia durante il matrimonio.

Circa agli sposi fra loro tutte le donazioni che essi si fanno per contratto di matrimonio sono irrevocabili.

Le donazioni fatte durante il matrimonio, abbenchè qualificate fra vivi, saranno sempre revocabili.

Irrevocabilità delle donazioni per contratto di matrimonio... Il matrimonio senza la donazione non avrebbe avuto luogo.

Revocabilità delle donazioni fatte durante il matrimonio... Acciocchè uno sposo che avesse donato tutto il suo non sia esposto al disprezzo, all'abbandono, acciocchè non si introducano fra gli sposi, che devono avere fra loro comuni gli affetti, delle viste d'interesse e di seduzione.

Questo è quell' ultimo motivo che fece decidere in tal guisa che gli sposi non potranno, durante il matrimonio, farsi veruna donazione reciproca per un solo e medesimo atto.

Circa all'emolumento delle disposizioni fra sposi, sia per donazione, sia per testamento, è d'uopo distinguerlo.

Se rimangono figli, lo sposo sorvivente non può avere che un quarto in proprietà ed un quarto in usufrutto, o la metà di tutte le facoltà in usufrutto. Se la disposizione avesse oltrepassati questi limiti, sarebbe proporzionatamente ridotta.

Era utile di permettere che anche nel caso di figliuoli lo sposo sorvivente potesse avere una porzione in proprietà, sia per ajutarsi ne' suoi bisogni personali, sia per appoggiare il rispetto che esiger ci deve da' suoi figli.

Se non v'erano figlj, lo sposo sopprayvivente

potrebbe ricevere in proprietà tutto quello che il premorto avrebbe potuto dare ad uno straniere. Egli avrebbe inoltre l'usufrutto della riserva, che sarebbe dovuta agli ascendenti.

Parrebbe forse rigoroso di troppo il privare gli ascendenti dell' usufrutto della riserva?

In qualche modo egli è non lasciare la riserva che per gli eredi. Ma è questo il favore accordato al matrimonio. Per qual motivo la morte d' uno degli sposi cangierebbe essa la posizione dell'altro, sopra tutto per de' diritti che non sono aperti che per un cambiamento di natura?

Una volta che la sorte della donazione è fissata, la legge più non se ne occupa.

È molto il dire che le seconde nozze dello sposo donatario non possono cangiare i suoi diritti.

Non è già che la legge abbia negletto di parlare delle seconde nozze, ma ne parlò sotto altro rapporto.

L'esperienza di tutti i tempi provò, come la legge doveva vegliare, acciocchè un secondo sposo non potesse pregiudicare di troppo de' fanciulli, la di cui origine non lascierebbe soventi volte che delle importune rimembranze.

Ecco perchè la legge non permette al binubo di dare al nuovo suo sposo più della parte del figlio legittimo che meno riceve, vale a dire di quello che dietro le basi della riserva legale raccoglie la minor porzione. E siccome potrebbe accadere che la porzione d' un figlio legittimo che meno riceve, fosse di più del quarto, la legge non permette che queste donazioni possano giammai eccedere tali qualità, che sono l' ultimo termine della disponibilità in linea diretta.

La simulazione degli atti e l' interposizione di persone faranno insorgere de' varj sutterfugj.

« Saranno riputate come fatte a persone
» interposte le donazioni dell' uno degli sposi
» ai figli, o ad uno de' figli dell' altro sposo
» nato d' altro matrimonio, e le donazioni
» fatte dal donatore ai parenti de' quali l' al-
» tro sposo sarebbe l' erede presuntivo al
» giorno della donazione, ancorchè questo
» ultimo non abbia sorvissuto al donatario. »

Saranno riputate.... In questo caso la donazione sarà nulla per l' effetto della sola presunzione legale, senza che nullameno le al-

tre prove dell' interposizione sieno escluse rispetto a quelli che non sono nominatamente indicati.

Quì termina l'analisi del progetto.

Voi lo sapete, tribuni, veruna parte del Codice civile non era più desiderata, più impazientemente attesa; veruna non sarà più sollecitamente l' oggetto delle meditazioni de' cittadini.

Ma per seguire un sicuro corso nell' applicazione della legge, ch' essi s' internino bene in questa verità, che nella materia delle disposizioni a titolo gratuito, tutto è di diritto positivo, poichè tutto emana e tutto concede il diritto civile, e che in tal guisa non è permesso, che ciò che viene espressamente autorizzato.

Quanto mai sul sistema attuale s' innalzerà questa nuova legislazione! Voi vedeste come i punti fondamentali di questa nuova teoria tendono ad onorare la società.

Una delle più importanti basi della pubblica morale non è forse il rispetto de' figli verso gli autori della loro esistenza?

Sarà la legge delle *donazioni e de' te-*

stamenti che avrà creata la vera sanzione della patria potestà.

La moral pubblica .... Ah ! quanto essa si troverà solidamente appoggiata sulla libertà illimitata, che sarà acquistata in linea collaterale ?

Voi conoscete qual' è da molti anni l' inquietudine che agita le famiglie. Chi fra noi può ignorare i disordini ai quali tanti cittadini si abbandonavano per sottrarsi ad una legge che assoggetterebbe le loro più dolci affezioni, e che molti cittadini credevano poter eludere senza ferire le regole della probità e della coscienza ?

Nel tratto successivo non avranno più luogo li sutterfugj , giacchè l' amicizia e la riconoscenza potranno essere l'unica guida degli uomini nella disposizione delle loro facoltà.

Egli è nelle regole che ci detta la legge, che noi dobbiamo riconoscere l' immenso bene che ci attende.

In una parola , la vostra sezione di legislazione pensò che il progetto del titolo *delle donazioni fra vivi e de' testamenti* era degno d' entrare nel Codice civile, di far parte di questo gran monumento che il genio

e la savviezza innalzano alla gloria ed alla felicità della nostra patria.

Vi propone, o tribuni, la vostra sezione di legislazione di votare l'adozione.

Osservazioni del tribuno Sedillez *sulla legge relativa* alle Donazioni ed a' Testamenti.

Tribuni,

Dopo ciò che leggeste nell'esposizione de' motivi sulla legge, sulle donazioni e sui testamenti, dopo il rapporto che vi si fece modello di precisione, di forza e di chiarezza, tutto ciò che io potrei dire, tutto ciò che io avevo preparato su questa materia non vi sembrerebbe che fredda ed inanimata ripetizione. Perchè intraprenderò io di dimostrare ciò che fu sì bene manifestato? Perchè affetterò io l'inutile coraggio di venire in soccorso di una legge forte da per se stessa e che non è punto attaccata? Perchè provocherò io la vostra deliberazione allorchè ciascun di voi consolidò sì bene la sua opinione?

Mi giova sperare adunque, o tribuni, che mi permetterete di abbandonare (se n'è le-

cito di così esprimermi) il materiale della legge, per considerarne i suoi contorni e attrarre i vostri sguardi su alcuni punti di vista, che attesa la lontananza non poterono per anco essere bastevolmente rimarcati.

Non si vidde abbastanza un paese, di cui una dopo l' altra si osservarono tutte le sue parti. Conviene vederlo in una eminenza, ove tutti gli oggetti, dapprima dispersi quà e là, si uniscano sotto un sol colpo d'occhio; e di fatti la legislazione del pari a tutte le altre scienze non ottiene la sua forza e la sua maestà, che allorquando si sa contemplarla in tutta l' estensione de' suoi principj.

Il più bel titolo del Codice civile, quello che più aggradevolmente pone in calma lo spirito, poichè dà la miglior idea degli uomini, egli è senza dubbio quello che regola gli effetti della liberalità.

I Germani, dice Tacito (1), amano d'esser regalati, ma appresso quella nazione non

---

(1) Gaudent muneribus, sed nec data imputant, nec acceptis obligantur. TACIT. *De moribus Germanorum*, num. 21.

rinfacciano colui che ha donato, nè credono di sentire obbligazione per quello che ricevono. Appresso quei popoli, che noi appelliamo selvaggi, si trovano eguali disposizioni, meno previdenti, meno obbligatorie di quello che lo sono fra noi; donano volontieri e di buon cuore; non conoscono nè riconoscenza, nè ingratitudine. Il piacere di donare, è puro come quello di ricevere. Parte ciò da un irriflettuto istinto di quegli uomini fra i quali conservossi la primitiva semplicità, frammentre che fra i popoli civilizzati, attesa una complicazione di abusi e di diversi interessi, tutto è soggetto a calcoli, tutto richiama il soccorso e la previdenza delle leggi.

Qui per altro non puovvi esser questione di queste regole di prudenza sul miglior impiego delle liberalità: una legge non è un trattato di morale; il suo oggetto specialmente è quello di prevenire abusi dannosi alla società.

Giacchè il progetto di legge sotto un titolo stesso riunisce le donazioni e i testamenti, è permesso di volgersi a delle generali considerazioni, applicabili a queste due specie di liberalità.

Le donazioni e li testamenti hanno comune la lor sorgente nell' esercizio della liberalità, ma è facile distinguere in queste due maniere di donare, delle differenze essenziali che hanno guidato il legislatore nella deduzione de' principj proprj a ciascuna di queste forme.

Le donazioni sono altrettante convenzioni; imperocchè, per trasmettere la proprietà anche a titolo gratuito, vi conviene necessariamente una persona che ne accetti li diritti e prometta di compierne i doveri corrispondenti: ciò che rende irrevocabili le donazioni ed annulla ogni disposizione che attentasse a questa irrevocabilità.

Al contrario i testamenti dipendono dalla volontà del testatore: niente impedisce per conseguenza questa volontà di variare, ed i testamenti sono, per lor natura, revocabili fino alla morte, che da se sola mette un termini all' instabilità delle volontà.

Nelle donazioni, quello che dona si spoglia; la sua generosità liberamente preferisce il donatario a lui medesimo; ei trasmette sull' istante la proprietà; ne' testamenti il testatore si preferisce al legatario; si vede

ch' ei tende alla cosa ; ei promette piuttosto che donare : ei non cede che al momento in cui più non può ritenere ; ei non vuole spogliar se stesso , non spoglia che il suo erede.

Egli è dietro tale considerazione che la legge romana credette dover accordare maggior estensione alle disposizioni fra vivi ; il Codice civile ebbe delle eccellenti ragioni di stabilire a tal riguardo l'uguaglianza : una saggia politica non permette di scruttinare sì profondamente le intenzioni nell' esercizio della liberalità ; e nell' uso legittimo di ciò che ci appartiene cosa interessa sapere in qual modo si operi il bene , semprechè se ne faccia ? che importa finalmente conoscere quell' individuo al quale son trasferiti i beni , semprechè il diritto di proprietà sia rispettato ?

Di fatti , sotto il punto di vista politica , la maggior estensione data al diritto di proprietà , purchè null' ostante tale libertà non degeneri in licenza, è il più nobile stimolo all' industria , la più dolce ricompensa del travaglio , da cui dipende la prosperità pubblica e particolare.

Il diritto romano accordava un' assoluta

libertà di disporre; le nostre costumanze ristrinsero questa libertà in mille modi. Il progetto sembrami ne abbia adottato un giusto temperamento.

Niente di più spiacevole che l'avere delle facoltà, di cui non si possi disporre a suo piacere; niente all'opposto di più soddisfacente, di più consolante che il potere, per mezzo di donazioni o testamenti, donare secondo la propria volontà que' beni che si hanno legittimamente acquistati. Ma da questa indefinita libertà ne risultò degli inconvenienti gravi, poichè non v'è più pericoloso abuso di quello che sembra sortire dai migliori principj.

La volontà del padre di famiglia deve esser rispettata; dev' essa incatenare l'avvenire; dev' essa legare le future generazioni? Sono proibite le sostituzioni.

Il diritto di proprietà merita de' grandissimi riguardi; ma un padre potrà egli a pregiudizio de' suoi figli disporre arbitrariamente della totalità de' suoi beni, che sono per lo più il frutto d'un comune lavoro?

La legge conciliò in una forma, che sembra giusta, i diritti de' genitori e que' de' figlj.

I collaterali, secondo le nostre costumanze, formano una casa a parte, non hanno dovuto conservare i diritti che risultavano altre volte dalla comune coabitazione; ciascuno avendo oggidì il suo patrimonio separato, ciascuno dev' avere la libertà di disporne a suo capriccio; e quelli che vorranno assicurarsi l'eredità de' loro parenti, vorranno ben almeno coltivarli usando verso loro de' riguardi e delle compiacenze. Allorchè ciascuno potrà ricompensare le cure d'un figlio, d'uno sposo, d'un parente, d' uno straniere, non si vedranno più vecchj terminare la loro esistenza nell' abbandono e nella solitudine.

Sembra sia stato concepito e redatto il progetto di legge dietro lo spirito di tai principj. Le sagge viste del legislatore abbracciano tutte le sue disposizioni.

Forse ciascuno di noi troverebbe qualche cosa a desiderare, qualche cosa a riformare, poichè le combinazioni d'una consimil legge sono infinitamente variate; gl'interessi, le opinioni in questo momento estremamente divergenti: ma quando è buono il principio, la legge è fatta, la legge è buona; il tempo e l'esperienza ci conducono i miglioramenti e conciliano le opinioni. Io voto per il progetto.

DISCORSO

Pronunziato li 13 floreale anno XI al Corpo Legislativo dal sig. FAVARD, uno degli oratori del Tribunato

Sul titolo del Codice Civile, intitolato: delle Donazioni fra vivi e de' Testamenti.

LEGISLATORI,

Eccoci a presentarvi il voto del tribunato in favore del progetto di legge che forma il titolo II del libro III del Codice civile, relativo alle *donazioni fra vivi ed ai testamenti.*

Il potere che maggiormente lusinga l'uomo negli estremi istanti ed anche durante il corso di sua vita è quello certamente di disporre de' suoi beni a norma delle sue affezioni. Questo è un bisogno per il suo cuore; questo è un diritto inerente alla proprietà.

La legge, che regola l'uso delle proprietà, non può senza un rigore, che la natura riprova, del tutto rapire questo diritto al cittadino; ma essa non può senza un'impolitica indiscrezione lasciargli un'indefinita libertà.

Nel voler correggere i difetti della nostra antica legislazione a tal riguardo, si cadde in gravi errori, di cui se ne sentirono le conseguenze. Si aveva incatenata la volontà dell' uomo, se lo aveva assoggettato a delle ben meschine combinazioni.

Il progetto di legge che io vi presentai fu basato sui veri principj egualmente lontano da un estremo rigore e da una illimitata libertà; esso concilia tutti gl' interessi, quelli della società, quelli delle famiglie, quelli infine dell' amicizia e della riconoscenza.

Vi presenterò io, o legislatori, tutte le considerazioni morali, civili e politiche che determinarono le disposizioni di questo progetto di legge. Di già l' oratore del governo e chi fece il rapporto per parte del tribunato hanno mietuto questo fertile campo. Dopo essi, ridotto a spigolare e volendo null' ostante riempiere il vuoto di cui io ne sento tutta l' importanza, credetti di non restare al disotto della mia missione se mi limitassi ad una semplice analisi della legge che ne rappresentò lo spirito. A mio credere egli è un mezzo sicuro di rischiarare le ragioni che devono fissare la detta opinione.

Delle generali disposizioni offre primieramente questo progetto.

Non si potrà disporre de' suoi beni a titolo gratuito, che per via di donazioni fra vivi o per testamento.

Sono proibite le sostituzioni.

Ma sotto il nome di sostituzioni si confonderà egli?

1.° Le disposizioni per le quali un terzo sarebbe chiamato a raccogliere il dono nel caso in cui il donatario non lo raccogliesse?

2.° La disposizione col mezzo della quale l'usufrutto sarebbe dato ad uno, e la nuda proprietà ad un altro?

In questi due casi vi è una specie di sostituzione; ma nel primo il donatario, non raccogliendo, non può esser considerato come tale.

Nel secondo la disposizione fatta a favore di uno, essendo limitata all' usufrutto, il donatore ha potuto disporre della nuda proprietà; questo è un benefizio ch'egli divide fra due persone.

Così il progetto di legge tali disposizioni non le calcola come costituzióni, bensì le permette.

Esso regola in seguito la capacità di disporre e di ricevere; esso considera l' uomo nelle sue differenti età, nelle sue differenti circostanze, nelle sue varie affezioni.

Esso lo guida e lo salva da' suoi errori e dalle sue debolezze.

Il minore, non compiuti i sedici anni, fuori del caso del matrimonio, di nulla potrà disporre.

Di sedici anni, esso potrà dare la metà de' beni di cui può disporre il maggiore; ma non potrà farlo che per testamento; precauzione infinitamente saggia, che gli risparmia degli spiaceri, non permettendogli di legarsi irrevocabilmente.

Un minore o maggiore non potrà, salvo il caso di parentela, far che legati per ricompensare i medici, chirurghi o speziali, che lo curarono, ed al ministro del culto che lo assistette ne' suoi estremi momenti. In veruno stato della sua vita le sue disposizioni a profitto degli ospizj, de' poveri d' una comune o degli stabilimenti di utilità pubblica non avranno il loro effetto, che per quanto verranno autorizzate da un decreto del governo. Infine la politica esigendo fra

i popoli una perfetta reciprocità, il progetto non permette di disporre a benefizio d'uno straniere, che nel caso in cui questo straniere potrebbe egualmente disporre a benefizio d' un francese.

Ma qual sarà la porzione de' beni disponibile?

Il progetto dapprima fissa la quota parte de' beni di cui può disporre il padre. Sembra che la legge potrebbe riportarsi ai genitori nella disposizione delle loro facoltà. È ben spiacevol cosa il pensare che siavi d' uopo che la legge si frapponga fra essi ed i loro figli, e sembri voglia esser più saggia della natura.

Ma allorchè i costumi hanno perduta la loro primitiva purezza, allorchè molti esempj attestarono che i genitori non sono sempre scevri di errori e d'ingiuste preferenze, allorchè altri più numerosi provarono la mala condotta e l' ingratitudine de' figli, convenne che la generale volontà mettesse de' limiti alla parzialità degli uni, ed un freno ai traviamenti degi altri.

Bisognò pure per altri motivi permettere ai genitori di compensare gli amici, di soddisfare ai benefizj ricevuti. Felice cosa quan-

do questa volontà concilia gl' interessi della società ed il voto della natura!

La legge colse questo scopo: essa distingue la linea diretta dalla collaterale.

Nella prima, essa limita la libertà dell'uomo.

Nella seconda, intiera gliela lascia.

Se un genitore non ha che un figlio, può disporre la metà de' suoi beni.

Se ne ha due, non può disporre che di un terzo.

Se ne ha tre o un numero maggiore, non può disporre che d'un quarto.

Se il morto non lascia figlj, bensì ascendenti delle due linee paterna e materna, non potrà disporre che la metà delle sue facoltà; di tre quarti disporrà se non lascia ascendenti che in una sola linea.

L' indefinita libertà di disporre nella collaterale provò delle difficoltà. Quelli che vi si opponevano, consideravano i fratelli come eredi naturali d' una porzione delle facoltà de' loro fratelli

Senza dubbio i legami che uniscono due esseri nati dal padre medesimo, allevati ed educati assieme, chiamati a dividere le facoltà provenienti dalla stessa origine, devono

produrre delle dolci e durevoli affezioni; ma tutto ciò non acquista un diritto irrevocabile. I fratelli crediteranno da' loro fratelli, in forza della legge, se non vi sono contrarie disposizioni, e se ve ne sono, egli è perchè delle affezioni più dolci, più potenti vinsero l'attaccamento che il fratello avava all' altro fratello saputo ispirare.

Puossi trovare degl' ingiusti fratelli, o da violenti passioni traviati. Ma il legislatore può egli prevenire tutti gli abusi? Il fratello ingiusto, il fratello traviato non avrebbe egli sempre de' modi onde eludere la legge che molesterebbe la sua libertà?

Che il padre sia obbligato a lasciare una porzione delle sue facoltà a' suoi figli, questo è un dovere che la natura impose anteriormente alla legge.

Che il figlio ed il nipote sieno obbligati lasciare egualmente ai loro ascendenti porzione delle loro facoltà, questo pure è un dovere che la natura e la riconoscenza d'accordo colla legge loro impose.

Allorchè questi primi rapporti più non esistono, o che l' uomo soddisfece a ciò che gli incombeva, la legge dev' essa obbligarlo

a lasciare ancora porzione de' suoi beni a' que' fratelli medesimi de' quali avrebbe motivo di lagnarsi?

Se esiste l'amicizia, il fratello non sarà dall'altro fratello spogliato.

Se i benefizj nulla impressione fanno sul suo cuore, la legge non può interporre la sua autorità; essa lo può, essa lo deve allorquando trattasi d'un figlio rispetto a suo padre, o d'un padre rispetto a suo figlio, giacchè i buoni costumi e la natura sarebbero egualmente oltraggiati se il figlio poteva essere impunemente ingrato, e se il padre poteva negare a que' cui diede vita i mezzi che può procurar loro onde vivino con decoro nella classe in cui li fece nascere.

Infatti rimarcate, o legislatori, che la legge diede al padre il terribile diritto di punire il figlio ingrato, il diritto sì consolante di ricompensare quello ch'è degno di sua affezione. E perchè rifiuterebbe essa al fratello il diritto di punir l'altro fratello di cui ha de' motivi di esser malcontento, o quello di rimunerare quel fratello di cui non ha che a lodarsi; il diritto infine di

beneficare un amico che il suo cuore può preferire ai collaterali i più prossimi, allorchè ha motivo d'esserne malcontento.

Può il suo cuore tradire la sua mano: questo è vero; ma per alcune isolate circostanze che affliggono lo spirito del legislatore dev' egli sacrificare la generalità de' fatti? Non è d'uopo forse convenire che i grandi errori, i traviamenti che corrompono i costumi sono rari, e che il corso generale della vita non offre che fatti di cui le famiglie non hanno nè da arrossire, nè da lamentarsi?

Lasciamo dunque alla natura quanto se le deve senza pericolo, e non mettiamo alla libertà dell' uomo che i limiti de' quali ha di bisogno la sua debolezza.

Soventi volte l'interesse spezza i legami del sangue. Che sieno adunque rinnovati dall' interesse medesimo, che il fratello incapace d'amare il suo fratello senta nel suo traviato cuore, che conviene almeno che il suo odio non si faccia conoscere, de' riguardi stabiliti dalle convenienze diverrebbero per lui un' abitudine, e lo condurrebbero all' amicizia gradatamente, e per così dire al suo scopo.

Che quello che non sarà abbastanza felice per apprezzare un sì dolce sentimento, per sentire che deve fargli de' sacrifizj, che sarà incapace di alcuna virtù, senti almeno che deve cedere alla necessità, al suo proprio interesse.

Ciò è abbastanza: poichè cosa pretende la società? delle virtù sempre pure? È una chimera il pretenderle; bastano delle virtù morali ispirate da' rapporti, prescritte dal bisogno, e il di cui risultato è sempre la concordia e l'unione de' membri delle famiglie: virtù che sole formano la forza della società e sole garantiscono i costumi dall' influenza delle scandalose divisioni.

Ma la legge dev' essa permettere ai genitori di dare ad uno de' loro figlj la porzione disponibile? Non si stabilì un' ineguaglianza che ripugna a' nostri principj.

È pure una chimera quest' uguaglianza che si credette poter stabilire. Al giorno d' oggi ne siamo ben convinti, e possiamo di buona fede convenire che è impossibile realizzarla.

L'ineguaglianza delle fortune è inevitabile ed essa è il risultato della natura dell' uomo

e dello stabilimento delle società. Essa esisterà sempre relativamente alle facoltà fisiche, morali ed industriose, e quest' ineguaglianza trascinerà necessariamente quella delle fortune. Infine, legislatori, lungi da voi questa fallace teoria che ha potuto stravolgere gli spiriti per qualche istante. Fissate piuttosto i vostri sguardi sul bene che può produrre la legge che rende ai genitori il potere di ricompensare quello fra suoi figlj che avrà saputo meritarselo, e di lusingar tutti di tale ricompensa sì dolce per quello che è abbastanza felice per sentirne il prezzo.

L'esperienza che fu fatta sulla legge del 4 germinale anno VIII, contro la quale varj si sono opposti con tanta perseveranza, ma sempre senza successo, giustifica bastantemente il sistema adottato dal progetto.

Che non si ripeti quì che l'interesse non deve sempre esser offerto ai figlj come un motivo che li porti a rendere a' loro genitori le premure ed i riguardi, di cui la natura e la riconoscenza lor fanno un dovere.

È bellissimo senza dubbio il pensare che la natura e la riconoscenza debbano parlare

con molto di forza al cuore d'un figlio; ma l'esperienza ci ha sgraziatamente provato che non è ciò sì esatto; e se l'interesse può aggiungere un grado di forza a questi due sentimenti, perchè trascurarlo? Il legislatore non dev' ei mettere in moto tutte le risorse del cuore umano per far rinascere tutte le virtù? È quando se ne vede l'esercizio, perchè inquietarci della causa? Quando un capo d'opera colpisce i vostri occhj, vi occupate forse a scoprirne i mezzi grossolani, mediante i quali pervenne a questa perfezione? Lasciamo all' uomo i difetti che spettano alla sua natura; la grand' arte del legislatore è di farli rivertere al bene generale della società.

Se ne occupa il progetto di legge permettendo ai genitori di dare la porzione disponibile ad uno de' suoi figli, purchè la disposizione sia stata fatta espressamente a titolo d'antiparte; e per mettere un saggio termine a questa benefica disposizione esso dice: « *Art.* 919. La dichiarazione, che la
» donazione od il legato è a titolo di anti-
» parte o di prelegato, potrà farsi tanto
» coll' atto stesso che contiene la disposi-

» zione, quanto con un atto posteriore nella
» forma delle disposizioni fra vivi o testa-
» mentarie. »

Il progetto si occupa in seguito della riduzione delle donazioni e de' legati. Le diposizioni ch' eccederanno i limiti della legge saranno riducibili; ma questa riduzione non potrà esser chiesta che da quelli a profitto de' quali la legge fa la riserva, loro eredi, cessionarj o creditori. I donatarj e legatarj, nè i creditori del morto non potranno domandarla.

Si agitò molto la questione onde sapere, se almeno i creditori del morto potranno esercire i loro diritti sui beni raccolti da questa riduzione.

Per l'affermativa, si diceva che i figlj non potranno domandare la riduzione che a titolo d'eredi; che fin d'allora essi si trovavano aggravati di pagare i debiti posteriori alla donazione; che d'altronde egli era giusto che un figlio nulla prendesse nella successione di suo padre prima di aver pagati i suoi debiti.

Dapprima non è in qualità d'eredi che i figlj domandino la diminuzione; ciò è tanto

vero, che la porzione donata, la quale cedeva alla riserva legale, era separata dalla successione.

I figlj l'acquistarono sul donatario; essi la prendono sì libera come l'era nelle sue mani; adunque nelle sue mani era libera de' debiti che il donatore ha contratti posteriormente alla donazione.

In seguito la legge può decidere un diritto positivo in quanto non nuoce agl'interessi de' terzi. Adunque i creditori che non hanno il diritto di domandare la riduzione non possono lagnarsi ch'essa torni ad avvantaggio di quelli ai quali la legge permette di chiederla, poichè non sarebbero meglio trattati nel caso in cui tal riduzione non fosse domandata. Non ebbero giammai il diritto di chiedere sulle donazioni il pagamento de' creditori posteriori alla donazione, poichè non furono giammai vincolati a ciò i beni donati. In guisa tale, non perdendo verun diritto sulla riduzione, essi non debbono esercirne alcuno sui beni per tal mezzo riacquistati.

Rimasimo sorpresi dell'idea che un figlio non deve punto godere delle facoltà che

appartennero a suo padre, ed essere dispensato dal pagamento de' suoi debiti. A ragione, quando si tratti di beni sui quali li creditori dovettero calcolare contrattando col padre; ma lo scrupolo prodotto da un sentimento liberalissimo, non è fondato, allorchè trattasi di beni che i creditori non hanno giammai potuto considerare come un pegno, poichè essi non formavano più la proprietà del loro debitore.

Il modo di procedere alla riduzione è conforme ai principj della più sana dottrina.

Le donazioni non saranno ridotte che svaniti li beni compresi nelle disposizioni testamentarie.

Se, svaniti questi beni, la riduzione non è completa, si attaccherà l'ultima donazione, e così di seguito rimontando fino alla più antica.

Ed allorchè il valore delle donazioni fra vivi eguaglierà la quota parte disponibile, tutte le disposizioni testamentarie saranno caduche.

Ma nel caso delle disposizioni, testamentarie se il testamento dichiarò che vuole che quel tal

legato sia di preferenza supplito agli altri, questa preferenza avrà luogo, ed il legato non sarà ridotto che in quanto il valore degli altri non riempisse la riserva legale.

In tal guisa trovasi conservata questa massima del diritto romano *dicat testator et erit lex*; in tal guisa pure fu conservata una massima così sacra, che vuole che il testamento non prevali su una donazione, poichè un atto sinallagmatico non può essere distrutto dalla volontà d'uno de' contraenti.

La donazione fra vivi, per esser valevole, dovrà essere accettata; e la maniera con cui l'accettazione potrà esser fatta per gli assenti, per i minori, per le femmine, per i sordi-muti, per gli ospizj e stabilimenti di pubblica utilità, è conforme alle antiche leggi.

La donazione de' beni suscettibili d'ipoteca sarà trascritta e la mancanza di trascrizione potrà essere intestata da ogni persona avente interesse, eccettuati tuttavolta il donatore e le persone incaricate di far fare la trascrizione, o i loro aventi-causa.

La donazione è di sua natura irrevocabile, se conforme alle regole prescritte dalla legge.

Ma l'ingratitudine, ma la sopravvenienza di figlj, ma l'inesecuzione delle condizioni sotto le quali fu fatta, la rendono revocabile.

L'ingratitudine si manifesta per attentato contro la vita del donatore, per delitti, sevizie o ingiurie gravi, delle quali il donatario si fosse reso colpevole verso il donatore; finalmente per rifiuto d' alimenti.

Le donazioni in favor del matrimonio sono eccettuate della revoca per cagione d'ingratitudine, e sentitene il motivo: sono esse meno una liberalità in favor del donatario, che un contratto fra due famiglie, in considerazione d'un' unione che deve dare l'esistenza a de' fanciulli chiamati a raccoglierla.

Frattanto consimili donazioni saranno revocabili per la sorvenienza d'un figlio legittimo, o per la legittimazione d'un figlio naturale per susseguente matrimonio, se son fatte da altri fuorchè da conjugi o loro ascendenti. Così dev' esserlo: gli stranieri non hanno minori motivi degli ascendenti e degli sposi per dare; è naturale d'immaginarsi che non avrebbero donato se avessero avuto de' figlj o se avessero creduto d'averne in progresso.

Ma la sopravvenienza di figlj dev' essa annullare la donazione per intero? Non sarebbe più conveniente di lasciar sussistere la donazione per la porzione di cui il donatore può disporre quando ha dei figlj? Perchè levare al donatario ciò che, in tal caso, il donatore avrebbe potuto donargli? Quest' idea sembrava abbastanza naturale, ma fa d'uopo considerare che disporre d'una porzione de' suoi beni, quando si ha de' figlj, non è necessario. Non è questo un dovere imposto dalla legge, è una pura facoltà ch' essa concede, e non si può dire che il donatore ne avesse usato se avesse avuto de' figlj. Tutto al più la revoca non impedirà al donatore di donare con un nuovo atto la porzione disponibile, se ne ebbe l'intenzione, malgrado la sorvenienza de' figlj.

Invano dicesi che molti esempj provarono che de' donatori, in odio al donatario, ricorsero al matrimonio ed anche a' matrimonj sproporzionati per avere un figlio che farebbe rivocare la loro liberalità.

Tali esempj non possono determinare il legislatore. Il donatario non è esente di scusa, se il donatore si risolve a punirlo.

Forse non si fece conoscere ingrato a segno di autorizzare il donatore a domandare la revoca per motivo d'ingratitudine, ma non fu abbastanza riconoscente onde il donatore abbia motivo di applaudire la sua generosità.

Il donatore non può che guadagnare rispetto a questa donazione della legge; e diffatti non merita ei forse più di riguardi per parte del legislatore, che il donatario che non sa perseverare nell' affezionarsi il suo benefattore?

Finalmente l'interesse del figlio nato dopo la donazione è molto forte; esso deve vincerla su ogni altra considerazione.

La revoca, una volta che fu eseguita, la donazione non può più risorgere morendo il figlio, a meno che non succeda per nuova disposizione.

La revoca si fa di pieno diritto per sopravvenienza di figli.

In due circostanze essa dev' esser chiesta:

1.° Per ingratitudine;

2.° Per inesecuzione delle condizioni.

Se è domandata per ingratitudine, dev' esserlo nell' anno, contando dal giorno in cui il delitto sarà conosciuto dal donatore.

Per queste due sorta di revoca, di cui l'una si fa di pieno diritto e l'altra dev' esser domandata, si dovette stabilire una differenza nella restituzione de' beni dati.

Così, nel caso di revoca per sopravvenienza di figlj, i beni dati entreranno nel patrimonio del donatore liberi d'ogni aggravio ed ipoteca per parte del donatore.

Sarà lo stesso nel caso di revoca per inesecuzione delle condizioni.

Per verità le condizioni di cui una donazione può esser aggravata sono infinite. Ve ne sono di quelle che dipendono dalla volontà del donatario; ve ne sono di quelle che in parte dipendono dalla sua volontà, in parte da quella d'un terzo; ve ne sono di quelle che dipendono da combinazioni estranee al donatario. Si contrastò che la revoca non dovrebbe produrre lo stesso effetto per l'inesecuzione di tutte le specie di condizioni; che spetta ai tribunali a pesare tutte le circostanze, ed in quali casi di revoca per inesecuzione delle condizioni le facoltà dovrebbero rimanere aggravate dai pesi che derivano per opera del donatario, ed in quali casi essi dovrebbero esserne esenti.

Ma sia che le condizioni dipendino dalla sola volontà del donatario, sia che dipendino pure dalla volontà d'un terzo, sia per fine che sieno subordinate a circostanze indipendenti dalla sua volontà o da quella d'ogni altro, il diritto del donatore o de' suoi eredi e quelli de' creditori del donatario debbono essere uguali.

Da un lato il donatore non volse spogliarsi de' beni dati, che nel caso in cui le condizioni da lui imposte sulla sua liberalità venissero eseguite.

Dall' altro il donatario dovette sapere che la mancanza d'esecuzione delle condizioni trascinerebbe seco la revoca della donazione, e che fin d'allora non dovè, nè potè valevolmente aggravare l'oggetto della donazione de' pesi stranieri al donatore prima dell' esecuzione delle condizioni.

I creditori dal loro canto non poterono ignorare le condizioni della donazione, non ignorandone la donazione stessa.

Se la condizione dipende in parte dalla sola volontà del donatario, il creditore ha seguita la fede del donatario e non ha più motivo a dolersi, se quest' ultimo non com-

piendo la condizione, lo priva del suo diritto sull' oggetto donato.

Se la condizione dipende in parte dalla volontà del donatario ed in parte da quella di un terzo, il creditore deve se solo incolpare se ha seguita la fede del donatario e quella del terzo. In questo caso, come nel primo, nulla v'è da lamentarsi.

Finalmente se la condizione dipende da accidenti stranieri al donatario, il creditore libero di prestare o di non prestare non può che di se stesso dolersi se ebbe la debolezza di abbandonare i suoi fondi alla fede d'incerti avvenimenti.

Voi sentite, legislatori, che in tutte queste ipotesi la legge è giusta egualmente.

Voi sentite pure che nel caso di sorvenienza di figlj, come in quello d'inesecuzione delle condizioni, nulla v'è di certo per il creditore; che in un caso, come nell' altro, l'interesse prezioso a conservarsi è quello del donatore che non ha avuta l'intenzione di spogliarsi; nel primo caso, se a lui nasce dei figlj; nel secondo, se non ottiene dal donatario l'esecuzione delle donazioni che impose alla sua liberalità.

Circa la revoca per motivo d'ingratitudine, sia che sembri naturale di credere che il creditore non possi prevedere che il donatario se ne rendi colpevole, sia che sembri del pari naturale di supporre che il donatore gli perdonerà, il progetto stabilisce che questa revoca non arrecherà pregiudizio nè alle alienazioni fatte dal donatario, nè alle ipoteche od altri carichi reali che egli avrà potuto imporre sull' oggetto della donazione prima della domanda di revoca.

Finalmente, siccome il diritto di revocare spetta alla natura, ai buoni costumi, all' interesse del matrimonio, il donatario non può rinunziarvi; sarebbe nulla simil clausola.

Circa al diritto di riversibilità, alcune costumanze lo ammettevano senza stipulazione; altre non lo ammettevano che nel caso in cui fosse stipulato.

Era giusto questo diritto, ma fa d'uopo che sia riservato, ecco il vero principio. Il progetto di legge lo conferma. Quando è riserbato, li creditori non hanno da lamentarsi, poichè poterono conoscere la stipulazione egualmente che la donazione.

Io passo alle disposizioni testamentarie. Il progetto dà le regole generali sulla forma de' testamenti.

Qualunque persona potrà disporre per testamento olografo, pubblico o mistico, sia sotto il titolo d'istituzione d'eredi, sia sotto il titolo di legati universale o particolare, sia sotto qualunque altra denominazione, atta a far conoscere la propria volontà.

Le forme particolari a ciascuno di questi tre testamenti sono chiaramente espresse.

Di più, il progetto dà delle regole particolari sulla forma dei testamenti militari, de' testamenti che saranno fatti in un luogo col quale fosse intercetta la comunicazione a cagion di peste od altra contagiosa malattia, e de' testamenti che saranno fatti sul mare, nell' attualità d'un viaggio.

Conveniva regolare la forma di disporre per quelli che si trovavano in istraniero paese; ed il progetto di legge loro permette di testare con atto, sotto privata sottoscrizione, come in Francia, o per atto pubblico colle forme usate nel luogo ove sarà fatto.

Finalmente tutte le formalità sono di ri-

gore e la loro inosservanza annulla i testamenti.

Dopo di aver fissato le regole sulla forma de' testamenti, il progetto spiega le varie specie di disposizioni testamantarie e gli effetti di ciascuna. Nel romano diritto l'uomo stabiliva un erede.

Nel diritto di costumanza non si riceveva che dalla legge il titolo di erede, e l'uomo non istituiva che de' legatarj universali.

Un solo codice ora amministrerà la giustizia in tutta la Francia; conviene adunque che vi sia un uniforme modo di disporre. Si potrà per testamento fare un erede od un legatario; ma sotto l'una o l'altra denominazione i diritti saranno eguali.

Convenne conservare la facoltà d'impiegare la qualificazione d'erede per non scostarsi molto dagli usi. Resterà adunque la parola: ma l'effetto dell'istituzione d'erede essendo lo stesso che quello dell'istituzione di legatario, il diritto sarà uniforme, e per rendere più semplice l'idea, una di queste parole sarà dell'altra sinonima.

Allora spariranno le macchie del diritto

antico, poichè il titolo di erede presentava un' altra idea, era soggetto ad altre leggi diverse dal titolo di legatario universale.

Non si distinguerà più che l'erede legale o naturale, e l'erede istituito o legatario.

L'erede della legge, al quale una quota parte di beni è riservata, si trova impossessato di pieno diritto di tutte le facoltà delle successioni; e da ciò risulta ne' nostri principj la conseguenza che l'erede istituito, il legatario dovran domandare il rilascio di ciò di cui il testatore avrà disposto in suo favore sotto l'uno o l'altro titolo.

Se il morto non lascia erede al quale la legge accordi una quota parte di beni, allora l'immissione legale è nelle mani dell' erede istituito o legatario universale, che deve in questo caso fare il rilascio de' legati particolari.

Dietro gli antichi nostri principj, ciò che ad altri apparteneva poteva legarsi, abbenchè il testatore sapesse che a lui non appartenesse. Questa decisione aveva maggior fondamento nella sottigliezza che nella ragione.

Allorchè il testatore sa che la cosa che

lega non gli appartiene, ci fa un legato derisorio; quando lo ignora, vi è un errore; in questi due casi il legato è annullato. Ciò è quel che decide il progetto di legge. Esso non contiene verun rimarchevole cambiamento sulla nomina, funzione ed obblighi degli esecutori testamentarj. All' incirca esse sono le stesse che si usavano nell' antico diritto.

Sulla revoca de' testamenti ci siamo allontanati dal principio, dietro il quale il testamento era riputato revocato da un altro posteriore. Si presumeva che tale fosse stata l'intenzione del testatore.

Questa presunzione poteva esser contraria alla verità. La legge non deve stabilire che presunzioni certe ed infallibili. È dunque conveniente di esigere che il secondo testamento contenghi la dichiarazione del testatore che *cangia di volontà*. Questo è ciò che presenta il progetto: esso vuole che i testamenti posteriori che non rivocheranno, con espresse parole, li precedenti, non annullino in questi che le disposizioni che fossero incompatibili colle nuove, o che ne fossero contrarie.

Il diritto di aumento aveva fatto insorgere delle difficoltà innumerabili. Trovasi negli autori, sia nel diritto scritto, sia ne' paesi di costumanza, delle sottili disposizioni più proprie ad imbrogliare che a rischiarare un punto di diritto che sembrava difficilissimo a sciogliersi. Il progetto fa cessare ogni controversia co' mezzi con cui precisa i casi ne' quali vi sarà luogo ad aumento a beneficio de' legatarj.

Esso dice: « Il legato sarà reputato come » fatto *congiuntamente* allorchè lo sarà da » una sola e medesima disposizione, e che » il testatore non avrà assegnata la por- » zione di ciaschedun collegatario nell' og- » getto legato.

» Sarà pure riputato come fatto *congiun-* » *tamente* quando un oggetto che non è » suscettibile di esser diviso senza dete- » rioramento, sarà stato dato dallo stesso » atto a varie persone, ancorchè separata- » mente. »

Eccomi giunto ad un punto delicatissimo, quello cioè delle sostituzioni. Voi sapete quanto si scrisse pro e contra da' primi giorni della rivoluzione fino a questo momento.

Le sostituzioni sono state stabilite da un buonissimo principio, ma s'introdusse l'abuso in questa parte del nostro diritto come in varj altri.

I decreti dei re di Francia, che cercavano di ridurle in più ristretti limiti, ne comprovano la verità.

L'assemblea costituente fu infetta dello stesso abuso; non ebbe essa che il tempo di distinguerlo ai legislatori che dovevano rimpiazzarla, e successe ciò che accade sempre ne' primi momenti in cui la riforma esercita il suo potere.

La convenzione nazionale (1) oltrepassò il termine in cui era segnata la linea sulla quale riposavano gl' interessi di tutti.

Le sostituzioni trascorsero tre gradi; questo era troppo.

Esse erano a favore de' primogeniti, ed in seguito di maschio in maschio, ed i beni non passavano alle femmine che in mancanza de' maschj.

La preferenza era odiosa ed ingiusta.

---

(1) Vedi i decreti de' 25 ottobre e 14 novembre 1792.

Si corresse questo eccesso per l'eccesso contrario, abolendo intieramente le sostituzioni.

Finalmente risorge l'aurora. La ragione può farsi intendere ora che è annichilato il regno procelloso della riforma. Si conobbe che era un abuso tutto distruggere; che non conveniva sempre e di troppo ascoltare l'odio contro le istituzioni che si erano invecchiate assieme ai vizj; che l'interesse generale doveva tranquillare questo sentimento e dirigerlo in combinato modo fra ciò che è pericoloso e ciò che può esser utile.

Sotto quest' aspetto il progetto di legge contiene,

1.º Che i beni di cui i genitori avranno la facoltà di disporre potranno esser donati, col cairco di renderli ai figlj nati e da nascere al primo grado soltanto, de' donatarj.

2.º Che le disposizioni non saranno valevoli che in quanto il carico di restituzione sarà a profitto di tutti i figlj senz' eccezione, nè preferenza di età o di sesso.

3.º Che questo diritto concesso ai figli del donatario passerà per effetto della rappresen-

tanza a' loro figlj, il di cui padre fosse morto prima di raccogliere.

Tali restituzioni tutto al più saranno soggette a delle formalità che il progetto di legge spiega con molta precisione.

Il progetto accorda ai genitori ed altri ascendenti la più dolce magistratura, confidando loro il potere di fare fra i proprj figlj la disposizione delle loro facoltà.

Il legislatore dovette prevedere il caso in cui questa divisione non fosse generale e quello in cui essa colpisse gl' interessi d' uno de' figlj.

Nel primo caso, cioè in quello in cui la divisione non fosse fatta fra tutti i figlj, essa sarà nulla del tutto. Il padre prova con quest' atto che si scordò uno de' suoi figlj, che di troppo l' occupò degli altri, e per conseguenza non compì con imparzialità la magistratura che la legge gli aveva affidata.

Nel secondo caso, quello fra i figlj che si credesse leso di più del quarto, potrà attaccare la divisione perchè l' eguaglianza deve regnare nella divisione, fatta dal padre, egualmente che in quella che i figlj fanno loro medesimi, dopo d' aver raccolta la successione del

loro autore. Termino colle donazioni le più favorevoli , voglio dire quelle fatte per contratto di matrimonio o durante il matrimonio. Nulla evvi di più sacro , senza dubbio , che tutto quello che tende a stabilire un' unione sì santa , ed alla quale il legislatore deve tutta la sua protezione onde assicurarne la durata e la prosperità.

Così il progetto permette ai genitori , agli altri ascendenti , ai parenti collaterali degli sposi, ancor pure agli stranieri di donare per contratto di matrimonio tutta o parte de' loro beni che lascieranno al momento della lor morte , sì a profitto degli sposi , che de' figlj nascituri del loro matrimonio nel caso in cui il donatore sopravvivesse allo sposo donatario.

Sembrerà che , attesa la generalità di questa disposizione , il legislatore permetta di oltrepassare, ad avvantaggio del matrimonio , i limiti che anteriormente pose alla libertà di disporre ; ma egli spiega la sua intenzione con un sussseguente articolo, dicendo che queste donazioni saranno, al momento che si aprirà la successione del donatore , riducibili alla porzione di cui la legge gli permetteva di disporre.

I soli favori che l'interesse del matrimonio fece ammettere son quelli che le donazioni che il contratto conterrà non saranno nulle per difetto di accettazione, ch'esse potranno esser fatte cumulatamente de' beni presenti ed a venire in tutto o in parte, e ch' esse non potranno esser revocate da altre disposizioni a titolo gratuito, se ciò non è per somme modiche sia a titolo di ricompensa o altrimenti.

Dopo d'aver regolato ciò che gli sposi potranno ricevere in forza del loro contratto di matrimonio dai loro parenti e dagli stranieri, era necessario regolare gli avvantaggi che essi potranno farsi fra loro per contratto di matrimonio e per atti susseguenti. Questo è l'ultimo capitolo del progetto.

Per contratto di matrimonio gli sposi potranno farsi quelle donazioni che crederanno a proposito. Quella de' beni presenti ed a venire non sarà riputata fatta sotto la condizione di sopravvivenza del donatore, se questa condizione non è formalmente espressa. La donazione delle facoltà a venire non sarà trasmissibile ai figlj nati dal matrimonio, in caso di morte dello sposó donatario, prima dello sposo donatore.

Durante il matrimonio uno sposo, se non ha figlj o discendenti, potrà dare all' altro tutto ciò che potrebbe dare ad uno straniere, più l'usufrutto della totalità della porzione che la legge riserva.

Nel caso in cui lasciasse de' figlj o discendenti, potrà donargli un quarto in proprietà ed un quarto in usufrutto, o la metà di tutte le facoltà in usufrutto.

Per evitare l'effetto delle sorprese che potrebbero esser fatte ad uno sposo dall' altro, che a proposito impiegando tutte le astuzie d'un simulato attaccamento, si farebbe fare una donazione, della quale se ne renderebbe indegno, la legge permette al conjuge donatore di revocare la sua liberalità; la donna per questa revoca non avrà bisogno d'esser autorizzata: disposizione infinitamente saggia, poichè essa schiva al benefattore degli spiaceri e permette di abbandonarsi senza pericolo alle sue tendenze.

Finalmente conveniva prevenire le donazioni indirette fra sposi per persone interposte della porzione di beni che non possono donarsi. Il progetto di legge le proibisce e l' ultimo articolo specifica sì chiara-

mente per quanto è possibile i casi in cui queste donazioni saranno riputate fatte a persone interposte.

Ecco, o legislatori, l' analisi che fui incaricato presentarvi, d' un sì importante oggetto.

Il tribunato votò per l' adozione. Vi vidde consacrati nel progetto di legge che fu analizzato i principj antichi che avevano avuta l' approvazione generale e di tutti i tempi, ed i nuovi principj reclamati dall' esperienza e dalla giustizia.

La libertà di disporre vi è così estesa, quanto potevano permetterlo l' interesse delle famiglie e quello della società.

Le due maniere di disporre per donazione fra vivi o per testamento sono soggette ad invariabili forme.

Le sostituzioni sono proibite; sono rimpiazzate le disposizioni che conservano ciò che avevano d' utile.

Le dimissioni di beni sono egualmente soppresse. Un' istituzione soggetta a minori abusi permette ai padri di dividere finchè vivono le loro facoltà fra i loro figli.

Ciò che gli sposi possono ricevere, ciò che possono donargli, tutto con saggia economia è regolato.

Fin quì le leggi variarono sul grado di libertà, di cui l'uomo deve godere nella disposizione de' suoi beni. Siccome esse non erano fondate sulle vere massime dell'ordine pubblico e della natura, non potevano esser durevoli: esse non ebbero che l'esistenza degli errori, che svaniscono allorchè la ragione fa risplendere la sua luce, il di cui chiarore è tanto più animato, quanto più fu oscurato per lungo tratto di tempo dalle passioni.

La legge proposta è lungi dal temere simil sorte.

Se si deve calcolarne la sua durata sulla saviezza delle sue disposizioni, si può predire che essa sarà il Codice de' secoli avvenire; essa è in armonia col diritto inerente alla proprietà, colle affezioni de' genitori e degli sposi, coi doveri de' figli verso gli autori de' loro giorni, coi riguardi che i collaterali si devono reciprocamente onde rattenere fra loro questa pace, quest'unione che formano la delizia della società e sono i primi saggi che garantiscono i pubblici costumi, composti dai costumi particolari.

È grato, o legislatori, nel finire questa

sessione di portar seco questa lusinghiera speranza e di poter dirsi che dopo i lunghi e tormentosi giorni rivoluzionarj siamo giunti finalmente a dare al popolo francese le leggi le più sagge, quelle almeno che convenivano nel miglior modo ad una società d' uomini che acquistarono la loro libertà e che ne gustano tutto il valore.

Queste sono quelle considerazioni che fecero determinare al voto di adozione il tribunato; esse senza dubbio vi determineranno a dare al progetto di legge quella sanzione di cui abbisogna.

NOTE ED OSSERVAZIONI

Sulla seconda legge del Libro III del Codice Civile.

(1) Art. 893. Non si potrà disporre de' suoi beni per donazione a cagion di morte. Da molto tempo tal sorta di donazioni era abrogata in Francia. Dapprima esse non erano esecutorie e valevoli che in quanto esse erano rivestite delle formalità de' testamenti o de' codicilli. Frattanto il favore accordato ai contratti di matrimonio le aveva fatte autorizzare. Queste donazioni erano revocabili a piacere, poichè esse non dovevano avere il loro effetto che in caso di morte, e che perchè la volontà dell' uomo è periclitante fino a quel momento *Voluntas hominum est ambulatoria usque ad mortem.*

(2) Art. 894. Tutte le difficoltà delle donazioni presentate dagli autori sono concepite ne' termini di quest' articolo; perfettameute ciò vi si rimarca. Vedi Pothier, Rousseau, Argou, Richard. *Donatio est cum quid, nullo jure cogente, concedit*, leg. 29. Oltre la libertà vi vuole quì l' irrevocabilità e l' accettazione.

(3) Art. 895. *Testamentum est, testatio mentis de eo quod quis vult fieri post mortem suam.* Tale definizione non è sì esatta come quella di quest' articolo, in questo senso ch' essa non si applica precisamente alle donazioni e ch' essa non è più estesa; è vero che quì non si tratta che della do-

nazione per testamento, e non del testamento in generale.

(4) Art. 896. Ecco conservate le disposizioni della legge del 25 ottobre e 14 novembre 1792, anno I della rep. franc.

(5) Art. 897. Il cap. V tratta della *restituzione* che deve esser fatta della porzione disponibile dal donatario che n'è gravato. *Vedi il cap. V per intero.*

(6) Art. 898. V'è sostituzione allorchè si mette in luogo d'un altro *substitutus, qui stat sub.* Quello che non raccoglie, non sottentra. Il terzo che è chiamato, viene immediatamentee dopo il donatore. Questa è tutto al più una donazione fatta sotto condizione che il donatario, o l'erede istituito, o il legatario non raccoglierebbero la disposizione.

(7) Art. 899. Queste sono due donazioni, una dell'usufrutto, l'altra della proprietà, che di fatto non caderà che dopo quella dell'usufrutto; ma il donatario della proprietà non è sostituito a quello dell'usufrutto; quello dell'usufruto non raccolse la medesima cosa, come quello della proprietà. Solamente quest'ultimo non dovette godere della sua cosa intera che ad un determinato tempo.

(8) Art. 900. Le condizioni impossibili, quelle opposte alle leggi, ai costumi, sono escluse pure dai contratti di matrimonio, che sono i più suscettibili di ogni sorta di stipulazione.

(9) Art. 901. *Si sanæ mentis fuerit cum conderet testamentum.*

(10) Art. 903. La maggioranza essendo a' 21 anni

e le costumanze avendo distinto i testamenti de' minori (*quella di Parigi art.* 293), conveniva nell' avanzare la maggioranza avanzare pure l' età in cui i minori potessero testare; essi non potevano farlo che a' 20 anni; essi lo potranno ora a 16. « Per te-
» stare di mobili, d' immobili, acquisti, *dice l' art.*
» 293, conviene aver *compita l'età di* 20 *anni*; e
» per testare di un quinto de' proprj (che era
» la sola parte de' proprj disponibili, gli altri quattro
» quinti appartenendo agli eredi), conviene aver 25
» anni compiti. » — « Tuttavia se il testatore non
» ha mobili, nè acquisti, nè immobili, può al caso
» suddetto testare de' suoi proprj dopo aver compiti
» i 20 anni, *art.* 294. » — I minori dell' età di 20 anni, o emancipati dal matrimonio, potevano donare fra vivi i loro mobili.

(11) Art. 905. *Vedi* gli art. 211, 213 del primo libro del Codice, che esigono il concorso del marito ne' contratti, od il suo consentimento in iscritto, o una sentenza del tribunale di prim' istanza del circondario del comune domicilio. — Donare vale alienare — conviene godere de' suoi diritti per poterlo fare, e la donna non li gode: gli occorre l' autorizzazione di suo marito per tutti i contratti, pure per presentarsi in giudizio in materia civile. — Il rispetto per li testamenti la fece dispensare dall' autorizzazione per farne.

(12) Art 906. *Vedi la nota sull' art.* 725.

(13) Art. 907. Quest' è l' articolo 276 della costu-

manza di Parigi, colla differenza di ciò che concerne i maggiori.

(14) Art. 909. *Vedi la nota sull' art.* 756.

(15) Art. 913. L' art. 276 della costumanza di Parigi comincia con queste parole: « Li minori *ed altre* » *persone essendo in altrui potere non possono do-* » *nare* o testare direttamente, o indirettamente a » profitto de' loro tutori, curatori, maestri *ed al-* » *tri loro amministratori.* » Queste disposizioni avevano fatto estendere la proibizione di ricevere delle donazioni, non solo a quelli di cui parla l'art. 199 del Codice, ma ai maestri appresso i quali i minori erano in educazione, ai conventi in cui si pensionavano le figlie, ai giudici e procuratori, ai monasteri ove professavano ed ai conventi dello stesso ordine . . . . . Le parole *ed altre persone* collocate dopo quelle *li minori* si intendevano e si estendevano *sui maggiori* — *Vedi Duplessis sull' art.* 276 *della costumanza di Parigi.*

(16) Art. 914. La legge del 4 germile anno VIII, che aveva modificata quella del 17 nevoso anno II, non permetteva (art. 1) di disporre per donazione fra vivi o per testamento, che il quarto de' suoi beni, allorchè si aveva meno di quattro figli, del quinto se se ne aveva quattro, del sesto avendone cinque, e così in seguito; e l' art. 917 cangiò, come si vede, questa disposizione, poichè se non si lascia che un figlio, si può disporre della metà ec. Non è riservata a questo figlio che l' antica legittima.

(17) Art. 915. Questo è la copia dell' art. 2 della legge del 4 germile anno VIII.

(18) Art. 919. L'articolo 3 della legge del 4 germile anno VIII non permetteva che la disposizione della metà de' suoi beni, quando si lasciava degli ascendenti, de' fratelli o sorelle, o loro figli e nipoti, e quella de' tre quarti quando non si lasciava che zii o zie, prozii o prozie, cugini germani, o cugine germane, o loro figli; e l'art. 4 permetteva la disposizione della totalità quando non si lasciava parenti di questi gradi. Quest' art. 919 del Codice permette la disposizione della metà quando si lascia uno o più ascendenti in ciascuna delle linee paterna e materna; quella de' tre quarti, se non si lascia ascendenti che in una linea, e l'articolo 920 *in mancanza d' ascendenti e discendenti* permette di alienare la totalità delle proprie facoltà per atto fra vivi o per testamento. Così i fratelli e sorelle, i loro figli e nipoti, i prozii e prozie, i cugini germani e loro figli non sono più un ostacolo alla disposizione della totalità de' proprj beni.

(19) Art. 923. L' articolo 5 della legge del 4 germile anno VIII, che io rapportai nella nota sull' art. 914 stabilisce. « Le liberalità autorizzate dalla presen» te legge potranno esser fatte a benefizio de' figli » o altri successibili, senza che sieno soggette a colla» zione. » Ma esso non esigeva la dichiarazione espressa di disposizione a titolo di antiparte. — Converrà così che l' intenzione del donatore sia ben manifesta.

(20) Art. 925. Questa ritrocessione per le riduzioni delle donazioni era stabilita dall' art. 34 dell' ordinanza del 1731, relativamente alla legittima de' figli

che non si sarebbero trovati ne' beni lasciati dal donatore all' atto di sua morte.

(21) Art. 926. Le disposizioni testamentarie dovendo necessariamente esser le ultime, esse devono esser caduche allorchè la quota parte disponibile era di già donata fra vivi.

(22) Art. 927. Le disposizioni nominate in questo articolo sono fatte, e cadono *uno et eodem tempore.*

(23) Art. 929. Questa disposizione diventa la prima e le altre non sono che le ultime. L' intenzione è più marcata. *Fiat quod voluerit testator, si fieri potest.*

(24) Art. 930. Il donatario sarà riputato non esserlo giammai stato, rispetto alla proprietà. Il suo usufrutto avrà terminato il giorno della morte del donatore o il giorno della domanda in giustizia, conforme all' art. precedente.

(25) Art. 931. Io penso che gli eredi non dovranno esser obbligati a prendere iscrizione che alla morte del donatore, poichè possono esercitare l' azione di riduzione o rivendicazione contro i terzi detentori, come contro i donatarj — Non dovrebbero essi esser dispensati dal prenderla? — Sarebbe da desiderarsi chè i legislatori si spiegassero su questo punto. — Convien pensare che la legge degli 11 brumale anno VII vuole che tutti i diritti sieno iscritti. È vero che non vi è che quello che ha il titolo che può far iscrivere, e che il titolo è nelle mani del donatario e non in quelle degli eredi. È vero altresì che gli acquirenti dovranno esaminare con qual titolo il ven-

ditore è proprietario, o se lo è per donazione prendere le misure relative. — Così gli eredi devono esser dispensati dall' iscrizione.

(26) Art. 932. Artic. primo dell' ordinanza del 1731.

(27) Art. 934. Quest' art. ed il 936 formano il 5 della suddetta.

(28) Art. 935. Prima parte dell' art. 9 della suddetta ordinanza.

(29) Art. 937. Quest' articolo risolve per l'avvenire la questione per lungo tempo disputata di sapere se un minore poteva accettare una donazione. Clemente Mallerant, celebre giureconsulto, professore di diritto francese a Parigi, appoggiava per principio che un minore, potendo sempre migliorare la sua sorte, aveva la facoltà di accettare solo una donazione; e che questo non era che un potere accordato al tutore del minore, come al curatore dell' interdetto, dall' articolo 7 dell' ordinanza del 1731, d'accettare la donazione; quest' articolo dicendo: « Se il donatario » è minore di 25 anni, o interdetto per autorità » giudiziaria, *l' accettazione potrà esser fatta invece sua* dal suo tutore, o curatore ec. » — *Vedi* l'art. 457 al titolo *della minorità*, libro I del Codice civile. — Che i genitori ed ascendenti del minore possano accettare per lui, questo è ciò che dice l' art. 7 dell' ordinanza del 1731. — Coll' art. 457 v'occorre, per il tutore, l' autorizzazione del consiglio di famiglia; per i genitori ed altri ascendenti non farà d'uopo d' alcuna autorizzazione, poichè l' art. 225 essendo per così dire trascritto dall' art. 7 della suindicata or-

dinanza, questo dice: « Senza che vi sia bisogno di
» dare alcuna notizia ai parenti onde rendere vale-
» vole la detta accettazione. » — L' art. del Codice
sembrava stabilire la differenza fra l' accettazione del
tutore e quella de' genitori ed altri ascendenti.

(30) Art. 939. L' art. 8 dell' ordinanza del 1731
ha una disposizione fatta nello stesso senso. — L' art.
10 dell' ordinanza dispensava dalla necessità d' accettare le donazioni fatte anche dagli stranieri per contratto di matrimonio, le quali non potevano esser
attaccate, nè dichiarate nulle sotto pretesto di mancanza d' accettazione; e l' art. 13 ne dispensava le
istituzioni contrattuali, e quelle per sopravvenienza di
morte; — le donazioni che saranno fatte in seguito
per contratto di matrimonio, ne saranno egualmente
dispensate. L' art. 576 formalmente lo dichiara. —
Comunemente i parenti assistono alli contratti di
matrimonio e la loro presenza può esser risguardata
come un' autorizzazione sufficiente. Se i contraenti
sono maggiori, nel caso in cui l' accettazione non
fosse espressa, sia inserito il lor permesso che la
donazione dev' esser riguardata come un' accettazione sufficiente, sempre considerando il grandissimo
favore accordato ai contratti di matrimonio.

(31) Art. 940. L' art. 2 della legge dell' 11 brumale
anno VII è concepito in questi termini: « L' ipoteca
» non ha il suo valore ed i privilegi sugli immobili
» non hanno il loro effetto che in forza della loro
» iscrizione sui pubblici registri a ciò destinati. »

(32) Art. 942. *Vedi l' art. 22 della legge 11 brumale anno VII.*

(33) Art. 943. Questa è la disposizione dell' art. 14 dell' ordinanza del 1731. — La trascrizione dispenserà forse dall' insinuazione? Il Codice, che parlò delle varie formalità, come l' accettazione, la tradizione, la trascrizione non parla punto dell' insinuazione; vi fu luogo a pensare che la trascrizione leva la formalità dell' insinuazione. — L' insinuazione era stabilita per render pubbliche le donazioni per quanto era possibile. — La trascrizione le farà conoscere a quelli che ne avranno interesse: così termineranno i dubbj ch' esse non debbano esser più sommesse all' insinuazione.

(34) Art. 944. La prima parte è quella dell' art. 15 dell' ordinanza del 1731.

(35) Art. 945 « *Dare e ritenere non vale* » (art. 273 della costumanza di Parigi). Far una simile donazione sarebbe lo stesso che dare e ritenere.

(36) Art. 947. Quest' art., il precedente ed il successivo sono l' art. 16. dell' ordinanza del 1731.

(37) Art. 948. *Vedi* i cap. VII e VIII che trattano, il primo *delle donazioni fatte per contratto di matrimonio agli sposi e figli nascituri dal matrimonio*, e l' VIII *delle disposizioni fra sposi sia per contratto di matrimonio, sia durante il matrimonio.*

(38) 949. Seconda parte dell' art. 15 dell' ordinanza del 1731.

(39) Art. 951. Questo *non è dare e ritenere*. — Art. 275 della sunnomata ordinanza.

(40) Art. 952. Secondo Ricard, *Traité des donations*, parte III, cap. VII, sez. IV, il diritto di river-

sibilità è una specie di revoca delle donazioni usate nel paese di diritto scritto. — Fu introdotto in favore de' genitori che riacquistavano, attesa la morte de' loro figli, i beni che loro avevano dati, perchè non avessero il duplice dolore della perdita de' loro figli e di quella delle loro facoltà, e così perchè non abbandonassero il pensiere di dare ai loro figli. — L'art. 313 della costumanza di Parigi dice: « Gli ascen» denti succedono nelle cose da essi donate a' loro » figli morti senza posterità e loro discendenti » : ecco la vera parola riversibilità.

(41) Art. 953. Conviene che la legge pronunzii che le alienazioni saranno determinate, poichè esse non lo erano punto, a meno che non vi fosse un'espressa stipulazioue nella donazione. — « La riversibilità » *convenzionale*, dice Domat, *Lois civiles*, libro II, » tit. II, sez. III, n. 3, ha il suo effetto tal quale » è regolato dalla convenzione, sia fra ascendenti e » discendenti, o altre persone. » Dello stesso parere è Ricard, *des donations*, III parte, sez. IV, n. 798.

(42) Art. 960. Ricard, *des donations*, IV parte, tratt. II, cap. I, n. 5, dice: « La donazione onerosa » che i nostri giureconsulti chiamano *sub modo, mo-* » *dalis*, contiene un carico da eseguire dal donatario » apposto dal donatore alla sua liberalità, *il di cui* » *effetto è di revocare la donazione* nel caso che non » sii eseguito il carico; ma esso non impedisce che « la donazione non sia presentemente eseguita; come » se il testatore ha disposto in questa maniera: *Io* » *lego alla mia casa di Sorbona cento mille scudi*,

» *col carico che di questa somma si faccia costruire*
» *entro sei mesi una biblioteca.* » Si può vedere in Furgole, *des testamens*, cap. VII, sez. II e seg., una estesissima discussione sulle condizioni apposte alle disposizioni gratuite, chiamate disposizioni modali. — L'ordinanza delle donazioni non parla di questo motivo di revoca, nè d' ingratitudine; essa non parla che della riduzione per la legittima e della revoca per sorvenienza de' figli. — Frattanto le donazioni furono dichiarate revocabili per inesecuzione delle condizioni e per motivi d' ingratitudine stabiliti dall' art. 245 e sotto le modificazioni adottate dall' art. 248.

(43) Art. 961. Quest' è l' art. 39 dell' ordinanza del 1731, con la sola addizione delle ultime parole: *se egli* (il figlio naturale) *è nato dopo la donazione.* — Queste parole cangeranno la giurisprudenza, poichè non si esaminava se il figlio fosse nato prima o dopo della donazione; sembrava non esser nato alla famiglia che il giorno della legittimazione; il donatario guadagnava i frutti della cosa donata fino all' epoca della legittimazione.

(44) Art. 962. Questo in copia è l' art. 40 dell' ordinanza del 1731.

(45) Art. 963. *Idem* l'art. 41.

(46) Art. 964. *Idem* l'art. 42.

(47) Art. 966. *Idem* l'art. 43.

(48) Art. 967. *Idem* l'art. 44.

(49) Art. 968. *Idem* l'art. 45. — Le interruzioni come di diritto sono le minorità, le interdizioni, *contra non valentes agere non currit praescriptio*;

una domanda che fosse formata contro il donatario prima de' 30 anni, e che non fosse stata proseguita in giudizio, ma caduta da se; una semplice notificazione dell' atto di nascita del figlio o della legittimazione per matrimonio susseguente, che non fosse pure seguito da veruna domanda, avrebbero interotta la prescrizione. La donazione essendo revocata per la sola sorvenienza o la sola legittimazione, data la cognizione di tale sopravvenienza o legittimazione, ciò basta per interrompere la prescrizione.

(50) Art. 969. L' art. 1 dell' ordinanza del 1735, *des testamens*, imperativamente comandò che la disposizione testamentaria, di qualunque natura essa sia, sarebbe fatta per iscritto. — Come si tratta di seguito (in questa parte del Codice) delle forme nelle quali saranno fatti i testamenti, così si dispensò dal pronunziare quest' obbligazione di fare le sue disposizioni testamentarie per iscritto.

(51) Art. 970. Disposizione dell' art. 77 dell' ord. del 1735. — *Vedi* su ciò Furgole e Ricard.

(52) Art. 971. Non vi saran più che tre forme di testamenti in vece che quattro. *Il nuncupativo* del paese di legge scritta ed *il solenne* del paese di costumanza sono compresi col *testamento per atto pubblico*. — *Vedi* l' art. 289 della costumanza di Parigi sul testamento *solenne*: ciò chè prescriveva su ciò fu modificato dall' ordinanza del 1735.

(53) Art. 972. Quest' è l' art. 20 dell' ordinanza del 1735, *des testamens*.

(54) Art. 973. Tal sorta di testamento è nuova. (Testamento per atto pubblico).

(55) Art. 975. Questa è la prima parte dell' art. 23 dell' ordinanza del 1735.

(56) Art. 976. Questo articolo od il susseguente sono l' ultima parte dell' art. 23 dell' ordinanza del 1735. *Vedi* gli art. 44, 45 di quest' ordinanza.

(57) Art. 977. Questi sono gli art. 42, 43 dell' ordinanza, con questa differenza che l' ultimo autorizzava i legatarj universali o particolari ad essere testimonj per l' atto di sottoscrizione del testamento mistico ne' paesi in cui era adottata tal forma di testare.

(58) Art. 978. Questa è la copia dell' art. 9 dell' ordinanza del 1735.

(59) Art. 979. *Idem* dell' art. 10.

(60) Art. 980. *Idem* dell' art. 11.

(61) Art. 981. *Idem* dell' art. 12.

(62) Art. 983. Questa è l' approssimativa trascrizione degli art. 39 e 40 dell' ordinanza suddetta.

(63) Art. 984. Quest' articolo per quanto è possibile si avvicina, atteso i cambiamenti sopraggiunti nell' organizzazione politica, all' art. 27 dell' ordinanza del 1735.

(64) Art. 985. Questo è l' art. 30 dell' ordinanza suindicata.

(65) Art. 986. *Idem* l' art. 32.

(66) Art. 987. Disposizione approssimativa dell'art. 33.

(67) Art. 988. Quest' è l' art. 36 dell' ordinanza del 1735.

(68) Art. 998. *Idem* l' art. 37.

(69) Art. 999. Quest' è la disposizione approssimativa dell' art. 1 del tit. II del libro III dell' or-

dinanza della marina del 1687. — *Vedi* Furgole cap. II, sez. II.

(70) Art. 1001. Questa è la disposizione dell' art. III del medesimo titolo della sud. ordinanza del 1687. Nel leggere queste disposizioni relative ai testamenti marittimi io desiderai, che fossero affisse e collocate visibilmente in tutti i bastimenti.

(71) Art. 1002. L' art. 260 di questo Codice prescrive la forma del testamento olografo, che consiste soltanto ad esser scritto per intero, datato e firmato di proprio pugno del testatore. — Circa le forme usate nel luogo in cui il testamento è passato, ciò è conforme alla regola, *locus regit actum.*

(72) Art. 1004. Questa è la disposizione dell' art. 47 dell' ordinanza del 1735. — Essa non parla nè de' testamenti fatti sul mare, nè di quelli fatti in paese straniero; parla solo de' testamenti de' paesi di diritto scritto, di quelli de' paesi di costumanza, de' militari e de' testamenti fatti in tempo di peste.

(73) Art. 1006. Secondo l' art. 299 della costumanza di Parigi, l' istituzione d' erede non aveva luogo ove non fosse richiesta dalla volontà d' un testatore; ma quando era fatta, valeva fino alla quantità de' beni di cui il testatore poteva valevolmente disporre, in luogo che ne' paesi di legge scritta l' istituzione d' erede era la base di ogni testamento. — Non si distingueva altre volte tre sorta di legati, universali, a titolo universale e particolare: il legato a titolo universale era confuso col legato universale. — Se la liberalità del testatore, ci s' insegnava, compren-

de *tutte* le facoltà *o una quota parte*, questo è un legato universale; se essa non consiste che in cose particolari, questo non è che un legato particolare. — *Vedi* Rousseau, Clemente Mallerant suo successore alle scuole di diritto a Parigi.

(74) Art. 1017. *Legatum est quaedam liberalitas a defuncto derelicta et* AB HAEREDE PRESTANDA.

(75) Art. 1021. I legatarj universali sono paragonati in molte cose agli eredi: sono come questi personalmente obbligati per i debiti, almeno fino alla concorrenza di ciò che raccolgono dalla successione; sono precisamente eredi col benefizio dell' inventario.

(76) Art. 1024. Un legato viene risguardato come un debito della successione.

(77) Art. 1026. Altre volte il legato era valevole quando il testatore sapeva che la cosa legata non gli apparteneva; si presumeva che avesse voluto che l'erede l'acquistasse per il legatario, o che gliene dasse l'importo. — Se lo straniere non aveva la cosa, il legato era caduco.

(78) Art. 1035. I legatari particolari non sono obbligati ai debiti; conviene che tutto ciò che si attrova fralle mani dell' erede o del legatario universale (e disponibile), sia svanito prima che i loro legati sieno diminuiti. — *Vedi* Rousseau e Clemente Mallerant.

(79) Art. 1036. Ricard fece una lunghissima dissertazione relativa agli esecutori testamentarj, seconda parte, cap. II, *des donations*, e Furgole ne fece una più estesa, cap. X, sez. IV. Riporto per intero l'art. 297 della costumanza di Parigi, che regola tutti i

diritti e tutti i doveri degli esecutori testamentarj, e che servì di modello a tutte le disposizioni di questa sezione. « Gli esecutori testamentarj sono im-
» possessati per un anno e un giorno dopo la man-
» canza del defunto de' beni mobili rimasti alla sua
» morte, onde eseguire il suo testamento, se il te-
» statore non avesse ordinato che *i suoi* esecutori
» fossero impossessati soltanto di *certe* somme: ed
» *il detto* esecutore è obbligato di fare un diligente
» inventario subito che pervenne a sua cognizione
» il testamento, presente l'erede presuntivo, o for-
» malmente citandolo. » Ricard al terzo commento dice, che si può prolungare il termine di un anno, soprattutto se gli esecutori furono impediti nel loro esercizio da cause o altrimenti, dovendosi utilmente spiegare i termini dell'articolo della costumanza.

(80) Art. 1038. I testamenti potevano esser revocati tacitamente (e possono esserlo secondo l'art. 527) in forza d'atti non conciliabili coll' esistenza del legato. Per esempio, *si testator rem legatam alienavit, nulla rei familiaris inopia pressus;* egualmente, se il testatore aveva disposto per dono fra vivi della cosa legata, si giudicava che non avesse voluto che appartenesse al suo legatario.

(81) Art. 1040. *Vedi* Furgole, cap. XII, *des codicilles.*

(82) Art. 1042. La semplice ragione di quest'articolo è che un legatario non può acquistare il legato che alla morte del testatore, e che conviene esser vivo per acquistare.

(83) Art. 1043. Perchè non è che al momento che compiesi la condizione che il legato s' acquista.

(84) Art. 1044. *Res perit domino.* La cosa certa legata apparteneva al legatario per volontà del testatore. *Dicat testator et erit lex.*

(85) Art. 1046. Il ripudio e l' incapacità fanno che non vi sia mai stata istituzione, nè legato.

(86) Art. 1048. *Vedi* Furgole, cap. IX, *du droit d'accroissement*; l' accrescimento è paragonato all' alluvione.

(87) Art. 1052. Li motivi che autorizzano la revoca delle disposizioni testamentarie sono l' inesecuzione delle condizioni e l' ingratitudine. *Vedi* gli art. 244, 245. *Vedi* Furgole, cap. XI, *de la révocation des testamens*, e la sez. I di questo cap., *de la révocation des donations.*

(88) Art. 1053. L' oggetto *della restituzione*, ch' è la porzione disponibile; le persone chiamate a raccoglierla, che sono i figli nati e nascituri del gravato, senz' eccezione, nè preferenza di età o di sesso al primo grado soltanto, la disposizione che un donatore può fare di tutta o parte della facoltà disponibile a profitto d' uno o più de' suoi fratelli, coll' obbligo di renderla a' loro figli nati o nascituri al primo grado solamente, varia un poco la restituzione dalla *sostituzione* che non potevasi fare che salva la legittima ai figli, e fino a due gradi di sostituti oltre il donatario, l' erede istituito o il legatario, o altro che avrebbe il primo raccolti i beni del donatore o del testatore. *Vedi* gli art. 30, 33 dell' ordinanza del 1747, *des substitutions.*

Ma siccome la restituzione ha qualche rapporto colla sostituzione (Favard disse al corpo legislativo, che la sostituzione era sollevata da' suoi abusi) si prese dall' ordinanza delle disposizioni, come se ne prese da quella sulle donazioni e sui testamenti. — Queste tre ordinanze dell' illustre D'Aguesseau, ch'ebbe la saviezza di redarle dietro i principj stabiliti, segnatamente da Ricard, passavano per la ragione scritta. Non si poteva sbagliare seguendo le tracce di D'Aguesseau. — Il legislatore, che le riportò sulla proposizione di D'Aguesseau, diceva in uno de' suoi preamboli : " La nostra intenzione non è quella di „ fare un reale cambiamento alle disposizioni delle „ leggi che i tribunali osservarono fino al presente: „ noi al contrario vogliamo confermarne l' autorità „ con regole tratte da queste stesse leggi, d' una „ maniera sì precisa, che l' incertezza o la varietà „ delle medesime non sia più d'ora in avanti una ma„ teria sempre nuova d' inquietudine per i testatori, „ di dubbj per i giudici e di litigi rovinosi anche „ per quelli che li vincono. „

(89) Art. 1054. Questa è una redazione simile all' incirca a quelle dell' art. 16 dell' ordinanza del 1747, *des institutions*.

(90) Art. 1055. Quest' è la disposizione approssimativa dell' art. 42 dell' ordinanza suddetta.

(91) Art. 1058. Quest' è la disposizione dell' art. 44 della stessa ordinanza. — Vi è solo questa differenza, che conviene che il testatore espressamente la commetti, nel mentre che per l' ordinanza le femine

avevano il regresso di diritto anche per i frutti od interessi che loro erano dovuti.

(92) Art. 1059. Disposizione all'incirca simile a quella dell' art. 5 del tit. II dell' ordinanza del 1747.

(93) Art. 1061. Quest' è l' art. 1 del titolo II dell' ordinanza suddetta, con questa distinzione nell' articolo del Codice, che non vi sarà bisogno d' inventario nel caso in cui non si tratterà che di un legato particolare.

(94) Art. 1062. Redazione approssimativa a quella dell' art. II del tit. II dell' ordinanza del 1747.

(95) Art. 1065. *Idem* dell' art. 3 del tit. II della suddetta.

(96 Art. 1067. Redazione dell' art. 7 del tit. II della sud.

(97) Art. 1068. *Idem* della prima parte dell' art. 10 del tit. II della sud.

(98) Art. 1069. Redazione approssimativa della seconda parte degli art. 11 e 12 del tit. II della sud.

(99) Art. 1070. Disposizione della fine dell' art. 12 del tit. II della sud.

(100) Art. 1071. Disposizione approssimativa di quella dell' art. 18 del tit. II della sud. — L'art. 27 del titolo II dell' ordinanza del 1747 fissa il termine per la pubblicazione. Sei mesi contando dal giorno dell' atto che contiene le disposizioni allorchè sono fra vivi, e sei mesi contando dal giorno della morte di quello che le avrà fatte, allorchè saranno contenute in una disposizione per cagione di

morte. — Senza dubbio sarà colà il termine in cui le restituzioni saranno pubblicate.

(101) Art. 1072. Redazione simile a quella dell' art. 32 del tit. II dell' ordinanza del 1747.

(102) Art. 1075. Redazione dell' art. 33 del tit. II della medesima.

(103) Art. 1078. Disposizione dell' art. 34 del tit. II della medesima.

(104) Art. 1081. Le disposizioni per i genitori delle proprie facoltà a' loro figli, e che procedono dalle leggi romane, furono sempre riguardate con un tal favore, che l' ordinanza del 1735) art. 15, 16 e 17) le dispensava dalle formalità che si esigono per i testamenti ne' paesi di diritto scritto, ne' quali esse avevano luogo; si poteva farle o per testamento olografo, o per testamento solenne in presenza di due notari o di un notajo, e due testimonj. — Gli articoli del Codice assoggettandole alle medesime formalità che gli atti fra vivi o testamentarj, potranno esser fatte egualmente o per atto di donazione fra vivi davanti notaro, con minute e colle altre formalità di accettazione di trascrizione, o per testamento olografo, o per testamento pubblico, o per testamento mistico.

— Furgole, *des testamens*, cap. VIII, sez. I, dopo di aver trattato ai n. 142, 143 e susseguenti delle divisioni *inter liberos*, appoggiò per principio che basta che il padre o qualunque altro ascendente faccia la distribuzione come crede a proposito, semprechè non porti verun danno al diritto di legittima di cia-

scuno de' figli; e dopo aver stabilito, dietro l'ordinanza del 1735, le regole, conforme alle quali queste divisioni dovevano farsi, tratta negli art. 183, 184 e susseguenti *des dimissions des biens*, di cui il Codice non parla. — Lebrun, lib. I, cap. I, sez. V, *des dimissions*, e Ricard, parte I, cap. IV, sez. III, comm. 1150, trattano di queste dimissioni, che secondo il primo sono reputate aver luogo più delle disposizioni fra vivi o testamentarie, di quello che delle successioni *ab intestato*. — Secondo Furgole queste sono qualità di successioni anticipate. Quelli che dimettono, avendo stabilito d'imitare la natura, nel prevedere il caso di morte, non possono farlo che a benefizio degli eredi presuntivi; in conseguenza non vi è che quelli che hanno de' legittimi eredi, e di diritto i discendenti o collaterali, che possano fare delle dimissioni. Tali dimissioni devono esserlo della totalità de' beni, ritenuto soltanto l' usufrutto per il donatore o testatore a titolo di *costituito* o *di concessione*. Sta nella natura di queste disposizioni l' esser revocabili *usque ad mortem*. — L' art. 183 del Codice avendo stabilito che non si poteva disporre de' suoi beni a titolo gratuito se non se per donazione fra vivi o per testamento, e le dimissioni essendo disposizioni atteso morte, revocabili a piacere, non vi deve esser più questione sulla dimissione de' beni nel Codice.

(105) Art. 1082. L'art. 17 dell' ordinanza del 1735 pronunziava l' inutilità delle disposizioni che fossero fatte in questi atti a profitto d'altri fuorchè

di figlì e discendenti, e non manteneva che quelle che risguardavano i detti figli o discendenti.

(106) Art. 1092. Le regole prescritte per le donazioni fra vivi sono *la stipulazione* dell' atto dinanzi notaro, con minuta (art. 221,) *l' accettazione* che agisce da per se stessa, come la tradizione e *la trascrizione*, sotto pena di nullità (art. 228, 232) ec. L' art. 15 dell' ordinanza del 1731 proibiva di fare veruna disposizione di beni presenti ed a venire, se ciò non era per contratto di matrimonio, sotto pena di nullità di donazione pure per i presenti.

(107) Art. 1091. Quest'art. ed il 1092 sono composti delle disposizioni dell' art. 17 dell' ordinanza del 1731, con alcune aggiunte.

(108) Art. 1093. Quest' è l' art. 18 dell' ordinanza sud.

(109) Art. 1094. Eccezione alle regole prescritte per le donazioni fra vivi; questa è la disposizione dell' art. 10 dell' ordinanza sud.

(110) Art. 1096. La legittima de' figli doveva sempre esser loro riservata e le disposizioni gratuite dovevano esser ridotte fino a questa legittima. La porzione di cui il donatore non può disporre deve esser paragonata alla legittima.

(111) Art. 1097. In forza dell' art. 14 della legge 17 nevoso anno II gli sposi potevano sia dietro il contratto di matrimonio, sia per atti posteriori (doni fra vivi o legati) donarsi la totalità de' loro beni, salvo la convenzione, o riduzione delle donazioni, soltanto in usufrutto della metà nel caso che vi fossero de' figli alla morte del premoriente.

(112) Art. 1098. Le donazioni fatte per contratto di matrimonio non sono revocabili. — Quest' irrevocabilità delle donazioni fatte durante il matrimonio fra sposi o di uno sposo all' altro era di diritto ne' paesi di legge scritta, dove tali donazioni erano permesse. La ragion n' era che si poteva dubitare che la donazione fosse stata fatta per tenerezza, per debolezza, per condiscendenza e senza quella libertà di spirito che è necessaria in tutti li contratti.

(113) Art. 1100. Quest' articolo è motivato sulla tema senza dubbio che una donazione non sembrasse fatta in riversibilità dell' altra. Quest' è la disposizione dell' art. 77 dell' ordinanza del 1735.

Fine del V Volume.

INDICE

Di ciò che contiene il quinto volume.

LIBRO III.

DE' DIFFERENTI MODI CO' QUALI SI ACQUISTA LA PROPRIETA'.

Cod: Nap:
Motivi &c.
T: 5